

# REVUE HISTORIQUE

FONDÉE EN 1876 PAR GABRIEL MONOD

DIRECTEURS :

CHARLES BÉMONT ET CHRISTIAN PFISTER.

*Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.*

*Cicéron, de Orat., II, 15.*

**TRENTE-HUITIÈME ANNÉE.**

---

TOME CENT DOUZIÈME

**Janvier-Avril 1913.**

---

PARIS

**LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN**

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1913

2308.13.

121645

D

1

.R6

t. 112

1913

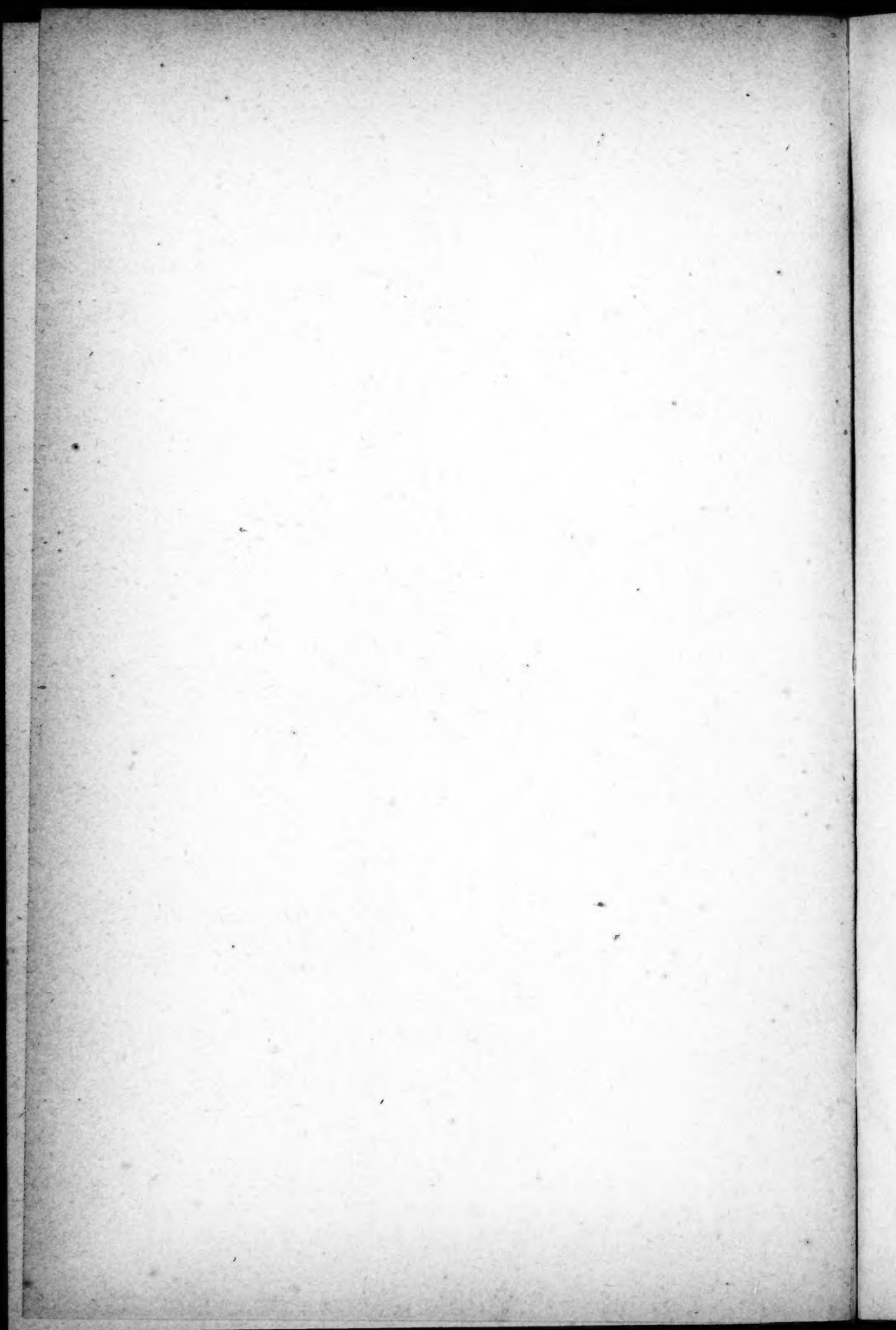
H

~~193282~~

~~x112~~



**REVUE**  
**HISTORIQUE**



LE COMMENCEMENT  
DE LA  
RESTAURATION CATHOLIQUE  
EN ANGLETERRE  
PAR MARIE TUDOR (1553).

---

Jamais souverain peut-être, à son avènement, ne fut accueilli par ses sujets avec plus d'enthousiasme que Marie Tudor. Sa jeunesse assombrie par la tristesse et les larmes, ses souffrances noblement supportées, sa dignité de vie et ses vertus, dans une cour corrompue, lui avaient gagné les cœurs. Au temps d'Anne Boleyn, les femmes se pressaient déjà sur son passage, éplorées et protestant que, quoi qu'on fit, elle restait leur princesse<sup>1</sup>. Tous la saluaient, selon la remarque amère de la jalouse favorite, « comme si c'eût été Dieu lui-même descendu du ciel »<sup>2</sup>. Un vieux poème français, écrit et publié à Londres au lendemain de l'exécution d'Anne Boleyn<sup>3</sup>, chantait ainsi le prochain retour de Marie à la cour :

Et n'eussiez veu jusque aux petits enfans,  
Que tous chantans et d'aise triomphans.  
Il n'y a cueur si triste qui ne rye  
En attendant la princesse Marie.

1. Ce fait, raconté par Dinteville, se passa quand Marie se rendit de Greenwich à Eltham, en 1535 : « Item, dernièrement, quand elle feust revenue de Greenwich, une grande troupe de femmes, tant bourgeoisyes que autres (au desceu de leurs maris) luy furent au devant, en pleurant et criant que nonobstant tout ce qui avoit esté faict, elle estoit princesse, en furent mises les plus grandes en la Tour, tousjours persistant en leur opinion » (Mémoire des ambassadeurs français, Bibl. nat., ms. Dupuis 547, fol. 200). Parmi les femmes qui manifestèrent en faveur de Marie, l'ambassadeur nomme lady Rochford, belle-sœur d'Anne Boleyn, et lady William Howard.

2. Chapuis à Charles-Quint, 10 janvier 1534 (Arch. d'État de Vienne, P. C., 229, I, fol. 4).

3. Il porte la date de juin 1536.

Le pays entier aurait pu répéter ce refrain, lorsque la princesse, victorieuse de l'odieux Northumberland et proclamée reine, fit sa triomphale entrée dans la capitale du royaume. C'est « la plus grande resjouissance du peuple que l'on scauroit extimer », écrivent les ambassadeurs impériaux, « criant *vice ladicte dame*, faisans feugs de joie par toute la ville; et a esté tel concours du peuple que fut jamais veu, comme silz attendoient la restitution du royaume d'elle »<sup>1</sup>. « L'amour que porte le peuple à la princesse », dit, dans la même circonstance, l'espagnol Guaras<sup>2</sup>, « est vraiment extraordinaire, et certainement en cela il offense Dieu, car son amour dégénère en idolâtrie. » Noailles lui-même, peu porté à juger favorablement la nouvelle reine, confesse « que la démonstration du peuple incline totalement à la vouloir honorer et obéir »<sup>3</sup>.

Marie dut songer dès le premier moment à profiter de l'enthousiasme de son peuple pour rétablir, dans le royaume, le catholicisme qui lui tenait tant au cœur. Beaucoup s'y attendaient. « Mesme desja », écrit Noailles plus de dix jours avant l'arrivée de la reine à Londres, « font conte la pluspart de voir la messe remise et autres ceremonies de l'église<sup>4</sup>. » N'était-elle point « cette vierge pure de toute tache d'hérésie », dont parlait un contemporain<sup>5</sup>, celle qui, comme une vestale antique, avait conservé le feu sacré dans un pays où il semblait complètement éteint? « Dans les ténèbres épaisses de ce royaume », disait Reginald Pole, « elle est seule restée comme une faible lumière combattue de grands vents prêts à l'éteindre, afin de resplendir plus tard sur le monde<sup>6</sup>... Ce fut, en Angleterre, la seule vierge sage qui porta bien haut sa lampe magnifique, alimentée de l'huile de

1. Les ambassadeurs impériaux à Charles-Quint, 19 juillet 1553 (Weiss, *Papiers d'État de Granvelle*, t. IV, p. 41).

2. *Relación de Antonio de Guaras*, édit. R. Garnett, sous le titre : *The Accession of Queen Mary*. Londres, 1892, p. 49.

3. Noailles au roi, 20 juillet 1553 (abbé de Vertot, *Ambassades de Messieurs de Noailles en Angleterre*. Leyde, 1763, t. II, p. 80).

4. Noailles au roi, 20 juillet 1553 (*loc. cit.*).

5. *John Elder's Letter describing the arrival and marriage of king Philipp, etc.*, libelle publié à Londres en 1555, dont Foxe et Hollinshed ont donné des extraits, mais qui ne fut point réédité en entier avant Nichols (appendice de la *Chronicle of Queen Jane and two years of Queen Mary*, Camden Society, 1850, p. 136-160). Le passage cité est à la p. 164 de Nichols.

6. Parole rapportée par Giovanni Micheli en 1557 (Albéri, *Relazioni degli ambasciatori veneti*, sér. I, t. II. Florence, 1841, p. 324).

la vraie religion et capable de répandre une lumière assez vive pour éclairer la nation entière<sup>1</sup>. » « On peut dire », écrit un Espagnol en 1554, « qu'en elle s'est gardée la foi du royaume pour ne se point perdre totalement<sup>2</sup>. » Sa piété était grande et sa religion sincère. « De son humilité, de sa piété et de sa religion », écrivait Giovanni Micheli, « il est inutile d'apporter des preuves, car elles sont non seulement connues de tous, mais encore affirmées par les actes et par les faits, presque par le martyre, si l'on songe aux persécutions passées... Il est certain qu'il y a peu de femmes au monde, — je ne parle pas seulement des princesses et des reines, mais des simples dames, — qui soient plus assidues à la prière, laquelle rien ne lui fait interrompre..., plus fidèles observatrices du jeûne, de la communion, en un mot de toutes les œuvres chrétiennes; une religieuse n'en fait pas davantage<sup>3</sup>. » « Elle est si ferme dans la religion catholique », rapporte un autre ambassadeur vénitien, « que, malgré la défense de son frère et du Conseil de faire dire la messe selon l'usage de l'Église romaine, elle la fit célébrer secrètement; jamais elle ne consentit à une autre forme de religion; plusieurs fois elle dut déclarer que, pour maintenir la croyance dans laquelle elle était née, elle souffrirait le martyre, mettant son espoir en Dieu seul. D'où souvent elle répète la parole de l'Écriture : *In te, Domine, confido; non confundar in aeternum. Si Deus est pro nobis, quis contra nos?*<sup>4</sup> » La vive foi de Marie lui inspira la restauration en Angleterre de la religion de ses ancêtres. L'ambassadeur impérial, Simon Renard, affirme à Charles-Quint que pour cette restauration elle affronterait le martyre et qu'elle le disait tout haut.

Toutefois, quels que fussent sa piété, son optimisme même, la reine n'ignorait pas que sa religion avait été le principal motif

1. Reginald Pole à Marie Tudor, 2 octobre 1553 (*Venetian Calendar*, p. 418-423). « Quae semper in recta fide religioneque firmam sese atque constantem praestitisset », dit d'elle Reginald dans la *Reformatio Angliae ex decretis Reginaldi Poli cardinalis* (Le Plat, *Monumentorum ad historiam concilii Tridentini... collectio*. Louvain, 1780-1787, p. 570).

2. Appendice du *Viaje de Felipe II a Inglaterra por Andrés Muñoz*, édit. de la *Sociedad de Bibliófilos españoles*. Madrid, 1877, p. 99.

3. Relation de Giovanni Micheli de 1557 (Albéri, *loc. cit.*). « Es una sancta », répètent les Espagnols qui accompagnent Philippe II en Angleterre (Muñoz, *op. cit.*, p. 95, 106, 108).

4. Relation de Giacomo Loranço, de 1554 (Albéri, *op. cit.*, sér. I, t. III, p. 93).

invoqué contre elle par Northumberland et par Édouard VI pour la priver du trône<sup>1</sup> : « Marie, pour avoir persévéré dans ses anciennes croyances », avaient-ils dit, « et s'être opposée aux décrets du Parlement et de Sa Majesté, méritait d'être privée de la succession<sup>2</sup>. » Par « la crainte du retour au papisme », le duc s'était gagné des adhérents<sup>3</sup>.

Marie savait aussi qu'elle devait sa couronne aux partisans des idées nouvelles comme à ceux des anciennes. C'était un réformé qui l'avait secrètement avertie des projets de Northumberland, alors que sans défiance elle prenait le chemin de Londres, où le duc l'attendait pour s'assurer de sa personne<sup>4</sup>. Une ballade contemporaine, d'inspiration protestante, puisqu'elle fait l'éloge d'Édouard VI, célèbre l'avènement de Marie et se réjouit de la défaite du traître<sup>5</sup>. Les protestants étaient donc bien loin de redouter cet avènement; et la nouvelle reine dut tout naturellement songer, sinon à se concilier leur faveur, tout au moins à ne pas se les aliéner.

Henri II, apprenant le désir qu'avait Marie de rétablir le catholicisme, s'empessa de la féliciter et de lui promettre son appui<sup>6</sup>. Mais Henri était l'adversaire secret de la reine, dont il

1. Reginald Pole à Jules II, 23 octobre 1554 (*Venetian Calendar*, t. V, p. 582).

2. Relation de Giacomo Soranzo (Albéri, *op. cit.*, sér. I, t. III, p. 38). Édouard VI invoque principalement ce motif, près des hommes de loi. Récit de Lord Montague publié par Fuller, *Church History*, liv. XIII, sect. 2.

3. *Chronicle of Queen Jane*, édit. Nichols, p. 6-7; Holinshed, *Chronicle*, t. III, p. 1068.

4. Sir Nicholas Throckmorton raconte, dans son autobiographie en vers, que ce fut lui-même qui prévint Marie, bien qu'il fût opposé à la religion de la reine :

« And though I lik'd not the religion  
Which all her life queene Marye hadd profest  
Yett in my mind that wicked motion  
Reight heires for to displace I did detest.  
Causeless to profer any injure  
I meant it not, but sought for remedie. »

(*Chronicle of Queen Jane*, édit. Nichols, p. 2). Cf. Goodman, *Memoirs*, p. 161. — Sir James Hales, le seul homme de loi qui refusa de signer le document qui privait Marie de la couronne, était protestant; il devait s'opposer, plus tard, au rétablissement du culte catholique.

5. *An invectyve agaynst Treason*, imprimée à Londres, chez Madely, en 1553, et rééditée par R. Garnett, dans son édition de la *Relación de Antonio de Guaras*. Londres, 1892, p. 144.

6. « A quoy ne faillimes, suivant vostre instruction, la conforter et animer encore davantage, l'assurant de vostre part que en sa très sainte et devote



connaissait l'étroite union avec l'empereur. Aussi sa joie de la pieuse tentative de Marie lui fut-elle moins inspirée par un sentiment de vraie religion que par des vues toutes politiques. Il soupçonnait les difficultés que susciterait la restauration de la vieille foi<sup>1</sup>. Les embarras qu'elle causerait au nouveau gouvernement, les luttes intestines qui pouvaient en résulter lui assuraient la neutralité de l'Angleterre, maintenant qu'il ne pouvait plus compter sur son alliance. « Vous assurant, sire », avait écrit Noailles, « que la bonne opinion que j'entends que ceste dicte dame pourra prendre au bien de ceste religion, et les contraires qu'elle y trouvera luy donneront tant d'empeschemens que cela suffira pour vous tenir en quelque repos de ce costé<sup>2</sup>. »

L'empereur, pour des motifs politiques aussi, conseillait à Marie la prudence. Il ne fallait point que le royaume, désormais gagné à la cause impériale, devînt un poids mort, par suite des divisions doctrinales. Ces divisions avaient rendu possible le complot de Northumberland; ne pouvaient-elles engendrer des révoltes qui auraient précipité du trône la nouvelle reine? Quelques semaines plus tôt, il avait engagé Marie à promettre qu'elle ne changerait rien à la religion de ses sujets, si on la laissait succéder à son frère<sup>3</sup>. Aussi lui recommande-t-il maintenant une extrême réserve. « Et oultre ce, lui direz que, puisqu'il a plu à Dieu réduire toutes choses en si bons termes, que luy conseillons qu'elle tienne singulier regard de, pour le commen-

affection à l'exaltation de l'honneur de Dieu, de la sainte foy catholique et vraye religion, elle trouvera en vous tout le confort et ayde qu'elle sauroit attendre et desirer de prince de la chrestienté; luy faisant vivement entendre le plaisir que avez ja receu d'ouyr sa vertueuse et très louable deliberation. » MM. de Gyé, évêque d'Orléans, et de Noailles au roi, 23 août 1553 (Vertot, *op. cit.*, t. II, p. 121-122). Lettre du roi aux mêmes, 28 août 1553. « Le roi ordonne à son ambassadeur ordinaire et à ses ambassadeurs extraordinaires d'assurer la reine d'Angleterre de toutes ses forces pour l'établissement de la religion et de son autorité dans ses états » (*Ibid.*, t. II, p. 128). Cf. lettre du roi à Noailles, 9 novembre 1553 (*Ibid.*, t. II, p. 248).

1. Ce n'est pas, disait-il, « petite besoigne à achever; aussy, je ne fais doute qu'avec les aultres affaires de son royaume elle n'en ayt pour bien long-temps ». Lettre citée de Henri II, du 28 août 1553.

2. Noailles au roi, 29 juillet 1553 (Vertot, *op. cit.*, t. II, p. 92).

3. Charles-Quint à ses ambassadeurs, Bruxelles, 23 juin 1553 (Weiss, *Papiers d'État de Granvelle*, t. IV, p. 12). L'empereur revient sur cette recommandation dans sa lettre du 11 juillet (*Ibid.*, t. IV, p. 25). Et, le 25 juillet, il proteste que « la dite dame Marie, nostre cousine », veuille « faire changement ny à la façon de l'administration du royaume ny au surplus » (*Ibid.*, t. IV, p. 47).

cement, non se trop hâter avec zèle de réduire les choses qu'elle trouvera n'être en bons termes, mais qu'elle s'accommode avec toute douceur, se conformant aux définitions du parlement, sans rien faire toutefois de sa personne qui soit contre sa conscience et la religion, ayant seulement la messe à part, dans sa chambre, sans autre démonstration, dissimulant au surplus sans que, pour maintenant, elle fasse constitutions contraires à celles qui sont pour le présent au dit royaume et sans se laisser à ce, pour le commencement, induire et persuader par aucuns particuliers<sup>1</sup>. » Peu de jours après, Charles insiste de nouveau et signale le grave danger d'une réaction religieuse trop prompte : « Et au regard de l'instauration de la religion en ce coustel là, vous polrez dire à la dicte royne que nous louons grandement son bon zèle et désir qu'elle a de rendre le devoir qu'elle est obligée pour ladicte restauration et recognoistre envers Dieu la prospérité que luy a donné; mais toutefois nous ne pouvons délaisser de lui représenter les difficultez que en ce commencement elle aura sur ce point. Et signamment seroit à craindre que les principaulx qu'ont tenu son party, pour estre grande partie d'iceulx, à ce que l'on entend, desvoyez, se polroient déclarer à l'encontre d'elle; et aussi est apparent qu'elle auroit contraire grande partie du conseil et le peuple qui luy est si favorable, mesme celluy de Londres et de là à l'entour, que par faulse prédication a esté pour la pluspart séduit<sup>2</sup>. »

Les ambassadeurs impériaux recommandent à la reine de « non se hâter ès choses de la religion »<sup>3</sup>; ils mettent la reine en garde contre une conversion apparente et trop rapide de ses sujets, contre leur soumission des premiers jours qui pourrait entraîner son zèle au delà des limites et l'engager elle-même dans une voie périlleuse où déjà les Français la voudraient voir. « Entre aultres, ce point de la religion, que jà çois il semble que les choses se doigent accommoder et que le commencement soit

1. L'empereur à ses ambassadeurs, Bruxelles, 22 juillet 1553 (Weiss, *Papiers d'État de Granvelle*, t. IV, p. 55). Cf. Griffet, *Nouveaux éclaircissements sur l'histoire de Marie, reine d'Angleterre, fille aînée de Henri VIII*. Paris, 1776, XI.

2. Charles-Quint à ses ambassadeurs en Angleterre, Bruxelles, 29 juillet 1553 (Weiss, *op. cit.*, t. IV, p. 60).

3. Les ambassadeurs à Charles-Quint, 2 août 1553 (Arch. du royaume de Bruxelles. *Papiers d'État et de l'audience*, t. CCCLXXXIII, fol. 145 v°, cop., XVIII<sup>e</sup> siècle).



très bon, si est-ce il vraysemblable que plusieurs le font par dissimulation et pensent aultre chose en leurs cueurs que ce qu'ils démonstrent extérieurement, et que pour ce l'on doit tenir l'œil au guet, à ce que aiant changé l'affection qui pouvoient porter à Vostre Majesté, ils ne procurent ou consentent nouuelleté, commotion ou trouble au royaume; qu'est ung point dont se voudront aider les François et partiaux du royaume, si veuillent machiner quelque chose contre Votre Majesté, com' il est apparent<sup>1</sup>. » Qu'on procure « le remède de la religion », écrira encore l'empereur l'année suivante, « mais que ce soit en saison et par termes qui ne causent effect contraire au bien que en cecy l'on prétend »<sup>2</sup>.

Ces avis ne manquaient pas de justesse. L'état d'esprit des Anglais, en matière religieuse, à cette époque, était assez peu propice à une restauration du catholicisme complète et durable.

Certaines parties de l'Angleterre gardaient assurément quelque attachement aux vieilles croyances. « Si le peuple de Londres est perfide, obstiné dans l'hérésie », écrivait-on de Londres le 12 août 1553, « le reste du royaume ne l'est pas au même point<sup>3</sup>. » Le nord et l'ouest restèrent toujours en majorité catholiques<sup>4</sup>. Mais déjà le sud-ouest, qui avait été le berceau de la révolte religieuse de 1549 contre les innovations liturgiques d'Édouard, se transformait lentement au point qu'il fut, au temps d'Élisabeth, un centre actif de protestantisme militant. Les opinions nouvelles avaient profondément pénétré l'est, les comtés d'Essex et de Kent, quelques pays du centre et la plupart des régions industrielles et commerciales. La capitale fut toujours un foyer intense de prosélytisme<sup>5</sup>. Quinze mille réformés étran-

1. Les ambassadeurs impériaux à Marie, août 1553 (Weiss, *op. cit.*, t. IV, p. 65).

2. Charles-Quint à ses ambassadeurs en Angleterre, du camp près Bouchain, 3 août 1554 (Weiss, *op. cit.*, t. IV, p. 284).

3. Dandino rapporte cette phrase dans sa lettre à del Monte du 20 août 1553 (Arch. Vaticanes, *Fiandra*, t. I, fol. 159). Cité par Ancel, *la Réconciliation de l'Angleterre avec le Saint-Siège*, dans la *Revue d'histoire ecclésiastique*, t. X, p. 774. — Dandino avait été envoyé à Bruxelles, comme légat, près de Charles-Quint, en 1552.

4. L'Espagnol Antonio de Guaras exagérait beaucoup en estimant à quatre-vingt-seize pour cent le nombre des catholiques du royaume (*Relación de Antonio de Guaras*, édit. R. Garnett, p. 63).

5. « Beaucoup, à Londres, sont fermement attachés aux nouvelles doctrines », écrit Bernardino Ferrario, l'ambassadeur à Londres du duc de Ferrare, le 12 août 1553 (Haile, *Life of Reginald Pole*. Londres, 1910, p. 382).

gers, sous Édouard, y avaient librement prêché leur doctrine et pratiqué leur culte<sup>1</sup>. Si Somerset et Northumberland favorisèrent la cause protestante, selon l'Espagnol Guaras, c'est qu'ils suivirent et flattèrent l'inclination populaire<sup>2</sup>. Marie, pour son élévation sur le trône, n'aurait pu compter sur les partisans de l'ancienne foi; les ambassadeurs impériaux étaient en effet persuadés que « l'espoir que la dicte dame pourroit prendre d'aucuns du pays est vain pour la religion »<sup>3</sup>. Un Vénitien écrit, au début du règne, que « le démon a acquis dans le royaume une extraordinaire puissance et qu'il l'a engagé à fond dans l'hérésie »<sup>4</sup>. « Le nombre des bons est de beaucoup inférieur à ce qu'on suppose », croit l'ancien ambassadeur à Londres, Diego de Mendoza, « et le peuple a goûté si largement les douceurs de cette liberté qu'assure l'hérésie » qu'il est bien malaisé de le convertir<sup>5</sup>. Soranzo rapporte, en 1554, que « peut-être la majorité de la population est mécontente de la restauration du catholicisme »<sup>6</sup>. Et Giovanni Micheli, à la fin du règne, constate qu'un motif religieux, invoqué par ceux qui fomentent des révoltes contre la reine, est toujours bien accepté du peuple<sup>7</sup>.

La classe riche et la bourgeoisie étaient attachées au régime qui les avaient enrichies et devaient redouter une restauration qui pouvait les forcer tôt ou tard à restituer les biens spoliés. Si les dépouilles de l'Église à l'origine n'avaient été distribuées

1. « Londinensis ecclesia peregrinorum habet plus minus 15,000. » Bullinger à Calvin, Zurich, 26 août 1553 (*J. Calvini opera*, édit. Baum, Cunitz, Reuss, t. XIV, p. 598).

2. « Despues paresciendoles a los duques confederados, que en las cosas del gobierno ninguno les yrà a la mano, acordaron de desvergonçarse en permitir que se predicasse al pueblo la secta en que despues han estado, assi por ser ellos dessa opinion como per ver el pueblo inclinado a ella » (*Relación de Antonio de Guaras*, édit. citée, p. 34).

3. Les ambassadeurs à Charles-Quint, 7 juillet 1553 (Weiss, *Papiers d'État de Granvelle*, t. IV, p. 19). Les comtes les mieux disposés en faveur du catholicisme se rallièrent à la cause de Marie, moins pour le motif religieux que pour des raisons politiques. Cf. Martin Hume, dans Davey, *Lady Jane Grey*. Londres, 1909, p. xviii.

4. Francesco Vimercato à son frère Giovan Andrea, 13 et 14 octobre 1553 (Arch. Vaticanes, *Miscellanea*, IV, t. 45, fol. 589, orig.).

5. Dandino à del Monte, 15 août 1553 (Arch. Vaticanes, *Fiandra*, t. I, fol. 154, orig.).

6. *Venetian Calendar*, t. V, p. 356.

7. Relation de Giovanni Micheli de 1557 (Albéri, *Relazioni degli ambasciatori veneti*, sér. I, t. II, p. 326).

qu'à un petit nombre de favoris et d'acheteurs, les ventes et les partages les avaient divisées et subdivisées entre des milliers de personnes, toutes intéressées au maintien de l'état actuel. Le Vénitien Francesco Vimercato<sup>1</sup>, rapportant les prévisions des personnes les plus autorisées, juge que la proposition de rétablir l'ancienne religion rencontrera au Parlement de vives contradictions, « la majeure partie des nobles, de ceux qui exercent l'influence, étant intéressés dans cette matière en tant que possesseurs des biens ecclésiastiques »<sup>2</sup>. Charles-Quint était convaincu que cette question des biens ecclésiastiques était la principale; lui-même en avait fait l'expérience en Allemagne<sup>3</sup>. « La plupart du royaume sont enrichis dudit revenu de l'Église », font observer à Philippe II les ambassadeurs impériaux, « mesmes les conseillers de Vostre Majesté », aussi toute restitution semble-t-elle « impossible »<sup>4</sup>. Diego de Mendoza, qui avait résidé deux années en Angleterre comme représentant de Charles-Quint, remarque que, « sans parler des nobles, le menu peuple est lui aussi intéressé dans l'affaire des biens d'Église, en raison des dîmes qu'il payait »<sup>5</sup>. « La crainte constante d'avoir à restituer, soit en tout, soit en partie, les dépouilles de l'Église », écrit Giovanni Micheli à la fin du règne, « leur fait souhaiter de retourner à l'ancien état et de supprimer les monastères<sup>6</sup>. »

D'ailleurs, c'est dans la classe noble et aisée que la Réforme avait jeté ses racines les plus profondes. « La plupart des nobles favorisent l'Évangile », écrit-on en décembre 1553, « et rejettent la messe. Beaucoup cependant dissimulent par crainte, mais

1. Un compatriote du Vénitien Dandino, chargé par celui-ci, en 1553, de noter tout ce qu'il verrait dans son voyage à Londres. C'est peut-être le lecteur royal nommé, en 1542, par François I<sup>er</sup> à la chaire de philosophie grecque et latine du Collège de France. Cf. Abel Lefranc, *Histoire du collège de France*. Paris, 1893, p. 160 et 212.

2. Lettre citée de Francesco Vimercato à son frère Giovan Andrea Vimercato, des 13 et 14 octobre 1553.

3. Reginald Pole à Jules III, 14 octobre 1554 (*Venetian Calendar*, t. V, p. 578, avec la date inexacte du 13 octobre; l'original (Arch. Vaticanes, *Inghilterra*, t. III, fol. 46) porte bien la date du 13).

4. Mémoire des ambassadeurs impériaux (*Papiers d'État de Granvelle*, t. IV, p. 325).

5. Dandino à del Monte, 15 août 1553 (Arch. Vaticanes, *Fiandra*, t. I, fol 143, orig.).

6. Relation de Giovanni Micheli de 1557 (Albéri, *Relazioni degli ambasciatori veneti*, sér. I, t. II, p. 362).

pratiquent leur culte chez eux, en secret<sup>1</sup> », et ils préférèrent s'exiler plutôt que d'abjurer leurs croyances. Ils se réfugièrent sur le continent, en particulier à Genève, Strasbourg, Francfort, Zurich, Aarau, Worms, Bâle. Les listes de la municipalité de Francfort, qui nous renseignent sur la profession, la fortune et les relations familiales des exilés anglais, nous prouvent que c'était une élite : tandis que les autres colonies étrangères de réfugiés se composaient presque exclusivement d'ouvriers et de petits marchands, la leur, à l'exception d'un seul artisan, ne comptait que des nobles, de gros commerçants, des ecclésiastiques, des gens adonnés à l'étude, *learned men*<sup>2</sup>; et la fortune de beaucoup de ses membres était considérable<sup>3</sup>. Des cent quatre-vingt-trois personnes qui la formaient, quarante-trois ont leur place dans le *Dictionary of National Biography*.

Le peuple, ballotté depuis plusieurs années entre des croyances contraires, était devenu, en religion, gent moutonnaire. « Tel sera le prince, tels seront les sujets, en religion comme dans le reste », disait des Anglais, à cette époque, l'ambassadeur vénitien Giovanni Micheli<sup>4</sup>. Quant aux croyances doctrinales, pensait Charles-Quint, ces gens-là n'ont pas de convictions bien définies<sup>5</sup>. Lorsque le schisme le surprit, le peuple n'était guère chrétien que par habitude et par tradition. Les pasteurs, s'ils n'étaient ignorants, ne résidaient point là où les aurait dû fixer

1. Dodmerus à Calvin, Lausanne, 17 décembre 1553 (*J. Calvini opera.*, édit. Baum, Cunitz, Reuss, t. XIV, p. 706). Dodmerus écrit à Calvin d'après le récit d'un exilé protestant.

2. Dr Rudolf Jung, *Die englische Flüchtlings-Gemeinde in Frankfurt am Main, 1554-1559* (3<sup>e</sup> livr. des *Frankfurter historische Forschungen*, publiées sous la direction de G. Kuntzel. Francfort, 1910, p. 24-35). Le recensement de la colonie anglaise, en novembre 1555, commence ainsi : « *Catalogus eorum, qui sunt de ecclesia peregrinorum Anglorum in celeberrima civitate Francofurt, inter quos ne unus quidem est, qui ullum novit opificium; sunt enim omnes aut ex nobili oriundi familia, qui suis vivebant patrimoniis, aut sunt mercatores, qui hic tamen nihil exercent mercaturae, aut sunt studentes, qui in hoc toti sunt ut sese Dei gratia bonis litteris instructiores reddant ad promovendam causam evangelicam, quando Dominus occasionem offeret* » (*Ibid.*, p. 25).

3. Liste des impôts de 1556 (*Ibid.*, p. 26 et suiv.).

4. Relation de Giovanni Micheli de 1557 (Albéri, *op. cit.*, sér. I, t. II, p. 363).

5. Reginald Pole à Jules III, 14 octobre 1553 (*Venetian Calendar*, t. V, p. 580).

le devoir de leur charge. Les visites et les ordonnances de Henri VIII cherchèrent à remédier à ce pitoyable état. Malgré cela, le registre de la visite faite en 1551 dans l'évêché de Gloucester<sup>1</sup> nous montre que sur trois cent onze ecclésiastiques, cent soixante et onze ne purent réciter le *Décatalogue* en anglais, dix avaient oublié le *Pater*, vingt-sept ne surent dire quel en était l'auteur et trente où il se trouvait, soixante-deux n'observaient plus la résidence<sup>2</sup>. On devine dans quelle ignorance des vérités élémentaires croupissaient les fidèles. « Beaucoup en étaient arrivés », dit un contemporain, « à ne plus croire à l'immortalité de l'âme, ne connaissaient plus Dieu et ne lui rendaient plus aucun culte<sup>3</sup>. » John Elder, qui peut être considéré comme un représentant de la classe moyenne, puisqu'il était assez instruit pour écrire un petit livre<sup>4</sup>, confesse, au temps de Marie, que, sans faire partie d'aucune secte, sans avoir fréquenté les fauteurs d'hérésie, il s'est laissé entraîner hors de la religion et, durant vingt années, a vécu librement et licencieusement. C'est le cas, ajoute-t-il, d'un grand nombre<sup>5</sup>. Les changements successifs et rapides de dogmes et de culte achevèrent de désorienter les croyances du peuple. Il s'habitua à obéir, à professer le lendemain le contraire de la veille; et son credo devint celui du prince. « Quant à la religion », constate un contemporain, « l'exemple et l'autorité du prince peuvent tout. Les Anglais n'estiment la religion et ne l'observent qu'autant que par là ils satisfont à leur devoir de sujets envers le souverain, vivant comme il vit, croyant ce qu'il croit, en un mot faisant tout ce qu'il commande. Ils la pratiquent plus pour l'extérieur, afin de ne pas encourir la disgrâce du prince, que par zèle intérieur, car ils agiraient de même à l'égard du mahométisme ou du judaïsme, si le roi y croyait et voulût qu'on y crût<sup>6</sup>. »

1. Il a été publié par James Gairdner, dans l'*English Historical Review*, janvier 1904, p. 98-131.

2. Il n'y a pas de raison de croire que le clergé de Gloucester était plus ignorant ou gardait moins la résidence que celui des autres diocèses.

3. Francesco Vimercato à son frère Giovan Andrea, 13 et 14 octobre 1553 (Arch. Vaticanes, *Miscellanea*, t. IV, liv. 45, fol. 589, orig.).

4. *John Elder's Letter describing the arrival and marriage of king Philipp...* Londres, 1555, réimprimé par Nichols, en appendice de la *Chronicle of Queen Jane*, p. 138.

5. *Ibid.*, p. 164.

6. Relation de Giovanni Micheli de 1557 (Albéri, *op. cit.*, sér. I, t. II, p. 362). — Quand le catholicisme, sous Marie Tudor, eut remplacé le protestantisme



Cette extrême mobilité de la nation, en matière de croyances, rendit possibles les changements religieux du règne de Marie, comme il avait rendu possibles ceux de Henri VIII et d'Édouard VI, comme il rendra possibles ceux d'Élisabeth; et les quelques secousses qui les accompagnèrent ne furent jamais dues à la seule religion, mais encore et surtout à des motifs d'ordre politique et social.

A la fin du règne de Marie, Giovanni Micheli<sup>1</sup>, jetant un coup d'œil sur l'œuvre de la reine secondée par le zèle du cardinal Pole, et considérant les monastères relevés, les églises fréquentées, les images remises en honneur, les rites et les cérémonies catholiques partout célébrés, l'hérésie sévèrement châtiée et bannie, déclare que de tout cela rien n'est solide. En Angleterre, dit-il, « la religion, ceci ne fait de doute pour personne, n'est qu'à l'extérieur et en apparence »<sup>2</sup>, inspirée souvent « par la peur ou par l'hypocrisie, certains faisant montre de catholicisme pour gagner les bonnes grâces de la reine. Il leur suffit en général de faire belle apparence et de donner aux choses l'air qu'elles n'ont point, alors que dans l'intérieur les âmes sont profondément ulcérées; mais on dissimule par crainte de perdre les biens ou la vie<sup>3</sup>, quoique beaucoup encore, endurcis dans l'hérésie, bravent volontairement le bûcher. Sauf un petit nombre, qui est vraiment pieux et miraculeusement préservé par Dieu dans une telle confusion d'erreurs, tous les autres s'efforcent de paraître plus religieux qu'ils ne le sont en réalité. A

d'Édouard, la plupart raisonnèrent ainsi, au dire d'un auteur contemporain : « Si c'était la parole de Dieu et si ces gens-là avaient été les enfants de Dieu, sûrement ils auraient reçu de Dieu bénédiction et prospérité. Mais voilà qu'il n'y a pas de doctrine plus haïe, pas de gens plus malmenés que ceux-là; ils ne sauraient donc venir de Dieu. Ce qui vient de Dieu, c'est la doctrine de notre reine et des anciens évêques. De quelle prospérité en effet ne les a-t-il pas comblés? Comme il a veillé sur eux! Et à la reine quelle victoire éclatante il a donnée! Autrement, il serait impossible que les choses se fussent passées ainsi » (Strype, *Acts and Monuments under Queen Mary*, chap. v, édit. 1822, vol. III, part. 2, p. 286).

1. Albéri, *op. cit.*, sér. I, t. II, p. 361.

2. « Ceux qui vont à la messe sont peu nombreux », disait un des familiers qui suivirent Philippe II en Angleterre, « et ils y assistent de mauvais gré... Ils ne sont pas intègres dans la foi et mourront dans l'hérésie... » (*Viege de Felipe II a Inglaterra*, p. 108, 113).

3. Les ambassadeurs de Charles-Quint disaient à la reine que beaucoup de ses sujets ne pratiquaient le catholicisme que « par dissimulation, pensant autre chose en leurs cœurs » (Weiss, *Papiers d'Etat de Granvelle*, t. IV, p. 65).

la première occasion, ils seront les plus prompts et les plus déterminés à faire le contraire, à retourner à leur licence de vie... et à se libérer de toutes les œuvres extérieures que commande le catholicisme ».

Ces réflexions d'un contemporain, qui vécut plusieurs années dans une situation le mettant à même d'étudier la nation anglaise, nous éclairent singulièrement sur l'état religieux de l'Angleterre dans la seconde moitié du xvi<sup>e</sup> siècle; elles nous expliquent la décadence rapide, au temps d'Élisabeth, du culte que Marie Tudor restaura sans grande difficulté<sup>1</sup>.

Si le peuple professait quelque indifférence pour les questions dogmatiques, il n'en était pas ainsi de ses sentiments à l'égard de la papauté. Le schisme de Henri VIII, bien plus ancien que le protestantisme de son fils, avait poussé dans la nation de vivaces racines. Depuis plus de vingt ans, l'autorité du pape était vilipendée, sa juridiction bannie, ses revendications ridiculisées, son nom devenu une note d'infamie. Le langage violent des réformés avait achevé dans l'esprit national l'œuvre de Henri VIII. Par la répétition constante de mots injurieux, ils avaient gagné l'oreille de la foule, et Rome n'était plus pour la majorité de la nation qu'un objet d'opprobre ou de risée. « La haine du pape est si profonde », rapporte le Vénitien Barbaro en 1551, « que personne de l'ancienne aussi bien que de la nouvelle religion n'oserait le nommer<sup>2</sup>. » Pour les gens de culture supérieure, si la papauté n'était point l'exécrable institution que croyait le peuple, elle rappelait trop le passé et le moyen âge, méprisés par la nouvelle génération qui devait former l'âge brillant d'Élisabeth. « Autant que j'ai pu le comprendre », disait un Vénitien au début du règne<sup>3</sup>, « l'autorité du pape est en horreur auprès du plus grand nombre. » « Les Anglais », rapportait Commendone à son retour de Londres, « en grande majorité, haïssent à mort ce Saint-Siège<sup>4</sup>. » Charles-Quint

1. « C'est mortifiant », dit Tytler (*England under the reigns of Edward VI and Mary*. Londres, 1839, t. II, p. 247), « mais instructif de remarquer avec quelle rapidité de zélés protestants, au temps d'Édouard, accommodèrent leurs esprits aux vues religieuses de la nouvelle souveraine ».

2. *Venetian Calendar*, t. V, p. 346.

3. Francesco Vimercato à son frère Giovan Andrea, 13 et 14 octobre 1553 (Arch. Vaticanes, *Miscellanea*, IV, t. 45, fol. 589, orig.).

4. Instructions de Jules III à Reginald Pole, du 20 septembre 1553 (Quirini, *R. Poli Epistolae*. Brescia, 1744-1752, t. IV, p. 111 et suiv.).

assure le cardinal Pole, qui pressait le retour de l'Angleterre au Saint-Siège, que de l'autre côté du détroit on détestait l'obéissance à Rome, le chapeau rouge et le froc des moines<sup>1</sup>. Un familier de Philippe II, au moment même où se négociait la réunion de l'Angleterre au Saint-Siège, écrivait : « Ils affirment que, depuis que le pape est un homme comme eux, il n'a aucun pouvoir ni juridiction sur le pays, et que le seul pape qu'ils reconnaissent est leur souverain, actuellement la reine, qui peut tout commander ou défendre... Jamais ils ne se soumettront à l'obédience pontificale<sup>2</sup>. »

Il était donc plus facile à Marie de restaurer la religion que de ramener l'Angleterre à l'obédience de Rome. « A mesure que se déroulent les discussions du Parlement », écrit-elle à Reginald Pole, le 28 octobre 1553, « nous nous rendons fort bien compte que la reconnaissance de l'autorité du Saint-Siège souffre infiniment plus de difficultés que le rétablissement du culte catholique, tellement on a réussi à enraciner les fausses préventions contre le pontife<sup>3</sup>. » Aussi procéda-t-elle par degrés. Malgré son désir ardent de ramener la nation à l'unité, elle consacra les débuts de son règne au rétablissement du culte catholique, sans qu'il fût question en rien de la papauté.

Res dura et regni novitas me talia cogunt  
Moliri.

\*  
\* \*

Ce rétablissement, grâce aux sages conseils de l'empereur, fut lent et progressif. Marie d'abord se proposa d'agir sur les esprits par la persuasion plutôt que par la violence, et de les ramener peu à peu à la religion traditionnelle.

Elle commenç<sup>a</sup> par affirmer sa foi : « La reine est fixée en matière de religion », comme dit sa première ordonnance<sup>4</sup>. Elle pratiqua ouvertement le culte catholique et l'encouragea par son

1. Reginald Pole à Jules III, 14 octobre 1554 (*Venetian Calendar*, t. V, p. 578, avec la date inexacte du 13 octobre).

2. *Viaje de Felipe Segundo à Anglaterra*, p. 121. Ce familier de Philippe serait Pedro Enriquez, d'après Pascal Gayangos (*Ibid.*, p. xiv).

3. Quirini, *op. cit.*, t. IV, p. 119-121.

4. Ordonnance du 18 août 1553 (*Acts of the Privy Council*, édit. Dasent, t. IV, p. 317).



exemple. Sa chapelle privée, qui, pendant le règne d'Édouard, avait été le seul sanctuaire catholique toléré, devint le centre d'où l'ancienne foi rayonna et se propagea sur le royaume entier. « Et se continue la messe en la cour de la royne sans forcer personne d'y assister », écrit au début du règne l'ambassadeur impérial; « et à cest exemple la messe fust aussi remise en ce lieu de Londres, et y célèbre-t-on ordinairement messe et chante-t-on les matines et vespres en latin, et peu à peu se reformera la religion<sup>1</sup>. »

Marie profita des funérailles de son frère pour faire chanter à la cour la première messe publique. Tandis que l'archevêque Cranmer célébrait les obsèques d'Édouard conformément à la religion dans laquelle il était mort<sup>2</sup> et sans qu'aucun ambassadeur y eût été convoqué, « ce mesme jour (8 août) ceste dicte reyne, ne pouvant sitôt conduire les choses qu'elle désire faire à l'honneur de Dieu, fit chanter en la Tour une messe haulte des trespassez à diacre et soubz-diacre, et assistèrent de trois à quatre cents personnes »<sup>3</sup>. La veille avaient été chantées en latin les matines de l'office des morts<sup>4</sup>. Ce fut l'évêque Gardiner, récemment sorti de prison, qui officia<sup>5</sup>; il continua les jours suivants à dire la messe à la Tour<sup>6</sup>. Une semaine et demie plus tard (21 août), le duc de Northumberland, avant son exécution,

1. Simon Renard au prince d'Espagne, 5 septembre 1553 (Simancas, *Estado, legajo* 1506, fol. 157, orig.).

2. Cf. *Chronicle of Grey Friars of London*, Camden Society. Londres, 1859, p. 83. — Marie avait d'abord pensé à faire célébrer les funérailles de son frère selon le rite catholique. Mais les ambassadeurs de Charles-Quint l'en dissuadèrent. « Vous avez très bien faict de desconseiller à ladicte royne qu'elle fist les obsèques du feu roy, ce qu'elle peult tant plus délaïsser avecque le repos de sa conscience, puisque, comme escripvez, il est décédé soustenant jusques à la fin, selon qu'il avoit esté persuadé de depuis sa jeunesse, les opinions des desvoyez de nostre ancienne religion; par où l'on ne peult sans scrupule luy faire l'enterrement et obsèques accoustumez en nostredicte religion, et est bien que vous l'ayez persuadé par vostre dicte lecture à ladicte dilation. » Charles-Quint à ses ambassadeurs en Angleterre, Bruxelles, 29 septembre 1553 (Weiss, *op. cit.*, t. IV, p. 60).

3. Noailles au roi, 9 août 1553 (Vertot, *op. cit.*, t. II, p. 108). Strype, *Ecclesiastical Memorials under Queen Mary I*, chap. 1, édit. d'Oxford, 1822, t. III, part. I, p. 31.

4. *Relación de Antonio de Guaras*, édit. R. Garnett, p. 52.

5. Strype, *loc. cit.* Lettre citée de Simon Renard, du 5 septembre 1553, au prince d'Espagne.

6. La *Chronicle of Queen Jane* (édit. Nichols, p. 16) rapporte qu'il la célébra le 10 août.

fut conduit à la messe célébrée, raconte la Chronique, « avec l'élévation de l'hostie, la paix, les signes de croix, les gestes et tous les rites de l'ancien temps »<sup>1</sup>. Le 23 août<sup>2</sup>, la messe fut dite à Saint-Nicolas, et le lendemain (jour de saint Barthélemy) en cinq ou six églises de Londres, « non par commandement, mais pour la dévotion du peuple »<sup>3</sup>.

Cette première tentative de restauration catholique ne se fit point sans protestation. « Beaucoup de gens en murmurent », écrivait déjà l'ambassadeur français lors de l'office catholique célébré pour Édouard<sup>4</sup>. A certaines églises, les prêtres qui voulurent dire la messe furent maltraités. L'un d'eux fut dépouillé de ses vêtements et à demi lapidé<sup>5</sup>; un autre, un vieillard, faillit être mis en pièces<sup>6</sup>. Le 13 août, l'archidiacre Gilbert Bourne<sup>7</sup>, parlant à Saint-Paul, pria pour les défunts et condamna en termes assez vifs l'emprisonnement que subit l'évêque Bonner pour un sermon, prêché dans la même chaire, et où il n'avait pas voulu reconnaître à un roi mineur le droit de changer la religion<sup>8</sup>. Des murmures et des cris s'élevèrent dans l'assistance : « A bas ! A bas ! », criait-on de tous côtés. Un poignard, lancé avec force, faillit atteindre le prédicateur à la tête. Et ce ne fut point sans peine qu'on l'arracha à la fureur de la foule<sup>9</sup>. Bonner, qui était présent, dut se dérober en grande hâte<sup>10</sup>. L'éche-

1. *Chronicle of Queen Jane*, p. 18, 19.

2. Le 21, d'après Strype, *op. cit.*, chap. II, édit. citée, t. III, part. I, p. 34.

3. Machyn *Diary*, Camden Society. Londres, 1847, p. 42; Strype, *loc. cit.*

4. Noailles au roi, 9 août 1553 (Vertot, *op. cit.*, liv. II, p. 109).

5. *Relación de Antonio de Guaras*, édit. Garnett, p. 56.

6. C'était le 11 août, à l'église Saint-Barthélemy de Londres (*Chronicle of Queen Jane*, p. 16). Cf. lettre de Bernardino Ferrero du 12 août 1553, citée par Haile, *op. cit.*, p. 382.

7. Il devint évêque de Bath et Wells (1554-1558).

8. Ce fut aussi la thèse de Marie, durant le règne de son frère. Bonner avait refusé de développer un des points que lui avait imposés le Conseil, c'est-à-dire que « l'autorité du roi était aussi grande durant sa minorité que s'il avait trente ou quarante ans ». Guaras (*op. cit.*, p. 56) ajoute que Bourne fit allusion à la défense que Bonner avait faite de la doctrine eucharistique.

9. Stow, *Annals*, p. 616; *Grey Friars Chronicle*, Camden Society. Londres, 1852, p. 83; Wriothsley, *Chronicle*, Camden Society. Londres, 1875, p. 97, 98; *Chronicle of Queen Jane*, édit. Nichols, p. 18; *Relación de Antonio de Guaras*, édit. R. Garnett, p. 55-56. Bradford et Rogers, prêcheurs de grand crédit au temps d'Édouard, usèrent de leur influence sur le peuple pour sauver Bourne; ils l'emmenèrent à Saint-Paul's School. Cf. Heylyn, *Ecclesia Restaurata*, édit. de l'Ecclesiastical History Society, 1849, t. II, p. 92.

10. Bonner était haï des partisans de l'évêque Ridley, contre lequel il avait procédé rigoureusement. Cf. Heylyn, *loc. cit.*

vinage fut menacé de perdre ses libertés pour n'avoir pas su maintenir l'ordre. Le dimanche suivant, plusieurs membres du Conseil privé<sup>1</sup>, avec deux cents hommes de la garde royale, vinrent à Saint-Paul pour protéger le prédicateur<sup>2</sup>; mais, désormais, peu assistèrent au sermon, et le lord-maire eut ordre « d'envoyer les anciens de chaque corporation pour qu'un trop petit auditoire ne décourageât point celui qui prêchait »<sup>3</sup>. Evidemment, les intentions du gouvernement étaient loin de satisfaire tout le monde et occasionnaient plus d'une discussion violente. La reine, après quelques jours de règne, constate l'état d'effervescence de la capitale et son agitation séditieuse, la réunion d'assemblées tumultueuses, le réveil des discordes passées<sup>4</sup>. Elle seule, remarque le légat à Bruxelles, Dandino, ose afficher son catholicisme; les premières tentatives pour rétablir la messe ont provoqué de véritables émeutes populaires<sup>5</sup>. Bientôt il y aura des pétitions dans le comté de Kent et des mouvements dans celui d'Essex pour le maintien du culte protestant<sup>6</sup>. « La reine », écrit l'ambassadeur impérial, « ne pense autre chose sinon à remettre la messe et religion au-dessus, que luy concitera plusieurs assaulx, si Dieu ne la préserve<sup>7</sup>. » Charles-Quint juge son zèle imprudent<sup>8</sup>.

1. Le marquis de Winchester, les comtes de Pembroke et de Bedford, les Lords Wentworth et Rich. Cf. Heylyn, *op. cit.*, t. II, p. 93.

2. Foxe, *Acts and Monuments*, t. VI, p. 392. — Ce fut Watson, chapelain de Gardiner et plus tard évêque de Lincoln, qui prit la parole. Il combattit les faux prêcheurs et les sectes erronées.

3. Foxe, *op. cit.*, t. VI, p. 393; Burnet, *History of the Reformation*, t. III, p. 384.

4. Ordonnance royale du 18 août 1553 (*Acts of the Privy Council*, édit. Dasent, p. 317). — La reine craignait quelque tumulte, le jour de son couronnement, « devant traverser une foule qui contenait beaucoup de gens mal intentionnés, tant de la province que de la capitale..., lesquels prévoient que la volonté de Sa Majesté est d'extirper cette peste contagieuse » (*Venetian Calendar*, t. V, p. 431).

5. Dandino à del Monte, 20 août 1553 (Arch. Vaticanes, *Fiandra*, t. I, fol. 139 et 171).

6. *Acts of the Privy Council*, édit. Dasent, p. 373, 375, 387, 389, 391, 395, 403, 426.

7. Simon Renard à Granvelle, 9 septembre 1553 (Weiss, *Papiers d'État de Granvelle*, t. IV, p. 100). — Les ambassadeurs de Charles-Quint jugent « que en ce commencement l'on a assez faict de remectre la messe; qu'il y a plusieurs tenans la religion nouvelle qu'ilz n'attendent sinon l'occasion pour tumultuer et perturber les affaires » (Weiss, *op. cit.*, t. IV, p. 327).

8. Conversation de Dandino avec Granvelle, rapportée dans la lettre du légat à del Monte, du 15 août (Arch. Vaticanes, *Fiandra*, t. I, fol. 143, orig.).

Les désordres de Londres provoquèrent quelques édits. Chaque chef de famille fut rendu responsable du trouble de la paix publique que causeraient ses enfants ou ses apprentis, et il dut les envoyer à l'église de sa paroisse les jours de fête<sup>1</sup>. Ne purent prêcher que les prédicateurs ayant obtenu licence de la reine (12 août 1553)<sup>2</sup>; chaque échevin dut veiller à ce que le curé de son quartier exécutât rigoureusement cet ordre (16 août 1553)<sup>3</sup>. Quelques jours plus tard, Becon, Bradford, Rogers, Véron étaient emprisonnés pour discours séditieux; d'autres devaient bientôt les suivre.

Le 18 août, une ordonnance royale interdisait l'interprétation des Écritures et la discussion des questions de foi en tout lieu public et privé, sauf dans les universités; elle prohibait ballades, poésies, libelles, traités et livres qui ne seraient point approuvés par le gouvernement. La reine exhortait en même temps ses sujets à vivre dans la charité chrétienne, à éviter les épithètes « diaboliques et nouvelles » d'hérétique et de papiste, à exprimer, par la sainteté de sa vie plutôt que par les discours, « la faim et la soif de la gloire de Dieu et de sa parole ». Tout séditieux serait châtié. Déjà<sup>4</sup>, elle avait déclaré qu'elle ne voulait point comprimer ou violenter la conscience d'autrui si ce n'est par persuasion et par exemple. Elle renouvelait cette assurance, en manifestant toutefois bien nettement quel était son désir : « Sa Majesté ne peut dissimuler la religion que Dieu et le monde savent qu'elle a professée depuis son enfance jusqu'à ce jour. Cette religion, Sa Majesté est résolue à l'observer et à la garder pour elle-même, Dieu aidant, tant qu'elle vivra; elle désirerait et serait heureuse que chacun de ses sujets aussi l'embrassât en toute paix et charité<sup>5</sup>. »

1. Foxe, *op. cit.*, t. VI, p. 392; Heylyn, *op. cit.*, t. II, p. 93. Cet ordre fut transmis par le Conseil privé au lord-maire.

2. Stow, *Annals*, p. 614; Foxe, *op. cit.*, t. VI, p. 392. Cet ordre fut renouvelé par l'ordonnance royale du 18 août (*Acts of the Privy Council*, édit. Dasent, t. IV, p. 317). — Collier (*Ecclesiastical History*, append. LXVIII bis) donne une formule de licence accordée par la reine aux prédicateurs. Elle doit durer *quandiu nobis placuerit et laudabiliter te gesseris*.

3. Foxe, *op. cit.* t. VI, p. 393. Cf. Heylyn, *op. cit.*, t. II, p. 94.

4. Déclaration de la reine aux membres du Conseil, le 12 août 1553 (*Acts of the Privy Council*, édit. Dasent, t. IV, p. 317).

5. *Acts of the Privy Council*, t. IV, p. 317; Wilkins, *Concilia*, t. IV, p. 86; Foxe, *op. cit.*, t. VI, p. 390. Strype (*Ecclesiastical Memorials under Queen Mary I*, édit. 1822, t. III, part. 3, p. 39), Collier (*Ecclesiastical History*,

Cette proclamation était habile. Elle encourageait ceux qui voulaient plaire à la reine ou qui étaient partisans de l'ancien culte à le restaurer, malgré les lois existantes. Et, d'un autre côté, elle n'ordonnait rien de contraire à ces lois. Un certain nombre obéirent à l'impulsion qui, de haut, leur était donnée. Ce fut ce qu'on appela suivre « les procédés de la reine »<sup>1</sup>. L'archidiacre d'Ely rétablit l'office en latin, les autels, la messe<sup>2</sup>. Le fils aîné de Northumberland<sup>3</sup> étant mort en septembre, ses funérailles sont célébrées d'après le rite catholique<sup>4</sup>. A Cambridge, le vice-chancelier défend le service de la communion en anglais et révoque un prêtre marié<sup>5</sup>. On officie de nouveau en latin et, le jour de la Saint-Michel, un prédicateur expose la doctrine catholique du purgatoire<sup>6</sup>. Oxford relève ses autels. « Les papistes qui ont toujours souhaité ce jour tant désiré », écrit un réformé, « sortirent comme du tombeau leurs ornements, leurs calices et commencèrent la messe sans retard<sup>7</sup>. » Un Vénitien signale, en octobre, « que la messe se dit en beaucoup d'endroits, et que c'est un vrai miracle »<sup>8</sup>.

Les lois d'Édouard VI, qui avaient imposé le protestantisme

append. LXVIII) et Heylyn (*op. cit.*, t. II, p. 96) ne citent cette ordonnance qu'en partie. R. Garnett, dans son édition de la *Relación de Antonio de Guaras*, l'a publiée en appendice (p. 149). Cf. *Chronicle of Queen Jane*, édit. Nichols, p. 24. — Le 20 août, un édit rendait à la monnaie d'or et d'argent, si dépréciée sous le précédent règne, sa valeur réelle. Cf. Strype, *op. cit.*, édit. 1822, t. III, part. 2, p. 40. Noailles, parlant de ces divers édits, écrivait le 6 septembre au roi : « Ceste royne continue de bien en mieulx à establir non seulement la religion, mais encores aultres choses de grande police pour la tranquillité et repos à l'advenir d'elle, ses successeurs et de tous ses subjects » (Vertot, *op. cit.*, t. II, p. 140).

1. Heylyn, *op. cit.*, t. II, p. 97. Les « procédés de la reine » étaient toujours indirects. Ainsi, elle confia à Penning qu'elle a ordonné aux chevaliers de l'ordre de la Jarretière de tenir un chapitre pour le rétablissement de toutes les cérémonies de leur ordre, parmi lesquelles se trouve la célébration de la messe, certains jours (*Venetian Calendar*, t. V, p. 431).

2. Foxe, *op. cit.*, t. VI, p. 542.

3. John Dudley, Lord Lisle, comte de Warwick. Il avait été condamné pour avoir pris part au complot de son père, le 18 août 1553; mais Marie l'avait gracié.

4. Strype, *op. cit.*, édit. 1822, t. III, part. 2, p. 51.

5. Foxe, *op. cit.*, t. VI, p. 540, 541.

6. Foxe, *op. cit.*, t. VI, p. 541, 542.

7. Terentianus à Joannes ab Ulmis, 20 novembre 1553 (Robinson, *Original Letters*, t. I, p. 371).

8. Francesco Vimercato à son frère, 13 et 14 octobre 1553 (Arch. Vaticanes, *Miscellanea*, IV, t. 45, fol. 589 et suiv., orig.).



au royaume, restaient officiellement en vigueur. Mais leur violation n'entraînait plus de peine. Le gouvernement, au contraire, encourageait à restaurer ce qu'elles avaient aboli, et quiconque se fût réclamé d'elles pour s'opposer au culte qu'elles prohibaient eût été énergiquement réprimé<sup>1</sup>. Aux yeux de Marie, ces lois étaient sans force<sup>2</sup>. Restait à les rapporter. Ce fut la tâche du Parlement de 1553<sup>3</sup>.

\* \* \*

L'empereur avait instamment recommandé à Marie de ne pas introduire de changements religieux sans le Parlement. « Qu'elle attende », avait-il écrit à ses ambassadeurs, « jusques elle aye opportunité de rassembler le parlement, gaignant ce qu'elle pourra la volonté de ceux qui y entretiennent pour, avec la participation dudit parlement, pourvoir ce que l'état du royaume pourra comporter... Et que, sur toutes choses..., ils ne puissent juger qu'elle veuille faire les choses de soy-mesmes, mais avec la participation et adveu des principaux dudit royaume, et en ce qui semblera être requis, du même parlement<sup>4</sup>. » Charles ajoutait de laisser les élections entièrement libres et de ne pas imiter Northumberland, dont l'intervention inconstitutionnelle

1. Plusieurs prêtres avaient été arrêtés dans le comté de Kent pour avoir dit la messe contrairement aux lois; James Hales voulut les faire condamner. Mais, quand il se présenta à la cour, afin de renouveler le serment que requerrait sa fonction de juge, on refusa de le lui laisser prêter; et quelques jours plus tard, il fut emprisonné. Relâché après son abjuration de la doctrine calviniste, il mourut deux ans plus tard. Cf. Hooper, *Later Writings*, « Parker Society », p. 374; Strype, *Ecclesiastical Memorials under Queen Mary I*, Documents, n° XXIV. — Laurence Saunders fut inquiété pour avoir établi un parallèle entre l'office latin et anglais et avoir dit que ce dernier était seul conforme à la parole de Dieu. Cf. Maitland, *Essays on the Reformation*, p. 349. Voir aussi les premiers ennuis de Thomas Mountain, curé de Saint-Michel de Londres, dans son autobiographie que Nichols, après Strype, a publiée dans ses *Narratives of the Reformation*.

2. Pour elle, la religion ne ressortissait point du Parlement. En outre, durant le règne de son frère, elle avait soutenu, avec les Henriens, qu'un roi mineur ne saurait rien changer à la religion du royaume.

3. L'ordonnance du 18 août faisait prévoir quelques changements, en disant aux sujets de continuer à vivre dans leur religion « jusqu'à nouvel ordre ».

4. Lettre du 22 juillet 1553 (Weiss, *op. cit.*, t. IV, p. 56). L'empereur est inquiet de savoir « si de soy-mesme elle le voudra entreprendre ou consulter le tout avecq le Parlement, pour se servir en ce de l'intervention d'icelluy ». Charles-Quint à ses ambassadeurs, Bruxelles, 29 juillet 1553 (*Ibid.*, t. IV, p. 60).

n'avait fait que hâter la chute : « Et mesmes se sera à propos de convocquer audict parlement tous les estatz dudict royaume, et non point auculns députez particuliers, chose, comme entendons, introduicte depuis peu de temps par le duc de Noirthumberlant, pour avoir meillieur moyen de par ce boult guider ce qu'il prétendoit<sup>1</sup>. »

Les élections eurent lieu en septembre 1553. Froude, qui ne saurait être suspect de partialité, admet que, « tout compte fait, ce furent peut-être les plus libres qu'il y eut depuis longtemps »<sup>2</sup>. Les comtés, exclus du dernier Parlement pour leur attachement aux vieilles croyances, eurent cette fois leurs représentants<sup>3</sup>, tandis qu'il ne fut point interdit aux autres d'élire les députés de leur choix. Le comté de Cornwall, par exemple, retourna un tiers de ceux qu'il avait envoyés en mars précédent<sup>4</sup>; et certains d'entre eux étaient des réformés avérés, comme Alexander Nowell, l'auteur d'un catéchisme protestant<sup>5</sup>, et Sir Thomas Smith, qui avait pris une part active au premier acte d'uniformité<sup>6</sup>. Si la capitale, bien connue pour son attachement aux idées nouvelles, ne fut point représentée<sup>7</sup> et si, sur les 372 membres des Communes<sup>8</sup>, il n'en resta que quarante de la

1. Charles-Quint à ses ambassadeurs, Bruxelles, 29 juin 1553 (Weiss, *op. cit.*, t. IV, p. 61).

2. J.-A. Froude, *The reign of Mary Tudor*, édit. Londres, 1910, p. 66.

3. C'étaient les comtés de Devon, Dorset, Hereford, Monmouth, Somerset, Wiltshire et Northumberland. — Charles-Quint avait dit : « Et il seroit à espérer que y appelant ceulx du Noort et de Cornuaille avec les aultres, comme ce sont ceulx qui sont demeurez plus fermes en la religion, et qui ont démontré plus d'affection en son endroict, qu'elle trouveroit envers iceulz, pour tout ce qu'elle voudroit ordonner, plus de faveur. » Lettre citée du 29 juillet 1553.

4. Pour le dernier Parlement de Northumberland.

5. Il ne resta point longtemps député des Communes. Comme chanoine de Westminster, il siégeait déjà à la Convocation. Une commission, en octobre 1553, rapporta que Nowell, ne pouvant cumuler ces deux charges, n'avait pas le droit de faire partie des Communes (*Commons' Journal*, t. I, p. 27).

6. Loi qui mit en vigueur le premier « Livre de la prière publique » et commença à introduire le culte réformé.

7. *Members of Parliament, Returns, England and Wales*, 1<sup>re</sup> partie, 1879.

8. Selon Simon Renard, il y aurait eu 430 membres des Communes, 80 ayant voté contre la messe et 350 pour (lettre du 8 novembre 1553. Cf. Froude, *op. cit.*, édit. 1910, p. 70). Mais ce chiffre semble exagéré, quoique le registre du Conseil privé, sous Édouard, parle, dans une occasion, de 400 députés environ comme présents. L'*Official Return* donne le nombre de 372 membres pour le Parlement de 1553.

dernière assemblée<sup>1</sup>, un tiers était partisan des idées nouvelles et quatre-vingts députés s'opposèrent jusqu'à la fin au rétablissement de la messe<sup>2</sup>. D'ailleurs, le Parlement de 1553, dans ses votes, refléta plus le sentiment général de la nation que les propres désirs de la reine<sup>3</sup>.

Marie, entourée des pairs spirituels et temporels, ouvrit le Parlement en personne, le 4 octobre, par la messe solennelle du Saint-Esprit suivie d'un sermon que prêcha Heath, l'évêque de Worcester<sup>4</sup>. C'était le retour aux anciennes coutumes. Gardiner, le chancelier, dans un discours adressé aux deux Chambres, exalta la vertu, la piété, la clémence de la souveraine qui désirait abroger certaines lois néfastes<sup>5</sup>. Les applaudissements de l'assemblée et son enthousiasme firent croire à la reine que les mesures proposées passeraient sans opposition. Les lois de Henri VIII et d'Édouard VI relatives à la trahison et à la félonie furent en effet revisées et abolies sans difficulté. « Beaucoup de personnes honorables et de bonne réputation ont souffert une mort déshonorante », disait-on, « pour de simples paroles non suivies d'actes. La reine désire que ses sujets la servent par affection, à cause de sa clémence, plutôt que par crainte<sup>6</sup>. » On en revint au début du règne de Henri VIII, aux

1. On ne retrouve plus les noms de protestants bien connus, comme ceux de Sir Edward North, Sir Anthony Kingston, Sir Walter Mildmay, Sir John Norton, Sir Robert Bowes, Sir Thomas Wroth, Sir Richard Throgmorton, Sir John Cheke, Thomas Legh.

2. Cf. Lettre citée de Simon Renard du 8 novembre 1553.

3. Pollard, *From the accession of Edward VI to the death of Elisabeth* (cinquième volume de la *Political History of England*). Londres, 1910, p. 102. On a beaucoup discuté sur la liberté d'élection du premier Parlement de Marie. Neal, l'historien des Puritains, dit que tout fut corruption. Mais Collier (*Ecclesiastical History of Great Britain*, t. II, p. 345, 514) conteste la véracité de Neal. Strype (*Ecclesiastical Memorials under Queen Mary I*, chap. XIX, édit. 1822, vol. III, 1<sup>re</sup> partie, p. 244 et suiv.) parle de l'intervention de la couronne dans le troisième Parlement de Marie, mais non dans celui-ci. On ne doit pas oublier que les membres du Conseil privé, nombreux à cette époque, siégeaient à côté des députés.

4. Wriothesley, *Chronicle*, Camden Society. Londres, 1875, t. II, p. 103. Heath était un prélat Henricien, récemment rétabli sur son siège épiscopal.

5. Cf. Lettre de Penning à Reginald Pole (*Venetian Calendar*, t. V, p. 431). Si Gardiner parla de l'unité de foi, comme rapporte Penning, c'est dans le sens où Henri VII l'entendit, lorsqu'il s'efforça par des formulaires de foi successifs de maintenir l'unité religieuse et l'orthodoxie. Il ne peut s'agir du retour à Rome; le temps n'était pas venu.

6. C'est le préambule de « l'acte abrogeant certaines trahisons, félonies et le



statuts d'Édouard III sur la trahison. En conséquence, fut rapportée la condamnation de Norfolk<sup>1</sup>, de Lady Courtenay<sup>2</sup> et de son fils, des deux filles de Henri Pole<sup>3</sup>, de la famille et des amis de Somerset<sup>4</sup> qui, sous les précédents règnes, avaient languï dans les cachots. Le *praemunire*<sup>5</sup>, corollaire des lois sur la trahison, qui, depuis Wolsey, était devenu une arme redoutable contre le clergé, fut défini et restreint.

Un bill analogue et aussi général, que l'on soumit au Parlement cinq jours après sa réunion, rapportait toutes les lois religieuses des deux précédents règnes. Une clause visait le divorce de Henri VIII et la légitimité de Marie<sup>6</sup>. Les Lords, dont la majorité était conservatrice<sup>7</sup>, ne firent aucune opposition. Mais, aux Communes, la lecture du bill provoqua des scènes tumultueuses. La question du divorce rappelait celle de la juridiction pontificale. Reconnaître valide le mariage de Catherine n'était-ce point donner raison au pape qui l'avait déclaré tel et confesser que la dispense de Rome l'avait rendu légitime<sup>8</sup>? Déjà l'on

*praemunire* » (*Statutes of the realm*, t. I, Mary, I, c. 1). Cf. Lettre de Noailles au roi, 25 octobre 1553 (Vertot, *op. cit.*, t. II, p. 227).

1. Thomas II, comte de Surrey, troisième duc de Norfolk, condamné pour trahison à la fin du règne de Henri VIII. Cf. Pollard, *Henry VIII*. Londres, 1905, p. 423-424.

2. La femme du marquis d'Exeter, descendant d'Édouard IV, qui avait été exécuté le 9 décembre 1538. Le principal crime du marquis était sa royale descendance.

3. Henri Pole, Lord Montague, était le fils aîné de la comtesse de Salisbury. Henri VIII se vengea sur lui de son frère, le cardinal Pole, qu'il ne pouvait atteindre; Montague fut exécuté en décembre 1538. Sa mère monta sur l'échafaud en 1541. Elle avait été gouvernante de Marie Tudor, qui l'affectionnait beaucoup.

4. La veuve et le fils du duc de Somerset, les héritiers d'Arundel, de Stanhope et de Partridge qui avaient été décapités avec Somerset sous le précédent règne.

5. Loi qui frappait les ecclésiastiques de trahison, comme coupables d'avoir violé les constitutions du royaume par quelque empiétement de leur juridiction sur la juridiction civile. *Praemunire* (pour *praemonere*) était le premier mot du mandat d'accusation.

6. Cf. Heylyn, *op. cit.*, p. 105.

7. Les évêques réformés avaient été remplacés par leurs adversaires, les Henriens. Trois Lords du parti protestant étaient morts, emprisonnés ou tombés en disgrâce. Un certain nombre de pairs qui ne siégeaient point, sous le règne précédent, avaient repris la vie publique. Cf. Froude, *op. cit.*, édit. 1910, p. 66.

8. Reginald Pole écrivait au confesseur de l'empereur : « Quella [la reina] non essendo ella legitima herede del regno se non per la legitimazione del

voyait rétablie l'autorité abhorrée de la papauté<sup>1</sup>. La reine descendit à l'improviste au Parlement, s'empessa de signer ce qui déjà avait été voté et, devant son opposition, le prorogea pour trois jours.

Ce temps fut employé à remanier le bill. On en fit deux complètement distincts : l'un confirmait le mariage de Henri et de Catherine, l'autre réglait le culte de la nation. Dans le premier, on évita avec grand soin tout ce qui aurait pu, en rappelant de près ou de loin l'autorité pontificale, donner ombrage aux Communes. On y déclara seulement que le père et la mère de la reine avaient vécu ensemble, en mariage légitime, durant vingt années; des sujets intéressés avaient suggéré au roi des scrupules sans fondement et des projets de divorce, puis s'étaient procuré par séduction les sceaux des universités étrangères et ceux des universités nationales par intrigues et par menaces; sur ces entrefaites, Cranmer avait été élevé au siège de Cantorbéry et, contre toutes les règles de l'équité et de la conscience, avait pris sur lui de prononcer, en l'absence de la reine et sans rien admettre de ce qu'elle pouvait dire en sa faveur, une sentence de divorce, confirmée dans la suite par le Parlement<sup>2</sup>. Cette sentence, basée sur de faux motifs, obtenue par corruption et illégalement portée, était sans valeur; en conséquence, le mariage de Catherine et de Henri VIII serait réputé valide<sup>3</sup>. Cette fois, le bill passa *sine scrupulo aut difficultate*<sup>4</sup>. Il était

matrimonio della regina sua madre, et questa non valendo se non per l'autorità et dispensa del Papa » (Froude, *loc. cit.*).

1. « Cet article », écrivait Vimercato, « est d'une importance capitale..., car du moment que la reine sera déclarée légitime et née d'un mariage légitime, on sera amené, comme par une conséquence nécessaire, à reconnaître l'autorité du pape, laquelle, autant que j'ai pu le comprendre, est en horreur auprès du grand nombre. » Lettres des 13 et 14 octobre 1553 (Arch. Vaticanes, *Miscellanea*, IV, t. 45, fol. 589 et suiv.).

2. Cranmer fut le bouc émissaire qui dut supporter tout l'odieux du divorce royal. On épargna ceux qui avec lui avaient jugé, à Dunstable, Catherine d'Aragon.

3. *Statutes of the realm*, t. I, Mary, I, sess. II, c. 1.

4. Marie à Reginald Pole, 5 novembre 1553 (Quirini, *R. Poli Epistolae*, t. IV, p. 122). Sarpi (*Istoria del Concilio Tridentino*, liv. V, § V), suivi par Heylyn (*op. cit.*, p. 106-107), dit que « c'était rétablir indirectement la suprématie du pape, le mariage ne pouvant être valide sans la dispense de Jules II. » Mais, fait remarquer Collier (*op. cit.*, t. VI, p. 25), le bill fondait la légitimité du mariage sur les seules Écritures (*Deutéronome*, XXII, 5), et il évitait toute allu-

naturel que la reine cherchât à effacer la tache d'illégitimité empreinte sur sa naissance. Dès le début de son règne, tous pensèrent que ce serait là son premier soin<sup>1</sup>.

Le second bill fut également rédigé de façon à rassurer les détenteurs de biens ecclésiastiques et à dissiper toute crainte de retour à la juridiction papale. Sans faire mention de la propriété ecclésiastique, aliénée par les lois sur les monastères et sur les « chanteries »<sup>2</sup>, sans toucher la question fondamentale de la suprématie royale en matière religieuse, il remettait la religion dans l'état où elle se trouvait à l'avènement d'Édouard et rapportait les neuf actes que « l'influence d'une faction avait fait adopter durant sa minorité ». « Du service divin », disait le préambule<sup>3</sup>, « et de la bonne administration des sacrements que légua à nous et à nos ancêtres, dans l'Église d'Angleterre, l'autorité de l'Église catholique, certaines parties ont été altérées et d'autres supprimées pour être remplacées par des choses nouvelles dues aux lois mentionnées ci-après...; il en est résulté parmi nous, en peu de temps, nombre d'opinions étranges et de sectes diverses, un grand trouble et beaucoup de discordes. » En conséquence étaient abolis les actes qui mettaient en vigueur la communion sous les deux espèces<sup>4</sup>, la nomination des évêques par lettres patentes<sup>5</sup>, le premier et le second « Livre de la prière commune »<sup>6</sup>, le nouvel Ordinal<sup>7</sup>, l'autorisation du mariage des

sion à la dispense de Jules II. Reginald Pole fut même très mécontent des raisons alléguées, loin de croire que c'était reconnaître indirectement l'autorité du pape. Voir ses instructions à Goldwell (Strype, *Cranmer*, append. LXXV).

1. « Je pense que ladite dame aura assez affaire pour cest hyver à se bien establir et faire reformer les arrests donnez contre elle. » Noailles au roi, 20 juillet 1553 (Vertot, *op. cit.*, t. II, p. 81). — « Aussitôt que la reine sera à Londres, on suppose qu'elle fera déclarer valide le mariage de son père et de sa mère; on dit qu'elle le désire grandement et veut que ce soit défini en Parlement par une loi, afin de satisfaire à l'honneur de sa mère et au sien propre. » Lettre du nonce en France au cardinal del Monte, citée par Stone (*History of Mary I, Queen of England*. Londres, 1901, p. 326).

2. Fondations de messes pour les morts. Elles avaient été abolies par la loi de 1545, sous Henri VIII (*Statutes of the realm*, 37, Henry VIII, c. 4), et celle de 1557, sous Édouard VI (*Ibid.*, t. I, Edward VI, c. 14).

3. I, Mary, sess. II, c. 2.

4. *Statutes of the realm*, I, Edward VI, c. 1.

5. *Ibid.*, I, Edward VI, c. 2.

6. C'est-à-dire les deux « actes d'uniformité » de 1549 et de 1552 (*Ibid.*, 3, 4, Edward VI, c. 2; 5, 6, Edward VI, c. 1).

7. *Ibid.*, 3, 4, Edward VI, c. 11.

prêtres<sup>1</sup> et la légitimation de leurs enfants<sup>2</sup>, les statuts qui rejetaient les images et divers livres liturgiques<sup>3</sup> ou qui supprimèrent certains jeûnes et fêtes<sup>4</sup>. Le service divin de la dernière année du règne de Henri VIII fut seul autorisé; toutefois, celui d'Édouard serait toléré jusqu'au 20 décembre<sup>5</sup>. Les Communes firent encore une opposition assez violente<sup>6</sup>. Mais, après deux jours de débats, le bill passa<sup>7</sup>.

Aucune peine ne fut portée contre ceux qui ne pratiquaient point le culte légal. Le projet de loi qui en parlait fut arrêté aux Communes<sup>8</sup>. Aussi Froude écrit-il que « le premier Parlement de Marie fut en fait plus protestant, dans le meilleur sens du mot, que les hommes d'État et les théologiens d'Édouard, qui avaient érigé la théologie protestante en système d'intolérant dogmatisme et rempli les prisons de gens coupables seulement de *Non-Conformité* »<sup>9</sup>. Il n'y eut que deux actes coercitifs : l'un contre ceux qui, par des actes<sup>10</sup>, troubleraient les ministres du culte dans la prédication ou l'exercice du culte<sup>11</sup>, l'autre

1. *Statutes of the realm*, 3, 4, Edward VI, c. 21; 5, 6, Edward VI, c. 12; Collier (*Ecclesiastical History*, append. LXIX) donne les formulaires de l'interrogatoire que l'on dut faire subir aux prêtres mariés (mars 1554).

2. *Ibid.*, 3, 4, Edward VI, c. 21.

3. *Ibid.*, 3, 4, Edward VI, c. 10.

4. *Ibid.*, 5, 6, Edward VI, c. 3.

5. Ce bill est intitulé : « Bill pour l'abolition de neuf statuts » (*Ibid.*, I, Mary, sess. II, c. 2).

6. « Il fust bien aresté en ce Parlement que tous les arrestz donnez du temps du feu roy en la deffense de la sainte religion apostolicque seront cassez et desclairez nuls, et ladicte religion en general remise en l'estat qu'elle estoit au temps du trespas du feu roy Henri dernier; ce qui a demeuré huict jours en merueilleuse dispute, et n'a sceu passer ce bill que la tierce partie de ceux du tiers estat ne soyent demeurez de contraire opinion. » Mémoire de ce que La Marque aura à dire au roi, de la part du seigneur de Noailles, 1<sup>er</sup> novembre 1553 (Vertot, *op. cit.*, t. II, p. 247).

7. *Commons' Journals*. A ceux qui tiraient, en faveur du catholicisme, un argument de ce vote du Parlement, les protestants répliquaient que, dans les Chambres, *major pars vincit meliorem* (Styrie, *Acts and Monuments under Queen Mary I*, chap. v, édit. 1822, t. III, art. 1, p. 86, 88).

8. Burnet dit qu'il fut arrêté à la Chambre des Lords. Il avait pour titre : « Bill pour ceux qui ne vont pas à l'église ou ne reçoivent pas les sacrements. »

9. Froude, *op. cit.*, édit. 1910, p. 70.

10. Les paroles et discours contre la religion n'étaient point punis.

11. Cette loi avait pour titre : « Bill pour trouble occasionné aux prédicateurs ou aux prêtres durant le service divin » (*Statutes of the realm*, t. I, Mary, sess. II, c. 3). Les peines encourues furent modérées et l'on ne parla plus de

contre les réunions de plus de onze personnes qui prétendraient s'opposer par la force aux lois religieuses existantes<sup>1</sup>.

L'abrogation en bloc des actes d'Édouard sur le culte et sur la discipline du clergé était le triomphe de la théorie henricienne<sup>2</sup>, d'après laquelle un roi mineur ne pouvait rien changer à la religion. La liturgie d'Édouard, « innovation imaginée et forgée par quelques gens d'opinions singulières »<sup>3</sup>, cédait la place à l'ancienne. Son introduction ne datait que de quatre années; encore le culte catholique n'avait-il été vraiment et complètement supprimé qu'un an plus tôt. « Le Livre de la prière publique » de 1549 était en effet susceptible d'interprétations orthodoxes; celui de 1552 seul était nettement protestant. Le nouveau service s'était plutôt établi par l'obéissance passive que par la conviction du peuple; il n'avait excité aucun attachement de prosélyte. Les anciennes habitudes, les opinions, les préjugés même plaidaient en faveur des rites avec lesquels on avait été familiarisé dès l'enfance<sup>4</sup>. Le retour religieux au temps de Henri VIII ne devait donc pas déplaire à la majorité de la nation.

A la fin de 1553, le culte catholique était rétabli dans tout le royaume. L'Angleterre n'avait pas officiellement abjuré le schisme, mais elle n'était plus protestante.

G. CONSTANT.

« châtiment laissé au bon plaisir du roi », comme dans les édits tyranniques de Henri VIII.

1. Ne pas se disperser, après sommation du magistrat, était un crime de félonie. Ceci renouvelait un des cas de trahison récemment abrogés.

2. Gardiner, le nouveau chancelier de Marie, était précisément le chef des Henriciens; et Marie avait adopté sa thèse pour repousser la nouvelle liturgie, tant que vécut Édouard VI.

3. C'est la nouvelle loi qui le déclarait.

4. « La majorité de la nation », disait un auteur réformé du temps (probablement Coverdale), « malgré le zèle des prêcheurs pour convaincre le peuple de la nouvelle doctrine aujourd'hui persécutée, n'y crut jamais du fond du cœur, comme l'a montré l'expérience » (Strype, *op. cit.*, chap. v, édit. 1822, t. III, 2<sup>e</sup> partie, p. 86).

# LA FRANCE

ET

## L'ENTENTE RUSSO-PRUSSienne

APRÈS LA GUERRE DE CRIMÉE<sup>1</sup>.

---

« La Russie, au fond, était toujours liée avec la Prusse », a dit Chaudordy<sup>2</sup>; depuis le règne de l'empereur Nicolas, « l'entente est complète : liens du passé, liens de famille ». Le dévouement de Nicolas I<sup>er</sup> envers la Prusse s'est transmis à son fils et a commencé, pour Alexandre II, avec son règne, on pourrait presque dire avec sa vie, tant cet attachement avait de racines dans les traditions politiques et dans les affections privées de la cour de Russie. L'union des deux cours était une tradition depuis 1813; elle se maintenait grâce aux souvenirs, encore très vivaces, des campagnes d'Allemagne et de France; grâce à je ne sais quelle conception, qui en faisait une sorte de garantie contre les hasards et les surprises, grâce enfin aux alliances de famille qui étaient venues la cimenter.

« Les liens de famille, faibles ordinairement entre les souverains, sont très forts dans la famille de Prusse », constatait Chateaubriand en 1828<sup>3</sup>. Alexandre II était le fils de cette princesse Charlotte-Frédérique-Wilhelmine de Prusse, pour laquelle Chateaubriand avait observé le tendre attachement de ses frères,

1. Le présent article complète les études que l'auteur a déjà données à la *Revue historique* : *la Russie et l'alliance anglo-française après la guerre de Crimée* (t. CI, p. 272); *la Russie et la politique italienne de Napoléon III* (t. CV, p. 35 et 277); *la Russie, la France et la question d'Orient après la guerre de Crimée* (t. CIX, p. 272).

2. Déposition du comte de Chaudordy devant la commission d'enquête instituée par l'Assemblée nationale pour rechercher les responsabilités du désastre de 1870.

3. Cité par Albert Sorel, *Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande*.



Frédéric et Guillaume. Le premier de ces frères, Frédéric-Guillaume IV, régnait encore à Berlin quand Alexandre II monta sur le trône; le second, Guillaume, prit la régence une année après et devint roi en 1861; ce fut le premier empereur d'Allemagne. Leur sœur, impératrice de Russie sous le nom d'Alexandra-Feodorovna, survécut à son époux, Nicolas I<sup>er</sup>, jusqu'en 1860. Alexandre II, qui l'aimait et la respectait profondément, avait appris d'elle à chérir ses oncles d'une tendresse quasi-filiale. Il portait surtout à son oncle Guillaume une affection profonde et une chevaleresque admiration. Guillaume, de son côté, aimait son neveu sincèrement et paternellement.

« Nos relations avec la Russie », a dit Bismarck, « se fondent essentiellement sur les rapports personnels des deux monarques<sup>1</sup>. » Or, il n'était pas possible d'imaginer rapports plus intimes, plus cordiaux que ceux qui existaient entre Alexandre II et le roi de Prusse. Avec une sage prévoyance, la Prusse avait fait en sorte de rendre ces rapports plus fréquents, plus réguliers qu'ils ne le sont généralement entre souverains, au moyen d'agents spéciaux dont Bismarck a longuement défini le rôle. L'attaché militaire de Prusse à Saint-Petersbourg portait le titre significatif de « plénipotentiaire militaire ». C'était toujours un officier général choisi dans l'entourage immédiat de son souverain. En vertu d'un droit qui lui avait été donné par Frédéric-Guillaume III, il adressait ses rapports au roi, non pas par l'intermédiaire du ministre des Affaires étrangères, comme les autres attachés militaires, mais directement, sous forme de lettres personnelles. Ce droit, joint à son grade élevé, et généralement à la faveur dont il jouissait à Berlin, donnait au plénipotentiaire militaire de Prusse une situation exceptionnelle auprès d'Alexandre II. Le « Pruski Flugeladjutant » (aide de camp du roi de Prusse), comme on disait à Saint-Petersbourg, voyait le tsar presque tous les jours, plus souvent même que Gortchakoff. « Le tsar », dit Bismarck, « ne l'entretenait pas seulement de questions militaires et les missions qu'il lui confiait auprès du roi Guillaume ne se bornaient pas toujours à des affaires de famille ». A côté de l'ambassadeur, intermédiaire attitré entre les deux chancelleries et représentant officiel de son souverain, existait donc un intermédiaire distinct, spécialement délégué

1. *Pensées et souvenirs.*

aux rapports entre les deux monarques. Au témoignage même de Bismarck, à qui Guillaume I<sup>er</sup> communiqua toujours sa correspondance avec le plénipotentiaire militaire, les négociations conduites par cette voie ont souvent eu plus d'importance que les affaires traitées par l'entremise de l'ambassade de Prusse en Russie. « On a eu », dit Bismarck, « l'exemple de bonnes relations maintenues entre les deux états grâce à l'habileté des plénipotentiaires militaires, tels que les généraux de Rauch et de Münster, en dépit », ajoute-t-il, « de l'ineptie assez notoire des ambassadeurs de Prusse à Saint-Petersbourg<sup>1</sup>. »

Les deux souverains ne s'en tenaient pas à ces communications indirectes, par l'intermédiaire de tierces personnes : ils s'écrivaient directement l'un à l'autre, beaucoup plus souvent que ne le font généralement les souverains. La teneur, l'existence même de cette correspondance personnelle ont la plupart du temps échappé aux contemporains : ceux-ci n'ont connu le départ ou l'arrivée d'une lettre autographe que lorsqu'une confidence ou une circonstance extérieure en a trahi le secret, par exemple lorsqu'un aide de camp est venu l'apporter à son destinataire ; en dehors de ces cas, rien ne révélait l'arrivée du pli confidentiel à Pétersbourg ou à Berlin, ou, plus tard, au quartier général des armées prussiennes en Bohême ou en France, à Nicholsbourg ou à Versailles. Combien de moyens de faire parvenir une lettre de l'un des deux souverains à l'autre sans éveiller l'attention : l'« ordinaire » ou courrier de l'ambassade, le départ en congé de l'ambassadeur, les allées et venues du plénipotentiaire militaire. Le mécanisme de cette correspondance autographe a été également décrit par Bismarck dans ses Mémoires. Les lettres autographes que s'écrivaient les deux monarques s'appuyaient sur une minute rédigée par leur ministre. Celui-ci ne pouvait contrôler si l'auguste correspondant s'y était conformé, la lettre ne passant plus par ses mains que scellée ; mais Bismarck incline à le croire et, de cette façon, la correspondance autographe, dans laquelle Alexandre II et Guillaume I<sup>er</sup> traitaient de questions politiques, avait la collaboration, sinon la garantie, de leurs ministres. Alexandre II, qu'aucun scrupule constitutionnel ne gênait, eût évidemment pu se passer de la collaboration de Gortchakoff ; Bismarck

1. *Pensées et souvenirs.*



prétend cependant avoir reconnu à diverses reprises, dans les lettres d'Alexandre II, l'inspiration et jusqu'au style de Gortchakoff. Qu'on tienne enfin compte des entrevues, fréquentes pour l'époque, dans lesquelles Alexandre II et Guillaume I<sup>er</sup> se retrouvèrent de plus en plus souvent, dans leurs propres capitales, dans d'autres villes de leurs états, à Varsovie, à Breslau, dans les villes d'eaux d'Allemagne, à Kissingen, à Carlsbad, à Ems<sup>1</sup>, et l'on aura une idée des multiples moyens par lesquels les deux souverains de Prusse et de Russie, unis par les liens du sang et par une affection réciproque, entretenaient un échange permanent de vues et de pensées.

Dès le 29 mai 1856, deux mois à peine après le rétablissement définitif de la paix, Alexandre II était à Berlin.

On savait depuis longtemps que l'impératrice douairière de Russie s'arrêterait à Berlin à la fin de mai, en se rendant aux eaux; mais la visite de son fils à la cour de Prusse n'avait pas été annoncée. La nouvelle ne s'en répandit à Berlin même que très peu de jours avant l'arrivée d'Alexandre II et ne fut officiellement confirmée qu'au dernier moment. Visite nullement improvisée, pensait cependant Moustier, malgré le soin mis de part et d'autre à lui donner ce caractère. Le principe, la date, les détails en étaient convenus d'avance entre les deux cours, qui n'avaient gardé le silence que pour prévenir les commentateurs. La signification en était, d'ailleurs, limpide et le commentaire tout indiqué : Alexandre II avait tenu, à peine la paix signée, à venir remercier son oncle des preuves de dévouement et de fidélité reçues de lui pendant la guerre, et Frédéric-Guillaume avait favorisé, encouragé même une démarche où l'Europe entière devait voir une nouvelle manifestation de l'étroite intimité qui unissait la cour de Prusse à la cour de Russie.

Le séjour du tsar à Potsdam dura cinq jours et, malgré le prétexte donné pour l'expliquer, Alexandre II était censé n'être venu que pour voir sa mère malade; il fut entouré de plus d'éclat que n'en comporte une simple réunion de famille. On remarqua la similitude à peu près complète de la réception avec celle qui était faite autrefois à Nicolas I<sup>er</sup>, et, bien que l'impression produite par Alexandre II sur la cour et l'armée prus-

1. A Berlin, du vivant de Frédéric-Guillaume IV, en 1856 et 1857; à Breslau, en 1859; à Varsovie, en 1858 et 1860; à Kissingen et Carlsbad, en 1864; à Ems, en 1870; à Pétersbourg, en 1873; à Berlin, en 1875.

siennes fût, au dire de Moustier, inférieure à celle qu'avait laissée son père, il apparut clairement que rien n'était changé aux sentiments qui, traditionnellement, animaient l'un envers l'autre les souverains des deux états.

Ce tribut payé à une amitié de vieille date, Alexandre II regagna sa capitale. Resté à Berlin après le départ de son maître, Gortchakoff revint sans plus tarder aux soins qu'exigeait une amitié plus récente. Étant allé voir Moustier, il « l'entretint de son désir d'établir entre son pays et le nôtre de bons et solides rapports, qui eussent dû régner depuis longtemps, sans des causes qui n'existaient plus et des fautes regrettables. Il n'avait jamais caché ses idées à cet égard et c'était le rêve de sa vie. C'est aussi », ajouta-t-il, « le vœu de l'empereur Alexandre, qui a été si sensible à l'accueil qu'a reçu le comte Orloff et surtout à la manière dont l'Empereur des Français s'est exprimé sur l'empereur Nicolas : ce sont des choses qu'un cœur comme celui de l'empereur Alexandre n'oublie pas<sup>1</sup>. » Gortchakoff parla ensuite à Moustier du comte Ney, dont il fit un grand éloge, de la mission de Morny, qu'il voyait avec satisfaction et dont il attendait de grands résultats. Il s'excusa du retard apporté au choix d'un titulaire pour l'ambassade de Russie à Paris : il tenait beaucoup à ce qu'on sût que ce retard n'avait d'autre cause que le désir de choisir un ambassadeur agréable au gouvernement français, en même temps qu'à la hauteur de sa tâche.

C'était dire que la fidélité de la Russie à son union avec la Prusse n'impliquait nullement de sa part un retour aux autres traditions du précédent règne. Gortchakoff faisait plus que d'opposer à ce soupçon un démenti formel : en confessant son désir d'une entente avec la France, il prenait déjà le contre-pied des traditions de Nicolas I<sup>er</sup>.

De ce qu'il recherchait les faveurs de la France, Alexandre II ne se croyait donc pas tenu de rompre avec la Prusse. Mais n'avait-il pas trop présumé de Napoléon III en prétendant lui faire accepter ce partage? Sa visite à Berlin ne fut pas du goût de tout le monde à Paris. Elle fit murmurer dans les rangs d'une certaine école d'hommes d'État pénétrés des anciennes traditions de la politique française, à qui est suspecte par principe toute

1. Moustier, juin 1856.

intimité de la Russie et de la Prusse. Mais l'Empereur ne partageait pas les préventions de ces politiques méfiants, dont les appréhensions lui paraissaient tenir de la routine. Pourquoi eût-il pris ombrage de l'intimité d'Alexandre II et de Frédéric-Guillaume IV? Le roi de Prusse, aussi bien que l'empereur de Russie, n'en faisaient-ils pas coïncider les témoignages avec ceux de leur déférence, de leur sympathie à son égard? A son retour du Congrès de Paris, Manteuffel se louait hautement de l'accueil personnel de Napoléon III. Frédéric-Guillaume ne mettait pas moins de bonne grâce à reconnaître ce qu'il lui devait : il lui en témoignait sa gratitude en lui conférant la grand-croix de l'Aigle noir. De quel droit soupçonner la Prusse et la Russie de s'entendre contre la France, alors que toutes deux rivalisaient d'empressement à démentir ce soupçon?

Napoléon III était d'autant moins enclin à suspecter les intentions de la Prusse qu'elle avait moins sujet de se défier de lui. Manteuffel prétendait, non sans vraisemblance, avoir reçu de l'Empereur, à Paris, l'assurance positive de sentiments favorables à un rapprochement avec la Prusse. Causant à cœur ouvert, Napoléon eût laissé entrevoir au ministre prussien « que ses sympathies pour l'Autriche étaient loin d'être ce que l'on pouvait croire et il ne lui aurait pas caché son désir de voir des rapports plus intimes s'établir entre Paris et Berlin ». Ainsi, ni les dispositions de la France envers la Prusse, ni celles de la Prusse envers la France ne s'opposaient à ce que la Russie fît marcher de pair l'amitié avec Paris et l'entente avec Berlin.

Souhaitée à Pétersbourg par Alexandre II, acceptée à Paris par l'Empereur, à Berlin par le roi, cette dualité de sympathies françaises et prussiennes ne pouvait pas répondre aux vœux unanimes de la famille et de la cour du tsar. Il était impossible que l'impératrice mère et son entourage immédiat n'eussent pas hérité de Nicolas I<sup>er</sup> ses préventions contre notre pays, préventions encore accrues par le souvenir des tristesses qui avaient assombri les dernières heures du grand vaincu. Dernier refuge des sentiments antifrançais, cette petite cour ne pouvait pas voir d'un bon œil l'intrusion de la France dans cette intimité russo-prussienne, dont elle incarnait la tradition et conservait le culte exclusif. Ce fut avec elle que Morny entra d'abord en rapports.

L'impératrice douairière s'était rendue avec son plus jeune

ils, le grand-duc Michel, à Wildbad, où le prétexte d'une cure d'eaux, à laquelle la diplomatie avait plus de part que la médecine, fournit à Morny l'occasion de la rencontrer. La veuve de Nicolas I<sup>er</sup> se mit en frais d'amabilité pour l'ambassadeur que le vainqueur de Sébastopol envoyait auprès d'Alexandre II. Mais, à je ne sais quoi de contraint dans la bonne grâce même de la souveraine et de son entourage, à quelques mots saisis par hasard ou rapportés par des personnes étrangères à sa suite, Morny s'aperçut que, sous cette cordialité de commande, se dissimulaient des préventions et des amertumes, dont il fut plus frappé que surpris. Après tout, comme Prussienne et comme Russe, l'impératrice mère avait-elle jamais pu aimer la France? Pouvait-on s'attendre à ce que la dernière guerre, si douloureuse à son cœur d'épouse, eût dissipé une antipathie qui était en quelque sorte un héritage de son mari? Concluant donc du particulier au général, Morny emporta de sa reconnaissance à Wildbad l'impression que, « si nous n'étions pas aimés par un Russe, nous étions cordialement détestés par un Russe greffé sur un Allemand; que les bons rapports avec nous étaient une espèce de convention, de mot d'ordre auquel il fallait se fier médiocrement; que les affinités allemandes étaient, au fond, aussi fortes que par le passé et qu'on ne tarderait pas, si nous y fournissions le moindre prétexte, à chercher à renouer tous les fils de la vieille politique, rompus par les derniers événements »<sup>1</sup>.

C'est sous cette impression que Morny arriva à Saint-Petersbourg. Elle était déjà notablement atténuée lorsqu'il sortit de chez Gortchakoff; il n'en restait rien lorsqu'il repassa le seuil du cabinet de l'empereur. Ses doutes, ses préventions s'étaient dissipés, évanouis, envolés en fumée au contact de cette main loyalement tendue, au son de cette voix d'un charme si étrange, qui prononçait, avec une mâle assurance, des paroles simples, claires, tout empreintes de cordialité, à l'aspect de ce souverain au port noble et aisé, dont l'âme honnête et bonne transparaissait dans le regard limpide et doux, dans l'accent de franchise, dans l'expression de calme grandeur, et qui n'hésitait pas à garantir sur son honneur la loyauté et la sincérité de ses intentions. La confiance, la sympathie et le respect de Morny étaient, d'ores et déjà, acquis à Alexandre II, de même que son opinion

1. Morny, *Une ambassade en Russie*, p. 64.

était faite sur les dispositions réelles du tsar et de son ministre à l'égard de la France. C'était une vieille cour qu'il avait vue à Wildbad, « et une cour qui était encore sous l'impression de souvenirs douloureux et respectables ». « Hommes nouveaux, politique nouvelle »<sup>1</sup>, voilà ce qu'il avait trouvé à Pétersbourg.

Un parti allemand, Morny était bien obligé d'en convenir, continuait cependant à s'agiter à la cour de Russie et obtenait, de temps à autre, quelque concession d'Alexandre II ou de Gortchakoff. Ainsi fut-il d'une certaine circulaire sur les affaires de Naples, qui déplut à Paris :

J'ai su, par des confidences puisées à la meilleure source, écrivait Morny, que le prince a cédé, en l'écrivant, à une pression très active du vieux parti allemand qui a pour organe la *Gazette de la Croix* à Berlin. Ce parti, soutenu par la vieille aristocratie prussienne, nous a dans une sainte horreur. Il a été extrêmement épouffé des apparences de rapprochement entre la Russie et la France et il n'est pas sorte d'efforts qu'il ne fasse pour y mettre obstacle. Aussi, défiez-vous bien des calomnies qui pourraient vous venir de l'Allemagne. Depuis la mort de l'empereur Nicolas, ce parti, qui s'appuyait surtout sur l'impératrice mère, n'a plus de véritable influence. Il a produit la circulaire en excitant l'amour-propre du prince Gortchakoff. Mais il n'aurait pas assez d'influence pour le déterminer à un acte quelconque qui nous fût hostile<sup>2</sup>.

Il restait donc un parti prussien, que Morny jugeait désarmé, désarmé, précisément parce qu'Alexandre II ni Gortchakoff ne paraissaient confondre l'affection ou le respect pour le roi de Prusse avec le dévouement à sa monarchie.

S'il est vrai que la France n'avait alors rien à craindre de l'influence prussienne en Russie, cette influence n'en subsistait pas moins sous sa double forme, familiale et politique. Alexandre II était dévoué, par raison d'état, à la monarchie prussienne, autant qu'attaché, par affection, à la maison royale de Prusse. Sa politique s'en est ressentie dès le début de son règne et il est telle occasion où elle fut tout entière dominée par le désir de servir les intérêts prussiens.

L'incident de Neuchâtel ne mettait guère en cause, pour le roi de Prusse, qu'une question d'amour-propre, de dignité.

1. Morny, *Une ambassade en Russie*.

2. Morny, 30 octobre 1856.



C'est une satisfaction de forme qu'il s'agissait pour lui d'obtenir de la Suisse<sup>1</sup> et non la reconnaissance de droits de souveraineté sur Neuchâtel, dont il avait depuis longtemps fait son deuil. Or, la France, qui avait assumé la tâche de régler cet incident, mit tant de soins à sauvegarder la dignité de Frédéric-Guillaume et tant de fermeté à exiger de la Suisse la satisfaction réclamée par lui, qu'Alexandre II et Gortchakoff n'eurent qu'à la laisser agir. A moins de se montrer plus royalistes que le roi, ils ne pouvaient pas s'opposer à ce qu'une conférence européenne reconnût Neuchâtel comme partie intégrante de la Suisse, puisque, son honneur satisfait, Frédéric-Guillaume en prenait lui-même son parti. Napoléon et Walewski enfonçaient donc une porte ouverte en demandant à la Russie de se prêter à cette solution et d'y rallier la Prusse<sup>2</sup>, et Alexandre II n'avait pas à redouter les reproches de son oncle en autorisant son plénipotentiaire à accepter les propositions françaises.

Contenter à la fois la France et la Prusse n'était pas, à beaucoup près, aussi facile à propos des duchés de l'Elbe. C'est qu'il ne s'agissait plus là, pour la Prusse, d'une satisfaction d'amour-propre. Sans doute nul ne pouvait-il prévoir encore quel parti inespéré sa politique tirerait un jour de cette épineuse question, vraie querelle d'Allemand cherchée au Danemark, au sujet des droits respectifs de cet état et de la Confédération germanique sur les duchés de Slesvig, de Holstein et de Lauenbourg. Mais, même réduite aux proportions qu'elle gardait alors, la question mettait en jeu, pour la Prusse, un intérêt de premier ordre : celui de son prestige en Allemagne, qu'elle ne se souciait pas de livrer à l'influence rivale de l'Autriche, empressée comme elle à soutenir la cause de la Confédération. Aussi, ne pouvait-elle pas, cette fois, faire crédit à l'amitié du tsar et le tenir quitte

1. La libération des Neuchâtelois incarcérés pour avoir fomenté un mouvement en faveur du rétablissement de la souveraineté prussienne.

2. Une dépêche de Walewski à Morny, en date du 3 février 1857, exprime le vœu qu'une parfaite entente ne cesse de régner entre les plénipotentiaires français et russe : « Nous y trouverons de part et d'autre l'occasion d'attester la sincérité des sentiments de cordialité dont les deux cours n'ont cessé de s'inspirer dans les négociations qui intéressaient plus directement le cabinet de Saint-Petersbourg et nous sommes convaincus qu'il se propose, ainsi que nous, de témoigner de l'accord qui nous unit. L'attitude de son représentant nous servira cependant, si je puis m'exprimer ainsi, de pierre de touche pour les relations que nous avons nouées avec la Russie. »



envers elle à aussi peu de frais que pour Neuchâtel. Car l'Europe aussi avait son mot à dire sur cette affaire, qui mettait en question l'intégrité de la monarchie danoise et sur laquelle ses représentants avaient déjà pâli une fois.

Le gouvernement français eut d'abord pleinement conscience des devoirs que lui imposait ce précédent. A l'appel du Danemark, il se montra disposé à intervenir et son premier soin fut, naturellement, de pressentir à cet égard sa nouvelle amie, la Russie. Le 16 mars 1857, Walewski charge Morny de déclarer à Gortchakoff qu'il incline à considérer la question comme européenne. « Le gouvernement russe », répond Gortchakoff<sup>1</sup>, « ne saurait se prêter à aucune démarche pour faire sortir le débat de ses proportions actuelles. Dans son opinion, le Danemark ne doit rien épargner pour la restreindre aux limites d'une question fédérale, susceptible d'être réglée par voie de conciliation directe. » C'est le conseil que lui-même fait entendre à Copenhague et à l'appui duquel il invoque toutes sortes de raisons : si la querelle s'envenime, l'Autriche et la Prusse ne pourront résister à la pression de l'opinion publique allemande, qui réclame qu'elle soit portée devant la diète de Francfort ; la décision de cette assemblée, dont Gortchakoff admet la compétence, ne fait aucun doute ; le Danemark perdra son procès ; il n'évitera pas les conséquences qu'il redoute, en faisant de la question une question européenne.

C'est précisément parce que, maintenue sur le terrain fédéral, la question ne pouvait être résolue qu'au détriment du Danemark, qu'il importait de la porter sur le terrain européen. Soutenir le contraire, c'était admettre qu'une décision de la diète pût porter atteinte à l'intégrité de la monarchie danoise, dont les rapports avec l'Europe avaient été définis, à Londres, en 1852, par un traité qui avait, en quelque sorte, placé son existence sous la garantie des puissances.

Telle est la thèse que Walewski expose à Kisselef, venu, au début d'avril, lui développer l'argumentation de Gortchakoff, et dont il charge Morny de se faire le défenseur. Mais déjà se fait sentir sur la politique française l'influence de l'opposition qu'elle rencontre à Pétersbourg. Car, invité par l'Angleterre à adresser des représentations en commun à Berlin et à Vienne,

1. Morny, 26 mars 1857.

Walewski, par considération pour la Russie, décline cette proposition.

Non pas qu'il renonce à intervenir, mais, ne voulant pas se séparer de la Russie, il s'obstine à la convaincre et s'acharne à lui démontrer qu'une intervention de l'Europe, réclamée par le Danemark en vertu du traité de 1852, est justifiée en droit et nécessaire en fait. Gortchakoff ne reconnaît-il pas lui-même que la diète donnera gain de cause à la Confédération germanique? Partant, ne convient-il pas du danger qui menace le Danemark? « C'est l'éventualité de ce danger, dont la monarchie danoise serait menacée, qui nous paraît devoir préoccuper les puissances et, si le jugement que prononcerait la diète germanique dans cette affaire peut, ainsi que le cabinet de Saint-Petersbourg le reconnaît, entraîner de semblables conséquences, il y a lieu de se demander si, réellement, cette assemblée a seule le droit de trancher définitivement le débat, ou bien si l'intervention des grandes puissances, pour en faciliter l'aplanissement, ne serait pas plutôt naturellement indiquée par le caractère même du différend<sup>1</sup>. »

Avant même que Gortchakoff ait eu le temps de répondre, Walewski revient à la charge et, tranchant la question que lui-même a posée, il définit nettement les raisons qui justifient l'intervention de l'Europe et le cas où la France se croirait tenue à intervenir. Moins de quinze jours après, il écrit à Morny :

La monarchie danoise est un état mixte dont la conservation importe aux grandes puissances et dont la situation ébranlée par les dernières révolutions a été reconstituée par un traité auquel la France, la Russie et l'Angleterre ont été parties contractantes, comme l'Autriche et la Prusse. Il nous appartient à ce titre de nous intéresser à sa tranquillité et à son existence... Ce que nous ne pourrions admettre, ce serait que dans le cas où, la question se trouvant portée à Francfort, les parties ne parviendraient pas à s'entendre, la Confédération germanique s'attribuât le privilège exclusif de la décider et d'imposer sa décision au Danemark, sans tenir compte des intérêts européens de ce pays et des droits des autres puissances<sup>2</sup>.

Dans l'intervalle de ces deux dépêches est arrivée à Paris la

1. Walewski, 2 avril 1857.

2. Walewski, 15 avril 1857.

réplique de Gortchakoff. Car, loin de se laisser convaincre, le ministre d'Alexandre II discute, argumente et maintient ses conclusions. Il ne voit, pour le moment, aucune raison de modifier sa manière de voir et d'aller au delà de conseils amicaux, donnés simultanément à Copenhague, à Berlin et à Vienne, en faveur d'une conciliation, seule susceptible à ses yeux d'écarter les conséquences que craint le Danemark. « Jusqu'au jour où ces conséquences viendraient à se produire, nous demeurons persuadés que la question est et doit rester une question purement fédérale, à résoudre dans les voies d'une entente amiable entre les parties intéressées, et qu'on ne saurait, sans de sérieux inconvénients, la faire sortir de ces limites<sup>1</sup>. » C'était seulement dans le cas où l'intégrité de la monarchie danoise viendrait à être compromise que les puissances signataires du traité de Londres seraient appelées à intervenir. Encore la sphère de leur intervention se trouvait-elle définie par la teneur de leurs engagements, et Walewski était prié de se rappeler que, parmi ces engagements, figurait celui de conserver intacts les droits et obligations réciproques du Danemark et de la Confédération germanique envers les duchés de Slesvig, Holstein et Lauenbourg. De telles prévisions étaient d'ailleurs lointaines, et c'est à les éviter que devait tendre l'action modératrice des puissances.

Tout en admettant que la question pût devenir européenne, la Russie persistait donc à ne pas vouloir, pour le moment, la considérer comme telle. L'intervention à laquelle la conviait le gouvernement français, elle la remettait aux calendes grecques; mise au pied du mur, elle se déroba. C'est en vain que Gortchakoff s'efforçait de masquer cette dérobade en la dissimulant sous les périphrases et poussait l'affectation jusqu'à se féliciter de la conformité de ses vues avec celles de Walewski. Pas plus que lui, Walewski n'était dupe de sa propre naïveté lorsqu'il s'appliquait, à son tour, à atténuer la portée de la divergence qui séparait les deux gouvernements. Simple effet de leur courtoisie et de leur habileté, les illusions qu'ils affichèrent alors ne méritent pas plus de créance les unes que les autres. Naturelles de la part de celui qui formule un refus, ces précautions oratoires le sont pourtant moins de la part de celui qui est éconduit. Aussi laissent-elles déjà pressentir que Walewski place l'intérêt

1. Gortchakoff à Kisselef, 3-15 avril 1857.

de l'entente franco-russe au-dessus de celui de la question danoise et, par suite, qu'il ne passera pas outre à l'abstention de la Russie.

Cette abstention systématique, sans aller jusqu'à modifier la manière de voir du gouvernement français, continue à peser sur son attitude. Persistant à considérer comme européenne la question des duchés, Walewski, au lieu de le déclarer bien haut, se borne à le « laisser entendre »<sup>1</sup> à Vienne et à Berlin. On sent bien que le parti pris de la Russie empêche alors la France de lier partie avec l'Angleterre pour parler net à l'Autriche et à la Prusse.

Il n'a pourtant pas encore raison de sa persévérance. En avril 1858, le Danemark adresse à la diète germanique de nouvelles propositions, dont Walewski est prêt à recommander l'acceptation aux puissances allemandes. Mais, avant de s'y décider, il veut encore savoir ce qu'en pense la Russie. La réponse de Gortchakoff n'est pas pour l'encourager<sup>2</sup> : le litige restant, selon lui, enfermé dans les limites d'une question purement allemande, les grandes puissances n'ont pas à changer l'attitude qu'elles ont gardée jusqu'alors ; toute démarche, soit auprès du Danemark, soit auprès des états de la Confédération, serait dépourvue d'utilité, sinon même fâcheuse. Sur ce thème connu, Gortchakoff exécute quelques variations nouvelles :

Si nous montrons à Copenhague que nous considérons la communication faite par M. de Bulow comme un pas dans la voie de la conciliation, nous courons grand risque d'arrêter le Danemark dans cette voie... Si nous insistons à Vienne, à Berlin et à Francfort pour qu'on accepte tout ou partie des propositions danoises, on nous répondra par une discussion approfondie des droits des duchés et de la diète, discussion dans laquelle je ne me soucie nullement d'entrer, car je dois avouer que la question est à peu près inintelligible pour moi... J'attendrai les nouvelles résolutions de la diète et la réponse qu'elle fera à la communication danoise. Pour le moment, je suis résolu à ne pas dire un mot, soit à Copenhague, soit à Francfort<sup>3</sup>.

Pour se dispenser de « dire un mot », Gortchakoff n'est jamais en peine de bonnes raisons. Causant avec le duc de Monte-

1. Walewski, 1<sup>er</sup> mai 1857.

2. Alexandre II et Gortchakoff se sont rendus à Berlin en fin juillet 1857.

3. Chateaubrenard, 14 avril 1858.

bello, en juin 1858, il est amené à confesser qu'il craint, pour le prince régent de Prusse, ce qu'il appelle « la chasse à la popularité ». C'était convenir d'un péril d'autant plus réel que, pour la première fois, ce prince avait à se prononcer sur une grande question d'intérêt allemand. Gortchakoff se rendait donc compte du danger que faisait courir au Danemark et, partant, à l'Europe, l'affaire des duchés ; et cependant voici, d'après Montebello, comment il concluait : « Il ne se préoccupe que de la difficulté du moment ; à chaque jour suffit sa peine et, quant au règlement définitif de la question, il ne veut même pas y songer<sup>1</sup>. » Bientôt, d'ailleurs, regrettant sans doute l'aveu qui lui était échappé dans un moment de franchise, il démentait l'existence du danger que lui-même avait signalé. C'était en octobre 1858. Le gouvernement français, inquiet de voir la diète germanique faire preuve de dispositions peu conciliantes dans l'examen des propositions danoises, avait encore fait part de ses appréhensions à Pétersbourg. Gortchakoff y répondit, cette fois, par l'expression d'un optimisme sans réserve<sup>2</sup> : il était pleinement rassuré sur les intentions de la Prusse depuis qu'il avait causé avec le prince régent et Manteuffel à Varsovie ; leur esprit de conciliation l'avait entièrement satisfait ; sans répondre de ce que serait, dans six mois, leurs dispositions et l'esprit qui animerait leur politique, il pouvait affirmer que leur langage ne laissait, pour le moment, rien à désirer ; la seule crainte qu'on pût avoir était qu'il ne s'établît entre les deux puissances allemandes une sorte de rivalité de zèle ; mais, s'empressait d'ajouter Gortchakoff, rien encore ne justifiait cette appréhension.

Il est peu probable que cette confiance ait paru légitime à Walewski. Toujours est-il qu'il n'insista pas davantage, renonçant à avoir le dernier mot. A moins d'intervenir sans la Russie, il ne restait à la France qu'à s'abstenir : elle s'y résigna. Son abstention fut un sacrifice fait à son entente avec Alexandre II, une rançon payée en retour des services rendus dans les principautés en Italie. Sacrifice spontané, rançon volontaire, mais que Napoléon III et Walewski jugèrent préférables aux conséquences d'une action à laquelle la Russie fût restée étrangère.

Ainsi, l'abstention de la Russie entraîna celle de la France.

1. Montebello, juin 1858.

2. Chateaurenard, 30 novembre 1858.



Est-ce à dire qu'en refusant de s'associer à une intervention, Alexandre II et Gortchakoff se soient proposé d'en détourner Napoléon III? L'hypothèse n'a rien d'in vraisemblable, mais ce n'est qu'une hypothèse. Il ne dépendait pas d'eux d'empêcher que Napoléon III élevât la voix en faveur du Danemark et, s'il s'est tu, c'est qu'il l'a bien voulu. Mais ce qui dépendait de leur volonté, c'était, quant à eux, de garder le silence, et ce qui est un fait établi, c'est qu'ils ne purent être décidés à le rompre. Leur obstination doit-elle être attribuée aux seuls motifs que Gortchakoff a invoqués pour la justifier? Nous ne le pensons pas. Sans cesse différents, bien qu'adaptés à une fin invariable, ces motifs n'ont été que des arguments de circonstance, destinés à couvrir un parti pris que Gortchakoff n'a pas voulu avouer : celui de laisser s'accomplir les destinées des duchés et du Danemark. Mais alors à quelle cause imputer ce parti pris? Des divers adversaires du Danemark, quel est celui en faveur de qui peut s'être exercée la partialité de la Russie? Est-ce l'Autriche, contre laquelle elle complotait alors avec la France la campagne d'Italie? Est-ce la Confédération germanique, à qui elle adressera moins d'un an après des conseils de sagesse quelque peu impérieux? Évidemment non : ce ne peut donc être que la Prusse. C'est pour ne pas aller à l'encontre de ses desseins et pour lui laisser les mains libres que la Russie a refusé de déférer aux sollicitations de la France et, ce faisant, elle a rendu à la Prusse un service considérable, puisque son refus a eu pour résultat de paralyser la France.

Il y eut donc, de la part d'Alexandre II, dès le début de son règne, intention de servir la Prusse, chaque fois que l'occasion s'en est présentée. Ce ne sont encore que services discrets, inavoués, voilés de prétextes et d'excuses, mais positifs et incontestables.

C'est que, dès cette époque, l'intimité de la Russie et de la Prusse a pris naissance dans un intérêt politique, plus encore que dans les alliances dynastiques. Les liens de parenté et les relations personnelles des deux souverains ont fait attribuer au seul esprit de famille les complaisances de la Russie pour la Prusse. En réalité, ces complaisances ont été dictées, au moins autant, par le désir de maintenir intacte une entente que la Russie avait intérêt à conserver. De ce qu'elle s'est trouvée plus souvent dans la position d'obligée, il ne faudrait pas con-



clure que la Prusse fût seule à tenir à cette entente. Si les services n'ont pas toujours été égaux de part et d'autre, l'intérêt a toujours été réciproque. Les rapports avec la Prusse ont été, à Pétersbourg, l'objet d'autant de sollicitude qu'à Berlin ceux avec la Russie. Qu'une crise ministérielle modifie la composition du gouvernement prussien, qu'on ait lieu de suspecter les dispositions d'un des nouveaux ministres, le général de Bonin, et l'inquiétude gagne aussitôt Alexandre II et Gortchakoff. Que l'Autriche fasse des avances à la Prusse, ils en prennent ombrage. Que l'Angleterre s'emploie à rapprocher les deux grandes puissances allemandes, ils craignent que cette tentative ne tourne au détriment de leur influence, dont ils se montrent fort jaloux<sup>1</sup>.

L'intérêt même de l'entente avec la France, qui a pourtant été essentiel à leurs yeux, n'a jamais banni de leur esprit celui de l'entente avec la Prusse. Ils n'ont jamais songé à sacrifier la seconde à la première. Les concilier fut au contraire leur souci constant et ce soin a, par moments, exigé d'eux beaucoup de diplomatie, de doigté et de savoir faire. Nous en avons eu un exemple avec l'affaire des duchés de l'Elbe; la guerre d'Italie en fournit un autrement frappant.

Dès l'instant que la guerre apparut inévitable, une extrême agitation fomentée par l'Autriche se manifesta dans toute l'Allemagne. En Prusse comme dans les états secondaires, le sentiment national réclamait des gouvernements qu'ils fissent cause commune avec l'Autriche. De l'attitude que prendrait la Prusse en présence de ce mouvement dépendait celle de la Confédération tout entière. Cruellement embarrassé, le gouvernement prussien gardait une attitude équivoque. « On hésite ici entre suivre le mouvement et le réprimer », écrivait notre ministre à Berlin<sup>2</sup>. Au fond, le régent et son conseil avaient la conviction que la guerre ne pourrait se faire sans qu'à un moment donné le territoire de la Confédération fût violé et que, par conséquent, il faudrait marcher au secours de l'Autriche. Aussi s'étaient-ils préparés à cette éventualité dès le mois d'avril. En attendant l'événement, ils cherchaient, appuyés à Londres par le cabinet Derby, à faire approuver par la Russie une médiation armée,

1. Chateaurenard, 30 novembre 1858.

2. Moustier, 17 mai 1859.

qui eût fait prendre à la Prusse la direction militaire et morale de l'Allemagne et lui eût donné le rôle décisif dans la question italienne. A Berlin même, ainsi que dans toutes les cours secondaires, un parti nombreux et actif se prononçait pour une intervention diplomatique, appuyée par d'importantes mesures d'intimidation. Dès le 20 mai, Montebello télégraphiait :

Le prince Gortchakoff croit savoir que le projet du parti de la guerre en Allemagne est de former une armée d'observation sur le Rhin et, dans cette attitude, de demander à la France de s'expliquer. On espère entraîner la Prusse<sup>1</sup>.

Ce mouvement n'était pas pour surprendre Napoléon III ; il l'avait prévu et c'est sur la Russie qu'il comptait pour en prévenir les effets. C'est en vue de la guerre d'Italie qu'il s'était assuré le concours d'Alexandre II ; un des services qu'il attendait de lui était précisément de contenir l'Allemagne. Le tsar avait consenti à s'y prêter et c'était un des articles de l'entente secrète établie entre eux à Stuttgart, précisée par le prince Napoléon à Varsovie, par La Roncière Le Noury à Saint-Petersbourg<sup>2</sup>.

Aussitôt la guerre déclarée, Napoléon III rappelle courtoisement à Alexandre II ses engagements par une lettre autographe que Montebello paraphrase ainsi en la remettant au tsar<sup>3</sup> :

L'empereur, plaçant une confiance entière dans la loyauté de l'empereur Alexandre et dans ses sentiments à son égard, se borne à lui demander, en lui laissant l'appréciation des moyens, si le moment n'est pas venu pour lui de prononcer un peu plus sa situation. Ce que nous désirons, c'est qu'il cherche à donner à sa neutralité vis-à-vis de l'Autriche et de l'Allemagne le même caractère que celle de l'Allemagne vis-à-vis de nous. Nous comprenons les ménagements qu'il est sage de garder à l'égard de la Confédération et de la Prusse surtout. Mais, sans prendre une attitude directement menaçante, il est essentiel cependant que la neutralité de la Russie inspire à l'Allemagne une crainte salutaire, seul frein possible pour les passions qui l'agitent. En un mot, cette neutralité ne peut être efficace pour nous que si elle inquiète nos ennemis et s'ils sentent qu'elle n'est pas le dernier mot de la Russie.

1. Montebello, 20 mai 1859.

2. Voyez la Russie et la politique italienne de Napoléon III, dans la *Rev. hist.*, t. CV, p. 50.

3. Montebello, 17 mai 1859.

Alexandre II n'avait pas attendu cet appel courtois pour exécuter dans leur intégralité les engagements précis qu'il avait contractés envers Napoléon III en vue de peser sur l'Autriche. Avant même que la guerre eût éclaté, les trois corps d'armée du prince Michel Gortchakoff avaient été mis sur le pied de guerre; ultérieurement, un quatrième corps avait été acheminé vers la frontière russo-autrichienne, de manière à porter à 160,000 hommes l'effectif mobilisé. Il avait catégoriquement repoussé les avances et les prières de l'ambassadeur d'Autriche à Vienne. Aussi son premier soin, en répondant aux demandes de Montebello, fut-il de rappeler à son tour les mesures que, spontanément, il avait déjà prises. Lorsqu'il en vint à la pression que Napoléon III attendait de lui sur l'Allemagne, il laissa voir, dès l'abord, une ferme résolution de ne pas aller pour le moment au delà d'une action morale, seule action sans doute qu'il eût expressément promise à l'Empereur. Encore sa réponse donna-t-elle à penser que, resté maître de la forme et du caractère que prendrait cette action, il entendait l'exercer à son gré et la maintenir dans les limites qui lui paraissent convenables. Il déclara en effet à Montebello<sup>1</sup> :

Je désire sincèrement remplir tous mes engagements envers l'empereur Napoléon et opérer en votre faveur la plus forte diversion possible; mais je ne vois pas ce que, pour le moment, je pourrais faire de plus que ce que j'ai déjà fait... Je crois qu'aller plus loin ne serait, pour le moment, ni dans vos intérêts, ni dans les miens, ni dans ceux de l'Europe. Ce que tout le monde désire, c'est que la guerre soit localisée en Italie: cela dépend en grande partie de l'Allemagne. L'excitation des esprits, qui y va toujours croissant, m'inspire beaucoup d'inquiétudes. Une action trop prononcée de ma part mettrait le feu aux poudres. L'Angleterre entrerait aussitôt dans la lice et personne ne peut dire ce qui sortirait de ce chaos. Jusqu'ici, je suis content de la Prusse; je ne négligerai rien pour engager le prince régent à tenir ferme dans la position qu'il a prise, mais je crains un peu son esprit vacillant. D'ailleurs il peut être débordé; sa situation est fort à ménager; vous le compromettez quelquefois par les éloges mêmes que vous lui donnez. Recommandez à l'Empereur ce point délicat. J'agis aussi sur tous mes parents en Allemagne, je leur représente que ceux qui poussent le plus ardemment à la guerre sont les révolutionnaires... Pour le moment, je ne vois

1. Montebello, 17 mai 1859.

done rien de plus à faire que ce que j'ai déjà fait : soyez sûr que mon attitude est peut-être aujourd'hui le seul frein qui retienne l'Allemagne ; la rendre trop directement menaçante pour elle serait dépasser le but. Mais dites à l'Empereur qu'il peut compter sur moi comme je compte sur lui et que, dans les limites où je crois qu'il est jusqu'à présent utile et sage de se renfermer, je ferai tout ce qui dépendra de moi pour lui donner l'appui le plus efficace. Nous surveillerons les événements et nous verrons ce qu'ils nous permettront plus tard ou nous commanderont de faire.

Remplir ses engagements envers Napoléon III, tout en ménageant autant que possible les susceptibilités de l'Allemagne : telle est la double préoccupation que révèlent ces déclarations d'Alexandre II. Pourquoi ces ménagements, dont il s'est dispensé envers l'Autriche ? Pour ne pas aller, répondait-il, à l'encontre du but qu'on se proposait et déterminer l'Allemagne à la guerre en voulant l'en détourner. Mais Alexandre II avait-il donc assez peu conscience de sa puissance pour s'imaginer que l'Allemagne, même piquée au jeu, pût passer outre à une injonction catégorique venant de lui, déclarer la guerre s'il le lui interdisait, la faire s'il l'en empêchait ? Il est difficile d'admettre de sa part une telle défiance de son propre pouvoir. Alors c'est donc qu'il ne se souciait pas d'en venir avec l'Allemagne à des injonctions formelles, à des menaces précises, qu'il ne voulait pas lui interdire expressément le recours aux armes, à plus forte raison l'empêcher d'y recourir.

Si l'Allemagne, dans l'occurrence, trouva en lui un voisin relativement respectueux de son indépendance, c'est à la Prusse qu'elle en fut redevable. Mise en demeure par la Russie de conserver la paix, vers qui l'Allemagne se fût-elle retournée pour relever le gant, sinon vers la Prusse ? C'est donc elle qui aurait dû, le cas échéant, soit accepter une guerre avec la Russie, soit capituler sans combat, c'est-à-dire encourir une humiliation qui eût ruiné pour longtemps son crédit en Allemagne. C'est cette alternative, fatale à ses intérêts et à sa dignité, qu'Alexandre II était, dès l'abord, résolu à lui épargner. Déjà circonspect lorsqu'il indique à Montebello les limites de son action immédiate sur l'Allemagne en général, combien ne le devient-il pas davantage quand il examine le cas particulier de la Prusse ? Combien ne pèse-t-il pas alors ses termes, combien ne multiplie-t-il pas les précautions, les scrupules jusqu'à demander à la France de ne

pas compromettre, par des éloges inconsidérés, un prince qui avait à tenir compte d'une opinion violemment antifranaise? C'est que, pour désireux qu'il fût de maintenir l'Allemagne dans la paix, il ne voulait y travailler que de l'aveu et avec le concours de la Prusse.

Se flattait-il d'obtenir par cette méthode un résultat aussi rapide, aussi radical qu'au moyen de l'attitude comminatoire réclamée de lui par Napoléon III? Nous ne le croyons pas et pensons que non seulement il ne se leurrerait pas de cette illusion, mais encore qu'il n'ambitionnait pas, pour ses amicales remontrances, un succès absolu. Il ne lui déplaisait pas que la France, sans être attaquée ni même mise en présence d'une démonstration armée, ne fût pas pleinement rassurée sur les chances d'une telle diversion. Ce pouvait en effet être pour elle un frein qui la mît, à un moment donné, dans la nécessité de s'arrêter. Préserver la France d'une agression de la Prusse, mais sans la soustraire complètement à la crainte de cette agression, tel est le plan qui paraît avoir été, dans l'occurrence, celui d'Alexandre II et de Gortchakoff. Lorsqu'on voit avec quelle sûreté ils l'ont suivi, on est amené à conclure que, depuis le début de la guerre d'Italie jusqu'à la signature de l'armistice, c'est à eux qu'a appartenu la véritable direction des événements.

Même restreint à ces proportions, l'objectif de leur politique ne pouvait encore être atteint sans efforts. Ne fût-ce que pour maintenir l'Allemagne sur le qui-vive, encore fallait-il ne pas l'abandonner à elle-même. Alexandre II n'entendait pas pousser jusque-là les ménagements; il s'était réservé, au contraire, — ses déclarations à Montebello en font foi, — de prendre conseil des circonstances. Lorsqu'il s'était refusé à faire, « pour le moment, rien de plus que ce qu'il avait déjà fait », cela signifiait « rien d'autre », c'est-à-dire rien qui eût un caractère positivement comminatoire. Peut-être même, fidèle à la règle de conduite qui semble avoir été la sienne, n'avait-il pas voulu promettre à la France autant qu'il était disposé à tenir. Toujours est-il que, peu de jours après avoir reçu communication des demandes de Napoléon III, il juge à propos de rompre le silence officiel à l'égard de l'Allemagne et de la Prusse. Le baron Budberg, ministre de Russie à Berlin, est chargé de remettre au baron de Schleinitz, ministre prussien des Affaires étrangères, une dépêche où il est dit : « Qu'aussi longtemps que la guerre se



trouvera localisée, le Cabinet de Saint-Petersbourg restera dans la neutralité; mais que son attitude se modifiera si, sans que le territoire de la Confédération soit attaqué, la Prusse et l'Allemagne se rangent du côté de l'Autriche. » Une circulaire dans le même sens, rédigée dans un grand Conseil présidé par le tsar, fut envoyée à tous les agents diplomatiques russes auprès des cours allemandes. Alexandre II écrivit enfin à sa sœur, la princesse royale de Wurtemberg, que, si la Prusse était entraînée par la Confédération à prendre parti pour l'Autriche, une armée russe entrerait en Galicie et en Hongrie<sup>1</sup>.

On aurait mauvaise grâce à nier la netteté et la portée de ces déclarations. La circulaire surtout, grâce à la publicité qu'elle reçut, devait prendre le caractère d'un avertissement solennel. L'effet en fut très grand et le ton de hauteur en fut vivement senti en Allemagne. Il s'ensuivit une sensible accalmie. C'était assez pour arrêter momentanément l'Allemagne sur la pente de la guerre, ainsi que le voulait Alexandre II; ce n'était pas assez pour lui faire remonter cette pente comme l'aurait voulu Napoléon III. Ni la circulaire, ni la communication particulière faite à la Prusse ne contenaient de menace explicite; elles ne disaient même pas ce que serait, en cas d'intervention armée de l'Allemagne, cette attitude que la Russie se réservait de prendre. La lettre à la princesse de Wurtemberg le disait bien, mais en indiquant que c'est l'Autriche qui paierait alors les frais de l'imprudence allemande. Aussi s'explique-t-on que les vœux du gouvernement français n'aient pas été comblés, même par la circulaire, dont la répercussion était pourtant de nature à le satisfaire. Montebello, s'en étant ouvert à Gortchakoff, rend compte ainsi de l'accueil fait à ses observations<sup>2</sup>:

J'aurais voulu que la conclusion en fût un peu plus explicite; telle qu'elle est cependant, la circulaire du cabinet russe est faite pour donner à penser à l'Allemagne, à l'égard de laquelle je ne peux vous cacher toutefois que la tendance du gouvernement russe est d'user d'extrêmes ménagements. J'ai insisté auprès du prince Gortchakoff pour qu'il fit pressentir à la Confédération que l'attitude de la Russie à son égard dépendrait de celle qu'elle prendrait elle-même vis-à-vis de la France. Je lui ai dit que, pour arrêter les passions

1. Montebello et Moustier, 20 à 27 mai 1859.

2. Montebello, 27 mai 1859.



de l'Allemagne, c'était peu que de lui laisser des doutes sur les résolutions futures de la Russie, et qu'il faudrait lui inspirer une crainte salutaire. Il me répond que son but est d'avertir l'Allemagne et de fortifier la Prusse, et qu'aller plus loin, ce serait le dépasser.

Ainsi, pour se dispenser d'accentuer son attitude, Gortchakoff invoquait la nécessité de ne pas affaiblir l'autorité de la Prusse. De son aveu même, le but de la Russie était de la faire concourir au maintien de la neutralité allemande. Comme, d'autre part, il ne paraissait pas disposé à l'y faire concourir, au besoin, malgré elle, à son corps défendant, il s'ensuit que la neutralité de l'Allemagne et de la Prusse elle-même dépendait, en dernière analyse, du bon plaisir de la cour de Berlin et de sa docilité aux vœux platoniques du gouvernement russe.

Si loin qu'elle fût de répondre à l'espoir de Napoléon III, l'action exercée par Alexandre II suffit cependant à tempérer les ardeurs belliqueuses des Allemands jusqu'après Magenta. A la nouvelle de cette bataille (4 juin), l'agitation reprit de plus belle et devint tout à fait menaçante. Le prince régent de Prusse, qui avait jusqu'alors, tant bien que mal, résisté à la contagion des idées ambiantes, se laissa entraîner par les jeunes princes et par la femme du roi Frédéric-Guillaume IV, très liée avec l'impératrice d'Autriche. « Il paraît », écrivait Moustier<sup>1</sup>, « que la nouvelle du désastre des troupes autrichiennes a réveillé tous les instincts allemands du prince et que, dans un Conseil des ministres, il aurait parlé dans le sens d'une intervention immédiate. » Une crise ministérielle faillit s'ensuivre, Schleinitz, partisan de la paix, ayant parlé de démissionner. Finalement, on se résolut, en vue d'une médiation à laquelle on espérait entraîner la Russie et l'Angleterre, à mobiliser six corps d'armée sur neuf. Au ministre de France, on expliqua que cette mesure était justifiée « par la nécessité pour la Prusse de se préparer à jouer dans les négociations le rôle que réclamaient sa dignité et ses intérêts »<sup>2</sup>. Le gouvernement prussien protestait, d'ailleurs, du caractère défensif de ses armements et affirmait ne vouloir que maintenir l'intégrité du territoire fédéral.

La France n'en était pas moins menacée dans sa sécurité

1. Moustier, 7 juin 1859.

2. Moustier, 15 juin 1859.

présente et à venir, et par la mobilisation prussienne, et par les éventualités que faisaient craindre ces armements. D'un moment à l'autre, la Prusse pouvait être entraînée par le mouvement auquel elle venait de montrer, ou qu'elle était tentée de céder, ou qu'elle était hors d'état de résister. Dans un cas comme dans l'autre, ce n'était plus par des demi-mesures que la Russie pouvait se flatter d'empêcher qu'elle ne passât des préparatifs aux actes. Plus les dispositions de la Prusse devenaient hostiles, plus une action extérieure qui respectait son libre arbitre devait s'avérer impuissante à assurer la sécurité de la France sur sa frontière de l'Est. L'expérience aurait donc dû démontrer à la Russie la faillite de son système, si ce système n'avait pas exclu *a priori* tout acte comminatoire à l'égard de la Prusse et qu'il eût tendu à donner toute latitude à la France. Mais, dès l'instant qu'Alexandre II s'était interdit toute intimidation caractérisée à l'égard de la Prusse et que son ambition n'allait pas jusqu'à affranchir la France de toute crainte de diversion, les armements prussiens et la recrudescence du nationalisme allemand ne pouvaient pas l'entraîner hors des limites fixées à son action.

Dans ces circonstances, son plan paraît avoir été, d'une part, de ne rien laisser ignorer à la France des progrès du mal; d'autre part, de le combattre et d'en ralentir autant que possible la marche, par l'emploi même des moyens auxquels il avait déjà eu recours. Montebello écrivait alors<sup>1</sup> :

Le prince Gortchakoff commence à être inquiet des dispositions du prince régent... Il craint qu'au moment où la situation des esprits s'améliore sur plusieurs points, le point d'appui que nous avons trouvé en Prusse contre les passions de l'Allemagne ne devienne chancelant. Il craint qu'en retour des dispositions qu'on montre à Vienne de ne point contrarier son action, le prince régent, sans engagement pris, ne se soit cependant laissé gagner à la politique autrichienne. Ainsi, le plan de la Prusse serait de provoquer à un moment donné une médiation armée entre les puissances belligérantes.

Gortchakoff ne cachait pas à Montebello qu'à son avis le prince régent, circonvenu par l'Autriche, qui venait d'envoyer

1. Montebello, 17 juin 1859.

à Berlin le général Willissen, était disposé à agir militairement avec toute l'Allemagne. En même temps, il écrit à M. de Titow, ministre de Russie à Stuttgart, une lettre confidentielle, fort explicite et fort pressante, en lui recommandant de commettre adroitement l'indiscrétion de la montrer au roi de Wurtemberg. Envers la Prusse, il juge plus politique de ne pas exprimer trop directement le mécontentement que lui a causé la mobilisation des six corps d'armée. Le fait est qu'il est bien difficile d'en découvrir l'expression dans le langage subtil qu'il charge Budberg de tenir à Berlin. « Si cette mesure », déclare-t-il à propos de la mobilisation, « avait pour but et pour résultat de fortifier la position de la Prusse vis-à-vis de l'Allemagne et de la mettre en meilleure posture pour maintenir la politique qu'elle avait suivie jusqu'à présent, l'empereur de Russie la verrait sans peine<sup>1</sup>. » En présence d'observations formulées sous une forme aussi détournée, le gouvernement prussien n'avait pas de peine à s'expliquer, en se défendant de tout progrès d'agression et en alléguant le désir de s'entendre avec la Russie et l'Angleterre sur la réunion d'un congrès.

S'il plaisait à Gortchakoff de se contenter de ces explications, il était cependant loin d'en être dupe. Au fur et à mesure que lui parviennent de Berlin des nouvelles alarmantes, il les communique à la France. Multipliant les avertissements, du rôle d'informateur il passe à celui de conseiller et engage Napoléon III à s'arrêter. A l'ambassadeur de Russie à Paris, il écrit en ces termes<sup>2</sup> :

La Prusse a fait un pas très important sur la pente glissante où elle s'est placée... L'attitude expectante de la Prusse ne tient qu'à un fil. La majorité du Conseil, le prince régent en tête, penche pour une solution belliqueuse... Au nom de notre auguste maître, je dois donc vous engager à prier très instamment M. le comte Walewski de demander à l'empereur des Français si Sa Majesté croit le moment opportun pour des pourparlers pacifiques. Du reste, quelles que soient les déterminations de l'empereur des Français, notre auguste maître, fidèle à l'entente intime, ne fera aucune démarche, à moins qu'elle n'ait le consentement de l'empereur Napoléon.

Deux jours après avoir prescrit cette démarche à Kisselef,

1. Montebello, 25 juin 1859.

2. Gortchakoff à Kisselef, 23 juin 1859.

Gortchakoff tient le même langage à Montebello, qui en rend compte ainsi<sup>1</sup> :

Le prince Gortchakoff ne m'a pas dissimulé qu'il était fort inquiet. Il regarde la position prise par la Prusse comme devant aboutir très prochainement ou à des négociations, ou à la guerre. L'intention de la Prusse est de porter une armée sur le Rhin et une sur le Main... La conclusion du prince Gortchakoff est que, pour éviter la terrible extrémité d'une guerre avec l'Allemagne, il faut nous hâter d'arriver à des négociations... M. de Schleinitz déclare que, si un seul régiment égaré passait les frontières méridionales de la Confédération, il ne serait plus maître de l'Allemagne. Dans cette situation pleine de dangers incalculables, le cabinet de Saint-Pétersbourg met sa confiance dans la modération dont l'Empereur a donné tant de preuves et qui doit être facile après la victoire.

Que la Russie ait alors désiré la fin des hostilités, c'est ce qui résulte de ses aveux mêmes, puisqu'elle a demandé et conseillé à la France d'entrer en négociations avec l'Autriche. C'est évidemment pour l'y déterminer qu'elle a mis tant de zèle à la renseigner sur les intentions de la Prusse et à lui dénoncer les projets de l'Allemagne. Quant à mettre obstacle à ces projets et à signifier cette résolution à qui de droit, elle n'en a pas soufflé mot et n'a pas montré la moindre disposition à le faire. Il est vrai que Gortchakoff devait, à quelque temps de là, se targuer de l'avoir fait. Il est possible, en effet, qu'il n'ait pas mis, sur le moment même, la France au courant de tous ses faits et gestes, et l'intérêt qu'il voyait à ce qu'elle déposât les armes peut bien faire croire à une modestie aussi surprenante de sa part. Dans ce cas, ses réticences, si réticences il y eut, n'auraient été qu'une manœuvre de plus pour inciter la France à la paix avec l'Autriche et sortir de l'embarras où le mettait la menace d'un conflit franco-allemand. Tout, dans le langage qu'il a tenu à la France, a tendu vers ce résultat : le conseil et la demande qu'il lui a adressés de s'arrêter; le tableau qu'il lui a tracé de l'état des esprits en Prusse et dans le reste de l'Allemagne; l'aveu de son impuissance, feinte ou simulée, à apaiser cette effervescence; l'insuffisance manifeste des moyens dont il lui a fait connaître l'emploi. Peu importe, après cela, qu'il ait fait valoir à Berlin des arguments dont il a tu la nature à Paris. Les seuls

1. Montebello, 25 juin 1859.

éléments d'appréciation qui ont pu influer sur les décisions de Napoléon III consistent dans les témoignages qui lui sont alors parvenus du concours de la Russie, soit directement, par la Russie elle-même, soit indirectement, par l'attitude de l'Allemagne. Or, ces témoignages faisaient apparaître son concours comme négatif, ou peu s'en faut.

Tout ce qu'elle promettait expressément était de ne pas coopérer à une action diplomatique pouvant contrecarrer la politique française et de ne se prêter à rien de tel que d'accord avec Napoléon III. Sur ce point, ses assurances étaient formelles : « La Russie », déclarait Gortchakoff à Montebello<sup>1</sup>, « ne ferait rien et ne prendrait part à aucune négociation, ni à aucun concert, sans être sûre d'entrer dans les vues de l'Empereur. » A cet égard, on ne pouvait exiger d'elle davantage et il n'y avait pas lieu de lui faire un grief de ce qu'elle fût prête à écouter ce qui lui viendrait de Londres et de Berlin et se montrât « disposée à causer de la situation et des moyens de mettre un terme à la guerre<sup>2</sup>. »

Les choses en étaient là quand fut livrée la bataille de Solférino (24 juin). C'est après cette victoire que parvinrent à Napoléon III les rapports l'instruisant des dispositions de la Russie, de la Prusse et de la Confédération germanique. C'est à ce moment aussi que dut arriver au quartier impérial le comte Pierre Schouvaloff, aide de camp du tsar, porteur d'une lettre personnelle d'Alexandre II pour l'Empereur. Rapports de Paris et lettre de Pétersbourg se référaient à une situation antérieure à Solférino, et Solférino venait d'aggraver encore cette situation. Le 28 juin, le Comité militaire de la diète de Francfort, à la demande de la Prusse, concluait à l'unanimité à la concentration d'une partie des troupes prussiennes sur le Rhin moyen et de deux corps de l'armée fédérale sur le Rhin supérieur. Le gouvernement prussien faisait savoir à Vienne qu'il était disposé à proposer une médiation basée sur le *statu quo* territorial de 1815.

A cette initiative d'ordre diplomatique, la Russie riposta en signifiant à Berlin que, sur ce terrain, elle ne se séparerait pas de la France. A la démonstration militaire, opposa-t-elle quelque contre-partie, remontrance ou déclaration? Elle ne fit rien

1. Montebello, 25 juin 1859.

2. Montebello, 25 juin 1859.

savoir de tel à Paris. Montebello n'eut pas lieu de le croire et crut même indiquer que, pour obtenir d'elle un service de cette nature, il fallait la prendre par l'intérêt. Il écrivait à Walewski<sup>1</sup> :

Le prince Gortchakoff aurait préféré que la Prusse se bornât purement et simplement à inviter les deux grandes puissances neutres à se réunir à elle pour conférer sur les moyens de rétablir la paix; mais il est trop tard aujourd'hui et il pense qu'il faut prendre les choses au point où elles en sont. Il écrit à M. de Budberg que la Russie attendra la proposition du Cabinet de Berlin et ne fera aucune contre-proposition détaillée avant de connaître l'opinion de l'empereur Napoléon; qu'elle est parfaitement décidée à maintenir ses relations intimes avec lui et que cette manière de procéder est la conséquence naturelle de la communication faite à Vienne par la Prusse et le seul moyen de rétablir l'impartialité.

En calquant dans cette occasion sa manière d'agir envers nous sur celle de la Prusse envers l'Autriche, la Russie entre dans une bonne voie et peut donner à penser qu'elle se conduirait de même dans des circonstances plus graves. C'est le système politique que j'ai plusieurs fois tenté de faire adopter et vers lequel tendront tous mes efforts. Mais il me sera difficile d'y parvenir, car, pour obtenir autant de la Russie, il faudrait pouvoir lui donner quelque chose. Pour le moment, le Cabinet de Saint-Pétersbourg ne veut rien faire que d'accord avec la France; il ne prendra part à aucune action médiatrice que si l'Empereur y consent, et son seul but dans les négociations sera d'arriver à conclure la paix la plus satisfaisante pour la France.

Sur une observation de Montebello, excluant *a priori* toute médiation allemande qui se présenterait sous une forme comminatoire, Gortchakoff fut amené à accentuer encore le sens catégorique de ses précédentes déclarations :

J'ai fait sentir au prince Gortchakoff que, malgré votre disposition à fermer les yeux sur beaucoup de choses du côté de l'Allemagne, nous ne pourrions accepter une médiation qui se poserait vis-à-vis de nous avec un caractère comminatoire et dont l'issue serait une guerre avec l'Allemagne, aussi bien si elle échouait par la faute de l'Autriche que si elle échouait par celle de la France, et j'ai ajouté que c'était cependant la tournure que la situation semblait trop évidemment prendre. Il en est convenu et m'a assuré que

1. Montebello, 1<sup>er</sup> juillet 1859.



la Russie y veillerait et n'accepterait pas pour elle-même une pareille position<sup>1</sup>.

Cette ferme résolution, notifiée de prime abord à Berlin, peut bien avoir été une des causes du temps d'arrêt qui s'est fait sentir en Prusse après le vote des mesures décidées par la diète de Francfort. Tandis que l'Autriche cherche à le tenter par l'offre du commandement en chef des troupes fédérales, le prince régent refuse de recourir aux armes avant d'avoir essayé d'une médiation avec la Russie et l'Angleterre. Il décline le commandement en chef et déclare qu'en cas de guerre il marchera à la tête des troupes prussiennes.

A l'heure où ces discussions allaient leur train, Napoléon avait déjà résolu d'y couper court. Le 12 juillet, c'était chose faite, et les préliminaires de Villafranca étaient signés. Nul doute que les instances de la Russie et la conviction qu'elle ne voulait et ne pouvait pas s'opposer à une intervention armée de la Prusse et de l'Allemagne n'aient largement contribué à emporter la décision de l'Empereur et à le faire traiter directement et rapidement avec l'Autriche.

La nouvelle des préliminaires est accueillie à Pétersbourg avec joie et soulagement. Revenant de la porter à Péterhof, Montebello écrit<sup>2</sup> : « La satisfaction du prince Gortchakoff a été complète et sincère. La surprise n'a fait qu'augmenter la satisfaction. Sa Majesté m'a manifesté, avec une vivacité égale à celle de son ministre, les sentiments dont ce dernier venait de se montrer animé... » Nous avons indiqué ailleurs<sup>3</sup> une des raisons pour lesquelles Alexandre II et Gortchakoff se réjouirent tant des préliminaires de Villafranca ; du récit qui précède s'en dégage un autre. Ils étaient heureux d'être enfin sortis d'embarras et soustraits à cette alternative irritante, ou de s'aliéner la France en la laissant attaquer par l'Allemagne, ou de perdre la sympathie de la Prusse en mettant obstacle à son intervention.

De cette satisfaction même, Gortchakoff sut tirer un prétexte pour affirmer sur-le-champ les droits de la Russie à la gratitude

1. Montebello, 1<sup>er</sup> juillet 1859.

2. Montebello, 14 juillet 1859.

3. Voyez *la Russie et la politique italienne de Napoléon III*, dans la *Rev. hist.*, t. CV, p. 55.

de la France. Rendant compte de sa visite à Péterhof, Montebello poursuit :

La Russie s'applaudit d'avoir contribué, par son attitude nette et ferme vis-à-vis de l'Allemagne, à la possibilité d'un dénouement aussi prompt et aussi satisfaisant. Le prince Gortchakoff a appuyé sur ce point, disant que l'empereur Alexandre était heureux d'avoir eu l'occasion de donner une nouvelle preuve de la sincérité avec laquelle il unissait sa politique avec celle de l'empereur Napoléon.

Gortchakoff n'était pas sûr du tout que cette preuve eût été jugée aussi concluante à Paris qu'à Saint-Petersbourg. Mieux que personne il savait que le concours de la Russie n'avait pas entièrement répondu aux vœux de la France. En se hâtant d'anticiper sur le jugement du gouvernement français, et peut-être d'en préjuger, il a simplement eu en vue de protester d'avance contre un reproche : celui d'avoir par trop ménagé l'Allemagne. Il semble bien s'être attendu à ce reproche, dont il a, deux mois plus tard, ouvertement cherché à justifier la Russie.

En septembre 1859, Montebello vint lui présenter le colonel Reille, chargé par Napoléon III de remettre au tsarévitch les insignes de la Légion d'honneur; cette présentation fut, pour Gortchakoff, l'occasion d'un long monologue que notre ambassadeur rapporte ainsi<sup>1</sup> :

Depuis que l'empereur m'a confié la direction des Affaires étrangères, la politique de la Russie repose sur la base de l'entente avec la France : c'est la politique de l'empereur et c'est parce qu'il savait que c'était la mienne qu'il a daigné jeter les yeux sur moi. Je suis si convaincu que cette entente est dans les intérêts permanents des deux empires que, dans toute circonstance, je consacrerai tous mes efforts à la maintenir. La Russie veut, dans toutes les questions, marcher d'accord avec la France : cet accord sera facile dans les grandes choses, parce que les grands intérêts des deux empires sont les mêmes; si, sur quelques points secondaires, nous ne pensions pas comme vous, nous vous le dirions franchement et nous ferions tout ce qui dépendrait de nous pour nous mettre d'accord. Vous trouverez des amis plus souples que nous peut-être, vous n'en trouverez pas de plus loyaux et de plus sûrs. Nous ne dirons pas un mot de plus que ce que nous pourrions ou voudrions faire, mais nos actes ne resteront jamais en arrière de nos paroles; ils iront plutôt

1. Montebello, septembre 1859.

au delà. Nous vous l'avons prouvé dans la dernière guerre : le service que nous vous avons rendu a été de contenir et d'arrêter l'Allemagne. Peut-être a-t-on trouvé à Paris que la Russie n'avait pas fait assez ; mais que pouvait-elle faire de plus ? Elle a conscience d'avoir loyalement et largement rempli ses obligations. Rappelez-vous d'ailleurs qu'elle n'avait aucun intérêt direct dans la question, et que vous ne lui donniez rien en compensation de ce qu'elle pouvait être appelée à faire pour vous. Cependant, si la guerre qu'elle a fait tous ses efforts pour prévenir d'abord et ensuite pour localiser s'était étendue, elle aurait probablement été plus loin. Mais le moment n'était pas venu, et une action plus vive de sa part, exercée sans tous les ménagements que la situation de l'Europe demandait, aurait pu amener une conflagration générale, ce qui n'était ni dans vos intentions, ni dans les nôtres.

Montebello note que Gortchakoff parla « comme un homme qui croirait avoir besoin de plaider sa cause ». Il n'était guère possible en effet de s'y méprendre. Ainsi, tandis que le rôle de la Russie envers l'Autriche ne fut à aucun moment mis en cause, son rôle envers l'Allemagne et notamment envers la Prusse fut, au contraire, immédiatement discuté. Gortchakoff, qui laissa les faits plaider d'eux-mêmes en faveur de son concours contre Vienne, crut devoir appeler l'éloquence à la rescousse pour faire rendre justice à ses services contre Berlin. Le moins qu'on puisse en conclure est que la mesure de ses services n'a pas été placée, par la seule vertu des faits, au-dessus de toute contestation.

Elle ne nous semble pas l'avoir été davantage par le plaidoyer de Gortchakoff, pas même par la confiance rétrospective qu'il a été ensuite amené à faire à Montebello. Notre ambassadeur revint en effet le voir, seul cette fois, dans l'après-midi du même jour où il lui avait présenté le colonel Reille, et voici le dialogue qui s'engagea entre eux :

MONTABELLO. — Dans vos explications de ce matin sur les services que la Russie a rendus à la France dans la dernière guerre, vous n'avez pas répété un mot que vous m'avez dit un jour, qui serait décisif et sur lequel je m'étais promis de revenir avec vous. Vous m'avez dit un jour que vous aviez fait savoir à Berlin que, si la Prusse déclarait la guerre à la France, la Russie s'y opposerait.

GORTCHAKOFF. — C'est vrai ! Nous l'avons fait savoir à Berlin

confidentiellement, amicalement, pour remplir un devoir de loyauté et en évitant tout ce qui pouvait avoir l'air d'une menace; mais enfin le mot a été prononcé.

MONTEBELLO. — Puisqu'il en est ainsi, j'ai eu beaucoup plus de succès que je ne l'avais pensé, car vous vous rappelez que je vous ai toujours demandé de prendre vis-à-vis de l'Allemagne la même attitude qu'elle prendrait vis-à-vis de nous, guerre pour guerre, neutralité pour neutralité. Mais pourquoi ne pas nous avoir dit cela plus tôt?

GORTCHAKOFF. — Pour ne pas enlever à nos paroles le caractère d'une loyale confiance et pour ne pas vous encourager à étendre une guerre qu'il était de notre intérêt de circonscrire<sup>1</sup>.

Malgré la surprise que lui causa cette révélation tardive, Montebello inclinait à la croire vraie. Nous ne nous croyons pas en droit de nous montrer plus sceptique que lui. Après tout, il est possible que le mot, comme dit Gortchakoff, ait été prononcé à Berlin, sans qu'il s'en soit, sur-le-champ, fait honneur à Paris. Mais, de son aveu même, que de ménagements, que de précautions, que de formes! Il n'en mettra pas autant, onze ans plus tard, pour signifier à l'Autriche de ne pas bouger. Mais surtout quel grave correctif au mot prononcé à Berlin, que ce silence gardé, sur le moment même, envers le gouvernement français. Ce n'est pas plus ou moins longtemps après, c'est tout de suite que Gortchakoff aurait dû aviser la France de la déclaration qu'il prétend avoir faite à la Prusse. En la passant sous silence à Paris, il n'a pas seulement, comme il s'en flatte, empêché l'extension de la guerre; il a indirectement contribué à l'étouffer. En s'abstenant de rassurer Napoléon III sur le danger, désormais écarté, d'une attaque de la Prusse, il l'a bel et bien détourné de poursuivre la lutte avec l'Autriche. Si réelle que fût la solidarité d'intérêts de la Russie avec la France à l'égard de la Prusse, elle n'a cependant pas exclu d'autres préoccupations et s'est alliée, jusque dans ses manifestations les plus positives, au souci de sauvegarder des intérêts indépendants.

Ces intérêts ont consisté à tenir hors d'atteinte, — d'une atteinte assez directe pour les compromettre sérieusement, — les bons rapports de la Russie et de la Prusse. L'attachement d'Alexandre II à la monarchie et à la dynastie prussiennes s'est donc traduit, dès le début de son règne, par des résultats

1. Montebello, septembre 1859.

d'ordre politique. Un témoin particulièrement placé pour bien voir, Bismarck, considérait la bonne volonté de ce souverain comme acquise à la Prusse, dès l'époque à laquelle lui-même représentait cette monarchie à Saint-Petersbourg<sup>1</sup>. Comme il se flattait également d'avoir su, à la même époque, gagner celle de Gortchakoff, en lui ayant fait croire qu'il l'admirait, il s'ensuit que la Prusse jouissait, aux environs de 1860, d'une puissante influence en Russie.

Comment la France en aurait-elle pris ombrage, alors qu'elle-même faisait des vœux pour l'avenir de la Prusse? Songez que Montebello pouvait alors écrire<sup>2</sup>, de la meilleure foi du monde, en parlant de son collègue prussien : « M. de Bismarck, dont la politique est très française. » Il y avait alors en France des hommes d'état, des diplomates dont la politique était très prussienne, et ceux-là se disaient que la Russie pourrait bien servir de trait d'union entre la Prusse et la France. Gortchakoff s'y offrait de lui-même. A la fin d'octobre 1859, le prince régent Guillaume et l'empereur Alexandre eurent une entrevue à Breslau. A l'en croire, Gortchakoff aurait chapitré le baron de Schleinitz<sup>3</sup> jusqu'à le convaincre qu'il était dans l'intérêt de la Prusse de vivre en bonne intelligence avec la France. « L'empereur Napoléon ne peut-il pas », lui dit-il, « attribuer à votre attitude pendant la dernière guerre la nécessité où il s'est vu de s'arrêter à moitié chemin? Vous avez à refaire votre situation auprès de la France; il est de votre intérêt qu'elle soit bonne et qu'on le sache<sup>4</sup>. » Gortchakoff crut ou feignit de croire qu'il avait convaincu Schleinitz : *Nous vous amenons la Prusse*, dit-il à Montebello en lui racontant l'entrevue.

Il n'en était probablement pas aussi sûr qu'il le disait; il n'avait peut-être même pas tant d'ambition; mais la Russie avait trop d'intérêt à mener de front l'entente prussienne et l'entente française pour que Gortchakoff ne tînt pas à faire régner la concorde entre Berlin et Paris. Sans le prendre au mot, lorsqu'il se flatte d'amener la Prusse à la France, on doit cependant rendre justice à ses efforts pour les faire vivre en bons termes. Le rôle qu'il a assumé à Breslau, à l'automne de

1. Voyez Bismarck, *Pensées et souvenirs*.

2. Montebello, 20 avril 1859.

3. Ministre des Affaires étrangères de Prusse.

4. Montebello, 2 novembre 1859.

1859, il l'a encore joué à Varsovie, en octobre 1860, quand il s'est chargé de transmettre aux souverains et aux premiers ministres de Prusse et d'Autriche les idées de Napoléon III et de Thouvenel sur la pacification et la réorganisation de l'Italie<sup>1</sup>.

Il n'a pas eu d'ailleurs beaucoup de mal à se donner pour empêcher la crise italienne d'exercer un contre-coup fâcheux sur les rapports franco-prussiens. La Prusse n'avait pas dans la question d'intérêts assez directs; l'Autriche elle-même était trop disposée à la résignation pour que la quiétude de la Russie risquât d'être troublée par un réveil d'antagonisme entre Berlin et Paris. Bien plus, l'affaiblissement de l'Autriche et l'unification de l'Italie étaient vus d'un bon œil, sinon par Guillaume et Schleinitz, résignés mais inquiets, au moins par Bismarck, heureux de voir le Piémont montrer et préparer les voies à la Prusse en Allemagne.

C'est parce que la crise italienne n'éveillait plus à Berlin que réprobation platonique ou intérêt sympathique qu'elle resta désormais sans influence appréciable sur les relations franco-prussiennes. La part de la Russie dans ce résultat se borne à avoir secondé les circonstances.

Du reste, contrairement à l'illusion que Gortchakoff a entretenue et peut-être partagée, ce n'est pas à Berlin, mais bien à Pétersbourg que l'entente des deux cours a inspiré alors le plus d'attachement. Autrichien de sympathies, Schleinitz la déclarait condamnée par l'opinion publique et dénonçait les dangers d'une alliance franco-russe. La femme du régent confondait dans ses antipathies du moment Napoléon III et la Russie. Avoir été dépeint au prince royal comme un ami des Russes était, pour Bismarck, une raison d'être mal noté par ce prince. Au même moment, Bismarck, partisan déclaré de l'entente qu'on battait en brèche à Berlin, affirmait au contraire sa foi dans l'influence de la Prusse à Pétersbourg : « Il nous reste encore », disait-il, « de la guerre de Crimée et des complications de Pologne un crédit en notre faveur qui, habilement employé, peut nous laisser la possibilité de nous entendre avec l'Autriche sans rompre avec la Russie<sup>2</sup>. »

Telle était, au printemps de 1860, l'opinion de Bismarck, de

1. Voyez *la Russie et la politique italienne de Napoléon III*, dans *la Rev. hist.*, t. CV, p. 296.

2. Voyez Bismarck, *Pensées et souvenirs*, t. I, chap. XI.



l'ambassadeur qui avait représenté la Prusse à Pétersbourg pendant la crise de 1859. Elle indique clairement que sa confiance dans la fidélité de la Russie envers la Prusse avait survécu à cette crise. Comme il ne peut être question de naïveté lorsqu'il s'agit d'un tel homme, il faut bien admettre que sa confiance reposait sur le raisonnement et l'expérience. N'était-elle pas en effet suffisamment justifiée par ces deux faits : qu'à l'époque de la plus grande intimité entre Paris et Pétersbourg le gouvernement russe eût fait le jeu de la Prusse dans l'affaire des duchés et qu'il n'eût pu être amené à la heurter de front dans la crise de 1859?

Encore montrait-il un louable désir de se faire pardonner par la Prusse les concessions qu'il avait dû faire à la politique française. L'affaire des duchés ayant fait reparler d'elle en 1861, il recourut à sa tactique habituelle pour éluder une proposition de Lord John Russell, bien accueillie à Paris et consistant à agir de concert à Copenhague et à Berlin en faveur d'un arrangement. Montebello écrivait à ce propos : « Le prince Gortchakoff est d'avis que les grandes puissances n'ont pas à sortir de la sphère des conseils qu'elles croiront devoir adresser à l'une ou à l'autre des parties intéressées, tant que le traité du 10 mai 1852, qui assure l'intégrité de la monarchie danoise et l'ordre de la succession, ne sera pas mis en question<sup>1</sup>. »

Si telle était l'attitude de la Russie, alors que la France était l'objet de ses prévenances, que ne pouvait en attendre la Prusse au cas où les circonstances viendraient à changer? C'est sous cette impression que Bismarck, après un court séjour à Paris, arriva au pouvoir. Sceptique sur les dispositions de Napoléon III à seconder jusqu'au bout la réalisation de ses plans<sup>2</sup>, convaincu au contraire que la Russie pouvait être entraînée, il était résolu à saisir la première occasion pour lui rendre service et faire d'elle l'obligée de la Prusse. Il était réservé à Napoléon III de lui offrir cette occasion, à la Pologne d'en faire les frais et à la France d'en subir les conséquences.

François-Charles Roux.

1. Montebello, 3 février 1861.

2. Voyez Bismarck, *Pensées et souvenirs*, chap. XI et XV.

## MÉLANGES ET DOCUMENTS

---

### LA SUCCESSION D'AUSTRASIE AU VII<sup>e</sup> SIÈCLE.

---

L'unité du monde franc avait été réalisée par Dagobert I<sup>er</sup> dans les premiers mois de l'année 632, après la mort du roi d'Aquitaine, Caribert II, et le décès suspect du fils de ce prince, le jeune Chilpéric<sup>1</sup>. Elle fut rompue de nouveau, moins de deux ans plus tard, au profit des Austrasiens.

La nécessité de défendre les frontières orientales du royaume franc contre les attaques incessantes des Wendes avait imposé à Dagobert l'idée de donner aux Austrasiens un gouvernement particulier. Le roi vint à Metz; et là, dans une assemblée de grands et de prélats qui approuva la décision du prince, il fit de son fils mineur, Sigebert III, un roi d'Austrasie et lui donna Metz pour capitale; il confiait le gouvernement à l'évêque de Cologne, Chunibertus, et au duc Adalgiselus<sup>2</sup>; cet événement important se produisit à la fin de l'année 633 ou, au plus tard, en janvier 634<sup>3</sup>. L'œuvre de division fut consolidée pour l'avenir l'année suivante.

Dagobert I<sup>er</sup> eut de son union avec Nantechildis un second fils, Clovis. Pour assurer à cet enfant sa part de royaume, comme pour satisfaire aux désirs des leudes de Neustrie, il passa avec Sigebert un traité que les grands d'Austrasie, « par crainte de Dagobert », dit le chroniqueur, confirmèrent par leurs serments : ce traité de partage, signé à une date comprise entre le 20 janvier 634 et le 8 avril 635, conférait à Clovis II l'expectative de la Neustrie et de la Bourgondie et confirmait à Sigebert III la possession de l'Austra-

1. *Fredegarii chronicae*, 67; éd. Krusch, *Mon. Germ. hist., Scriptores rerum merovingicarum*, t. II, p. 154. — Sur la date, voir W. Levison, *Das Nekrologium von Dom Racine und die Chronologie der Merowinger*, dans *Neues Archiv der Gesellschaft für ältere deutsche Geschichtskunde*, t. XXXV, 1909, p. 37 et 43, n° 18.

2. *Fredeg. chron.*, 75; éd. Krusch, p. 158. — Gustav Richter, *Annalen des fränkischen Reichs im Zeitalter der Merovinger* (Halle, 1873, in-8°), p. 162.

3. Levison, *Die Chronologie d. Merow.*, p. 37 et 43, n° 19.

sie avec toutes ses anciennes dépendances, à l'exception du duché de Dentelin qui était rattaché au royaume neustrien<sup>1</sup>.

Sigebert III régna vingt-trois ans<sup>2</sup>. La mort de ce prince, qui survint le 1<sup>er</sup> février 656<sup>3</sup>, fut suivie d'événements qui sont, jusqu'à présent, restés assez obscurs pour nous. Et les historiens modernes nous les ont rapportés de trois façons différentes.

Les moins critiques suivent mot à mot le récit que l'auteur du *Liber historiae Francorum* composait vers 720 en Neustrie. En 656, le maire du palais d'Austrasie, Grimoald<sup>4</sup>, a fait tondre le jeune Dagobert, fils de Sigebert III, et l'a relégué en Irlande; mais les leudes s'insurgent, s'emparent de Grimoald par ruse et le livrent à Clovis II : il meurt en prison à Paris<sup>5</sup>.

Les derniers érudits allemands qui ont étudié la question rapportent les faits très différemment : en 656, Grimoald gouverne au nom du jeune Dagobert II, fils du prince défunt; mais, quelques années plus tard, il expulse le Mérovingien et installe sur le trône, à la place du roi en exil, son propre fils Childebart, qui ne régna qu'un an (661-662)<sup>6</sup>.

Enfin, récemment un jeune historien suisse a présenté une solution plus audacieuse de l'énigme. Childebart n'est pas le fils de Grimoald, mais celui de Sigebert III; ou, du moins, il passe pour tel. Il règne un an (656). Après sa mort, Grimoald exile le petit Dagobert II et règne seul en Austrasie de 656 à 663. Mais, soit qu'il n'ait pas pris le titre de roi, soit qu'il n'ait pas gardé pour lui toute

1. *Fredeg. chron.*, 76; éd. Krusch, p. 159. — Cf. A. Longnon, *Atlas historique de la France*, texte, p. 42-43. — Le duché de Dentelin, appelé ainsi du nom d'un de ses titulaires, était formé, semble-t-il, des territoires de Boulogne, Théroutanne, Arras, Noyon, Cambrai et Tournai (A. Longnon, *op. cit.*, p. 39).

2. Levison, *Die Chronologie d. Merow.*, p. 43, n° 19.

3. Levison, *Die Chronologie d. Merow.*, p. 43.

4. Grimoald avait succédé à son père Pépin le Vieux en 640 et avait été confirmé dans son pouvoir en 643 (*Fredeg. chron.*, IV, 85 et 88; éd. Krusch, p. 164-165. — *Liber historiae Francorum*, ch. 43; éd. Krusch, *Mon. Germ. hist., Scriptores rer. merov.*, t. II, p. 315-316). — M. Bruno Krusch a récemment consacré un mémoire au gouvernement de Grimoald : *Das Staatsreich des fränkischen Hausmeiers Grimoald I*, dans les *Historische Aufsätze Karl Zeumers zum 60. Geburtstag als Festgabe dargebracht* (Weimar, 1910, p. 411-438).

5. Cette histoire traditionnelle, à laquelle on semblait avoir communément renoncé depuis les premiers travaux de M. Krusch sur la chronologie des rois mérovingiens, a été récemment encore exposée par M. C. Pfister dans l'*Histoire de France* de E. Lavisse, t. II, 1 (Paris, 1903, in-4°), p. 164-165.

6. Outre le travail de M. Krusch cité plus haut (n. 2), voir, du même auteur, l'introduction à son édition de la *Vita Remacii*, dans les *Mon. Germ. hist., Scriptores rer. merov.*, t. V, p. 90 et suiv. — Levison, *Die Chronologie d. Merow.*, p. 43-44.

l'Austrasie et ses dépendances, c'est Clotaire III, fils et successeur de Clovis II, qui est nominalelement le seul roi des Francs ou qui apparait tel à nos yeux de 657 à 663<sup>1</sup>.

Une étude des textes m'a conduit à adopter une opinion qui, si elle doit bien quelque chose à celles de mes devanciers, s'en éloigne cependant très notablement.

Le plus ancien témoignage qui concerne le jeune Dagobert et son exil est le passage de la *Vie de saint Wilfrid*, où l'auteur Eddius, le propre disciple de son héros, raconte ce qui suit : « Le susdit roi avait été traitreusement exilé pendant sa jeunesse par ses ennemis au pouvoir; après une heureuse traversée, grâce à Dieu, il aborda en Irlande<sup>2</sup>. »

Ce témoignage est confirmé par celui du moine neustrien qui écrivit, dans la région parisienne, le *Liber historiae Francorum*. Mais ce dernier auteur a puisé à une source plus précise : « Après la mort de Sigebert, le maire du palais Grimoald fit tondre le tout jeune fils de ce prince, nommé Dagobert; il l'envoya à Didon, l'évêque de Poitiers, qui partait pour un voyage en Irlande. Il éleva son propre fils à la royauté<sup>3</sup>. » Nous n'avons aucune raison sérieuse de croire que la suite du récit n'ait pas la même origine et, par conséquent, une réelle valeur : « Mais les Francs (de Neustrie) »<sup>4</sup>, continue notre auteur, « s'émeuvent et s'indignent; ils tendent à Gri-

1. Paul-Edmond Martin, *Études critiques sur la Suisse à l'époque mérovingienne*, 534-715 (Genève et Paris, 1910, in-8°), p. 238-240.

2. Eddius Stephanus, *Vita Wilfridi*, ch. 27 (28) : « Supradictus rex in juventute sua ab inimicis regnantibus in exilium perditionis (ou proditiōnis) pulsus navigando ad Hiberniam insulam, Deo juvante, pervenit. » — Mabillon, *Acta sanctorum ordinis sancti Benedicti*, saec. iv, pars 1<sup>re</sup>, p. 691; — J. Raine, *The Historians of the church of York and its archbishops*, 1879-1894 (*Rerum britannicarum mediæ aevi scriptores*), t. I, p. 38-39; — cité par Joseph Tardif, *les Chartes mérovingiennes de l'abbaye de Noirmoutier avec une étude sur la chronologie du règne de Dagobert II* (extrait en partie de la *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, t. XXII, p. 763-790), Paris, 1899, in-8°, p. 34. — Sur ce document, voir Wattenbach, *Deutsche Geschichtsquellen*, 7<sup>e</sup> éd., t. I (1904), p. 148-149. — Dans ce passage, le mot *juvenis* ne doit pas être pris dans son sens absolu, ni même dans le sens d'*adolescētia* : Sigebert III, étant mort à vingt-sept ans, ne pouvait pas avoir un fils « juvenis » et même « adolescens » à l'époque où celui-ci fut détrôné, que ce soit en 656 ou en 662.

3. *Liber historiae Francorum*, ch. 43 : « Defuncto Sighiberto rege, Grimoaldus filium ejus parvolum, nomine Daygobertum, totondit Didonemq. Pectavensem urbis episcopum in Scotia peregrinandum eum direxit, filium suum in regno constituens » (éd. Krusch, p. 316).

4. Sur le sens du mot « Franci » dans ce passage, voir P.-E. Martin, *Études critiques...*, p. 236, n. 2.

moald un piège, s'emparent de lui et le conduisent à Clovis II pour être châtié. Il fut jeté en prison à Paris, étroitement enchaîné; il y mourut : la mort était la juste punition du crime qu'il avait commis contre son maître<sup>1</sup>. » Mais ici l'emprunt à la source primitive a été contaminé par l'inadvertance de l'auteur du *Liber*, puisque, comme l'a depuis longtemps déjà remarqué M. Krusch<sup>2</sup>, Grimoald n'a pas pu être fait prisonnier pour être livré à Clovis II et pour aller mourir dans une geôle parisienne : Clovis II meurt, en effet, en 657<sup>3</sup>, et Grimoald est encore en vie et en liberté après cette date. L'erreur est patente; elle ne nous paraît pas irréductible. La seule juxtaposition des noms de Grimoald et de Clovis II crée une impossibilité; nous devons en conclure que l'un des deux noms est certainement erroné, mais non les deux nécessairement. Nous croyons pouvoir établir que la mention de Grimoald constitue une erreur sur la personne; et voici comment.

Un passage de la *Vita Nivardi*, qu'un moine de Hautvillers, Altmannus, qui vivait au IX<sup>e</sup> siècle, a composée à l'aide de pièces d'archives, nous paraît avoir une valeur documentaire de premier ordre : « Nivard », nous dit cet auteur, « obtint du roi Childebert un précepte d'immunité exemptant son église de Reims des tonlieux et autres impôts. Le roi Clovis II lui concéda, par un précepte de son autorité, au nom de l'église rémoise, des terres sises à Mailly, sur la Vesle, qu'il avait recouvrées après en avoir expulsé ses leudes infidèles. Encore au temps de Nivard, Grimoald, homme illustre, donna à saint Rémi ses *villae* de Chaumuzu et de Vuitry pour le salut de son âme<sup>4</sup>. »

1. *Liber historiae Francorum*, ch. 43 : « Franci itaque hoc valde indignantes, Grimoaldo insidias preparant, eumque exementes, ad condempnandum rege Francorum Chlodoveo deferunt. In Parisius civitate in carcere mancipatus, vinculorum cruciatu constrictus, ut erat morte dignus, quod in domino suo exercuit, ipsius mors valido cruciatu finivit » (éd. Krusch, p. 316).

2. M. Krusch a signalé, dès 1882, l'impossibilité de faire concorder le texte du *Liber* avec les données des catalogues royaux (*Zur Chronologie der Merowingischen Könige*, dans les *Forschungen zur deutschen Geschichte*, t. XXII (1882), p. 473-477).

3. Entre le 11 septembre et le 16 novembre de cette année 657 (Levison, *Die Chronologie d. Merow.*, p. 45, n° 22).

4. Altmannus, *Vita Nivardi episcopi Remensis* (IX<sup>e</sup> s.) : « Praeceptum etiam immunitatis a Childeberto rege, super theloneis et quibusdam tributis, ecclesie Remensi obtinuit. Cui Lodovicus quoque rex, sub ecclesie sue nomine, res quasdam in Malliaco super fluvium Vidulam, quas, quibusdam infidelibus suis ejectis, receperat, auctoritatis sue precepto concessit. Hujus etiam tempore tradidit Grimoaldus vir illustris sancto Remigio villas suas Calmiciacum et Victuriacum pro anime sue remedio » (éd. Levison, *Mon. Germ. hist., Script.*

Il n'est pas douteux que tous les renseignements qui nous sont fournis par Altmannus sont empruntés aux textes qu'il analysait. Le roi Childeberr, dont il est ici question, ne peut être que le fils de Grimoald<sup>1</sup>. D'autre part, la mention que Clovis II est intervenu dans la région rémoise pour châtier « ses leudes infidèles » est pleine d'intérêt. Le diocèse de Reims faisait partie du royaume d'Austrasie : en vertu des conventions de 634 (ou 635), Clovis II ne pouvait pas intervenir dans la région de Reims pour punir, par la confiscation des biens, le crime d'infidélité de leudes qui n'étaient pas les siens. Pour qu'il ait pu se considérer comme maître de disposer de biens du fisc dans cette région, il a fallu que le trône d'Austrasie, vacant par suite du décès de Sigebert III, ne fût point occupé par le jeune Dagobert II, mais par un usurpateur. Les « infidèles » sont ceux qui ont manqué à la fidélité qu'ils avaient jurée aux Mérovingiens pour embrasser la cause de Childeberr et de Grimoald<sup>2</sup>; et leur « infidélité » à l'égard de Clovis II n'a pu se produire qu'entre le 1<sup>er</sup> février 656, date de la mort de Sigebert, et le 16 novembre 657, terme au delà duquel Clovis II avait certainement cessé de vivre<sup>3</sup>. Leur châtement est, sans doute, contemporain de la mort de l'usurpateur d'Austrasie.

En effet, des listes royales qui remontent à une source ancienne d'origine austrasienne attestent qu'après le règne de Sigebert, qui avait duré vingt-trois ans, vinrent ceux de Childeberr et de Grimoald, et que ces deux derniers exercèrent respectivement le pouvoir pendant moins d'une et de sept années complètes<sup>4</sup>. Nous verrons plus

*tores rer. merov.*, t. V, p. 163-164). — Cette Vie a été copiée par Flodoard, *Historia Remensis ecclesiae*, liv. II, ch. 7; éd. Lejeune, t. I, p. 265; éd. Heller et Waitz, *Mon. Germ. hist., Scriptores*, t. XIII, p. 455. — Mailly, cant. de Verzy, arr. de Reims; Chaumuzy, cant. de Ville-en-Tardenois, arr. de Reims; Vuitry-lès-Reims, cant. de Beine, arr. de Reims (Marne).

1. Cf. W. Levison, *Mon. Germ. hist., Scriptores rer. merov.*, t. V, p. 159.

2. L'éditeur des *Monumenta* admet qu'il s'agit de partisans du maire du palais d'Austrasie (p. 164, note).

3. M. Krusch avait, dans *Zur Chronologie* (p. 477), émis l'opinion que l'ordre adopté par Altmannus pour énumérer les documents équivalait à un véritable classement chronologique. Cette opinion, que ce savant ne peut plus soutenir dans son système actuel, nous paraît encore acceptable, au moins pour les diplômes royaux.

4. Duchesne, *Historiae Francorum scriptores*, t. I, p. 781. — G. Pertz, *Mon. Germ. hist., Scriptores*, t. II, p. 308; t. XIII, p. 724. — G. Waitz, dans *Neues Archiv*, t. X (1885), p. 232. — Les deux listes auxquelles les érudits accordent avec raison le plus de valeur nous livrent les données suivantes : « Regii Sigebertus, annos 23; hucusque Hildebertus adoptivus, annum 1; Grimoaldus nothus, annos 7; Hildericus, annos 14. » Ce sont les deux dernières publiées (*Scriptores*, t. XIII, p. 724, et *Neues Archiv*, t. X, p. 232).



loin que Grimoald avait certainement cessé de régner en 662, entre le commencement d'août et le 14 septembre. Il en résulte que la date initiale de l'interrègne de Grimoald se place entre les deux mêmes termes en l'année 656 et que le règne de Childebert, commencé le 1<sup>er</sup> février 656, avait pris fin avant le 13 septembre de cette même année.

Si l'on relit maintenant le texte du *Liber historiae Francorum*, ne doit-on pas être légitimement tenté de croire qu'au fils de Grimoald, fait prisonnier et mort dans les fers à Paris, notre auteur a substitué par inadvertance Grimoald lui-même<sup>1</sup> ?

Ainsi, en 656, quand Sigebert III fut mort, le maire du palais relégué le jeune Dagobert en Irlande et plaça sur le trône d'Austrasie son propre fils, Childebert, qui régna quelques mois. Les Neustriens et leur roi Clovis II n'acceptèrent pas ce changement de dynastie et refusèrent de reconnaître l'usurpateur. Clovis II envahit le pays de Reims, en chassa les leudes infidèles à la famille mérovingienne; et c'est peut-être au cours de cette campagne que les Neustriens s'emparèrent par ruse de Childebert qui fut livré au Mérovingien et jeté dans la prison parisienne où il mourut<sup>2</sup>.

La substitution de Childebert à Dagobert n'avait pu se faire par la seule décision de Grimoald. Dans les milieux francs favorables aux Arnulfingiens, on avait cherché d'assez bonne heure, comme il semble, à justifier, dans la mesure du possible, la tentative de Grimoald. Childebert nous est expressément présenté comme un *adoptivus* par les Catalogues royaux, c'est-à-dire comme un roi qui n'appartenait pas à la famille royale par la naissance, mais qui y était entré par l'adoption. Et voici qu'on trouve un écho de cette conception dans une œuvre hagiographique du XI<sup>e</sup> siècle, dont l'auteur, Sigebert de Gembloux, semble avoir disposé de documents anciens.

« Comme Sigebert III avait éprouvé en toutes circonstances la fidélité de son maire du palais Grimoald, il institue héritier du royaume d'Austrasie le fils de celui-ci, Childebert, au cas où il mourrait sans enfants. Mais ensuite, le roi eut un fils qu'il nomma Dagobert; il cassa son précédent testament et confia à Grimoald le

1. Il suffit, par conséquent, de restituer un mot dans le texte du *Liber* pour avoir la donnée de la source que l'auteur copiait : « Franci itaque hoc valde indignantes [filio] Grimoald[i] insidias preparant. »

2. Cette solution nous paraît avoir plusieurs avantages sur celles qui ont été jusqu'alors proposées : d'abord celui de ne pas écarter complètement le texte du *Liber* ou de ne pas le corriger trop arbitrairement; en second lieu, celui de conserver l'ordre chronologique des *Catalogi regum Francorum*; enfin, celui de permettre une combinaison satisfaisante de tous les textes pour aboutir à une liaison vraisemblable de tous les faits.

soin d'élever cet enfant qui, défendu envers et contre tous par la puissance du maire du palais, monterait sur le trône de l'Austrasie<sup>1</sup>. »

L'expression de nos listes royales *hucusque Hildebertus adoptivus* indique donc bien que, selon les traditions austrasiennes, Childebert était resté, jusqu'à la fin du règne de Sigebert III, l'héritier du trône en vertu de l'adoption royale. Et pourquoi cette tradition n'aurait-elle pas son point de départ, sinon dans les faits tels qu'ils sont rapportés par le chroniqueur de Gembloux, du moins dans les bruits que les intéressés pouvaient bien avoir mis en circulation pour légitimer l'audacieuse tentative de Grimoald? Ainsi s'expliquerait-on bien la conduite de saint Nivard, évêque de Reims, qui reconnut l'autorité de Childebert, tandis qu'après la mort de ce prince il se rallia à la cause de Clovis II<sup>2</sup>.

Il était évidemment plus difficile d'expliquer la présence de Grimoald que celle de Childebert sur les listes royales. Le maire du palais n'y peut figurer que comme un étranger, un *nothus*; il y prend place comme le bâtard qui se glisse dans la famille. Grimoald eût éprouvé plus de difficultés encore à faire accepter par les Austrasiens eux-mêmes son pouvoir personnel, s'il n'eût pu opposer aux revendications du roi de Neustrie, après la mort de son fils, les droits du prince qu'il avait écarté du trône et qui grandissait en exil. Le royaume de l'Est, privé, en fait et en droit, d'un roi de la famille mérovingienne, devait retomber, en droit, sous la domination du roi de Neustrie : il ne semble pas qu'on puisse affirmer que cela se soit produit<sup>3</sup>; et il y a des raisons de croire, au contraire, que, sans

1. *Vita Sigeberti*, ch. 35 : « Quia vero Grimoaldum majorem domus sibi in omnibus fidelem expertus erat, filium ejus Chilbertum regni Austrasiorum haeredem delegat, si ipsum contingeret sine liberis obire. Rex postea vero filium genuit, quem Dagobertum vocavit et, priori testamento ad irritum redacto, hunc nutriendum commisit majori domus Grimoaldo, ut ejus potentia contra omnes tutus sublimaretur in Austrasiorum regno » (éd. Bouquet, *Rec. des hist. de France*, t. II, p. 602). Les historiens s'accordent à reconnaître quelque valeur à cette *Vita*. — Cf. Waitz, *Deutsche Verfassungsgeschichte*, 2<sup>e</sup> éd., t. II, p. 700, n. 5; — Bonnell, *Die Anfänge der karolingischen Hauses* (Berlin, 1866, in-8°), p. 111; — A. Molinier, *les Sources de l'histoire de France*, t. I, p. 424. — Les autres vies de saints qui nous parlent de cette affaire de succession, celle de saint Remaclus comme celle de saint Romaricus, n'ont pas de valeur originale (cf. P.-E. Martin, *Études critiques...*, p. 240, n. 1).

2. Voir plus haut, p. 66.

3. On a cru pouvoir observer que, dans la période comprise entre 657 et 662, Clotaire III devait avoir été le seul roi de France, car non seulement le *Liber historiae Francorum* n'en connaît pas d'autre, mais encore les listes austrasiennes montrent qu'à cette date Grimoald exerçait le pouvoir en Austrasie.

provoquer le retour du jeune exilé, Grimoald s'abrita derrière le nom de Dagobert II pour gouverner l'Austrasie pendant sept ans.

Voici d'abord un texte sur lequel les historiens ont longuement discuté pour aboutir à n'en point faire état<sup>1</sup>. L'*Historia Langobardorum* de Paul Diacre rapporte que le roi des Lombards, Grimoald, avait passé un traité de paix avec le roi Dagobert, qui régnait alors en Gaule<sup>2</sup>. Ce Grimoald était un usurpateur; duc de Bénévent, il avait été appelé par Godebert, l'un des fils d'Aripert I<sup>er</sup>, pour l'aider à dépouiller son frère Perctari de sa part de royaume: il avait fait assassiner Godebert et avait obligé Perctari à s'enfuir chez les Avars. Il devint ainsi roi et épousa une fille d'Aripert en 662, à une date comprise entre le commencement d'août et la fin de décembre; et il mourut dans la neuvième année de son règne en 671<sup>3</sup>. Ces dates ne peuvent s'accorder avec la mention du traité conclu entre Grimoald et Dagobert II que si l'on admet que Grimoald, le maire du palais de Neustrie, put traiter au nom de Dagobert II avec son homonyme, le roi lombard, à une date comprise entre le commencement d'août et le 14 septembre 662. Or, nous savons, d'autre part, que le maire du palais datait ses actes par les années du règne de Dagobert II.

On observe, en outre, que dans la Provence, à Marseille, où avait été reconnue l'autorité de Sigebert III et où le furent plus tard celle de Childéric II et celle de Dagobert II (M. Prou, *les Monnaies mérovingiennes de la Bibliothèque nationale*, Paris, 1892, gr. in-8°, Introd., p. XLV et suiv.; — Jos. Tardif, *les Chartes mérovingiennes de Noirmoutier*, p. 48), celle du fils aîné de Clovis II, Clotaire III, s'exerçait alors sans conteste, puisque ce prince pouvait disposer d'une partie des revenus du fisc à Marseille et à Fos en faveur de deux abbayes de la région neustrienne (Diplômes de Clovis III de 691 pour Saint-Denis et de Chilpéric II de 716 pour Corbie, confirmant les préceptes de Clotaire III; Pardessus, *Diplomata*, n° 425 et 501, t. II, p. 224 et 308; — K. Pertz, *Diplomata merov.*, n° 61 et 86, p. 54 et 76). — Cf. P.-E. Martin, *Études critiques...*, p. 239. — Mais le silence du *Liber* et des listes royales ne prouve rien, puisque ni les *Catalogi regum Francorum* ni le *Liber historiae Francorum* n'ont mentionné le règne de Dagobert II en Austrasie, entre 676 et 679, dont la réalité n'est pas contestable. Et, d'autre part, le territoire de la cité de Marseille n'ayant jamais appartenu qu'en partie aux rois d'Austrasie (Longnon, *Géographie de la Gaule au VI<sup>e</sup> siècle*, p. 149, 150 et 446), l'argument tiré des diplômes n'est pas aussi robuste qu'il en a l'air.

1. Cf. Jos. Tardif, *les Chartes mérovingiennes de Noirmoutier*, p. 36-37.

2. Paul Diacre, *Historia Langobardorum*, V, 32: « Hac tempestate Francorum regnum apud Gallias Dagipertus regebat, cum quo rex Grimoald pacis firmissimae foedus inierat » (éd. Waitz, *Mon. Germ. hist., Scriptores rer. langobardicarum*, p. 154).

3. Bethmann et Holder-Egger, *Langobardische Regesten*, dans le *Neues Archiv*, t. III (1878), p. 238-239.

Une charte de Grimoald, en faveur du monastère de Stavelot et Malmédy, est datée de la quatrième année du gouvernement de Dagobert II<sup>1</sup>. Bien que la langue en ait été rajeunie, l'authenticité de la charte paraît certaine<sup>2</sup>. Comme la vie de Grimoald ne s'est pas prolongée au delà de 662, force est bien de conclure qu'avant cette date, Grimoald avait gouverné l'Austrasie au nom de Dagobert II, après la mort tragique de son fils<sup>3</sup>.

Mais si Dagobert II régnait de nom sous le gouvernement personnel de Grimoald, celui-ci avait bien pris ses précautions pour empêcher qu'on ne lui jetât dans les jambes l'enfant dont la possession, comme la vie, justifiait sa propre autorité : nul autre que le maire du palais et ses complices ne connaissait le sort exact du jeune prince, ni sa retraite. Quand Grimoald mourut, comme dans son entourage on n'avait aucune raison de dire la vérité et comme on avait peut-être tout intérêt à la taire, il est certain que son secret politique ne fut point dévoilé ; c'est un Mérovingien de Neustrie, Childéric II, qui monte sur le trône d'Austrasie, et les Austrasiens acceptèrent *pacifico ordine* le prince que sa mère Balthildis leur donnait comme roi<sup>4</sup> ; la veuve de Sigebert, Emnechildis, ignorant ce qu'était devenu son fils, le devait considérer comme mort quand elle faisait épouser sa fille à Childéric II, son neveu, et quand elle assistait son gendre dans le gouvernement de l'ancien royaume de

1. Charte de Grimoald : « Facta exemplaria die kal. Aug. anno IIII regni domini nostri Dagoberti. » — Jos. Halkin et C.-G. Roland, *Recueil des chartes de l'abbaye de Stavelot-Malmédy*, t. I (Bruxelles, 1909, in-4°), n° 3, p. 9.

2. Cf. Bruno Krusch, *Mon. Germ. hist., Scriptores rer. merov.*, t. IV, p. 745, et t. V, p. 90. — Des deux autres documents qui, avec la charte de Grimoald, constituent le dossier mérovingien relatif au domaine de Germigny-lès-Machaut (Ardennes), l'un, le diplôme de Childéric II (Halkin et Roland, n° 8, p. 25), est tenu pour faux par M. Krusch (*op. cit.*, t. V, p. 91, n. 4) ; l'autre, le diplôme de Dagobert II, malheureusement privé de sa date (Halkin et Roland, n° 9, p. 27), est authentique et a servi de modèle au faussaire.

3. C'est sur la date de cette charte que s'appuient MM. Krusch et Levison pour soutenir que Dagobert II, qui a régné de 676 à 679, avait régné une première fois sur l'Austrasie avant d'être dépouillé de son pouvoir au profit de Childebart par son maire du palais. Mais la conclusion est excessive : on peut dire que Dagobert II a régné de nom une première fois sur l'Austrasie ; mais si l'on ajoute que ce règne se place avant celui de Childebart, on ne tient pas compte de tous les textes que nous avons cités au cours de cette étude et qui nous permettent de dire que ce règne se place après la mort de Childebart.

4. *Vita sanctae Balthildis* (rédaction A), ch. 5 : « Tunc etenim nuper et Austrasii pacifico ordine, ordinante domna Balthilde, per consilium quidem seniorum receperunt Childericum, filium ejus, in regem Austri » (éd. Krusch, *Mon. Germ. hist., Scriptores rer. merov.*, t. II, p. 487. — Cf. *Liber historiae Francorum*, ch. 45 ; éd. Krusch, *Ibid.*, p. 317).

Sigebert<sup>1</sup>. Et l'hagiographe Eddius ne nous laisse à cet égard aucun doute : c'est par hasard, en entendant des marins parler de Dagobert, qu'on apprit, longtemps après, que le fils de Sigebert III vivait encore en Irlande<sup>2</sup>.

Si l'on se demande pourquoi Grimoald n'avait pas cru devoir faire revenir d'exil sa victime et avait emporté avec lui le secret qui avait fait sa puissance, il n'est pas sûr qu'on puisse satisfaire à cette curiosité. Peut-être cependant la raison qui explique la conduite de Grimoald doit elle être cherchée dans les haines farouches que l'ambition du maire du palais avait déchainées entre les deux familles rivales et dont les échos nous apprennent les malheurs de Grimoald et des siens.

Vers 665 au plus tôt, l'évêque de Paris, Importunus<sup>3</sup>, adresse à son confrère Chrodebertus, de Tours<sup>4</sup>, deux poèmes qui font allusion à des faits inconnus par ailleurs ; les deux prélats plaisantent sur le thème suivant : l'évêque de Tours a jadis enlevé la femme de Grimoald, maire du palais d'Austrasie, et celle-ci a été enfermée dans un couvent de femmes en Touraine ; il est accusé d'avoir séduit l'épouse infidèle et commis le péché d'adultère ; l'évêque parisien l'admoneste : certains reproches comme certains conseils ne peuvent guère être cités qu'en latin<sup>5</sup>. Si la plaisanterie est lourde<sup>6</sup>, elle ne peut avoir de sel que si les apparences au moins donnaient un semblant de vérité aux accusations<sup>7</sup> : sans aller jusqu'à prétendre que le métropolitain de Tours était coupable ou même prêtait seulement le flanc à la critique, on peut bien croire que les ennemis du maire du palais, dont faisait partie le futur évêque tourangeau, avaient enlevé

1. Cf. G. Richter, *Annalen*, p. 169 ; Jos. Tardif, *les Chartes mérovingiennes de Noirmoutier*, p. 40-41.

2. Eddius Stephanus, *Vita Wilfridi*, ch. 27 (28) : « Post annorum circulum amici et proximi ejus, viventem et in perfecta aetate florentem a navigantibus audientes, miserunt nuntios suos ad beatum Wilfrithum episcopum, petentes ut eum de Scottia et Hibernia ad se invitasset et sibi ad regem emisisset » (Mabillon, *loc. cit.*, p. 691 ; — Raine, *loc. cit.*, p. 39).

3. Importunus devient évêque de Paris à une date comprise entre 664 et 667 (L. Duchesne, *Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule*, t. II, p. 468).

4. Chrodebertus devient évêque de Tours à une date postérieure à 654 et antérieure à 668 (L. Duchesne, *Fastes épiscopaux*, t. II, p. 305).

5. *Formulae Senonenses, additamentum*, n° 2 et 3 ; éd. Zeumer, *Mon. Germ. hist.*, *Formulae*, p. 221-223.

6. M. Zeumer paraît croire, tant la plaisanterie est pesante, que tout est faux et supposé (*op. cit.*, p. 184). Mgr Duchesne (*op. cit.*, p. 305 et 468) ne prend pas parti.

7. M. Levison paraît bien incliner à admettre la réalité même des accusations portées contre l'évêque tourangeau (*Mon. Germ. hist.*, *Scriptores rer. merov.*, t. IV, p. 651).



la femme de Grimoald, lui avaient imposé le voile des religieuses et l'avaient, somme toute, gardée en otage<sup>1</sup>.

L'auteur de la *Vie de sainte Gertrude* raconte que Gertrude de Nivelles, trois mois avant de mourir, avait renoncé à son autorité abbatiale et installé en qualité d'abbesse sa propre nièce Vulfetrudis, fille de Grimoald. Et il ajoute en parlant alors brièvement de l'abbatiate de celle-ci : « Il arriva que, par haine de son père, les rois, les reines, même des prélats, poussés par une jalousie diabolique, voulurent obliger l'abbesse à se démettre en recourant d'abord à la persuasion, puis à la violence, et s'emparèrent iniquement des biens de Dieu, dont la benoîte vierge avait l'administration<sup>2</sup>. » Comme l'abbatiate de Vulfetrudis avait commencé en décembre 658<sup>3</sup>, les négociations avaient bien pu s'ouvrir du vivant de Grimoald, mais c'est après la mort du maire du palais que les rois et reines mérovingiens durent, selon toute vraisemblance, recourir aux mesures de rigueur<sup>4</sup>.

Grimoald, en mourant, ne laissait point d'héritier direct pour continuer son œuvre; la dynastie légitime fut rétablie avec Childéric II, le second fils de Clovis II et de Balthildis<sup>5</sup>.

L'avènement de ce prince mérovingien en Austrasie a été placé de façon certaine en 662, et approximativement entre la fin de mars et le 13 novembre. Disons comment; et nous verrons ensuite à préciser ces données.

Le nouveau roi d'Austrasie devait, à la mort de son frère aîné Clotaire III, réunir sous son autorité les trois royaumes francs, en dépouillant son plus jeune frère Thierry III. A partir de ce moment,

1. *Form. Senon.*, addit., n° 2 : « Illud enim non fuit condignum | Quod egisti in Segeberto regnum | De Grimaldo majorem domus, | Quem ei sustulisti sua unica ove, sua uxore, | Unde postea in regno numquam habuit honore » (éd. Zeumer, p. 221-222).

2. *Vita Geretrudis*, ch. 6 : « Contigit autem ex odio paterno ut reges, reginae, etiam sacerdotes per invidiam diabuli illam de suo loco primum per suasionem, postmodum vellent per vim trahere, et res Dei, quibus benedicta puella praeerat, iniquiter possiderent » (éd. Krusch, *Mon. Germ. hist., Scriptores rer. merov.*, t. II, p. 460). — M. Levison qui, le premier à ma connaissance, a attiré l'attention des historiens sur l'importance historique de ce document, a reconnu dans les rois et reines dont il s'agit Clotaire III, Childéric II, Balthildis, Imnehildis et Blichildis (*Die Chronologie d. Merow.*, p. 44-45).

3. Gertrude mourut le 17 mars 659; Vulfetrudis lui avait donc succédé dès le mois de décembre précédent; son abbatiat prit fin en 669 (Levison, *loc. cit.*).

4. Nivelles se trouvait dans le duché de Dentelin ou sur la frontière de ce duché, qui était alors rattaché à la Neustrie, comme nous l'avons vu plus haut.

5. Voir plus haut, p. 70, n. 4.



il vécut encore deux ans et six mois<sup>1</sup>. Comme Clotaire III est mort entre le 10 mars et le 15 mai 673<sup>2</sup>, Childéric II est mort lui-même entre le 11 août et le 14 novembre 675. Dans la onzième année de son règne, quelque temps après la mort de son frère aîné, mais pas avant la fin de mars, on le trouve en Neustrie<sup>3</sup> : il est devenu au plus tôt roi d'Austrasie à la fin de mars 662. D'après les Catalogues royaux<sup>4</sup>, il a régné quatorze ans, c'est-à-dire qu'il a dépassé la treizième année de son règne; il est monté sur le trône au plus tard le 13 novembre 662<sup>5</sup>.

La démonstration est irréfutable. Mais on sait d'autre part que le concile de Saint-Jean de Losne s'ouvrit le 15 septembre dans la quatorzième année du règne de Childéric II<sup>6</sup>, c'est-à-dire au milieu de septembre 675. Childéric II n'a donc pu mourir qu'entre le 16 septembre et le 14 novembre 675<sup>7</sup>. Alors, le 15 septembre 662 était déjà dans la première année du gouvernement de Childéric II

1. Note extraite d'un manuscrit des chroniques d'Isidore de Séville conservé à Oxford, bibliothèque Bodléienne, *e Mus.* 113, fol. 114-115 : « Hildericus regnavit in Neustria annos II et menses VI » (Waitz, dans *Neues Archiv*, t. IV, p. 183; — *Mon. Germ. hist., Auctores antiquissimi*, t. XI, p. 492; — J. Havel, *la Date d'un manuscrit de Luxeuil*, dans *Œuvres*, t. I, p. 96, n. 1).

2. Levison, *Die Chronologie d. Merow.*, p. 45-46.

3. *Vita Lantberti Lugdun.*, ch. 3; cf. *Neues Archiv*, t. XXIII, p. 758, n° 5.

4. *Mon. Germ. hist., Scriptores*, t. II, p. 308; t. XIII, p. 724; *Neues Archiv*, t. X, p. 232.

5. Toute cette démonstration est empruntée à M. Levison, *Die Chronologie d. Merow.*, p. 46-47.

6. Concile de Saint-Jean de Losne : « Hoc specialius placuit adserendum ut senodalis concilius medio mense septembrio, quod evenit in anno quarto decimo regnante domno nostro Childerico rege, ubi jussum fuerit, celebretur » (éd. Maassen, *Mon. Germ. hist., Concilia*, p. 218).

7. Il en résulte que Clotaire III, mort deux ans et six mois auparavant, est décédé entre le 16 avril et le 15 mai 673. — Voilà qui pourrait, en outre, donner du poids à une remarque de M. Krusch (*Mon. Germ. hist., Scriptores rer. merov.*, t. V, p. 483), que M. Levison jugeait insuffisante (*Die Chronologie d. Merow.*, p. 46, n. 1). La charte d'Amand (Pardessus, *Diplomata*, n° 376, t. II, p. 166) est datée du monastère d'Elnone et du 17 avril de la deuxième année de Thierry III; elle est souscrite par les évêques de Reims, de Noyon, de Cambrai et par deux abbés. M. Krusch s'est demandé si cette réunion d'ecclésiastiques dans le monastère n'avait pas sa raison d'être dans la célébration de la fête de Pâques qui, d'après le cycle de Victorius (*Mon. Germ. hist., Auctores antiqu.*, t. IX, p. 697), tombait en 675 le 15 ou le 22 avril, tandis qu'en 674 cette fête était le 2 avril; en mettant la charte le 17 avril 675, on rejette le point de départ des années du règne et par conséquent la mort de Clotaire III après le 17 avril. C'est, on le voit, très vraisemblable maintenant, à moins que Clotaire III ne soit mort précisément le 16 avril ou, — ce qui est peu vraisemblable, — que la charte ne soit datée par les années du règne calculées à partir de la restauration de Thierry III : le 17 avril 675, Childéric II était encore vivant.

en Austrasie. Par conséquent, l'accession de ce prince au trône austrasien se place au plus tard le 14 septembre 662. D'autre part, nous avons vu plus haut que, vers le mois d'août, Dagobert II était encore censé régner en Austrasie<sup>1</sup>. C'est donc en août ou en septembre que Childéric fut imposé comme roi aux Austrasiens.

Le rétablissement en Austrasie de la dynastie mérovingienne marque pour la famille des Arnulfingiens le début d'une période d'effacement : la mairie du palais échappait aux Pippinides, et le nouveau maire du palais, Vulfoaldus, allait rester pendant tout le règne de Childéric II et sous Dagobert II le premier personnage de la cour austrasienne.

Nous n'avons pas à raconter ici comment le roi d'Austrasie, à la mort de Clotaire III, son frère aîné, déposséda son frère cadet Thierry III, le relégua dans le monastère de Saint-Denis et fit enfermer dans l'abbaye de Luxeuil le maire du palais de Neustrie, Ebroin, dont l'ambition faisait craindre qu'il ne consolidât entre ses mains le pouvoir en gardant auprès de lui un roi qui n'aurait dû son titre qu'à lui et qui n'aurait été roi que de nom<sup>2</sup>.

À l'automne 675, le roi, dont les Neustriens supportaient mal la domination, était victime d'une sédition : il tombait sous les coups d'un grand, Bodilo, qui n'épargna même pas la jeune reine Blichildis alors enceinte; mais le maire Vulfoaldus avait pu fuir et gagner l'Austrasie<sup>3</sup>.

L'assassinat du roi provoque la crise d'anarchie la plus grave : les bannis qui reviennent déposent toute crainte et s'abandonnent à la violence la plus furieuse; les grands, divisés par leurs haines, se harcèlent; et chacun agit comme bon lui semble et sans scrupules, parce qu'il n'y a pas encore de roi. Ainsi s'exprime un auteur contemporain<sup>4</sup>. C'est au milieu de cette anarchie que fut débattue la question de succession : il n'est que trop certain que les partis et les grands personnages qui les dirigeaient cherchaient avant tout à s'emparer, au nom de leur candidat, de toute l'autorité au détriment de leurs rivaux.

Un parti burgonde et neustrien, dont les membres les plus mar-

1. Voir plus haut, p. 69.

2. Sur cette période de 673 à 675, voir P.-E. Martin, *Études critiques...*, p. 261 et suiv.; Krusch, *Mon. Germ. hist., Scriptores rer. merov.*, t. V, p. 27 et suiv.

3. *Liber historiae Francorum*, ch. 45, éd. Krusch, p. 318. — Sur la date, voir plus haut, p. 73.

4. *Passiones Leudegarii episcopi et martyris Augustodunensis*, I<sup>r</sup>, ch. 15; éd. Krusch, *Mon. Germ. hist., Scriptores rer. merov.*, t. V, p. 296-297.

quants furent l'évêque d'Autun, Léger, son frère Garinus et l'évêque de Lyon, Genesius, provoquait hâtivement la restauration de Thierry III et lui donnait pour maire du palais Leudesius, un grand de Neustrie, fils d'Erchinoaldus, l'ancien maire de Clovis II<sup>1</sup>.

Mais les Austrasiens, qui ont toujours manifesté un vif sentiment d'indépendance, ne voulurent pas reconnaître le roi qu'ils avaient jadis écarté du trône et qui était désormais au service des Burgondes et des Neustriens. Ils ne s'accordèrent pas entre eux, et deux partis se formèrent : l'un, hostile aux hommes du dernier règne ; l'autre, au contraire, favorable au gouvernement de Vulfoaldus et du roi assassiné<sup>2</sup>.

L'existence du premier de ces partis austrasiens est suffisamment attestée par les faits suivants. Ebroy, évadé du cloître, avait levé des troupes en Austrasie ; il pénétra dans la vallée de l'Oise, se saisit du passage de Pont-Sainte-Maxence<sup>3</sup> ; il obligeait ainsi le roi Thierry III et son maire Leudesius à quitter précipitamment Nogent-les-Vierges<sup>4</sup>, où ce prince résidait en toute sécurité *jam recuperato regno*. Il poursuivit les fugitifs, s'empara du trésor royal à Baizieux<sup>5</sup>, puis de la personne royale à Crécy-en-Ponthieu<sup>6</sup> ; il attira Leudesius dans un guet-apens et ordonna de le mettre à mort. Il recouvra le pouvoir par son habileté<sup>7</sup>.

Après la mort de Leudesius, Ebroy et ses partisans avaient proclamé roi un enfant, le jeune Clovis, qu'ils présentaient comme le

1. *Liber historiae Francorum*, ch. 45, éd. Krusch, p. 318 ; — *Fredegarii contin.* (96), éd. Krusch, p. 169.

2. M. Krusch a signalé, avec raison, l'existence de ces deux partis (*Mon. Germ. hist., Scriptores rer. merov.*, t. V, p. 251-252).

3. Pont-Sainte-Maxence, ch.-l. de cant., arr. de Senlis (Oise).

4. Nogent-les-Vierges, cant. de Creil, arr. de Senlis.

5. Baizieux, cant. de Corbie, arr. d'Amiens (Somme).

6. Crécy-en-Ponthieu, ch.-l. de cant., arr. d'Abbeville (Somme).

7. *Liber historiae Francorum*, ch. 45 : « Ebroyus... congregatis in auxilium sociis hostiliter a Luxovio coenobio egressus in Franciam revertitur cum armorum apparatu. At ille, de nocte consurgens, commoto exercitu usque Isra fluvium veniens, interfectis custodibus, ad Sanctam Maxenciam Isra transit ; ibi quos reperit de insidiatoribus suis occidit. Leudesius una cum Theoderico rege et sociis quam plurimis per fugam evasit. Ebroyus autem eos persequutus est. Bacivo villa veniens thesauros regales adprehendit. Deinde post haec Crisciaeco veniens, regem recepit. Leudesium autem, data fide, sub dolo ad se venire mandavit. Quo facto, Leudesium interfecit ; ipse principatum sagaciter recepit » (éd. Krusch, p. 319). — *Passiones Leodegarii*, I, ch. 18 : « Novientem enim villam, jam recuperato regno, tunc Theodericus resedebat securus, cum repentino superventu Ebroyus cum Austrasiis. Quis enim enumerare plene valeat quae tunc fuit direptio de regale thesauro vel ecclesiae ministerium... majorem domus ejus etiam interfectum » (éd. Krusch, p. 300). La suite du récit explique par quelle habileté Ebroy a ressaisi le pouvoir.

fils de Clotaire III et qu'ils élevèrent à la royauté en Austrasie. Ils répandirent le bruit de la mort de Thierry III. Beaucoup de gens, croyant à la réalité de cette fausse nouvelle, se rallièrent à la cause du vainqueur<sup>1</sup>. Et comment ne l'auraient-ils pas cru quand de grands personnages comme Desideratus-Diddo et Bobo, évêque déposé de Valence, qui faisaient partie du palais de Thierry III, donnaient dans cette imposture et se faisaient les propagateurs du mensonge<sup>2</sup>? Ces deux ambitieux, en compagnie du duc de Champagne, Waimer, qui s'était prononcé pour Ebroïn et son prétendant<sup>3</sup>, dirigent alors une expédition en Bourgondie et mettent le siège devant Autun qui devait être donné à Bobo : l'évêque de cette ville, Léger, était resté fidèle à Thierry et refusait de croire à la mort de son roi ; il capitula après un jour de résistance<sup>4</sup>. Avec le duc Chadalricus<sup>5</sup>, qui venait peut-être de piller le Sorngau à la tête d'une troupe d'Alamans<sup>6</sup> et dont ils voulaient faire un patrice

1. *Passiones Leodegarii*, I, ch. 19 : « Denique acceperunt quendam puerolum, Chlothario fuisse confixerunt filium, hunc in partibus Austri secum levantes in regnum... Quanti enim per hoc caliditatis signum Theodericum tunc defunctum et Chlodovium Chlothario esse filium crediderunt » (éd. Krusch, p. 300-301). — Je ne comprends pas comment, en rapprochant et combinant les textes du *Liber historiae Francorum* et des *Passiones Leodegarii* que nous venons de citer, on a pu placer la mort de Leudesius et l'intronisation de Clovis avant la prise du roi Thierry à Crécy ; ni pourquoi l'on place à Crécy la réconciliation d'Ebroïn et de Thierry III (Jos. Tardif, *les Chartes mérovingiennes de Noirmoutier*, p. 42-43). On se prive ainsi d'un élément important pour apprécier les faits subséquents.

2. *Passiones Leodegarii*, I, ch. 20 : « Erant enim in hoc mendatio primi et quasi rectores palatii, Desideratus cognomento Diddo, qui in urbe Cabillono quondam habuerat principatum necnon et ejus collega Bobo, qui civitatem Valentiam habuerat in dominium » (éd. Krusch, p. 301).

3. *Ibid.*, ch. 25 : « Inter ceteros dux quidam erat Campaniae Waimeris vocatus in nomine, qui ad hoc malum perpetrandum a finibus Austri cum Deidone » (éd. Krusch, p. 306).

4. *Ibid.*, ch. 23-25, p. 305-307.

5. Sur les diverses formes du nom de ce duc d'Alsace (Chatalricus, Chaticus, Chatichus, Attichus, Attico ; Chadalricus, Adalricus) et sur l'équivalence des formes Adalricus, Athicus ou Aticho, voir Jos. Tardif, *les Chartes mérovingiennes de Noirmoutier*, p. 51, n. 3 ; — P.-E. Martin, *Études critiques...*, p. 286, n. 2 ; — Br. Krusch, *Mon. Germ. hist., Scriptores rer. merov.*, t. V, p. 27.

6. *Vita Germani abbatis Grandivallensis*, ch. 10 : « Chatalricus sive Chaticus coepit nequiter opprimere populum illum vicini monasterii ; coepit eos imputare quod ejus antecessori semper rebelles fuissent. Illis vero protestantibus, quod nefas erat quod eis imputabatur, multis modis eos affligere conabatur... Chaticus... assumpsit secum phalangos Alamannos gentis bellicosae » (éd. Krusch, *Mon. Germ. hist., Scriptores rer. merov.*, t. V, p. 37). — Cf. P.-E. Martin, *Études critiques...*, p. 282-284. — Saint Germain se rend auprès

de Provence, Diddo et Bobo cherchent à gagner cette région, mais ne peuvent dépasser Lyon<sup>1</sup>.

La cause d'Ebroin et de son roi Clovis paraissait devoir triompher. Depuis la prise de Thierry III, Ebroin et ses amis disposaient à leur gré des ressources du trésor royal et, en faveur de leurs partisans, des fonctions ecclésiastiques<sup>2</sup> : c'est probablement à cette époque qu'il faut placer la destitution de l'évêque de Maastricht, Lambert. Ce personnage avait été promu à l'épiscopat et pourvu de cet évêché du vivant et du consentement de Childéric II : il passait certainement pour un familier du prince ; il fut déposé, nous dit son historien, par les impies qui avaient tué le glorieux roi Childéric et qui installèrent à la place du saint un certain Faramond<sup>3</sup>.

Mais voici qu'un coup de théâtre se produit. Ebroin lui-même dénonce la supercherie et proclame que son candidat n'a aucun droit à la royauté, que le vrai et légitime roi est Thierry III : il vient de se réconcilier avec ce prince ; il est rentré au palais et, soutenu par une petite faction, il a repris auprès de Thierry les fonctions de maire<sup>4</sup>.

Quel besoin urgent avait cet ambitieux personnage de vouloir

du duc pour protester contre cette piraterie, et c'est au retour qu'il est tué, la veille de la fête de la Chaire de saint Pierre, qui tombait, en Gaule, le 18 janvier (L. Duchesne, *Origines du culte chrétien. Étude sur la liturgie latine*, 2<sup>e</sup> éd., Paris, 1898, in-8°, p. 267-268). — Cela met l'invasion et le pillage du Sorngau à la fin de l'année 675 ou dans les premiers jours de janvier 676. Le Sorngau est le pays arrosé par la Sorne, affluent de la rive gauche de la Birse, qui, elle-même, se jette dans le Rhin à Bâle (cf. P.-E. Martin, *Études critiques...*, p. 284 et 432-433).

1. *Passiones Leodegarii*, I, ch. 26 : « Desideratus vero cognomento Deidoni una cum Bobone et cum Chadalrico duce, quem ipse volebant patritium fuisse Provinciae, ob patriae subjugandum perrexerunt usque Lugdunum, ut jam exinde abduxerant Genesium..., sed manu valida populi undique collecti urbem hanc maximam Deo praesule non permiserunt inrumpere » (éd. Krusch, p. 307).

2. Voir, plus haut, le texte des *Passiones Leodegarii* cité p. 75, n. 7.

3. Godescalcus, *Vita Landeberti episcopi Tungrensis*, ch. 4 : « Igitur cum interfectus fuisset ab implis gloriosus rex Childericus... ita... prevaluit iniquitas eorum ut deponerent eum de sede sua sine causa et privatus est honore suo absque culpa. Post hec Pharamundum in cathedram illius constituerunt » (Jos. Tardif, *les Chartes mérovingiennes de Noirmoutier*, p. 38, n. 5, d'après le manuscrit de la Bibl. nat., lat. 2598). — Le texte paraît assez précis pour qu'on ne se croie pas tenu de suivre les Bollandistes qui proposent de reporter l'usurpation de Faramond après la victoire d'Ebroin à Lucofao (*Acta sanctorum Boll.*, octob., t. XII, p. 709 ; — Tardif, *op. cit.*, p. 54, n. 2).

4. *Passiones Leodegarii*, I, ch. 28 : « Cum... suum facinus diutius Ebroinus occultare non possit, de rege, quem falsum fecit, declinat ingenium, ut in Theoderici rediret palatium. Quorundam vero factionem susceperunt et iterum subito palatii majordomus efficitur » (éd. Krusch, p. 308-309).

revenir au palais d'un roi qui était son prisonnier et qu'il avait fait passer pour mort? N'est-ce pas que la nécessité s'imposait à lui de redevenir le maire du palais d'un roi dont la légitimité ne pouvait être contestée? Cela me paraît l'évidence même. Victorieux du parti des Neustriens et Burgondes, il allait avoir affaire au second parti austrasien.

La nouvelle avait dû lui parvenir qu'un prince mérovingien, très authentique celui-là, venait d'être proclamé roi en Austrasie. Et comme Dagobert II a commencé de régner entre le 2 avril et le 1<sup>er</sup> juillet 676<sup>1</sup>, c'est vers ce temps-là que le pseudo-Mérovingien est précipité du trône par celui qui l'y avait appelé et qu'il y est remplacé par le troisième fils de Clovis II. Ebroïn avait craint sans doute de voir sa situation compromise, son parti fondre au profit du Mérovingien restauré en Austrasie : n'avait-il pas alors très politiquement fait publier (sous le nom de Thierry III vraisemblablement)<sup>2</sup> l'édit qui mettait à l'abri de toute revendication des victimes tous ceux qui, sous la bannière de Thierry III ou sous celle du faux Clovis, avaient tiré un profit personnel des troubles<sup>3</sup>?

On a vu que Vulfoaldus, le maire de Childéric II, s'était réfugié en Austrasie : il est très vraisemblable qu'il ne s'associa pas plus aux projets de saint Léger qu'aux entreprises d'Ebroïn; des deux côtés, il ne voyait que des ennemis attachés à la ruine de ce qui avait été son œuvre. Très vraisemblable encore est l'hypothèse que, dès les premiers instants, il avait rassemblé autour de lui, ne fût-ce que pour sa sécurité personnelle, ses amis, toute sa clientèle d'obligés; et que, de concert avec eux et avec la reine Emnechildis, il travailla au rétablissement de Dagobert II dès que la retraite du jeune prince lui fut connue : le biographe de saint Wilfrid nous dit que Dagobert fut rappelé par « ses amis et ses proches »<sup>4</sup>. Or, depuis l'as-

1. Jos. Tardif, *les Chartes mérovingiennes de Noirmoutier*, p. 33 et suiv.  
— Cf. Levison, *Die Chronologie d. Merow.*, p. 45.

2. Je ne crois pas qu'on puisse admettre l'hypothèse des éditeurs des *Monumenta* relative à un édit du maire du palais : Ebroïn publie un édit au nom du roi (voir la table du t. V des *Monumenta* au mot *edictum*).

3. *Passiones Leodegarii*, I<sup>er</sup>, ch. 28 : « ... continuo talem dedit edictum, ut si quisque cuiquam in turbatione qui fuerat, intulisset dispendium vel praeda, nullius ex hoc generaretur colompnia. Haec fuit occasio, ut non redderet spoliis quod ministri sui ei contulerant depredatione multorum » (éd. Krusch, p. 309). — Cf. Dahn, *Urgeschichte der germanischen und romanischen Völker* (Berlin, 3 vol. in-8<sup>e</sup>, 1880-1889), t. III, p. 695; — P.-E. Martin, *Études critiques...*, p. 270, et n. 4. — Ce dernier auteur, en rejetant après le triomphe d'Ebroïn en Neustrie et Burgondie la publication de l'édit, ne paraît pas en avoir saisi toute la portée.

4. Voir le texte cité plus haut, p. 71, n. 2.



sassinat de sa sœur Blichildis et de son cousin et beau-frère Childéric II, Dagobert II n'avait plus d'autres parents que sa mère Emnechildis, son cousin germain Thierry III et son neveu en bas âge Chilpéric II<sup>1</sup>. Serait-il trop audacieux d'admettre, en s'autorisant de ce texte, que Vulfoaldus et ses partisans avaient négocié le rappel de Dagobert avec Thierry III et son parti burgondo-neustrien, pour opposer en Austrasie même un prétendant au candidat d'Ebroin, et pour affaiblir ainsi par la division le parti austrasien du pseudo-Mérovingien Clovis? Les préparatifs militaires d'Ebroin et son offensive hardie n'avaient pas pu ne pas inquiéter les légitimistes mérovingiens, à quelque parti qu'ils appartenissent, instruits qu'ils étaient par l'exemple tout récent de Grimoald. Il est bien certain que cette restauration du fils de Sigebert III, que ce choix d'un prince mérovingien arrivé à l'âge d'homme (*in perfecta aetate*) avaient eu pour objet de menacer les ambitieux desseins d'Ebroin et pour résultat immédiat d'inquiéter celui-ci : sans cela Ebroin aurait-il conçu une telle haine contre l'évêque d'York qui avait, de ses deniers, rendu possible le retour de Dagobert II<sup>2</sup>?

Le parti austrasien de Vulfoaldus se grossit d'un grand nombre de mécontents : l'aveu de son imposture dut éloigner d'Ebroin ceux dont la bonne foi avait été surprise, comme il en éloigna quelques-uns de ceux qui avaient été les complices de cet homme astucieux et qui se crurent joués par lui, et qui l'avaient peut-être été réellement. Du nombre de ces derniers était le duc Chadalricus, qui manqua à ses devoirs de fidélité envers Thierry III, passa au parti austrasien et fut dépouillé de tous les biens qu'il possédait au royaume de ce prince<sup>3</sup>. Mais aussi le rapprochement inattendu de

1. Cf. Jos. Tardif, *les Chartes mérovingiennes de Noirmoutier*, p. 43, n. 3. — Cet auteur omet Chilpéric II, qui était fils de Childéric II. Il est bien possible que l'enfant royal soit tombé aux mains des meurtriers de ses parents et que son jeune âge l'ait sauvé; il fut tondue, et, plus tard, tiré du cloître pour être porté au trône. — *Liber historiae Francorum*, ch. 52 : « Franci nimirum Danielelem quondam clericum, cesarie capitis crescente, eum in regnum stabiliant atque Chilpericum nuncupant » (éd. Krusch, p. 326). — Cf. *Fredegar. chron. contin.* (106) : « Franci vero Chilpericum quendam regem constituunt » (éd. Krusch, p. 133).

2. Il tenta de se faire livrer l'évêque d'York, Wilfrid, par les Frisons et par les Lombards au cours d'un voyage que celui-ci fit en Gaule et en Italie. À son retour de Rome, l'évêque tomba aux mains d'un parti d'ennemis dont le chef lui reprocha d'avoir participé à la restauration de Dagobert II et le menaça de le faire conduire sous bonne escorte devant Ebroin. Et cependant, lorsque se produisit ce dernier incident, le royal ami de Wilfrid était mort (*Vita Wilfridi*, ch. 26-27 (27-28) et 31 (33); éd. Mabillon, p. 691 et 695; éd. Raine, p. 39 et 48).

3. Diplôme de Thierry III en faveur du monastère de Bèze, 4 septembre

Thierry III et d'Ebrouin eut vraisemblablement pour résultat de détacher de la cause de ce roi les adversaires irréductibles de son ministre; et pour ceux-ci, comme pour ceux-là, le parti s'offrait d'entrer en relations avec Vulfoaldus qui remplissait maintenant à la cour de Dagobert II les importantes fonctions qu'il avait exercées auprès de Childéric II, de prendre fait et cause pour le Mérovingien d'Austrasie contre Thierry III. Un certain nombre d'évêques et d'autres ecclésiastiques des royaumes neustrien et burgonde sont dans ce cas<sup>1</sup>, et nommément l'évêque d'Embrun, Chramlinus<sup>2</sup>, l'évêque de Sion, saint Amé<sup>3</sup>, et l'abbé de Jumièges, Filibert<sup>4</sup>.

676 : « Merito beneficia quae possident amittere videntur, qui non solum largitoribus ipsorum beneficiorum ingrati existunt, verum etiam infideles eis esse comprobantur. Ad hujusmodi exemplum postquam omnibus patefactum est qualiter Adalricus dux, Deo sibi contrario, nobis infidelis apparuit, et se Austrasiis consociavit, ut adversum nos et nostros fideles scelera sua, si dominus Deus permisisset, exercuisset, nos, propter ipsum facinus, omnes res suas ad nostrum fiscum jussimus revocari » (Pardessus, *Diplomata*, n° 386, t. II, p. 177; — Pertz, *Diplom. merov.*, n° 46, p. 43). — Le duc Adalricus est évidemment le même que le duc Chadalricus, l'allié d'Ebrouin et de ses partisans, dont nous avons parlé plus haut; il est invraisemblable que ce soit pour sa participation à la lutte d'Ebrouin contre Thierry III et Leudesius que le duc ait perdu ses biens, car, à la date du diplôme, Ebrouin tout-puissant n'aurait pas permis qu'on qualifiât crime contre Thierry une action concertée avec lui. Chadalricus est resté l'ennemi de Thierry après la réconciliation de ce prince avec Ebrouin.

1. Diplôme de Thierry III en faveur de l'évêque déposé Chramlinus, 15 septembre 677 : « Dum et episcopos de rigna nostra, tam de Niuster quam et de Burgundia, pro statu aecclesiae vel confirmatione pacis ad nostro palacio Maslaco villa jussemus advenire, et aliqui ex ipsis, qui in infidelitate nostra fuerant inventi, per eorum cannonis fuirunt judecati; inter quos... » (Lauer et Samaran, *les Diplômes originaux des Mérovingiens*, Paris, 1907, in-fol., n° 15).

2. *Ibid.* : « Inter quos adfuit Chramlinus filius Miccio quondam, qui aepiscopatum Aebreduno civitate habuit, inventum est, quod sua praesumpcione, vel per falsa carta seu per revellacionis audacia, sed non per nostra ordenacione, ipsum aepiscopatum receperat, etiam nec sicut eorum cannonis contentent, ad ipsum benedicendum solemmeter episcopi non adfuerunt : unde Genesio, Chadune, Blidramno, Landobercetho et Ternisco, qui metropoli esse videntur, vel reliqui quampluris episcopi ipsus judicantis, in nostra praesencia fuit conscissus, adque de suprascripto episcopo aejectus. »

3. *Vita sanctae Rictrudis*, II, § 24 : « ... Qui beatus vir (Amatus), electus et sublimatus ad episcopatum urbis Sidunensium, eo tempore quo Theodoricus rex iniquam exercebat tyrannidem, insimulatus falso quasi de infidelitate apud ipsum, in Perrona monasterio sito in oppido Virmandorum, cui sanctus praecerat abbas Ultanus, subire jussus est exilium » (*Acta sanctorum Boll.*, maii, t. III, p. 79; — Mabillon, *Acta sanct. ordinis sancti Benedicti*, saec. II, p. 947). Cf. *Vita sancti Amati*, ch. 4 et suiv.; *Acta sanct. Boll.*, sept., t. IV, p. 129, et la *Vita sanctae Eusebiae*, ch. 1; *Acta sanct. Boll.*, mart., t. II, p. 452. — Sur ces vies de saints et l'interprétation de ce passage, voir P.-E. Martin, *Études critiques...*, p. 278-282.

4. *Vita Filiberti*, ch. 20-22 (24-26), éd. Poupardin, *Monuments de l'histoire*

Une partie de l'Aquitaine, la région de l'ouest, se prononçait en faveur de Dagobert II. Un grand nombre de Francs du parti de saint Léger avaient, de bonne heure, passé la Loire et s'étaient réfugiés jusqu'en Gascogne<sup>1</sup>. L'évêque de Poitiers, Ansoaldus, qui donne asile aux proscrits, était parent de saint Léger comme son prédécesseur Didon<sup>2</sup>; il peut avoir été, selon une hypothèse vraisemblable d'historiens modernes, l'âme de la résistance à Ebroïn<sup>3</sup>, avec le duc d'Aquitaine Lupus. Celui-ci, comme Chadalricus<sup>4</sup>, avait été *persona grata* à la cour de Childéric II, et ce roi l'avait fait duc d'Aquitaine<sup>5</sup>; il était, comme il semble, originaire de Neustrie ou de Bourgondie, car ses biens patrimoniaux étaient compris dans l'une ou l'autre de ces régions. On en a fait un partisan de saint Léger; c'est possible, mais non certain; il fut sûrement un adversaire de Thierry III et d'Ebroïn<sup>6</sup>, au temps où ces derniers eurent à combattre le parti austrasien de Vulfoaldus et de Dago-

*des abbayes de Saint-Philibert* (Paris, 1905, in-8°), p. 12-14; — éd. Levison, *Mon. Germ. hist., Scriptores rer. merov.*, t. V, p. 596-597. — Cf. *Vita Aicadri*, éd. Mabillon, *Acta sanct. ordinis sancti Benedicti*, saec. II, p. 95; *Acta Aicadri*, ch. 9, éd. Surian, *Vitae sanctorum*, t. X (Cologne, 1618), p. 153.

1. *Fredeg. contin.*, 2 (96) : « Reliqui vero Franci eorum socii per fugam lapsi, Ligere transgressi, usque Vasconos transfugerunt » (éd. Krusch, *Mon. Germ. hist., Scriptores rer. merov.*, t. II, p. 169-170). — *Passiones Leodegarii*, II, auctore Ursino, ch. 12 : « Eodem tempore ejusdem germanus suus, Gaerenus nomine, qui ob metum supradicti Ebroini cum aliis quos fugaverat ex Francorum procerebus, Vaccaeorum lustraverat partibus jussu regis gloriosi Theuderici ac principes Ebroini decretum est ad palatium reverti » (éd. Krusch, p. 333-334). — Cf. la judicieuse interprétation que M. Joseph Tardif donne de ce passage (*les Chartes mérovingiennes de Noirmoutier*, p. 46, n. 1) : l'exode des partisans de saint Léger semble, par là, avoir commencé avant la fin de la lutte, probablement du jour où l'on apprit que le roi Thierry III était aux mains d'Ebroïn et que Leudesius était mort.

2. *Passiones Leodegarii*, I, ch. 1, et II, ch. 1; éd. Krusch, p. 283, 324. — Cf. Jos. Tardif, *les Chartes mérovingiennes de Noirmoutier*, p. 11, n. 1.

3. Jos. Tardif, *op. cit.*, p. 47.

4. Les historiens modernes reconnaissent dans ce personnage le duc d'Alsace, auquel Childéric II adresse l'un de ses diplômes et dont il est question dans la *Vita Germani abbatis Grandivallensis* (ch. 10, éd. Krusch, p. 37). — Jos. Tardif, *op. cit.*, p. 51, n. 2; — P.-E. Martin, *Études critiques...*, p. 286, n. 2; — Krusch, *Mon. Germ. hist., Scriptores rer. merov.*, t. V, p. 27.

5. Entre 670 et 673, il représente Childéric II dans le concile des évêques d'Aquitaine tenu « in diocesi Burdegallense, Modogarnomo castro » (*Mon. Germ. hist., Concilia aevi merovingici*, éd. Maassen, p. 215. — Cf. Jos. Tardif, *op. cit.*, p. 47).

6. Prou et Vidier, *Recueil des chartes de l'abbaye de Saint-Benoît-sur-Loire*, t. I, Paris-Orléans, 1900-1907, in-8°, p. 20-21. — A. Poncelet, *les Saints de Micy* (extrait des *Analecta Bollandiana*, t. XXIV, fasc. 1, Bruxelles, 1905, in-8°), p. 7, n. 7.

bert II<sup>1</sup>; dans le même temps que Thierry III attribuait au monastère de Bèze une partie des biens du duc Chadalricus, il donnait au monastère de Saint-Pierre-de-Fleury les biens patrimoniaux de Lupus contraint à l'exil<sup>2</sup>.

Si un grand nombre de défections avaient affaibli le parti d'Ebrouin, celui-ci avait vu, au contraire, se grouper autour de lui ceux des Neustriens qui restaient fidèles au roi légitime qu'ils s'étaient une fois donné, quel que fût le conseiller de ce prince. Parmi ces fidèles de Thierry III, se trouvaient les métropolitains Genesius de Lyon, Audoenus de Rouen, Blidramnus de Vienne, Landobercthus de Sens et Terniscus de Besançon<sup>3</sup>; d'autres ecclésiastiques aussi, comme le diacre Chaino<sup>4</sup> et l'abbé Ultanus<sup>5</sup>. D'autre part, dans la

1. Voir, sur ce point, les judicieuses observations de M. Jos. Tardif, *les Chartes mérovingiennes de Noirmoutier*, p. 46-48.

2. Trois compilations historiques ont gardé le souvenir de la donation faite à Saint-Pierre-de-Fleury : une Généalogie des rois de France (dom Bouquet, *Rec. des hist. de Fr.*, t. II, p. 697); une Histoire inédite des mêmes rois (Bibl. nat., lat. 6186, fol. 52); une autre Histoire des mêmes rois (éd. Waitz, *Mon. Germ. hist., Scriptores*, t. IX, p. 398). — Les trois textes dérivent d'une même source et le plus ancien, comme aussi le meilleur, est celui de la *Genealogia regum Francorum* ainsi conçu : « Lupus pessimus dux in exilium retruditur, sicut in praecepto ejusdem Theoderici continetur, quod de hereditate ejusdem Lupi essent in monasterio sancti Petri constructo in agello Floriacensi » (Prou et Vidier, *op. cit.*, p. 21; — A. Poncelet, *op. cit.*, p. 7, n. 7). — L'abbaye de Micy prétendit plus tard avoir eu part aux libéralités de Thierry III sur les biens de Lupus; mais cette prétention ne pouvait être fondée que sur des documents faux (A. Poncelet, *op. cit.*, p. 8, note).

3. Voir plus haut, p. 80, n. 2. — Dans la liste des métropolitains de Neustrie et de Bourgondie qui jugent les évêques infidèles apparaît, après Genesius, un certain « Chadune » qu'on ne sait à quel siège attribuer. On peut se demander s'il n'y a pas là une erreur pour « Dadune » (= Dadone); parmi les sièges métropolitains de Neustrie et de Bourgondie, il n'y a, à cette date de 677, que celui d'Embrun qui ne soit pas pourvu, Chramlinus venant d'être déposé; entre tous les titulaires de ces sièges, seul celui de Rouen peut convenir ici : c'était alors saint Ouen, « Audoenus cognomento Dado ». Le rang qu'il occupe, immédiatement après Genesius, qui semble avoir exercé une sorte de patriarchat des Gaules, correspond bien à la place que lui assigne son ancienneté d'élection. En outre, saint Ouen était un chaud partisan d'Ebrouin (*Liber historiae Francorum*, ch. 45, éd. Krusch, p. 317; — *Vita Filiberti*, ch. 20 (25), éd. Poupardin, p. 12; éd. Levison, p. 597). Enfin, il convient de remarquer que les quatre autres métropolitains, mentionnés par le diplôme de Thierry III, appartiennent au royaume de Bourgondie, et qu'à cette date la Neustrie n'avait pas d'autre métropole que Rouen.

4. Diplôme de Thierry III en faveur du diacre Chaino, 677, 12 septembre : « Merito illi nostri jovamen vel consolacione percipeunt qui erga nostris partibus fidelis esse invenitur... » (Lauer et Samaran, *les Diplômes originaux des Mérovingiens*, n° 14).

5. Cet abbé de Péronne était certainement du parti d'Ebrouin, puisqu'on lui donnait la garde de saint Amé exilé (voir plus haut, p. 80, n. 3).

région auvergnate, un parti favorable à Ebroïn s'était constitué autour de l'évêque Praejectus<sup>1</sup>; et, en Limousin, on tenait pour Thierry III et son ministre<sup>2</sup>.

La guerre éclate entre Thierry III et Dagobert II. Elle eut deux théâtres, les pays frontières de l'Austrasie et de la Bourgondie et l'Aquitaine.

Il est assez difficile de dire qui prit l'offensive; néanmoins, il semble que ce soit Thierry III, car un texte nous le montre portant la guerre aux pays d'Austrasie<sup>3</sup>. La région de Langres, en Bourgondie, et les pays austrasiens voisins furent méthodiquement dévastés : les temples eux-mêmes et leurs reliques étaient livrés aux flammes<sup>4</sup>.

1. Saint Priest, ou saint Prix, était un adversaire de saint Léger; c'est lui qui semble avoir fait découvrir les machinations du patrice de Provence Hector, auxquelles l'évêque d'Autun a pris part et qui provoque ainsi l'internement de Léger à Luxeuil (*Passio Praejecti episcopi et martyris Arverni* (A), ch. 23-27, éd. Levison, *Mon. Germ. hist., Scriptores rer. merov.*, t. V, p. 239-242; — *Passiones Leudegarii*, I, ch. 9, éd. Krusch, p. 291). — M. Levison (*op. cit.*, p. 215) a exposé tout ce que l'on sait de cette affaire assez obscure (cf. aussi P.-E. Martin, *Études critiques...*, p. 264-266). — Le biographe de saint Priest, épousant la querelle de son héros, se montre bienveillant pour Ebroïn, qui était un « strenuus vir », mais cependant trop cruel à l'égard des prêtres qu'il faisait mettre à mort, « sed in nece sacerdotum nimis ferox ».

2. *Miracula sancti Martialis*, éd. Holder-Egger, *Mon. Germ. hist., Scriptores*, t. XV, p. 281; — éd. des Bollandistes, *Catalogus codicum hagiogr. latin. Biblioth. nat. Parisiensis*, t. I, p. 202.

3. Diplôme de Childebart III, 695, 23 décembre, Compiègne : « ... inluster vir Aigobertus, ministerialis noster... suggerebat eo quod ante hos annus quando genetur noster Theudericus quondam rex partibus Auster hostiliter visus fuit ambolasse... » (Lauer et Samaran, *les Diplômes originaux des Mérovingiens*, n° 25). — Les érudits qui se sont occupés de l'histoire de cette guerre n'ont pas utilisé cette donnée du diplôme. Pourtant Pagi avait raison, à notre avis du moins, de noter qu'il ne s'agissait pas, dans ce diplôme, de la guerre entre Thierry III et Pépin de Herstall, mais bien de la campagne de Thierry contre Dagobert II (*Critica historico-chronologica in Annales ecclesiasticos cardinalis Baronii*, 4 vol. in-fol., 1689-1705, t. III, p. 77, n° 7. — Cf. Pardessus, *Diplomata*, t. II, p. 233, n. 1). — Un certain Ibbo, qui n'a pas répondu au ban du roi, a dû composer moyennant le paiement de six cents sous qu'il a empruntés sur gage à Chaino. Celui-ci était, nous l'avons vu tout à l'heure, un partisan d'Ebroïn; il se fait confirmer, par un jugement du tribunal royal, la possession de son gage. Les grands de Childebart III qui siègent au tribunal sont des clients de Pépin de Herstall, et ils n'eussent pas, sans doute, ratifié l'amende encourue par Ibbo si celui-ci avait refusé de porter les armes contre Pépin; en faisant remise à Ibbo ou à ses ayants droit de la peine, ils leur auraient permis de se dégager à l'égard de Chaino. Ibbo a donc dû refuser de porter les armes contre Dagobert II.

4. *Vita Sadalbergae abbatisae Laudunensis*, ch. 13 : « Coenobium puellarum in suburbio Lingonicae urbis... conatur extruere... Qui locus, licet



En Aquitaine, le duc Lupus se jetait sur le Limousin et tentait de s'établir à Limoges<sup>1</sup>. Et à Clermont-Ferrand, l'évêque Praejectus et l'abbé Amarinus étaient massacrés par un parti d'Arvernes que conduisait un certain Agricius<sup>2</sup>.

L'état de guerre avait pris fin vers le milieu de 677 au plus tard<sup>3</sup> et Thierry III reconnut l'autonomie de l'Austrasie sous le gouvernement de son cousin Dagobert II<sup>4</sup>.

La reconstitution du royaume de Sigebert III avec toutes ses dépendances au profit du fils de ce prince est attestée par quelques faits. Il est bien certain qu'au mois de septembre 677, quand se réunit le concile de Mâlay-le-Roi *pro statu ecclesiae vel confir-*

*Austrasiorum finibus immineret, vicinus tamen Burgundiae erat... Nam licet barbaries procul abesset, regum tamen limitibus hinc inde admixtis, periculi indicium futuris temporibus erat : quod periculum nos deinceps vidimus. Denique nuper civile bellum inter reges Francorum Theodericum et Dagobertum circa illos fines est actum, ubique vicinia quaeque depopulata, agri, villae, aedes, et ipsa, quod gravius est, sanctorum corpora igne sunt cremata* » (éd. Krusch, *Mon. Germ. hist., Scriptores rer. merov.*, t. V, p. 57). Pour l'éditeur, cette Vie a été écrite au commencement du IX<sup>e</sup> siècle (p. 41-45) par un auteur qui se donne pour un écrivain de la fin du VII<sup>e</sup> siècle. Ici, cet auteur semble bien avoir recueilli une tradition précise et exacte de son monastère.

1. *Miracula sancti Martialis* : « Eo defuncto, antedictum Luponem principem super se omnes statuerunt, et omnes vagi profugique ad eum adeserunt et tanta turba apud eum assistebat ut ei ex diaboli consensu elatio inreperet ut regem Francorum debellaret et in sedem regiam se astare faceret et cum universo agmine iter arriperet et illis in partibus festinanter incederet. Advenit et pontificem ex ipsa urbe et omnes concives ad se adunare jussit, ut fidem eorum extorqueret et eos ad suum regimen perstringeret » (éd. Holder-Egger, *Mon. Germ. hist., Scriptores*, t. XV, p. 281; — éd. des Bollandistes, *Catalogus codd. hagiogr. lat. Biblioth. nat. Parisiensis*, t. I, p. 202). — M. Jos. Tardif a bien montré qu'il ne fallait pas ajouter foi à cette accusation lancée par un adversaire contre Lupus d'avoir voulu se faire roi. Pour cet historien, Lupus a pu vouloir « s'assurer, soit comme duc indépendant, soit sous la souveraineté nominale d'un prince mérovingien, le gouvernement effectif de toute l'Aquitaine » (*les Chartes mérovingiennes de Noirmoutier*, p. 47). — Mais Lupus, nommé duc d'Aquitaine par Childéric II, peut très bien n'avoir pris les armes que pour sauver sa situation personnelle et soutenir ensuite la cause du roi d'Austrasie Dagobert II.

2. *Passio Praejecti*, ch. 28-30, éd. Levison, p. 242-243.

3. Jos. Tardif, *les Chartes mérovingiennes de Noirmoutier*, p. 50-52 : « ... Il est très vraisemblable que les faits auxquels fait allusion le biographe de sainte Salaberge se sont passés dans le courant de l'année 676 et au commencement de l'année suivante » (p. 52).

4. Contrairement à l'opinion de la plupart des historiens, M. Jos. Tardif a établi, à l'aide de quelques-uns des arguments dont nous nous servons ici, que Dagobert n'avait pas seulement régné sur une partie de l'Austrasie, mais sur tout le royaume d'Austrasie (*op. cit.*, p. 44 et suiv.).



*macione pacis*, l'autorité de Thierry III et d'Ébroin ne s'étendait qu'à la Neustrie et à la Bourgondie<sup>1</sup>. D'autre part, l'autorité de Dagobert II était reconnue, en la seconde année de son règne après son retour d'exil, dans le Châlonnais<sup>2</sup>, comme elle l'était vers le même temps dans les pays de Liège et Zulpich<sup>3</sup>; elle était acceptée en Poitou<sup>4</sup> et probablement en Auvergne et en Provence<sup>5</sup>. Il est douteux toutefois que le Rémois qui avait jusqu'alors fait partie du royaume oriental se soit soumis à Dagobert II. Nous avons vu plus haut que l'évêque de Reims, Nivardus, s'était rapproché de Clovis II après la mort de Childébert en 656<sup>6</sup>; son successeur Reolus fut peut-être au nombre des conspirateurs qui, hostiles au gouvernement de l'Austrasien Childéric II, recoururent à l'assassinat<sup>7</sup>; après la mort de ce

1. Voir plus haut, p. 80, n. 1. — Mâlay-le-Roi, cant. et arr. de Sens, Yonne.  
2. *Inventio sancti Memmii*, ch. 1 : « In anno secundo sub imperio Dagoberti regis (ipse est qui post longam pressuram reversus est ad propria regna)... » (*Mon. Germ. hist., Scriptores rer. merov.*, t. V, p. 635. — Cf. Tardif, *les Chartes mérovingiennes de Noirmoutier*, p. 38, et Levison, *Die Chronologie d. Merow.*, p. 45, n° 21).

3. Diplôme de Dagobert II pour Stavelot et Malmédy, s. d. (Jos. Halkin et Roland, *Recueil des chartes de l'abbaye de Stavelot-Malmédy*, t. I, n° 9, p. 27). — On a, jusqu'à ces derniers temps, appliqué à ce diplôme la même date qu'à la charte de Grimoald (*Ibid.*, n° 3); mais cela n'est pas admissible, la formule de la date qui convient bien à une charte privée ne convient pas à un diplôme royal; la charte de Grimoald avait été rendue à la requête de l'abbé Remaclus, et le diplôme fut donné à la prière de l'abbé Goduinus; or, Remaclus est mort entre 669 au plus tôt et 679 au plus tard, le 3 septembre (cf. Br. Krusch, *Mon. Germ. hist., Scriptores rer. merov.*, t. V, p. 91); tandis que la charte appartient au 1<sup>er</sup> août 659 ou 660, le diplôme est nécessairement de la période 676-679.

4. Donation de l'évêque de Poitiers, Ansoaldus, à l'abbé Filibert; mandement du même et extrait des registres municipaux de la curie de Poitiers : les trois actes datés du 1<sup>er</sup> avril, « anno secundo regni domni Dagoberti regis » (L. Maître, dans *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. LIX (1898), p. 239-245; — Jos. Tardif, *les Chartes mérovingiennes de Noirmoutier*, p. 25 et suiv.).

5. L'argument tiré de la numismatique a perdu de sa force. L'on a bien des pièces frappées à Marseille et à Clermont-Ferrand au nom de Dagobert II (M. Prou, *les Monnaies mérovingiennes de la Bibliothèque nationale*, Paris, 1892, gr. in-8°, n°s 1418-1419, 1715, p. 311 et 355), mais il faudrait être sûr que ces tiers de sou d'or n'ont pas été frappés entre 656 et 662. On est donc réduit ici à une simple conjecture.

6. Voir plus haut, p. 66 et 68. — Il aurait même pris part à un concile tenu à Nantes, d'après la *Vita s. Nivardi*.

7. L'hypothèse repose sur la date de la charte de saint Amand (voir plus haut, p. 73, n. 7). Si l'on a eu raison de calculer les années du règne à partir du premier avènement de Thierry III, la date exprimée en années de Thierry III quand ce prince est encore enfermé à Saint-Denis, prisonnier de son frère Childéric II, est un indice précieux que l'abbé d'Élnone, Amand, l'évêque de

En Aquitaine, le duc Lupus se jetait sur le Limousin et tentait de s'établir à Limoges<sup>1</sup>. Et à Clermont-Ferrand, l'évêque Praejectus et l'abbé Amarinus étaient massacrés par un parti d'Arvernes que conduisait un certain Agricius<sup>2</sup>.

L'état de guerre avait pris fin vers le milieu de 677 au plus tard<sup>3</sup> et Thierry III reconnut l'autonomie de l'Austrasie sous le gouvernement de son cousin Dagobert II<sup>4</sup>.

La reconstitution du royaume de Sigebert III avec toutes ses dépendances au profit du fils de ce prince est attestée par quelques faits. Il est bien certain qu'au mois de septembre 677, quand se réunit le concile de Mâlay-le-Roi *pro statu ecclesiae vel confir-*

Austrasiorum finibus immineret, vicinus tamen Burgundiae erat... Nam licet barbaries procul abesset, regum tamen limitibus hinc inde admixtis, periculi indicium futuris temporibus erat : quod periculum nos deinceps vidimus. Denique nuper civile bellum inter reges Francorum Theodericum et Dagobertum circa illos fines est actum, ubique vicinia quaeque depopulata, agri, villae, aedes, et ipsa, quod gravius est, sanctorum corpora igne sunt cremata » (éd. Krusch, *Mon. Germ. hist., Scriptores rer. merov.*, t. V, p. 57). Pour l'éditeur, cette Vie a été écrite au commencement du IX<sup>e</sup> siècle (p. 41-45) par un auteur qui se donne pour un écrivain de la fin du VII<sup>e</sup> siècle. Ici, cet auteur semble bien avoir recueilli une tradition précise et exacte de son monastère.

1. *Miracula sancti Martialis* : « Eo defuncto, antedictum Luponem principem super se omnes statuerunt, et omnes vagi profugique ad eum adeserunt et tanta turba apud eum assistebat ut ei ex diaboli consensu elatio inreperet ut regem Francorum debellaret et in sedem regiam se astare faceret et cum universo agmine iter arriperet et illis in partibus festinanter incederet. Advenit et pontificem ex ipsa urbe et omnes concives ad se adunare jussit, ut fidem eorum extorqueret et eos ad suum regimen perstringeret » (éd. Holder-Egger, *Mon. Germ. hist., Scriptores*, t. XV, p. 281 ; — éd. des Bollandistes, *Catalogus codd. hagiogr. lat. Biblioth. nat. Parisiensis*, t. I, p. 202). — M. Jos. Tardif a bien montré qu'il ne fallait pas ajouter foi à cette accusation lancée par un adversaire contre Lupus d'avoir voulu se faire roi. Pour cet historien, Lupus a pu vouloir « s'assurer, soit comme duc indépendant, soit sous la souveraineté nominale d'un prince mérovingien, le gouvernement effectif de toute l'Aquitaine » (*les Chartes mérovingiennes de Noirmoutier*, p. 47). — Mais Lupus, nommé duc d'Aquitaine par Childéric II, peut très bien n'avoir pris les armes que pour sauver sa situation personnelle et soutenir ensuite la cause du roi d'Austrasie Dagobert II.

2. *Passio Praejecti*, ch. 28-30, éd. Levison, p. 242-243.

3. Jos. Tardif, *les Chartes mérovingiennes de Noirmoutier*, p. 50-52 : « ... Il est très vraisemblable que les faits auxquels fait allusion le biographe de sainte Salaberge se sont passés dans le courant de l'année 676 et au commencement de l'année suivante » (p. 52).

4. Contrairement à l'opinion de la plupart des historiens, M. Jos. Tardif a établi, à l'aide de quelques-uns des arguments dont nous nous servons ici, que Dagobert n'avait pas seulement régné sur une partie de l'Austrasie, mais sur tout le royaume d'Austrasie (*op. cit.*, p. 44 et suiv.).

*macione pacis*, l'autorité de Thierry III et d'Ebroïn ne s'étendait qu'à la Neustrie et à la Burgondie<sup>1</sup>. D'autre part, l'autorité de Dagobert II était reconnue, en la seconde année de son règne après son retour d'exil, dans le Châlonnais<sup>2</sup>, comme elle l'était vers le même temps dans les pays de Liège et Zulpich<sup>3</sup>; elle était acceptée en Poitou<sup>4</sup> et probablement en Auvergne et en Provence<sup>5</sup>. Il est douteux toutefois que le Rémois qui avait jusqu'alors fait partie du royaume oriental se soit soumis à Dagobert II. Nous avons vu plus haut que l'évêque de Reims, Nivardus, s'était rapproché de Clovis II après la mort de Childebart en 656<sup>6</sup>; son successeur Reolus fut peut-être au nombre des conspirateurs qui, hostiles au gouvernement de l'Austrasien Childéric II, recoururent à l'assassinat<sup>7</sup>; après la mort de ce

1. Voir plus haut, p. 80, n. 1. — Mâlay-le-Roi, cant. et arr. de Sens, Yonne.

2. *Inventio sancti Memmii*, ch. 1 : « In anno secundo sub imperio Dagoberti regis (ipse est qui post longam pressuram reversus est ad propria regna)... » (*Mon. Germ. hist., Scriptores rer. merov.*, t. V, p. 635. — Cf. Tardif, *les Chartes mérovingiennes de Noirmoutier*, p. 38, et Levison, *Die Chronologie d. Merow.*, p. 45, n° 21).

3. Diplôme de Dagobert II pour Stavelot et Malmédy, s. d. (Jos. Halkin et Roland, *Recueil des chartes de l'abbaye de Stavelot-Malmédy*, t. I, n° 9, p. 27). — On a, jusqu'à ces derniers temps, appliqué à ce diplôme la même date qu'à la charte de Grimoald (*Ibid.*, n° 3); mais cela n'est pas admissible, la formule de la date qui convient bien à une charte privée ne convient pas à un diplôme royal; la charte de Grimoald avait été rendue à la requête de l'abbé Remaclus, et le diplôme fut donné à la prière de l'abbé Goduinus; or, Remaclus est mort entre 669 au plus tôt et 679 au plus tard, le 3 septembre (cf. Br. Krusch, *Mon. Germ. hist., Scriptores rer. merov.*, t. V, p. 91); tandis que la charte appartient au 1<sup>er</sup> août 659 ou 660, le diplôme est nécessairement de la période 676-679.

4. Donation de l'évêque de Poitiers, Ansoaldus, à l'abbé Filibert; mandement du même et extrait des registres municipaux de la curie de Poitiers : les trois actes datés du 1<sup>er</sup> avril, « anno secundo regni domni Dagoberti regis » (L. Maître, dans *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. LIX (1898), p. 239-245; — Jos. Tardif, *les Chartes mérovingiennes de Noirmoutier*, p. 25 et suiv.).

5. L'argument tiré de la numismatique a perdu de sa force. L'on a bien des pièces frappées à Marseille et à Clermont-Ferrand au nom de Dagobert II (M. Prou, *les Monnaies mérovingiennes de la Bibliothèque nationale*, Paris, 1892, gr. in-8°, n° 1418-1419, 1715, p. 311 et 355), mais il faudrait être sûr que ces tiers de sou d'or n'ont pas été frappés entre 656 et 662. On est donc réduit ici à une simple conjecture.

6. Voir plus haut, p. 66 et 68. — Il aurait même pris part à un concile tenu à Nantes, d'après la *Vita s. Nivardi*.

7. L'hypothèse repose sur la date de la charte de saint Amand (voir plus haut, p. 73, n. 7). Si l'on a eu raison de calculer les années du règne à partir du premier avènement de Thierry III, la date exprimée en années de Thierry III quand ce prince est encore enfermé à Saint-Denis, prisonnier de son frère Childéric II, est un indice précieux que l'abbé d'Elnone, Amand, l'évêque de

roi, une partie de la Champagne avec le duc Waimer s'était ralliée à Ebroin<sup>1</sup>, et, à une date comprise entre 675 et 680, Reolus avait reçu de Thierry III, grâce à l'entremise du maire du palais, le domaine d'Orbais<sup>2</sup>; après la bataille de *Lucofao*, le concours prêté par l'évêque de Reims à la trahison qui livra le duc Martin et ses compagnons à la vengeance du vainqueur prouve que le parti neustrien continuait à dominer dans la région rémoise<sup>3</sup>; et c'est longtemps après la mort d'Ebroin que Reolus, encore comblé de faveurs par le maire du palais de Neustrie Waratto<sup>4</sup>, revint au parti austrasien par une véritable défection à l'égard de Thierry III et du maire du palais Bercharius<sup>5</sup>.

Le règne de Dagobert II fut de courte durée. Le 23 décembre 679, au cours d'une chasse dans la forêt de Stenay, le roi d'Austrasie fut tué par un certain Jean, son filleul<sup>6</sup> : il tombait victime d'un com-

Reims, Reolus, celui de Noyon, Mummolenus, et celui de Cambrai, Vindicianus, les abbés Bertin et Aldebertus, et les autres souscripteurs de l'acte, n'ont pas reconnu ou ne reconnaissent plus comme roi légitime Childéric II.

1. Voir plus haut, p. 76, n. 3.

2. Flodoard, *Historia ecclesiae Remensis*, liv. II, ch. 10 : « Construxit hic venerabilis praesul monasterium Orbacense, in loco quem promeruit dono regis Theoderici per ipsius licentiam, suffragante quoque Ebroino majore domus » (éd. Lejeune, t. I, p. 283; — *Mon. Germ. hist., Scriptores*, t. XIII, p. 458).

3. *Fredeg. chron. contin.*, 3 (97) : « Ebroinus... ad Laudunum Clavato nuntius dirigit Aglibertum ac Reolum, Remensis urbis episcopum » (éd. Krusch, p. 170. — Cf. Jos. Tardif, *les Chartes mérovingiennes de Noirmoutier*, p. 56, n. 1).

4. Flodoard, *Historia ecclesiae Remensis*, liv. II, ch. 10 : « Ejus temporibus, tradidit vir illustris Varatus ad ecclesiae sanctae Mariae et sancti Remigii Remis Cruciniacum montem, Curbam villam, cum Aciniaco in pago Tardonsensi » (éd. Lejeune, t. I, p. 282; — *Scriptores*, t. XIII, p. 458).

5. *Fredeg. chron. contin.*, 5 (99) : « ... Haec indignantibus Franci Audoramnus, Reolus et alii multi, relinquentes Bercharium, ad Pippinum per obsides conjunguntur... » (éd. Krusch, p. 171. — Cf. *Liber historiae Francorum*, ch. 48, éd. Krusch, p. 322).

6. *Martyrologium Adonis auctum in monasterio S. Laurentii Leodiensi* : « Eodem die, passio sancti Dagoberti, regis Francorum, qui quadam die pergens venatum in saltu Vuavrensi plenus Spiritu Sancto in loco qui dicitur Scortias, tribus millibus distante a fisco Sataniaco, in quo ipse morabatur, a filio suo nomine Johanne, decimo kal. januar. martyrizatus est, » cité par Henschen, *De Tribus Dagobertis Francorum regibus diatriba* (Antverpiae, 1655, in-4°), liv. III, § 9, p. 191. — *Kalendarium psalterio Emmae reginae Francorum praefixum* : « x kalendas januarii sancti Dagoberti regis et martyris, » cité par Mabillon, *Annales ordinis sancti Benedicti*, t. I, p. 553. — Cf. Jos. Tardif, *les Chartes mérovingiennes de Noirmoutier*, p. 55, qui précise l'année.

plot dans lequel avaient trempé des grands et des prélats<sup>1</sup>. Cet assassinat semble avoir précédé ou suivi de peu la mort du maire du palais Vulfoaldus et celle du fils unique de Dagobert II<sup>2</sup>. Il me paraît peu contestable que les conspirateurs étaient des Austrasiens, de ceux qui jadis avaient partie liée avec Ebroïn et le faux roi Clovis, et qui avaient peut-être gardé avec le maire du palais de Neustrie des intelligences secrètes : c'est Eddius Stephanus qui nous en est garant. En 680, quand l'évêque d'York passa en Gaule, il fut arrêté par une troupe armée dont le chef avait été l'un des conspirateurs; or, celui-ci dit à Wilfrid que la mort de Dagobert II a été la juste punition des maux que ce roi avait fait subir à ses sujets, que lui, Wilfrid, mérite également la mort pour leur avoir donné un tel roi (*quod nobis regem subsidio tuo factum de exilio emisisti*)<sup>3</sup>. C'est donc bien un Austrasien qui parle à l'évêque d'York et qui le menace de le faire conduire à Ebroïn. Les chefs de la conspiration étaient les Arnulfingiens qui s'emparèrent alors du pouvoir et avec lesquels Ebroïn cherchait à s'entendre en vue sans doute de faire reconnaître simultanément l'autorité de Thierry III et la sienne en Austrasie : les chefs austrasiens Pépin le Jeune, — celui que les historiens ont arbitrairement appelé Pépin de Herstall, — et le duc

1. Eddius Stephanus, *Vita Wilfridi*, ch. 31 (33) : « ... Daegbertho rege per dolum ducum et consensu episcoporum, quod absit, insidiose occiso » (éd. Mabillon, *Acta sanct. ordinis sancti Benedicti*, saec. iv, pars 1<sup>re</sup>, p. 695; — éd. Raine, p. 48).

2. Bien que les continuateurs de la Chronique du pseudo-Frédégaire et l'auteur du *Liber historiae Francorum* ne parlent pas du règne de Dagobert II, il est certain qu'ils mentionnent incidemment la mort de ce prince et celle de son fils dans les passages suivants. — *Liber historiae Francorum*, ch. 46 : « Eo quoque tempore, decedente Vulfoaldo de Auster, Martinus et Pippinus junior, filius Ansegiselo quondam, decedentibus regibus, dominabantur in Austria... » (éd. Krusch, p. 320). — *Fredeg. chron. contin.*, 3 (97) : « In Auster quoque, mortuo Vulfoaldo duce, Martinus dux et Pippinus, filius Ansegisilo quondam Franco nobile, dominabantur, defunctis regibus » (éd. Krusch, p. 170). — L'existence de ce fils unique est attestée par Utho, *Vita Arbogasti*, ch. 2 : « Regis etiam filius, qui erat ei unicus... »; *Acta sanct. Boll.*, jul., t. V, p. 177. — Cf. Jos. Tardif, *les Chartes mérovingiennes de Noirmoutier*, p. 57, n. 1.

3. Eddius Stephanus, *Vita Wilfridi*, ch. 31 (33) : « Ex quibus unus cum ingenti exercitu obviavit... interrogavitque eum episcopum dicens : Qua fiducia tam temere per Francorum regionem pergis, qui dignus es morte, quod nobis regem subsidio tuo factum de exilio emisisti... quorum malorum poenas luens occisus, cadaver hujus humatum jacet » (éd. Mabillon, p. 695; Raine, p. 48). — Si le chef de la troupe menace bien de livrer Wilfrid à Ebroïn, cela ne prouve pas qu'il soit lui-même un Neustrien, mais qu'il peut être encore un partisan du maire du palais de Neustrie.



Martin eurent une entrevue avec le maire du palais de Neustrie, très probablement en Laonnais, à la frontière des deux régions franques. Mais l'entente ne put se faire, soit que les exigences d'Ebroïn eussent été trop grandes<sup>1</sup>, soit que les Austrasiens eussent montré des prétentions exorbitantes<sup>2</sup>. Une chose est certaine, c'est que les ambitions des négociateurs étaient rivales; sans être grand clerc en la matière, on devine ce que taisent nos documents : Pépin et Martin, qui n'avaient pas de roi à opposer à Thierry III, ne demandaient pas mieux que de reconnaître celui-ci; mais ils voulaient conserver à l'Austrasie son indépendance et réclamaient pour elle un maire du palais. Ebroïn prétendait réaliser l'unité politique du royaume franc en même temps que l'unité territoriale. L'entrevue ne pouvait pas, dans ces conditions, donner un résultat heureux, et la guerre sortit de cette tentative d'union.

Il me semble dangereux de faire retomber sur l'une des parties rivales à l'exclusion de l'autre la responsabilité de la guerre, comme il est difficile de dire de quel côté vint l'agression : les deux chroniqueurs mérovingiens qui nous ont rapporté les faits nous laissent entendre clairement que, des deux côtés, on avait mobilisé en même temps, puisque, si les Austrasiens marchaient contre Thierry III et son ministre, ils furent surpris dans leur marche par les troupes de l'ennemi alors qu'ils étaient encore en territoire austrasien<sup>3</sup>. Comme Martin et Pépin portaient leurs troupes sur *Lucofao*<sup>4</sup>, ils furent

1. Pour le continuateur de la Chronique du pseudo-Frédegair, qui représente la tradition austrasienne, la responsabilité de la rupture incombe à Ebroïn, et ce sont évidemment les prétentions du maire du palais qui ont poussé Martin et Pépin à prendre les armes. — *Fredeg. chron. contin.*, 9 (97) : « Commissis invicem principibus Ebroino, Martino adque Pippino, adversus Theudericum regem excitantur ab bellum » (éd. Krusch, p. 170).

2. *Liber historiae Francorum*, ch. 46 : « Hii duces in odium versi contra Ebroinum, exercitum plurimum Austrasiorum commotum contra Theudericum regem et Ebroinum aciem dirigunt » (éd. Krusch, p. 320). — Bien que cet auteur de la chronique neustrienne écrive une quarantaine d'années après les événements, il rapportait l'interprétation que les milieux favorables à Ebroïn avaient donnée des événements.

3. On a tort de dire quelquefois que les Austrasiens « envahirent la Neustrie » (E. Lavisse, *Hist. de France*, t. II, 1, p. 167). Les textes ne le disent pas, et seuls les historiens modernes, qui mettaient la bataille à Lafaux (*Latofoao*), entre Laon et Soissons, avaient conclu du lieu même du combat à une invasion de la Neustrie par les ducs d'Austrasie. Mais si la bataille eut lieu en territoire austrasien, ce n'est pas une raison suffisante pour croire, avec M. Joseph Tardif, qu'Ebroïn fut l'agresseur (*op. cit.*, p. 58); on en peut conclure seulement que celui-ci avait montré plus de décision, plus de célérité et d'habileté, puisqu'il surprit l'armée ennemie en marche.

4. Bois-du-Fay, comm. de Sévigny-Waleppe, cant. de Château-Porcien, arr. de Rethel, Ardennes.



rejoints par l'ennemi auquel ils livrèrent bataille<sup>1</sup>. La lutte fut ardente et le carnage fut grand : les Austrasiens, vaincus, abandonnèrent le champ de bataille<sup>2</sup>. Sous les coups d'un adversaire qui s'acharnait à la poursuite et qui ravageait le pays, les fugitifs se dispersaient, et, tandis que Martin courait s'enfermer dans les murs de Laon, Pépin se sauvait d'un autre côté<sup>3</sup>. Laissant alors ce dernier qui fuyait vers l'est, Ebroïn revenait en arrière, s'attachant pour ainsi dire aux pas du duc Martin ; et, arrivé à Ercrey (*Erchreco*)<sup>4</sup>, il négociait avec celui-ci : il lui dépêchait un certain Aglibertus<sup>5</sup> et l'évêque de Reims Reolus pour l'inviter à venir en toute confiance trouver le roi Thierry en ce lieu. Malgré la promesse solennellement jurée qu'il ne lui serait fait aucun mal, le trop confiant Martin fut massacré avec tous ses compagnons dès son arrivée à Ercrey : il est vrai que les envoyés d'Ebroïn avaient prêté le faux serment sur des chasses vides<sup>6</sup>.

1. *Fredeg. chron. contin.*, 3 (97) : « Cominoto exercitu ad locum cui vocabulum est Lucofao, interim commissi ad praelium iniunt » (éd. Krusch, p. 170). — *Liber historiae Francorum*, ch. 46 : « Hii duces... contra Theudericum regem et Ebroinum aciem dirigunt. Contra quos Theudericus et Ebroinus cum hoste occurrunt, loco nuncupante Lucofao simul conjuncti... » (éd. Krusch, p. 320).

2. *Fredeg. chron. contin.*, 3 (97) : « ... ibique magno certamine demicantes, plurima pras (*lis. pars*) populi ex utriusque partibus corruit. Devicti cum sociis Martinus atque Pippinus in fugam lapsi sunt » (p. 170). — Cf. *Liber historiae Francorum*, ch. 46, p. 320.

3. *Fredeg. chron. contin.*, 3 (97) : « ... persecutusque eos Ebroinus, maxima parte de illa regione vastavit. Martinus ideoque Lauduno Clavato ingressus, infra muros ipsius urbes munivit » (p. 170). — *Liber historiae Francorum*, ch. 46 : « Ebroinus insecutus maximam partem ex illa regione vastavit. Martinus per fugam elapsus Lauduno Clavato ingressus illuc se reclusit. Pippinus autem altrinsecus evasit » (p. 320).

4. Aujourd'hui Asfeld, sur les bords de l'Aisne, entre Bois-du-Fay et Laon ; ch.-l. de cant., arr. de Rethel, Ardennes.

5. Peut-être cet Aglibertus est-il le référendaire qui souscrit des diplômes de Thierry III en 677 et 683.

6. *Fredeg. chron. contin.*, 3 (97) : « Persecutusque eum Ebroinus, veniens Erchrego villa, ad Laudunum Clavato nuntius dirigit Aglibertum ac Reolum Remensis urbis episcopum, ut, fide promissa, in incertum super vacuas capas sacramenta falsa dederunt. Qua in re illae credens eos, a Lauduno Clavato egressus cum sodalibus ac sociis, ad Erchrego veniens, illic cum suis omnibus interfectus est » (p. 170). — *Liber historiae Francorum*, ch. 46 : « Ebroinus itaque ad Martinum nuntios dirigit ut, dato sacramento, cum fiducia ad regem Theudericum veniret. Ille vero credens eis Erchreco veniens ibi cum sociis suis interfectus est » (p. 320). — Ce n'est donc pas Ebroïn lui-même « qui avait eu la précaution de jurer sur un reliquaire vide » (E. Lavisse, *Hist. de France*, t. II, 1, p. 167). — Il n'est pas sans intérêt de se montrer ici

Ces événements se passaient dans les premiers mois de l'année 680, peut-être en mars; l'entrevue de Martin, de Pépin et d'Ebroin avait dû nécessairement suivre de près la mort de Dagobert II et il est assez vraisemblable de penser qu'elle dut précéder ou suivre de peu la tenue du champ de mars : les adversaires devaient avoir, pour ainsi dire, leurs troupes sous la main. La mort d'Ebroin nous fournit, du reste, un *terminus ad quem* qui légitime cette hypothèse.

En effet, quelques semaines après sa victoire, Ebroin périssait, à son tour, assassiné par un grand de Neustrie, Ermenfredus, qui, le coup fait, se réfugia auprès de Pépin<sup>1</sup>. Cet assassinat fut perpétré dans le courant d'avril ou dans les premiers jours du mois de mai 680, puisque, avant le 14 mai de cette année, le successeur d'Ebroin dans la mairie du palais, Waratto, était déjà en fonctions : celui-ci résidait dans le monastère de Fontenelle quand une donation fut faite aux moines « dans la septième année du règne de Thierry III »<sup>2</sup>; ce roi ayant commencé son règne entre le 10 mars et le 15 mai 673<sup>3</sup>, la charte fut octroyée au plus tard le 14 mai 680. À cette dernière date, la nomination du nouveau maire était récente, puisque, à la même époque, la nouvelle de la mort d'Ebroin n'était pas parvenue aux confins du royaume : l'évêque d'York, tombé aux

d'une scrupuleuse exactitude, car le fait que l'un des envoyés est le métropolitain de Reims, et qu'il y a eu prestation d'un serment qui n'oblige pas, parce qu'il a été prêté sur des reliquaires vides, cela éclaire à la fois l'époque et la figure de saint Rieul de Reims.

1. *Fredeg. chron. contin.*, 4 (98) : « Ebroinus quoque magis atque profusius crudeliter Francos obpremebat, donec tandem aliquando Ermfredo Franco minas parat, rebus propriis tollere disponit. Consilio cum suis patrato, nocte collecta manu sociorum per noctem super eum consurgens, Ebroinum interfecit; quo perempto, ad Pippinum ducem in Auster cum muneribus suis pervenit » (éd. Krusch, p. 170). — Cf. *Liber historiae Francorum*, ch. 46, éd. Krusch, p. 320. — *Passiones Leudegarii*, 1<sup>a</sup>, c. 37, éd. Krusch, p. 318-320.

2. *Vita Condedi anachoretæ Belcinnacensis* : « Item vero anno septimo regis Theoderici aliam dedit largitionis auctoritatem... gubernante anno secundo B. Ansberto Fontanellam coenobium... Aderat quoque illustris Waratto major domus regiae in Fontanella coenobio quando harum rerum largitio a praefato sancto viro condita fuerat » (éd. W. Levison, *Mon. Germ. hist., Script. rer. merov.*, t. V, p. 649). Le dernier éditeur de ce texte, après MM. Krusch et l'abbé Legris, éprouve quelque difficulté à admettre comme exacte la mention de Waratto dans ce passage; mais les objections qu'on peut soulever contre la présence de ce personnage à Fontenelle à cette date et comme maire du palais ne sont point solides. Je me range aux côtés de MM. l'abbé Vacandard (*Saint-Ouen*, p. 289, n. 1), Poupardin (*Monuments de l'histoire des abbayes de Saint-Philibert*, p. xxiii, n. 3) et P.-E. Martin (*Études critiques...*, p. 276, n. 3), ce dernier fournissant ici quelques données inexactes.

3. W. Levison, *Die Chronologie d. Merow.*, p. 47, n° 25.

maines d'ennemis à son retour d'Italie, pouvait être encore menacé de la colère d'Ebrouin par un partisan de ce dernier, alors même que le tout-puissant ministre était peut-être déjà mort<sup>1</sup>. Or, Wilfrid, après un long séjour à Rome, avait reçu du pape et du concile romain du 27 mars 680 l'ordre de partir de la Ville éternelle pour rentrer en Angleterre : son départ de Rome suivit de peu la tenue du concile<sup>2</sup>, et c'est en avril ou en mai qu'après avoir traversé la Lombardie, Wilfrid franchit les Alpes. Du reste, en fixant la date de l'assassinat d'Ebrouin en 680, au mois d'avril ou dans la première moitié de mai, nous restons dans les limites qu'imposent en même temps les textes et la vraisemblance.

C'est, en effet, dans la rapidité de ces événements et dans leur soudaineté que réside la meilleure explication des faits subséquents. Vaincu, Pépin avait échappé cependant à son terrible adversaire ; il fut tôt averti de la mort de celui-ci, puisque le meurtrier alla chercher asile auprès de lui en Austrasie. Si quelques mois s'étaient écoulés entre sa défaite et la mort de son rival, Pépin eût-il montré à traiter avec le nouveau maire du palais la hâte que décèlent les chroniques ? La disparition d'Ebrouin semble avoir autant surpris ses ennemis que ses amis.

Les Neustriens, sur l'ordre du roi, portent à la mairie du palais un grand, Waratto ; et, comme celui-ci venait d'être nommé, il reçut les otages de Pépin, et ce fut lui qui conclut la paix avec le chef austrasien<sup>3</sup>. Les contemporains, en insistant sur la presque

1. Voir plus haut, p. 70 et 87, n. 3.

2. C'est là le *hic*. L'érudit anglais C. Plummer a établi l'itinéraire de Wilfrid (*Beda's opera historica*, t. II, p. 317-320, 324-325) que M. Joseph Tardif a accepté (*les Chartes mérovingiennes de Noirmoutier*, p. 53-54). Wilfrid, chassé de son siège par le roi Egfrid et par Théodore, évêque de Cantorbéry, y est rétabli par un jugement contradictoire du concile romain d'octobre 679. Mais l'évêque d'York, après avoir vainement attendu la venue du métropolitain de Cantorbéry, assiste au concile de Rome du 27 mars 680 ; il ne serait parti que dans l'été de 680. Pour justifier cette date tardive du départ, on s'appuie sur ce passage d'Eddius : « Transactis ibi multis diebus, secundum apostolicum imperium et totius synodi sanctae iussu patriae remeare... » (*Vita Wilfridi*, ch. 31 (33), éd. Mabillon, p. 695 ; éd. Raine, p. 47). Mais l'expression *transactis ibi multis diebus* s'entend du séjour tout entier que Wilfrid fit à Rome, et non, comme on l'a cru, de la période qui s'est écoulée entre le concile de 680 et le départ du personnage et qui dut être au contraire assez courte, puisque Wilfrid obtint la permission et reçut même l'ordre de ce concile de rentrer dans son diocèse.

3. *Fredeg. chron. contin.*, 4 (98) : « Quo facto, Franci, accepto consilio, Waratonem inlustrum (sic) virum in loco ejus honorem majorem domatus constituerunt. Idcirco praefatus Warato obsedis a Pippino ducae accipiens,

simultanéité de l'élection de Waratto et de l'arrivée des otages de Pépin<sup>1</sup>, nous invitent en quelque sorte à rapporter le mérite de la pacification au chef qui, récemment victorieux, avait presque, au lendemain de sa victoire, succombé sous les coups d'un assassin.

L'autorité de Thierry III se trouva du coup reconnue dans les trois royaumes de Neustrie, de Bourgondie et d'Austrasie<sup>2</sup>; l'unité politique du monde franc se trouvait réalisée à la fin du VII<sup>e</sup> siècle. A partir de 680, il n'y a plus eu jamais qu'un seul roi légitime pour les trois royaumes mérovingiens<sup>3</sup>, et il n'y a plus eu de question de succession royale propre à l'Austrasie.

pace invicem patrata » (éd. Krusch, p. 170). — *Liber historiae Francorum*, ch. 47 : « Franci vero Warattonem virum inlustrem in loco ejus cum jussione regis majorem domum palatio constituunt. Accepit itaque Waratto inter haec obsides a praedicto Pippino et pacem cum eo iniit » (éd. Krusch, p. 321).

1. Observer dans les textes cités, dans la note précédente, les mots *idcirco*, *itaque*, *inter haec*.

2. Diplôme de Thierry III pour Saint-Denis (Lauer et Samaran, *les Diplômes originaux des Mérovingiens* (Paris, 1907, in-fol.), n° 18). — Ce diplôme n'est pas daté; les plus anciens éditeurs, Mabillon, Félibien, lui avaient attribué la date de « vers 688 » que l'on retrouve dans la *Table des diplômes de Bréquigny*; mais, depuis lors, toutes les éditions donnaient l'année 681 que les historiens avaient aussi admise (Gustav Richter, *Annalen des fränkischen Reichs im Zeitalter der Merovinger*, p. 175, a. 681. — Cf. P.-E. Martin, *Études critiques*..., p. 287, n. 5). — Les derniers éditeurs n'ont pas osé se montrer aussi précis, mais ils auraient pu resserrer les termes extrêmes de leurs données chronologiques. Le passage « per regna, Deo propicio, nostra, tam in Niustreco quam Austrea vel in Burgundia » ne peut convenir qu'à une période où Thierry III était reconnu par les Austrasiens, car le roi adresse son diplôme à tous les agents présents et futurs de ses trois royaumes, « viris inlustrebus omnebus agentibus »; donc, postérieurement à avril ou mai 680, date de la mort d'Ebroïn et de l'arrivée aux affaires de Waratto. Il est, d'autre part, certain que l'acte est antérieur au 30 octobre 688, puisque, à cette dernière date, l'abbé de Saint-Denis était Chaino (Lauer et Samaran, *op. cit.*, n° 17), tandis que, dans notre document, c'est encore l'abbé Chardericus, prédécesseur de Chaino, qui gouverne l'abbaye. Notre diplôme est peut-être même antérieur, sinon à la première rébellion de Pépin réprimée par Gislemer en 683, du moins à la seconde, quand Pépin vainquit en 687 à Testry-sur-Omignon le roi Thierry III et son maire du palais Bercharius. — En 683, Thierry III adressait encore un diplôme au duc Atticus et au comte Adelbert, deux fonctionnaires du royaume d'Austrasie (Pardessus, *Diplomata*, n° 402, t. II, p. 195. — Cf. *le Moyen Age*, 1911, p. 109, n. 3).

3. Clotaire IV, que Charles-Martel proclame roi d'Austrasie après la bataille de Vincy (21 mars 717) et qui meurt peu de temps après la bataille de Soissons (719), est élevé au trône pour les besoins de la cause personnelle de Charles-Martel, comme autrefois le faux Clovis l'avait été par Ebroïn. On ne saurait pas plus dire pour l'un que pour l'autre s'ils étaient vraiment de la race de Mérovée. Pour les dates, voir Levison, *Die Chronologie d. Merow.*, p. 50, n° 30.

Mais ce qui, en d'autres temps et en d'autres circonstances, aurait été pour la royauté une cause de progrès, de prospérité, de force, fut, à l'époque mérovingienne, une cause nouvelle de faiblesse et d'effacement. L'unité royale voulue, et somme toute réalisée par Ebroïn, devait moins profiter au roi qu'au duc austrasien Pépin qui, à la faveur de cette unité, allait réaliser la concentration en ses mains des pouvoirs répartis jusqu'alors entre les maires du palais de la Neustrie et de l'Austrasie<sup>1</sup>. Dans le même temps que la question de succession d'Austrasie était résolue au profit du roi de Neustrie, la réalité du pouvoir passait à celui qui était, selon l'expression d'un contemporain, « avec le roi le premier dans l'État ». Déjà l'on prenait l'habitude de considérer à l'égal de celui qui portait le titre celui qui exerçait l'autorité. Qu'un jour, une soixantaine d'années plus tard, la question soit posée de savoir qui des deux doit avoir la couronne, et, ce jour-là, l'Austrasie aura sur la Neustrie sa revanche, complète, éclatante, puisqu'elle aura forgé la puissance de la nouvelle dynastie!

L. LEVILLAIN.

---

1. Après la mort de Bercharius, Pépin, dès la fin de 688 ou en 689, a réalisé ses ambitions, « Pippinus cum Theuderico rege coepit esse principis regiminis ac majordomus », nous dit le continuateur du pseudo-Frédégaire.

## BULLETIN HISTORIQUE

---

### ANTIQUITÉS ROMAINES.

Jamais les travaux de langue française, consacrés à l'antiquité romaine, n'ont été plus nombreux qu'en ces dernières années, comme si les faits eux-mêmes voulaient réfuter les théories et les systèmes hostiles à l'éducation classique. Historiens, littérateurs, érudits, jeunes professeurs encore au début de leur carrière se sentent attirés vers ce monde romain où plongent les racines les plus profondes de notre civilisation. Rome elle-même et les diverses parties de son empire, de la Bretagne à l'Asie Mineure et à l'Égypte, des confins du Sahara aux régions voisines du Rhin; les institutions romaines; la religion de Rome et les religions si complexes du monde romain; l'art romain ou, plus exactement, gréco-romain: il n'est pas une seule de ces diverses provinces de l'antiquité romaine qui, depuis trois ans, n'ait été l'objet d'œuvres importantes.

I. ROME SOUS LA RÉPUBLIQUE ET SOUS L'EMPIRE; LA CIVILISATION ROMAINE EN GÉNÉRAL. — Il convient tout d'abord de signaler les éditions nouvelles du *Droit public romain* de P. WILLEMS et du *Forum romain* de M. H. THÉDENAT. La septième édition du *Droit public romain*<sup>1</sup> « ne se présente pas comme une refonte de l'édition précédente ». M. Joseph Willems, qui a publié cette édition nouvelle, s'est contenté presque partout de mettre au courant et au point, en tenant compte des études les plus récentes, l'œuvre de son regretté père. L'Introduction, où il est traité des sources et des travaux modernes, a été naturellement complétée. Les matières relevant proprement du droit privé ont été supprimées. Les chapitres relatifs aux *judicia privata* sous la République et le Haut-Empire ont été remaniés. Ce sont là les modifications les plus graves apportées à l'œuvre de P. Willems; mais il faut ajouter que tous les chapitres ont été révisés; les références bibliographiques témoignent du soin avec lequel le travail a été fait. Cette nouvelle édition du

1. P. Willems, *le Droit public romain*, 7<sup>e</sup> éd. publiée par J. Willems, professeur à l'Université de Liège. Louvain, Ch. Peeters, 1910.



magistral ouvrage de P. Willems ne peut qu'être accueillie avec faveur et gratitude.

La cinquième édition du *Forum romain*<sup>1</sup> ne diffère pas sensiblement de la quatrième. Le texte a été revu de très près; l'Index alphabétique, si commode, qui termine le livre, a été complété par certaines rubriques, comme *Autels*.

MM. R. CAGNAT et R. PICHON ont réuni en volumes des conférences et des articles, auparavant dispersés et de date en général récente. Chacun de ces volumes traite de sujets assez divers, mais qui tous se rapportent à l'antiquité romaine.

Le volume de M. R. CAGNAT porte le titre : *A travers le monde romain*<sup>2</sup>. Le savant professeur du Collège de France y a groupé huit conférences qu'il a faites au musée Guimet depuis 1904. Si plusieurs de ces études se rattachent plus spécialement à l'histoire religieuse (Un pèlerinage à Nemi; la Sorcellerie et les sorciers chez les Romains; la Vie de garnison et la religion des soldats dans l'empire romain; le Commerce et la propagation des religions dans le monde romain), les autres sont consacrées à des sujets de portée plus générale (Figures de Romaines au déclin de la République; Figures d'impératrices romaines; Naufrages d'objets d'art dans l'antiquité; les Romains et la conquête de l'Afrique du Nord). Malgré l'absence de tout appareil d'érudition, il y a là plus et mieux que des « essais de vulgarisation ». Les descriptions attrayantes, les portraits finement modelés, les épisodes pittoresques semés à travers le récit recouvrent une armature solide et serrée.

Dans le livre de M. René PICHON, *Hommes et choses de l'ancienne Rome*<sup>3</sup>, la variété est peut-être plus marquée, mais l'inspiration est moins personnelle. L'auteur a puisé directement aux sources antiques pour exposer à ses auditeurs du musée Guimet ce qu'était le mariage religieux à Rome, pour leur raconter et leur expliquer la légende d'Hercule à Rome; mais les articles consacrés à l'Histoire sociale d'une montagne romaine, à un Philosophe ministre sous l'Empire romain, aux Polémiques de saint Jérôme, ont été suggérés à M. Pichon par les ouvrages documentés et savants de MM. Merlin (sur l'Aventin), Waltz, Brochet. L'étude affectueuse et pénétrante que M. Pichon a faite de Gaston Boissier n'est pas seulement un témoignage de « reconnaissante admira-

1. Henry Thédénat, *le Forum romain et les Forums impériaux*, 5<sup>e</sup> éd. Paris, Hachette et C<sup>ie</sup>, 1911.

2. R. Cagnat, *A travers le monde romain*. Paris, Fontemoing et C<sup>ie</sup>, 1912.

3. R. Pichon, *Hommes et choses de l'ancienne Rome*. Paris, Fontemoing et C<sup>ie</sup>, 1911.

tion » ; elle met en lumière la part considérable prise par l'auteur de *Cicéron et ses amis* aux progrès de la science des antiquités romaines ; elle montre avec netteté en quoi consiste, dans ce domaine de l'érudition, ce qu'on peut appeler la « manière française ».

Les livres de MM. R. Cagnat et R. Pichon, tous deux disciples et admirateurs de G. Boissier, prouvent que cette manière-là n'a pas disparu avec le maître éminent qui la personnifiait si bien.

On sait combien les origines de Rome et de la société romaine sont obscures et enveloppées de légendes. Pendant longtemps on a tenu, sinon pour nuls et non avenus, du moins pour absolument suspects les récits des historiens anciens, de Tite-Live, de Denys d'Halicarnasse, de Plutarque, qui concernent cette période lointaine ; une critique, qui paraissait sûre d'elle-même, refusait toute créance aux renseignements fournis par les écrivains antiques. Un mouvement de réaction contre ce scepticisme exclusif se dessine parmi les érudits. Les découvertes archéologiques, dues aux fouilles exécutées sur l'emplacement du Forum romain, ont démontré que tout n'était pas d'invention pure dans les traditions romaines.

Dans trois articles du *Journal des Savants*, dont l'ensemble forme une contribution importante à l'étude de la *Légende historique des premiers siècles de Rome*<sup>1</sup>, M. G. DE SANCTIS s'est efforcé de déterminer quelle était la source de cette légende et quelle méthode il convenait d'appliquer pour en extraire le noyau historique. A ses yeux, exception faite pour les aventures d'Énée et pour de rares épisodes, comme l'épiphanie des Dioscures après la bataille du lac Régille, cette légende n'est pas d'origine grecque et n'a pas été non plus contaminée par des légendes grecques plus ou moins analogues. D'autre part, on ne saurait admettre qu'elle ait été créée de toutes pièces par les annalistes romains. Elle dérive de très anciens chants épiques de caractère populaire. Niebuhr, le premier, essaya de retrouver sous ces épopées la réalité historique. Sa thèse fut combattue par Schweigler, puis tomba dans le discrédit. On y revient aujourd'hui. M. de Sanctis s'efforce d'indiquer les points essentiels de la méthode qui lui paraît la meilleure pour étudier les traditions relatives aux premiers siècles de l'histoire romaine. Il note que dans ces traditions l'élément proprement mythologique ne peut pas être très abondant, puisque la religion romaine n'était rien moins que mythique. Plus importante y fut sans doute la part de l'étymologie, de l'étiologie, de la fiction poétique. Il faut, par

1. G. de Sanctis, *la Légende historique des premiers siècles de Rome*, dans le *Journal des Savants*, 1909, p. 126 et suiv., p. 205 et suiv.; 1910, p. 310 et suiv.

conséquent, « ne rien considérer comme historique dans la légende sans le contrôle de la recherche topographique, des traditions parallèles, des monuments et des documents ». Il n'est pas, d'autre part, impossible de reconstituer une chronologie au moins partielle et relative. Il n'est pas vrai, comme on l'a trop souvent affirmé, en se fondant sur des textes mal compris ou même compris à contresens, qu'il ne reste plus aucune trace authentique de documents antérieurs à la prise de Rome par les Gaulois en 390. La conclusion, fort judicieuse et prudente, de M. G. de Sanctis est qu'il ne faut ni tout accepter ni tout repousser des traditions antiques. Chaque cas doit être examiné en lui-même, sans parti pris, en dehors de toute idée générale préconçue. Les Fastes consulaires fournissent un cadre sérieux pour ordonner chronologiquement les éléments historiques de la légende.

Parmi les questions qui se rattachent au problème général des origines romaines, aucune n'a fait éclore des théories plus nombreuses et plus diverses que celle de la plèbe. A ces théories, M. G. Bloch a consacré, dans cette *Revue* même, une étude critique d'un très grand intérêt<sup>1</sup>. Outre sa valeur propre, le travail de M. G. Bloch a le mérite de classer dans un ordre logique les multiples systèmes édiflés par les historiens. « La plèbe », écrit-il, « exclue des magistratures, exclue des sacerdoces, indigne de contracter légitime mariage avec les patriciens, se présente à nous dans un état de double infériorité, politique et religieuse. Or, suivant qu'on s'attache plus ou moins spécialement à l'un ou à l'autre de ces deux points de vue, on sera disposé à donner de cette infériorité une explication différente; on expliquera l'infériorité politique par l'infériorité religieuse ou inversement. D'autre part, il semble bien que l'infériorité religieuse, considérée comme expliquant l'infériorité politique, ne peut s'expliquer elle-même que par une opposition de race et cette deuxième explication, si elle n'est pas nécessairement requise dans l'autre hypothèse, n'en est pas non plus exclue à priori. Ainsi une explication d'ordre religieux, une explication d'ordre politique, et entée sur l'une ou sur l'autre ou sur toutes les deux, une explication d'ordre ethnographique, ce sont les trois thèmes fondamentaux auxquels il faut toujours aboutir et auxquels, par le fait, on a toujours abouti. » Ceci posé, M. G. Bloch passe en revue d'abord les explications d'ordre religieux, celles de Vico et de Fustel, puis celles d'Oberziner et de Bernhöft, dont la première utilise les

1. G. Bloch, *la Plèbe romaine; Essai sur quelques théories récentes* (extrait de la *Revue historique*). Paris, 1911.

découvertes de l'archéologie préhistorique, dont la seconde s'appuie sur certaines données du droit primitif, en particulier sur l'existence de la famille utérine. Avant d'en arriver aux explications d'ordre politique, M. Bloch expose et discute la thèse toute récente de J. Binder, d'après lequel la cité patricienne occupait à l'origine non le Palatin, mais le Quirinal et ses annexes, tandis que les Latins du Palatin formaient la plèbe et pratiquaient le régime utérin. L'explication surtout politique a été donnée par Niebuhr et Mommsen. Pour Niebuhr, les plébéiens ont été à l'origine des vaincus ou des immigrants, devant lesquels les groupements patriciens ne s'ouvraient pas. D'après Mommsen, les plébéiens se recrutaient parmi les clients. Un des traits originaux de la théorie de Niebuhr est la distinction de la plèbe urbaine et de la plèbe rurale, distinction fort juste et qui permet de mieux distinguer le rôle considérable joué par la plèbe rurale dans l'évolution de la cité romaine. M. G. Bloch insiste sur ce point et en montre toute l'importance. Sans doute bien des retouches doivent être apportées à la thèse de Niebuhr; mais c'est encore l'explication qui concorde le mieux avec les faits aujourd'hui connus et qui rend le compte le plus exact de toutes les données du problème.

Avec les livres de MM. G. MICHAUT et A. BESANÇON, nous sortons de la période des origines. C'est une histoire de la comédie romaine que M. G. Michaut a écrite<sup>1</sup>; mais on aurait tort d'attribuer à ce livre un caractère exclusivement littéraire. Les premiers chapitres, où l'auteur analyse le goût des Romains pour la comédie et tente de retrouver dans les vers fescennins les origines indigènes de la comédie romaine; toute la dernière partie, qui traite de l'organisation légale et matérielle du théâtre à Rome; même, dans les chapitres où sont exposées et expliquées les différentes formes de la comédie romaine, de nombreuses pages sur l'atellane et le mime relèvent directement de l'histoire proprement dite et de l'archéologie. M. G. Michaut, dans son Avertissement, observe qu'il n'y a « ni en Allemagne ni en France d'ouvrage récent qui traite en particulier et en son ensemble de ce vaste sujet ». Il a rendu un service signalé à tous les historiens de l'antiquité romaine en publiant cet Essai.

Ce ne fut pas sans rencontrer des oppositions parfois tenaces ou brutales que l'hellénisme triompha à Rome. M. A. BESANÇON a précisément suivi pendant près de trois siècles les péripéties des luttes qui éclatèrent au sein de la société romaine entre les philhellènes et

1. G. Michaut, *Sur les tréteaux latins*. Paris, Fontemoing et C<sup>ie</sup>, 1912.

les partisans des vieilles mœurs, les défenseurs du *mos majorum*<sup>1</sup>. Ce fut dès le début, à l'époque de Caton le Censeur, que les hostilités furent le plus vives; mais les résistances des vieux Romains furent impuissantes; Caton lui-même et Paul Émile furent gagnés, bon gré mal gré, par l'hellénisme. Scipion l'Africain, puis Scipion Émilien groupèrent autour d'eux des Grecs, comme Polybe et Panaetius, et des Romains de culture hellénique. Toutefois, si les lettres et la philosophie grecques comptèrent parmi les Romains des disciples et des admirateurs de plus en plus nombreux, si le charme de la vie grecque finit par séduire toute la noblesse de Rome, le caractère et les vices des Grecs, surtout des Grecs orientaux, ne cessèrent pas d'inspirer à beaucoup de Romains une vive antipathie que traduisait l'épithète méprisante de *Graeculus*. C'est peut-être à un sentiment analogue, sans doute inconscient, qu'Auguste obéissait, lorsqu'il essayait de restaurer, par une série de lois sociales et somptuaires, les anciennes vertus des premiers siècles de la République. Mais il ne réussit pas à arrêter les progrès de l'hellénisme, de cet hellénisme oriental d'une corruption si raffinée. Le *Graeculus*, malgré lui et malgré Juvénal, envahit de plus en plus la société romaine.

Est-ce bien l'*Envers de la Société romaine* qui nous apparaît dans le livre fameux de Pétrone? M. Émile THOMAS a récemment publié une nouvelle édition de son *Pétrone*<sup>2</sup>, édition revue et considérablement augmentée. Il y explique ainsi le sous-titre qu'il a choisi : « Pétrone ne nous a pas donné une peinture directe de la société de son temps, la satire faite à découvert des mœurs et des travers de ses contemporains; il nous offre, ce qui est fort différent, un travestissement voulu de ces mœurs. » Ce serait plutôt alors une caricature, une charge de la société romaine! Plus loin, M. Thomas ajoute que la maison de Trimalcion « offre comme un décalque grossier des habitudes de la société romaine au 1<sup>er</sup> siècle : c'est l'*envers* de Rome... ». Pourquoi l'*envers*? Mais laissons cette chicane de mots. Ce qui nous reste du *Satiricon* est un document précieux pour l'histoire de certaines parties de la société romaine aux premiers temps de l'Empire. Il faut savoir gré à M. Thomas d'avoir traité, en un livre de lecture agréable et attrayante, toutes les questions qui se posent à propos du roman de Pétrone.

1. A. Besançon, *les Adversaires de l'hellénisme à Rome pendant la période républicaine*. Lausanne, 1910.

2. Émile Thomas, *Pétrone; l'Envers de la Société romaine*, 3<sup>e</sup> éd. Paris, Fontemoing et C<sup>ie</sup>, 1912.

Et voici le contraste le plus caractéristique, le plus suggestif! Cette société romaine, qui a pu produire, sinon Trimalcion lui-même, du moins l'original de Trimalcion, a vu naître et mourir moins d'un siècle plus tard Marc-Aurèle. M. LEMERCIER, qui a donné des *Pensées*<sup>1</sup> de Marc-Aurèle une traduction précise, sobre et forte, a défendu dans l'Introduction de son livre l'empereur-philosophe contre l'ironie un peu déplacée de Renan; il a réfuté certaines thèses singulièrement tendancieuses édifiées par des historiens sans impartialité au sujet de la persécution des chrétiens de Lyon en 178-179, et il a conclu : « Les *Pensées*..., c'est le livre d'un héros, d'un héros du devoir et de la volonté. »

II. HISTOIRE POLITIQUE; INSTITUTIONS; ADMINISTRATION; DROIT. — Le rôle des tribuns de la plèbe a été surtout envisagé par les historiens au point de vue du droit public et de l'histoire politique. M. E. LEFÈVRE a voulu étudier le rôle de ces magistrats en procédure civile<sup>2</sup>. Il a divisé son sujet en trois périodes : 1° avant la loi Aebutia, qui date de la seconde moitié du second siècle avant J.-C.; 2° de la loi Aebutia à la fin de la République; 3° sous le principat. Pendant la première période, les sources ne fournissent aucun indice probant d'une intercession tribunicienne dans le domaine de la procédure civile. Au contraire, après la loi Aebutia, qui a doté les magistrats judiciaires d'une liberté d'action auparavant inconnue, l'intercession des tribuns devint dans ce même domaine un rouage normal; cependant, vers la fin de la République, un courant hostile à cette intercession parut se dessiner, et certaines mesures furent prises pour en restreindre l'usage. Sous l'Empire, aucun changement grave ne fut apporté aux attributions des tribuns de la plèbe en procédure civile. Mais M. Lefèvre pose ici une question des plus intéressantes, celle de savoir s'il y a quelque rapport de filiation entre l'intercession tribunicienne et la juridiction d'appel dont l'empereur fut investi. Pour lui, cette filiation n'existe pas; aucun argument décisif ne permet de croire que l'appel soit issu de l'ancienne intercession républicaine. Le livre de M. E. Lefèvre est une intéressante contribution à l'histoire générale du droit romain et plus particulièrement à l'histoire du tribunat de la plèbe.

Le sujet traité par M. L. DEBRAY, dans son étude sur *le Fermier et la loi Aquilia*<sup>3</sup>, est sans doute de portée plus restreinte et de

1. A.-P. Lemerrier, *les Pensées de Marc-Aurèle*, traduction. Paris, F. Alcan, 1910.

2. Eug. Lefèvre, *Du rôle des tribuns de la plèbe en procédure civile*. Paris, Arthur Rousseau, 1910.

3. L. Debray, *le Fermier et la loi Aquilia*, dans la *Nouvelle Revue histo-*



caractère plus spécial que l'étude de M. Lefèvre. Il n'est pas cependant sans importance historique, puisqu'il s'agit de la situation respective du *dominus* et du *colonus* d'un fonds de terre, dans le cas où un tiers a endommagé la récolte en y semant de mauvaises herbes. C'est là une circonstance qui intéresse l'histoire de la propriété foncière dans le monde romain.

Le mémoire de M. R. DURAND sur l'Élection de C. Scribonius Curio au tribunat de la plèbe<sup>1</sup> a pour objet de fixer la date exacte à laquelle Curion, le lieutenant de César, fut élu tribun. Une étude très serrée des dates d'envoi et des dates de réception de diverses lettres de Coelius à Cicéron a conduit M. Durand à la solution de ce problème chronologique. Curion fut élu tribun pour l'année 50, au mois de septembre 51, lors d'une élection complémentaire.

Les pages consacrées par M. M. BESNIER aux *Récents travaux sur les Res Gestae divi Augusti*<sup>2</sup> renferment une étude méthodique et critique de toutes les publications dont les *Res Gestae* ont fait l'objet depuis l'apparition du travail capital de Mommsen en 1883. M. Besnier expose les divers systèmes proposés dans ces publications : le système de la *Grabschrift* formulé par Bormann, combattu par Hirschfeld et Mommsen; la théorie de Kornemann sur les rédactions successives, les additions et les remaniements du texte, théorie qui n'a pas rencontré l'adhésion générale, mais qui, cependant, a mis en lumière certains faits essentiels; le problème des rapports du texte d'Ancyre avec la *Vie d'Auguste* par Suétone. Pendant ces trente dernières années, le monument d'Ancyre n'a pour ainsi dire pas cessé d'attirer l'attention des érudits; on a repris à l'envi l'examen du document, examen épigraphique et examen historique. Le texte en a été amélioré; le sens de certains passages a été précisé ou éclairci.

M. Ch. GAILLY DE TAURINES a entrepris de raconter quelles ont été les relations de Rome et de la Germanie au temps d'Auguste et sous ses premiers successeurs<sup>3</sup>. Le récit qu'il en donne dans son livre *les Légions de Varus* embrasse la période comprise entre 17 avant J.-C., date de la révolte des Sicambres contre le légat de

rique de droit français étranger, 1909, p. 643 et suiv. Paris, Larose et Tenin.

1. R. Durand, *l'Élection de C. Scribonius Curio au tribunat de la plèbe*, dans les *Mélanges Châtelain*. Paris, H. Champion, 1910.

2. M. Besnier, *Récents travaux sur les Res Gestae divi Augusti*, dans les *Mélanges Cagnat*. Paris, E. Leroux, 1912.

3. Ch. Gailly de Taurines, *les Légions de Varus; Latins et Germains au siècle d'Auguste*. Paris, Hachette et C<sup>ie</sup>, 1911.

Germanie, M. Lollius, et l'année 47 après J.-C., pendant laquelle Claude décida de retirer de la rive droite du Rhin toutes les garnisons romaines. Conscientieux, intéressant, d'une lecture le plus souvent aisée et agréable, le livre de M. Gailly de Taurines n'aspire certes pas à frapper les lecteurs par la nouveauté ou l'audace des conclusions. Il convient cependant d'opposer ce qui y est dit du rôle d'Arminius aux éloges lyriques que Mommsen a faits du héros german. « Arminn seul parvint à faire tête aux Romains. Son intelligence, son énergie méritent certes l'admiration ; mais, pour le transformer en un noble et pur héros, il faut volontairement fermer les yeux sur sa fourberie et oublier que le massacre des légions de Varus fut un guet-apens, non une victoire. « Libérateur de la Germanie », comme le dit Tacite, certes Arminn le fut, si c'est véritablement une « libération » que d'avoir, pour longtemps, éloigné les Germains du bienfaisant contact de Rome et leur avoir permis de demeurer, durant de longs siècles encore, en leur sauvage ignorance. » M. Gailly de Taurines a surtout raison ici de distinguer entre la valeur individuelle du personnage et les conséquences historiques de ses actions.

En l'an 49 après J.-C., un sénatus-consulte, inspiré par l'empereur Claude, permit les mariages entre l'oncle et la nièce, fille de frère, tout en maintenant l'interdiction de toute union entre l'oncle et la nièce, fille de sœur. M. PIGANIOI, dans ses *Observations sur une loi de l'empereur Claude*<sup>1</sup>, étudie les causes de cette distinction entre la nièce, fille de frère, et la nièce, fille de sœur. Il y voit une survivance lointaine, peut-être inconsciente, d'un régime juridique fondé sur le système matriarcal. Il note d'ailleurs, pendant tout le premier siècle de l'Empire, de multiples indices d'une sorte de conflit entre les droits de la parenté agnatique et ceux de la parenté utérine. La parenté utérine tendait à l'emporter. C'était là, dans le droit romain si fortement et profondément patriarcal, une tendance révolutionnaire. M. Piganiol, sans se prononcer formellement, n'est pas éloigné d'admettre, pour expliquer cette révolution, la survivance latente et la renaissance de coutumes préhistoriques latines.

Sous le règne de Claude également, le sénatus-consulte Hosidien interdit aux gens d'affaires d'acheter des maisons urbaines ou des fermes pour tirer ensuite profit de leur démolition. D'autre part, l'inscription d'Herculanum, grâce à laquelle on connaît le texte de

1. A. Piganiol, *Observations sur une loi de l'empereur Claude*, dans les *Mélanges Cagnat*. Paris, E. Leroux, 1912.

ce sénatus-consulte, nous apprend en même temps qu'un autre sénatus-consulte leva cette interdiction en faveur du propriétaire d'un domaine situé dans la Gaule cisalpine, aux environs de Modène, et connu sous le nom de *Campi Macri*. M. F.-G. DE PACHTÈRE a consacré un travail minutieux et approfondi<sup>1</sup> à ce domaine, à sa situation, à sa valeur économique et aux raisons pour lesquelles il fut dérogé, dans ce cas, aux dispositions du sénatus-consulte Hosidien. A l'origine, les *Campi macri* furent sans doute un *forum*, un marché où les Romains attiraient les indigènes des pays récemment conquis. Puis une bourgade s'y développa, que Strabon mentionne parmi les cités secondaires échelonnées sur la *Via Aemilia*. Mais la prospérité des *Campi macri* fut de courte durée. Dès l'an 56 après J.-C., la foire qui s'y tenait au temps d'Auguste n'était plus qu'un souvenir. Peu d'années plus tard, le pays était revenu à l'état de *saltus*. « Le *latifundium* des *Campi macri* peut être pris comme type de ces vastes domaines du premier siècle qui s'étendaient sur l'Italie comme une plaie sans cesse grandissante. » Ces domaines se créaient souvent aux dépens de petits propriétaires et de fermiers; les terrains de culture étaient transformés en pâturages; les nouveaux possesseurs démolissaient sans scrupules toutes les habitations disséminées sur leurs domaines. Ce fut sans doute pour tenter d'enrayer cette évolution désastreuse que fut promulgué le sénatus-consulte Hosidien; s'il y fut dérogé en ce qui concerne les *Campi macri*, c'est que le domaine était vraiment impropre à la culture et ne pouvait guère être utilisé que pour la pâture. « Les collines subapennines du Modénois, écrit M. de Pachtère, retournaient au *saltus*. Elles redevenaient ce qu'elles n'auraient jamais dû cesser d'être. »

Plautien ne fut pas seulement un des préfets du prétoire les plus puissants qui aient exercé cette haute charge de l'État romain; sous son administration, la préfecture du prétoire vit augmenter son importance et son rôle. C'est ce que montre avec beaucoup de précision M. L. HAUTECŒUR dans son étude sur *C. Fulvius Plautianus et la préfecture de prétoire*<sup>2</sup>. En matière de commandement militaire, de juridiction, d'administration, la préfecture du prétoire s'enrichit de nouveaux et multiples pouvoirs. Plautien périt victime de son ambition, victime aussi de la jalousie de Caracalla, son gendre. Il fut tué sous les yeux mêmes de l'empereur le 22 janvier

1. F.-G. de Pachtère, *les Campi Macri et le sénatus-consulte Hosidien*, dans les *Mélanges Cagnat*. Paris, E. Leroux, 1912.

2. L. Hautecœur, *C. Fulvius Plautianus et la préfecture du prétoire sous Septime-Sévère*, dans les *Mélanges Cagnat*. Paris, E. Leroux, 1912.

205. « Il compte parmi les derniers et les plus originaux des grands préfets du prétoire. »

M. J. MAURICE continue ses études sur la *Numismatique constantiniennne*<sup>1</sup>. Le tome II du grand ouvrage qu'il a consacré à cette importante question se compose, suivant le plan adopté déjà pour le tome I, de deux parties : une Introduction copieuse, où sont exposés les résultats généraux, surtout historiques, de l'enquête minutieuse poursuivie par l'auteur sur les documents monétaires du règne de Constantin; puis la classification chronologique et la description des émissions de plusieurs ateliers (Londres, Lyon, Arles, Tarragone, Siscia, Serdica, Sirmium, Thessalonique, Constantinople, Héraclée de Thrace). L'Introduction du tome II traite principalement de la politique religieuse de Constantin avant et après sa conversion. « Constantin », écrit M. J. Maurice, « après avoir été attaché au culte du Soleil, héréditaire dans sa famille, se convertit au christianisme en octobre 312. Quelques mois plus tard, il décréta que la liberté religieuse serait accordée au monde romain tout entier et à toutes les religions. J'ai tâché de montrer avec quelle sincérité fut tenue, sous son règne, cette promesse de liberté religieuse... L'empereur n'imposa pas sa religion à la vaste administration demeurée patenne; il la laissa même manifester des croyances opposées aux siennes. Ce fut ainsi que des types patens, celui de *Sol Invictus*, ceux des divinités allégoriques familières aux Romains, enfin que des symboles néo-platoniciens, dont j'essaierai de montrer l'origine, persistèrent au revers des médailles. »

III. HISTOIRE RELIGIEUSE. — Dans son *Histoire sociale des religions*<sup>2</sup>, M. Maurice VERNES n'a consacré à la religion romaine qu'un petit nombre de pages. Il n'y aurait pas lieu d'y insister si l'auteur ne portait sur l'empire romain, son organisation et son caractère, des jugements aussi sommaires qu'inexacts. « L'empire romain », écrit-il, « n'a pas absorbé et fondu les diverses nationalités auxquelles il a su imposer sa loi; il les a traitées comme un empire colonial, le glaive et le fouet en main, un peu comme l'Angleterre a fait pour les Indes... L'empire romain est un empire de conquête, comme l'avaient été l'empire égyptien, l'empire assyrien, l'empire chaldéen, l'empire persan. » L'espace nous manque ici pour montrer, à la lumière d'innombrables documents, combien de telles affirmations sont contraires à la réalité historique; mais M. Maurice Vernes peut-il vraiment ignorer que Rome a doté

1. J. Maurice, *Numismatique constantiniennne*, t. II. Paris, E. Leroux, 1911.

2. M. Vernes, *Histoire sociale des religions*, t. I. Paris, Giard et Brière, 1910.

maintes régions de l'Europe occidentale et de l'Afrique du Nord d'une paix, d'une sécurité, d'une prospérité économique qu'elles n'avaient point connues auparavant et que plusieurs d'entre elles n'ont plus retrouvées depuis la fin de l'antiquité? Peut-il ignorer que la civilisation moderne, en France, en Espagne, même dans les pays anglo-saxons, plonge par de nombreuses racines dans l'antiquité classique? Alors, pourquoi formuler de tels jugements?

Le tome I de la grande publication dirigée par M. l'abbé Bricout sous le titre : *Où en est l'histoire des religions*<sup>1</sup>? renferme une esquisse de la religion romaine due à Mgr BAUDRILLART. On ne peut certes demander à un tableau de ce genre la précision que l'on est en droit d'exiger d'un livre spécialement consacré au sujet. Mais peut-être s'étonnera-t-on que tant d'inexactitudes aient échappé à l'attention du savant recteur de l'Institut catholique. Ce sont des inexactitudes de détail et qui ne portent point sur des faits essentiels. Il n'en est que plus facile de les éviter.

C'est un vaste et beau sujet, passionnant à certains égards, mais bien délicat et difficile, que M. BOUCHÉ-LECLERCQ a abordé dans son livre : *L'Intolérance religieuse et la politique*<sup>2</sup>. « En me renfermant dans l'étude de la politique religieuse des empereurs romains, j'ai circonscrit le sujet sans le retrécir. C'est en effet dans les trois premiers siècles de notre ère, et là seulement, que l'on rencontre toutes les données susceptibles d'entrer dans les questions à élucider : d'une part un État puissant, assez unifié pour que l'autorité y soit forte, assez décentralisé pour que l'application des principes de gouvernement y puisse varier d'une province à l'autre...; d'autre part, des religions de types très différents. » Ce que M. Bouché-Leclercq a surtout étudié, c'est l'attitude des empereurs envers le judaïsme et le christianisme naissant; il a dépensé dans cette étude un effort vraiment admirable d'impartialité. « Pour juger les hommes, il faut se replacer, autant que possible, dans leur état d'esprit, tenir compte des idées qu'ils avaient et qu'ils ne pouvaient pas ne pas avoir. J'ai rempli un devoir de conscience en prenant la défense de la société antique. Je l'ai fait, non en avocat, mais avec la ferme volonté d'être impartial, en historien qui se propose uniquement de chercher la vérité et de la dire telle qu'il la conçoit. » Et de fait, M. Bouché-Leclercq a, croyons-nous, victorieusement démontré que l'intolérance religieuse a été importée dans le monde

1. J. Bricout, *Où en est l'histoire des religions?* T. I : *les Religions non chrétiennes*. Paris, Letouzey et Ané, 1911.

2. A. Bouché-Leclercq, *L'Intolérance religieuse et la politique*. Paris, E. Flammarion, 1911.

antique par le judaïsme, puis par le christianisme; que le prosélytisme est de même origine. Il est cependant un cas dans lequel, malgré tous ses efforts, M. Bouché-Leclercq n'a pas réussi à se replacer dans l'état d'esprit des anciens; c'est en présence du culte rendu à l'empereur vivant. « Les empereurs n'ont jamais été considérés comme des dieux », écrit-il. Cependant, on leur a élevé des temples de leur vivant; ils ont eu des prêtres; lorsque deux princes régnaient en même temps, ces prêtres s'appelaient prêtres ou flamines des deux Augustes, *flamines Augg.*, *sacerdotes Augg.*, ce qui prouve que chacun des deux personnages couronnés était bien considéré comme un dieu et que l'on n'adorait pas seulement en lui une puissance surhumaine. Les faits précis que les documents nous révèlent ne doivent pas être mis en doute, pour l'unique raison qu'ils choquent notre esprit moderne.

Cette méthode, dont le principe essentiel est de tenir pour démontré ce que les documents nous enseignent, et cela seul, nous nous sommes efforcé de l'appliquer strictement dans le tome II de notre ouvrage sur *les Cultes païens dans l'Empire romain*<sup>1</sup>. Nous croyons y avoir établi, sur la foi de très nombreux témoignages, surtout épigraphiques et archéologiques, que les cultes d'origine orientale ne s'étaient pas répandus dans les provinces latines de l'Empire romain avec l'intensité uniforme qu'on leur a attribué. Les cultes égyptiens et syriens, transportés en Occident par les soldats, les esclaves et les affranchis, se sont peu répandus parmi les populations de l'Afrique, de l'Espagne ou de la Gaule; le culte de Mithra lui-même n'y a recruté que fort peu de fidèles. Au nord de la Bretagne, le long du Rhin et du Danube, presque tous les sanctuaires aujourd'hui connus du dieu persan ont été retrouvés sur l'emplacement des camps de légions ou des postes militaires. Seule la religion de la Mère des Dieux, assimilée à la Terre féconde, rencontra plus de succès au cœur même des provinces d'Occident. Il est possible que l'Orient ait exercé sur la théologie et la philosophie des derniers siècles de l'antiquité une influence considérable; mais, en ce qui concerne les cultes célébrés dans les provinces latines de l'Empire, c'est-à-dire en ce qui concerne la vie même et la pratique religieuse des Africains, des Espagnols, des Gaulois, des Dalmates, des Pannoniens, des Daces et des Mésiens, cette action a été extrêmement faible. Raisonnements et déductions n'ont ici rien à voir; ce sont les faits, et les faits seuls, tels qu'ils ressortent du récole-

1. J. Toutain, *les Cultes païens dans l'Empire romain*, 1<sup>re</sup> partie. T. II : *les Cultes orientaux*. Paris, E. Leroux, 1911.



ment et de la comparaison des documents, qui doivent entrer en ligne de compte.

M. Franz CUMONT a publié en anglais, sous le titre général *Astrology and Religion among the Greeks and Romans*, les six conférences qu'il a faites en Amérique en 1911-1912. Il n'est point venu à notre connaissance qu'une édition française de cet ouvrage ait encore paru. Du moins, M. Cumont a donné en français une conférence au musée Guimet : *les Idées du paganisme romain sur la vie future*<sup>1</sup>, et, dans le *Bulletin de l'Académie royale de Belgique* (classe des lettres)<sup>2</sup>, un article sur le *Mysticisme astral dans l'antiquité*. L'idée fondamentale, développée par le brillant historien du culte de Mithra, est que les anciennes religions de la Grèce et de Rome avaient à peu près épuisé leur action au 1<sup>er</sup> siècle de l'ère chrétienne : « Les vieilles croyances religieuses ne trouvaient plus aucune créance, et les systèmes contradictoires des philosophes se détruisaient mutuellement. L'attitude générale, en dehors du cercle restreint de ceux qui s'étaient fait une conviction personnelle, semble avoir été le scepticisme ou la négation. » Ce fut de l'Orient, de l'Égypte, de la Thrace et de la Phrygie, surtout de la Syrie, de la Chaldée et de la Perse, que vinrent des doctrines nouvelles sur l'immortalité de l'âme et sur ses destinées à travers le temps infini. Parmi ces doctrines, la plus originale fut celle qui donna pour patrie aux âmes humaines la région des astres. De l'éther qui baigne les étoiles, chaque âme descend, au moment de la naissance d'un être humain, pour animer le corps nouvellement créé. A la mort de cet être humain, l'âme remonte vers la voûte constellée, si toutefois l'homme, dont elle a habité le corps, a observé exactement certains rites religieux et s'est suffisamment conformé à certaines lois morales. Au contraire, les âmes de ceux qui ont violé toutes les lois divines et humaines subissent de multiples et terribles épreuves avant de « retrouver la paix éternelle dans la sérénité de l'éther ». Cette doctrine de l'immortalité, conclut M. Franz Cumont, est certainement la plus élevée que l'antiquité ait conçue; ce fut à cette formule définitive que s'arrêta le paganisme.

M. Ed. MAYNIAL a étudié le culte de la Dea Roma à Rome même<sup>3</sup>. Dans l'histoire de ce culte, le fait le plus significatif fut la construction du temple de Rome et Vénus par Hadrien. Dans cette

1. Paris, E. Leroux, 1910.

2. Année 1909, p. 256-286.

3. Ed. Maynial, *la Dea Roma à Rome*, dans les *Mélanges Cagnat*. Paris, E. Leroux, 1912.

association des deux déesses, la Dea Roma prit bien vite et garda la première place. Elle eut désormais, comme elle les avait déjà dans les provinces, ses fêtes et ses prêtres. L'épithète qui lui est le plus fréquemment donnée est *aeterna*. « Pour les Romains, dès lors, il y a vraiment une divinité dans l'Olympe qui personnifie et qui protège la Rome terrestre. »

Les articles et mémoires dans lesquels P. GAUCKLER a exposé et commenté sa découverte du *Lucus Furrinae* et des sanctuaires syriens du Janicule viennent d'être réunis en un volume par les soins pieux de sa famille et de ses amis<sup>1</sup>. Au texte des études déjà publiées ont été ajoutés des fragments et des notes retrouvés dans les papiers de Gauckler. S'il n'est pas toujours prudent d'admettre les conclusions et les théories formulées par l'auteur, on ne peut que rendre hommage à la sagacité ingénieuse de l'archéologue, aux brillantes qualités de style de l'écrivain.

Comme toutes les divinités orientales et comme maintes divinités grecques, la *Mater deum*, Cybèle, avait de multiples attributions. M. H. GRAILLOT vient de l'étudier spécialement sous le vocable de *Mater Deum Salutaris*, en tant que déesse protectrice des eaux thermales<sup>2</sup>. Après avoir indiqué, par maints exemples précis, que la *Mater Deum* eut souvent et en beaucoup de lieux ce caractère particulier, il a dressé une liste complète des localités où le culte de la déesse était certainement ou probablement en relation avec les eaux médicinales.

IV. HISTOIRE ÉCONOMIQUE; TRAVAUX PUBLICS; HISTOIRE DE L'ART. — Dans la collection intitulée « Histoire universelle du travail », que dirige M. G. Renard, M. PAUL-LOUIS vient de consacrer un volume au travail dans le monde romain<sup>3</sup>. Le sujet a été traité dans toute son étendue chronologique. « Ce livre », écrit l'auteur en tête de son Avant-Propos, « embrasse près de mille deux cents ans d'histoire... Il conduira le lecteur depuis les âges lointains de l'industrie primitive et de l'activité pastorale jusqu'au travail organisé du Bas-Empire. » Cette vaste période a été divisée par M. Paul-Louis en trois parties : des origines aux guerres puniques; des guerres puniques à l'empire; l'empire. Dans chacune des trois époques

1. P. Gauckler, *les Sanctuaires syriens du Janicule*. Paris, Auguste Picard, 1912.

2. H. GrailLOT, *Mater deum Salutaris; Cybèle protectrice des eaux thermales*, dans les *Mélanges Cagnat*. Paris, E. Leroux, 1912.

3. Paul-Louis, *le Travail dans le monde romain (Histoire universelle du travail, publiée sous la direction de M. Georges Renard)*. Paris, Félix Alcan, 1912.

ainsi délimitées, l'auteur esquisse d'abord le cadre territorial, ethnique et politique dans lequel s'est déroulée l'histoire du travail; puis il passe en revue dans un ordre méthodique les diverses formes du travail, esclavage, artisanat, système des corporations; il examine enfin, l'un après l'autre, le travail agricole, le travail industriel, le commerce (échanges, voies de communication et transports, monnaies, etc.). Consciencieuse, ordonnée, écrite sobrement et simplement, cette étude est appelée à rendre de réels services. Nous ne pensons pas qu'elle apporte des solutions nouvelles aux problèmes multiples que le sujet soulève; mais on y trouvera convenablement exposés les résultats qui peuvent être considérés comme acquis.

Dans son *Essai sur la science et l'art de l'ingénieur aux premiers siècles de l'Empire romain*<sup>1</sup>, M. GERMAIN DE MONTAUZAN a voulu montrer que les grands travaux publics, réalisés par les ingénieurs du monde romain, ne furent pas seulement l'œuvre d'artisans rompus à la pratique du nivellement, de l'arpentage, de l'hydraulique ou de la mécanique. « Ces ouvrages étaient, à n'en pas douter, le résultat d'une savante étude où intervenaient la géométrie rigoureuse, la mécanique précise, l'hydraulique raisonnée, l'art minutieux du dessin d'architecte. » M. de Montauzan a tenté d'indiquer à quel point en étaient arrivées ces diverses sciences dans le monde romain. Il a étudié successivement, à ce point de vue précis, l'arithmétique, la géométrie, l'arpentage et le nivellement, la mécanique et l'hydraulique; son livre se termine par un chapitre consacré à la formation et à la condition des architectes et des ingénieurs. La double conclusion à laquelle aboutit ce savant ouvrage, c'est, d'une part, que l'examen des travaux effectués par les ingénieurs romains « révèle un art méthodique qu'une simple pratique de métier aurait été insuffisante à soutenir », et c'est, d'autre part, que « l'œuvre de l'ingénieur s'explique, si on le suppose muni de certaines connaissances scientifiques, et ne s'explique guère sans elles ».

Dans la collection des Manuels d'histoire de l'art publiée par la maison H. Laurens, M. Fr. BENOÎT a été chargé de l'architecture. Un premier volume a été consacré par lui à l'antiquité<sup>2</sup>. L'architecture romaine y occupe une centaine de pages, dont la lecture est aussi instructive qu'agréable. Les données précises y abondent, encadrées et expliquées par des idées générales empruntées à l'histoire

1. C. Germain de Montauzan, *Essai sur la science et l'art de l'ingénieur aux premiers siècles de l'Empire romain*. Paris, E. Leroux, 1909.

2. Fr. Benoît, *l'Architecture (antiquité)*. Paris, H. Laurens, 1911.

même. D'une part, « les Romains ne virent jamais dans l'architecte qu'un instrument, dans son art qu'un moyen, et, quand il s'agissait d'entreprises officielles, qu'un rouage de gouvernement ». D'autre part, cette conception admise, on ne saurait leur refuser une merveilleuse entente de l'organisation du travail. « De sa conception à son achèvement, une entreprise architecturale romaine était soumise à une rigoureuse discipline matérielle et morale. L'œuvre dominait l'ouvrier au point que, réalisée par un maître grec, elle n'en était pas moins marquée d'un caractère foncièrement romain. » Des reproductions de monuments et de parties de monuments, des coupes, des dessins schématiques fort abondants illustrent avec beaucoup d'intelligence cet exposé à la fois descriptif et explicatif.

M. P. GUZMAN, dont le nom est attaché à toute une série de publications artistiques sur l'antiquité romaine, a réuni dans un très bel ouvrage les spécimens les plus caractéristiques de l'art décoratif romain<sup>1</sup>. Ces spécimens sont reproduits dans 120 planches, accompagnées chacune d'une très courte notice et réparties sous les rubriques suivantes : Éléments architectoniques ; — Ornementation sculptée ; — Bas-reliefs historiques ; — Monuments funéraires ; — Mobilier sculptural ; — Orfèvrerie ; — Bronzes ; — Terres cuites ; — Stucs. Dans une Préface extrêmement sobre, M. P. Guzman affirme qu'il y a eu à Rome autre chose qu'un art d'origine purement hellénique : « De l'assimilation d'éléments étrangers à un fonds ethnique très étrusque fut constitué un art composite que le génie de Rome voulut à la hauteur de sa puissance, de son opulence et de sa gloire. »

Le Musée du Louvre possède une très importante série de bas-reliefs historiques romains. Pendant trop longtemps, ces œuvres de sculpture romaine ont été injustement traitées. On n'y accordait qu'une attention médiocre. Depuis une quinzaine d'années, une réaction s'est produite. Les ouvrages d'ensemble de M. Courbaud et de M<sup>me</sup> Strong, les études approfondies consacrées à divers bas-reliefs par MM. Petersen, Stuart Jones et Wace ont démontré que dans ce domaine, au moins, « l'on ne pouvait refuser à l'art romain sa part d'originalité, de développement indépendant, par suite d'intérêt ». M. Ét. MICHON, pour qui le Département des antiques du Louvre n'a pas de secret, vient de rendre à l'archéologie romaine un très grand service en consacrant, dans les *Monuments Piot*, un important mémoire aux bas-reliefs historiques romains que pos-

1. P. Guzman, *l'Art décoratif de Rome de la fin de la République au IV<sup>e</sup> siècle*. Paris, Eggimann, s. d.

sède ce Musée<sup>1</sup>. Il s'agit ici uniquement des bas-reliefs ou fragments de bas-reliefs provenant de Rome même, à l'exclusion des œuvres et morceaux similaires d'origine provinciale. M. Michon y a joint un torse colossal. Chacun des bas-reliefs étudiés est reproduit soit dans le texte, soit hors texte; son histoire muséographique est reconstituée avec précision; le sujet qu'il représente, son style, sa facture sont commentés avec une érudition très experte et toujours parfaitement informée; il est rapproché avec prudence et sagacité des œuvres de même époque, parfois d'autres morceaux qui ornaient le même monument; c'est ainsi que le Louvre possède une partie de la frise de l'autel consacré à Neptune par Cn. Domitius Ahenobarbus entre 35 et 32 avant J.-C., l'autre partie étant à Munich. De même, le Louvre a recueilli un fragment de la fameuse décoration sculpturale de l'Ara Pacis Augustae. M. Michon conclut fort justement : « L'ensemble [des bas-reliefs historiques romains du Louvre], on peut l'affirmer, se présente aux regards des visiteurs et à l'étude de ceux qu'intéresse l'art romain tel qu'il n'en est pas de comparable en dehors de Rome. » M. Michon est un de ceux qui auront contribué le plus efficacement à cette réparation d'une injustice qui n'avait que trop duré.

M. J. MONOD a jugé que Pompéi n'avait pas encore été suffisamment décrite. A tous les livres déjà publiés sur la principale victime de l'éruption de l'an 79 après J.-C., il en a ajouté un<sup>2</sup>. A vrai dire, ce volume n'a pas tout à fait le même caractère que les ouvrages surtout archéologiques de MM. Mau et Thédénat. La description des monuments publics, des maisons particulières, des tombeaux, des rues, des œuvres d'art qui les décoraient est interrompue fréquemment par des essais de reconstitution de la vie antique, d'où la fantaisie n'est pas absente. Pourquoi donc M. Monod, qui énumère, dans son premier chapitre, beaucoup de travaux inspirés par Pompéi, qui signale tout spécialement les derniers livres parus, oublie-t-il de mentionner une des études les plus précises et les plus complètes qui aient été imprimées en français, la *Pompéi* de M. H. Thédénat, dans la collection des Villes d'art célèbres?

J. TOUTAIN.

(Sera continué.)

1. Ét. Michon, *les Bas-reliefs historiques romains du Musée du Louvre* (extrait des *Monuments et Mémoires publiés par l'Académie des inscriptions et belles-lettres*, t. XVII, 2<sup>e</sup> fasc.). Paris, E. Leroux, 1910.

2. Jules Monod, *la Cité antique de Pompéi*. Paris, Delagrave, s. d.

## HISTOIRE D'ANGLETERRE.

DOCUMENTS. — Un ouvrage, un article de M. LIEBERMANN sont toujours bienvenus; mais quelle reconnaissance ne lui doit-on pas témoigner pour son admirable Glossaire<sup>1</sup> des noms de choses et des termes de droit qui se trouvent dans les lois anglo-saxonnes? Ce n'est pas exagérer de dire que tout le détail des institutions de l'Angleterre jusqu'à la fin du XI<sup>e</sup> siècle s'y trouve exposé, discuté avec la méthode la plus rigoureuse et l'information la plus sûre. C'est un instrument de travail incomparable.

M. Hubert PIERQUIN paraît avoir formé le projet de rééditer les principales sources de l'histoire anglo-saxonne. Dans un premier volume<sup>2</sup>, il a donné une nouvelle édition du poème de Beowulf et de deux autres petits poèmes : la « Chanson du voyageur » (*Vidsith*) et la « Bataille de Finnes-burh », avec une traduction française, des notes, un index des noms propres, une abondante bibliographie, une dissertation sur la rythmique anglo-saxonne et du très ancien anglais, enfin un « Élément de grammaire anglo-saxonne » et un lexique. Je suis incompetent pour apprécier la valeur de ce travail. Il m'a paru que c'est une louable compilation où ont été utilisés un grand nombre de livres anglais et allemands; il se peut qu'elle rende service à ceux qui n'ont pas de connaissances spéciales en ces matières. Mais pourquoi l'auteur a-t-il cru devoir faire précéder ces textes d'une très longue introduction (p. 23-377) sur « les Saxons en Angleterre »? Parce qu'à grand renfort de conjectures on peut en extraire quelque aperçu des invasions anglo-saxonnes? Mais pourquoi nous sert-il un simple réchauffé des Saxons in *England* de Kemble, ouvrage autrefois célèbre<sup>3</sup>, ruiné aujourd'hui dans ses parties principales? Est-il croyable qu'il puisse ignorer tout ce qui a paru en Angleterre et ailleurs depuis soixante ans sur l'histoire anglo-saxonne? Il reproduit sans sourciller, comme si c'était le dernier mot de la science, la théorie de Kemble sur la marche, ses erreurs sur le *bocland* et le *folcland*, etc.

1. F. Liebermann, *Die Gesetze der Angelsachsen*; II<sup>er</sup> Band, Zweite Hälfte, *Rechts- und Sachglossar*. Halle-a.-S., Niemeyer, 1912, in-4°, p. 255-758 à trois colonnes.

2. Hubert Pierquin, *le Poème anglo-saxon de Beowulf*; I, Introduction : *les Saxons en Angleterre*; II : *le Poème de Beowulf*, texte et traduction. Paris, A. Picard, 1912, in-8°, 846 p. Prix : 15 fr.

3. L'ouvrage de Kemble a paru en 1849; la réédition donnée par M. W. de Gray Birch en 1876 n'y a pas fait de changements notables.



S'il avait fait pour la partie historique de son livre la même enquête bibliographique que pour la partie linguistique, il se serait épargné la pire mésaventure qui puisse frapper de stérilité les efforts d'un érudit<sup>1</sup>.

Cela n'est rien encore. Dans un second volume, M. Pierquin se propose de donner un « recueil général » des chartes anglo-saxonnes<sup>2</sup>. On doit en approuver l'idée : le *Codex diplomaticus* de Kemble (1839-1848) est devenu très insuffisant; le *Cartularium saxonikum* de W. de Gray Birch (1883-1893) est resté inachevé à l'année 975; les publications de John Earle (1888), de MM. Napier et Stevenson (1895), sont fragmentaires. On conçoit un recueil, général en effet, où tous ces documents seraient placés à leur date chronologique; avec un bon index, et n'y eût-il ni notes, ni variantes, ni introduction, un tel « Corpus » rendrait des services. M. Pierquin a simplifié le travail au point de le rendre absolument inutile, car il s'est contenté de faire réimprimer un choix des pièces publiées par Kemble. Le *Codex diplomaticus* a six volumes; le *Recueil général* comprend six parties. Après l'apparition des deux premiers volumes, qui vont de 604 à 966, Kemble s'était avisé qu'il existait un grand nombre d'autres choses anglo-saxonnes; il en fit un nouveau paquet qui remplit le tome III (675-958); puis il reprit l'ordre chronologique dans les trois derniers volumes. M. Pierquin a religieusement maintenu ce désordre, alors peut-être inévitable. « Nous osons espérer », dit-il p. 24, « que ce labeur très long et souvent ingrat apportera quelque contribution à une histoire trop peu connue »; ce labeur a consisté à envoyer à l'imprimerie les chartes publiées par Kemble sans y rien changer, à moins d'impossibilité matérielle. Ainsi Kemble reproduit les abréviations des chartes originales; les imprimeries anglaises sont outillées pour un travail de ce genre, longtemps en faveur chez nos voisins; les nôtres, au contraire, sont

1. En appendice, M. Pierquin a réédité d'après Thorpe l'Ordonnance de police de Londres (*The dooms of the city of London*); il ignore l'édition critique donnée par F. Liebermann (*Gesetze*, I, 175). A la suite, il publie plusieurs pièces « qui peuvent paraître intéressantes au point de vue documentaire; [elles] sont extraites de *Warnkönig's History of Flanders*, vol. II (*sic*!) »; ce sont : la charte de Saint-Omer, 11 avril 1127, avec les Additions et changements faits par le comte Thierry d'Alsace, 22 août 1128; une charte de donation aux bourgeois de Saint-Omer, 1151; la keure de Bruges de 1190; l'ordonnance de Philippe d'Alsace de 1178; enfin une adaptation française des chartes de Beauvais, de Laon, d'Amiens et de Soissons. En quoi tout cela peut-il toucher les Saxons en Angleterre?

2. *Recueil général des chartes anglo-saxonnes. Les Saxons en Angleterre*, 604-1061. Paris, A. Picard, 1912, in-8°, 871 p. Prix : 15 fr.

le plus souvent dépourvues de caractères spéciaux pour figurer les abréviations usitées au moyen âge. L'imprimeur de M. Pierquin, d'ailleurs très soigneux (je n'ai pas constaté de fautes d'impression notables), s'est tiré comme il l'a pu de cette grosse difficulté, mais, dans certains cas, le résultat est pitoyable. Il serait peut-être indiscret de demander à M. Pierquin quel système l'a guidé dans le choix des pièces qu'il empruntait à Kemble. Le tome I de Kemble contient 240 numéros; la première partie de M. Pierquin 142. Pourquoi, dans un « recueil général » des chartes anglo-saxonnes, reproduire seulement la moitié de celles que l'on connaissait en 1839? M. Pierquin dit modestement (p. 24) qu'il a « tenté de refaire » le « magnifique » travail de Kemble; on voit maintenant ce qu'il faut penser de cette tentative, et l'on se demande non sans inquiétude ce qui la distingue d'un simple plagiat. Qu'en eût pensé Léopold Delisle, à la mémoire duquel le volume (oh, ironie!) est dédié?

Un nouveau volume des *Year-books* d'Édouard II a fourni à M. BOLLAND<sup>1</sup>, qui fut chargé de l'éditer après la mort successive de MM. Maitland et Harcourt, l'occasion de revenir sur un point controversé : par qui et à l'aide de quelles sources ont été composés ces *Annales* et aussi, par voie de conséquence, qu'en vaut le texte aux yeux de l'historien du droit? On semblait disposé à penser, comme Maitland, que c'étaient des notes d'audience prises par des clercs appartenant aux cours souveraines de justice. M. Bolland ne le pense pas : le texte des *Year-books* est trop mal composé, écrit dans un jargon trop incorrect pour qu'on puisse les attribuer à des hommes vivant dans un constant commerce avec des juges réputés par leur savoir et leur conscience professionnelle. Il suppose qu'il a dû exister auprès des cours royales des agences de compilations juridiques; ces agences employaient des mercenaires qui allaient prendre hâtivement des notes sur des bouts de parchemin; plus tard, ces notes étaient transcrites sur des registres par des copistes chargés d'en fabriquer un nombre d'exemplaires suffisant pour la clientèle. C'était une entreprise uniquement commerciale où l'intérêt juridique était relégué au dernier plan. M. Bolland imagine même que les notes prises à l'audience, et naturellement dans la langue officielle, qui était le français, étaient dictées aux copistes qui les reproduisaient au petit bonheur, parfois sans y rien entendre. C'est pour l'usage de ces ignorants, sans doute, que, vers la fin du XIII<sup>e</sup> siècle,

1. *The Eyre of Kent 6-7 Edward II, 1313-1314*, vol. II, edited for the Selden Society by William Craddock Bolland (t. VII des *Year-books of Edward II*). Londres, Quaritch, 1912, in-8°, LI-240 p., les p. 1-216 étant doubles.

fut rédigé un curieux traité latin en vingt-sept articles sur la manière d'écrire correctement les sons de ce français un peu spécial que désigne l'expression de *law-french*. Ce traité avait été déjà publié au moins deux fois, mais on n'en avait pas encore discerné la véritable origine; il paraît ici pour la troisième fois, accompagné d'une traduction anglaise. La conclusion à laquelle aboutit l'examen de M. Bolland est que les *Year-books* n'ont aucune valeur officielle et qu'il faut s'en servir avec précaution. Les soupçons de Maitland sont donc amplement confirmés et aggravés.

M. ARMITAGE-SMITH a publié en 1904 une fort estimable biographie de Jean de Gand, duc de Lancastre. Parmi les nombreux documents qu'il a utilisés, il faut placer au premier rang deux registres où les clercs de la chancellerie ducale ont copié les actes passés sous le sceau privé du duc; il a publié le texte intégral du premier de ces registres, qui se rapporte aux années 1371-1375 et contient plus de 1,800 numéros<sup>1</sup>. Ce chiffre dit assez l'importance de cette publication, où nous pouvons suivre, presque jour par jour, l'administration d'une grande maison princière dont les vastes possessions s'étendaient dans toutes les régions de l'Angleterre. Prince du sang, héritier des Leicester et des Lancastre, Jean de Gand était en outre, dans ces années-là, lieutenant de son frère aîné en Guyenne et il portait les titres de roi de Castille et de Léon; ses ambitions étaient encore plus grandes que ses titres. Ses registres sont comme un miroir affaibli où se reflète sa vie publique et privée. On notera que la plus grande partie des actes qui s'y trouvent sont en français; quelques-uns sont en latin; aucun n'est en anglais. Le texte paraît avoir été fidèlement reproduit. Une très brève introduction contient les renseignements indispensables sur les manuscrits utilisés, sur l'organisation de la maison du duc<sup>2</sup>, sur sa chancellerie et sur la diplomatique des actes; il faut y ajouter ce que l'auteur a déjà dit, parfois avec plus de développements, dans sa biographie de Jean de Gand. L'index est une table des noms propres<sup>3</sup> et aussi des noms

1. Sydney Armitage-Smith, *John of Gaunt's register*, publ. par la *Royal historical Society*. Camden third series, vol. XX-XXI. Londres, au bureau de la Société, 6-7 South Square, Gray's Inn, 1911, in-4°, xxv-350 et 415 p., un fac-similé.

2. A noter en particulier les actes, assez nombreux dans ce volume, qu'on peut qualifier « contrats de retenue », par lesquels le duc attachait les gens à son service. A la table, les noms de ces « retainers » sont notés d'un astérisque.

3. Cette table n'est pas aussi complète qu'on l'eût désiré. Il eût fallu y faire figurer les noms dans la forme même que leur ont donnée les clercs de la Chancellerie; marquer, par exemple, *Pampiloun* à côté de Pamplona (Pampelune), *Grenestede* avec renvoi à Grinstead, etc. J'ai noté quelques omissions,

de matières rangés sous des mots-types, tels que *homage*, *frank-pledge*, *writs*, etc.; un philologue y aurait sans doute ajouté un glossaire<sup>1</sup>.

Le Dr John CAIUS occupe une place fort honorable dans l'histoire de l'humanisme en Angleterre. Né à Norwich en 1510<sup>2</sup>, il fut élève du collège de Gonville à Cambridge (1529-1539); il y étudia d'abord la théologie, puis la médecine; il apprit le latin, le grec, l'hébreu, l'anglo-saxon. Il alla terminer ses études médicales à Padoue (1539), où il connut Vésale et où il enseigna : ce docteur en médecine y expliqua la logique et la philosophie d'Aristote. Puis il visita Florence, Pise, Venise, Rome, à la recherche des manuscrits de Galien et d'Hippocrate, dont il rapporta un bon nombre en Angleterre (1545). En route, il se lia d'amitié avec Conrad Gesner, pour lequel il écrivit un traité sur les chiens d'Angleterre et un catalogue analytique de ses propres ouvrages. En 1547, il fut « fellow » du collège des médecins à Londres, puis président de ce collège en 1555. Sa réputation, jointe sans doute à un caractère fait pour s'accommoder de tous les régimes politiques, le désigna pour remplir les fonctions de médecin auprès d'Edouard VI, de Marie Tudor et d'Élisabeth. Malgré le mauvais état de sa santé, il alla observer, sur les lieux même où elle faisait le plus de ravages, la terrible épidémie de suette qui sévit en 1552; il pratiqua beaucoup et enseigna l'anatomie, mais son principal titre au souvenir de la postérité, c'est l'amour qu'il ne cessa de porter au collège où il avait fait ses premières études. Enrichi par son art, vivant de rien dans un ménage de garçon, il employa tout son argent, à partir de 1557, à embellir et à doter le collège de Gonville, auquel, depuis lors, son nom est resté attaché; c'est lui-même qui en rédigea les statuts (1573). Demeuré fidèle aux anciennes mœurs, qu'il voyait avec regret chan-

de peu d'importance, il est vrai (n'aurait-il pas fallu mentionner Downs au n° 1430?). J'avais déjà constaté dans la biographie de Jean de Gand des négligences en ce qui concerne l'histoire de l'Aquitaine; j'en retrouve ici des traces : l'auteur a omis de marquer la rivière de Sèvre, nommée à côté de la Loire (sous la forme *Sceure*, n° 5); tandis qu'il identifie les noms de lieu anglais, il ne se préoccupe pas de savoir ce qu'étaient Piene (*corr.* Pierre) de « Landirainis » ou de « Landirains », ni le « soudain de Preissac » (n° 9), ni le « castrum Ordiales » qui figure dans les titres du Prince Noir. Il déforme le nom de La Roche-sur-Yon qu'il change en La Roche-sur-Yonne.

1. Je signalerai seulement les noms d'objets employés pour le service de la chapelle (n° 1334) et ceux des bijoux dont le duc fait présent à diverses personnes (n° 1342, 1343).

2. Son nom était Keys ou Kees; il le latinisa en Caius; à Padoue, il fut inscrit sous le nom de Gavius, ce qui explique qu'on ait pu nier son passage à l'Université de cette ville.

ger rapidement autour de lui, il voulait que son collège reçût exclusivement des enfants pauvres (les riches trouvaient facilement à se loger dans leurs « hostels ») et qu'une solide instruction classique les préparât, non à devenir des savants, mais à bien servir l'État. A leur intention, il fit élever trois portes donnant accès au collège et il leur donna des noms dont la valeur symbolique est assez claire : Humilité, Vertu, Honneur. Caius retourna mourir à Londres (1573). Le quatrième centenaire de sa naissance (6 octobre 1910) fut l'occasion de fêtes données par le collège de Gonville et Caius et l'on décida de rééditer les œuvres de celui qui en avait été le second fondateur<sup>1</sup>. Ses traités de médecine et d'histoire naturelle<sup>2</sup> ne sauraient nous arrêter ici, sauf un curieux livre sur l'épidémie de suette en 1552; sur les mines de houille, que l'on commençait d'exploiter, sur la fabrication de l'ale, sur la détestable hygiène pratiquée en tout lieu, il y donne des détails fort instructifs<sup>3</sup>. Par contre, sa dissertation sur l'antiquité de l'Université de Cambridge (bien plus ancienne, à ses yeux, que celle d'Oxford) est un monument de vaine érudition et d'inintelligence critique. Dans son Histoire de l'Université, le second livre renferme au moins d'utiles renseignements sur l'organisation des études et sur le corps universitaire de son temps<sup>4</sup>. Ses Annales du collège des médecins de Londres présentent quelque intérêt à partir de 1554<sup>5</sup>. Très savant homme, Caius paraît en somme avoir été un esprit plutôt médiocre; comme beaucoup d'autres, il succomba sous le fardeau d'un savoir tout livresque.

La législation royale relative aux Universités d'Oxford et de

1. *The works of John Caius, M. D., second founder of Gonville and Caius College and master of the College, 1559-1573, with a memoir of his life by John Wenn, edited by E. S. Roberts, master. Cambridge, at the University Press, 1912, in-8°. Prix : 18 sh. (Chaque œuvre a sa pagination à part.)*

2. *De medendi modo libri duo* (1556); *De canibus britannicis liber unus* (dédié à C. Gesner); *De rariorum animalium et stirpium historia liber unus* (1570).

3. *De Ephemera britannica*, dédié à Antoine Perrenot, évêque d'Arras (1555); suivi de *A boke or Counseill against the disease commonly called the Sweat or Sweatyng sicknesse*, dédié au comte de Pembroke (1552).

4. *De antiquitate Cantebriigiensis Academiae libri duo, in quorum secundo de Oxoniensis quoque gymnasii antiquitate disseritur* (1574); *Historia Cantebriigiensis Academiae ab urbe condita* (1574). A ces dissertations, on peut rattacher un intéressant traité de Caius sur ses livres et ses œuvres : *De libris suis liber unus* (dédié aussi à C. Gesner, 1570) et une dissertation sur la prononciation du grec et du latin : *De pronunciatione graecae et latinae linguae*.

5. *Annalium Collegii medicorum Londini liber, anno 1555 institutus ou The first booke of the Annals of the royal College of Physicians, London, comprising the years 1518-1572*. Cet ouvrage est publié ici pour la première fois; les autres ne sont que des réimpressions.

Cambridge ne règle pas seulement leur organisation économique, morale et spirituelle; elle touche aussi par beaucoup de côtés à l'histoire générale. Feu le D<sup>r</sup> Griffiths avait, en 1869, publié un recueil des actes du Parlement relatifs à ces universités, qui est aujourd'hui épuisé. Les délégués du « Clarendon Press » et la Société d'histoire d'Oxford ont pensé qu'il était utile de le rééditer, en le complétant, et ils ont chargé de ce travail M. SHADWELL, professeur à New College<sup>1</sup>. Dans le nouveau recueil figurent, outre les textes des lois encore en vigueur, celui des lois qui ont été abrogées; c'est donc toute la législation concernant les deux universités et leurs collèges, ainsi que ceux de Winchester, d'Eton et de Westminster. Sans doute, la plupart des dispositions adoptées par ces lois ont un intérêt exclusivement local, mais le rôle social et politique joué par les Universités a été si grand qu'à chaque instant on se trouve transporté au cœur même de la « Kulturgeschichte ». Que l'on parcoure par exemple la série des actes des Tudors, qui occupent une si grande place dans le tome I, et celle des actes promulgués sous le régime du Long Parlement et du Protectorat, qui remplissent le second appendice du tome IV, et l'on comprendra l'utilité d'une pareille publication. Elle a d'ailleurs été exécutée avec le soin le plus scrupuleux, comme il convient de traiter des textes de loi dans un pays où la jurisprudence est si foncièrement formaliste qu'il en faut tout respecter, à la lettre, jusqu'aux points et aux virgules.

Ch. BÉMONT.

(Sera continué.)

## HISTOIRE DE FRANCE.

### RÉVOLUTION.

Le flot montant des publications sur l'époque révolutionnaire, parmi lesquelles beaucoup de travaux d'une valeur sérieuse, menace de submerger à bref délai le critique consciencieux; on nous excusera donc de resserrer, dans la mesure du possible, les limites déjà bien élargies de ce compte-rendu. Nous commencerons, selon notre habitude, par énumérer les nouveaux volumes de publications

1. Lionel Lancelot Shadwell, *Enactments in Parliament, specially concerning the Universities of Oxford and Cambridge, the colleges and halls therein, and the colleges of Winchester, Eton and Westminster*. Oxford, at the Clarendon Press, 1912, 4 vol. in-8°, xxxix-360, 407, 420-384 p. Prix : 2 l. 2 sh.



officielles relatives à la Révolution. Voici tout d'abord la série des Cahiers des doléances. M. J.-J. VERNIER nous a donné le tome III de ceux des *Bailliages de Troyes et de Bar-sur-Seine*<sup>1</sup>, qui contient les cahiers des bailliages secondaires de Méry-sur-Seine, Nogent-sur-Seine, Virey-sur-Bar et Rumilly-les-Vaudes, avec de courtes notices préliminaires et une introduction générale assez étendue sur le bailliage de Bar-sur-Seine. Le volume renferme en outre la table des matières des trois volumes, celle des noms de lieux et de personnes. C'est également le troisième volume des *Cahiers du département de la Marne* que publie M. G. LAURENT<sup>2</sup>. Il comprend ceux du bailliage de Châtillon-sur-Marne, environ quatre-vingts localités (Aiguozy-Vincelles), les procès-verbaux de l'assemblée préliminaire du tiers (mars 1789), etc. M. Laurent y a joint une introduction très détaillée sur la situation économique des divers bailliages, sur l'état de l'agriculture, du commerce et de l'industrie de la région. MM. H. SÉE et A. LESORT ont mis au jour le tome III des *Cahiers de la sénéchaussée de Rennes*<sup>3</sup>. Il embrasse ceux des évêchés de Saint-Malo et de Saint-Brieuc, préparés avec le soin accoutumé : on retrouve dans certains de ces cahiers, au milieu de réclamations stéréotypées, empruntées aux bons modèles, des accents plus individuels. C'est du même département que nous vient un volume de documents relatifs à la *Vente des biens nationaux dans les districts de Rennes et de Bain*<sup>4</sup>, préparé par M. A. GUILLON et A. REBILLON. Comprenant le labeur énorme qu'impliquait le dépouillement intégral de tous les dossiers de ventes pour la France entière, le Comité directeur s'est prononcé pour un système qui, s'il est critiquable au point de vue de la théorie pure, épargnera le temps des travailleurs et l'argent des contri-

1. *Département de l'Aube. Cahiers de doléances du bailliage de Troyes (principal et secondaire) et du bailliage de Bar-sur-Seine pour les États-Généraux*, publiés par J.-J. Vernier, archiviste de la Seine-Inférieure, t. III. Troyes, impr. Nouel, 1911, LXXIX-617 p., gr. in-8°.

2. *Département de la Marne. Cahiers de doléances*, publiés par Gustave Laurent, greffier du tribunal, etc. T. III : *Bailliages de Sézanne et de Châtillon-sur-Marne*, 2<sup>e</sup> partie. Épernay, impr. Villiers, 1911, CCXXXVIII-502 p., gr. in-8°, carte.

3. *Département d'Ille-et-Vilaine. Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Rennes pour les États-Généraux*, publiés par Henri Sée, professeur à l'Université de Rennes, et André Lesort, archiviste d'Ille-et-Vilaine, t. III. Rennes, impr. Oberthur, 1911, 835 p., gr. in-8°.

4. *Département d'Ille-et-Vilaine. Documents relatifs à la vente des biens nationaux*, publiés par Adolphe Guillon, notaire honoraire, et Armand Rebillon, professeur au lycée. District de Rennes et de Bain. Rennes, impr. Oberthur, 1911, LXXIX-773 p., gr. in-8°.

buables. On choisira dans un département deux districts seulement, districts-types, pour ainsi dire, aussi dissemblables que possible, ce qui permettra de se faire une idée tout au moins approximative de l'importance des ventes dans ce département. C'est cette méthode qui est appliquée dans le présent volume; le district de Rennes, résidence de la noblesse, renfermant de grands biens ecclésiastiques, forme contraste avec celui de Bain, exclusivement agricole, à peu près sans terres d'Église, et où la chouannerie a notablement entravé les ventes nationales<sup>1</sup>. M. P. MOULIN termine par un quatrième volume son recueil consacré à la *Vente des biens nationaux dans le département des Bouches-du-Rhône*<sup>2</sup>. Il renferme la suite des inventaires, ventes, arrentements et restitutions de ces biens, rangés alphabétiquement par communes, depuis *Salon* jusqu'à *Vitrolles*. On y trouvera aussi des pièces formant appendice à la deuxième partie, ainsi qu'une série de documents (correspondances du Directoire du département, arrêtés, rapports, etc. (1791-1794), un tableau des anciens poids et mesures et enfin les tables alphabétiques (noms de lieux et de personnes) de tout l'ouvrage. M. Ch. PORÉE nous fournit le tome I des documents relatifs à la *Vente des biens nationaux dans le district de Sens*<sup>3</sup>. Nous signalons l'excellente introduction, de près de deux cent cinquante pages, dans laquelle l'archiviste de l'Yonne nous oriente, en une dizaine de chapitres, sur ses sources et les différentes faces de son sujet. Il résume son enquête en constatant que, des biens nationaux du district (formant à peu près 12 % de ce territoire), une petite part seulement échet aux paysans; que les terres ecclésiastiques disparaissent, la noblesse s'appauvrit légèrement et que la bourgeoisie s'arrondit dans des proportions notables. Les ventes furent fructueuses pour l'État de 1790 à 1791; les résultats de celles de 1792-1793 furent médiocres, mais non désastreux. On nous permettra d'intercaler ici, puisque nous parlons des ventes de biens nationaux, le travail de M. LÉON DUBREUIL sur ceux du Départe-

1. Nous recommandons surtout la lecture du chapitre VI (*Sources et leur utilisation*), où l'on verra que les registres de l'enregistrement furent si mal tenus ou sont si dépareillés qu'on ne saurait répondre avec certitude ni sur le nombre des nouveaux propriétaires créés par ces ventes, ni sur la conservation des biens nationaux acquis par eux.

2. *Département des Bouches-du-Rhône. Documents relatifs à la vente des biens nationaux*, publiés par Paul Moulin, t. IV. Marseille, typogr. Barlatier, 1911, 435 p., gr. in-8°.

3. *Département de l'Yonne. Documents relatifs à la vente des biens nationaux dans le district de Sens*, publiés par Charles Porée, archiviste de l'Yonne, t. I. Auxerre, impr. coopérative ouvrière, 1912, CCXLV-500 p., gr. in-8°.

ment des Côtes-du-Nord<sup>1</sup>, bien qu'il ne s'agisse point d'une publication à attaches officielles. C'est un travail remarquable qui, après celui de M. Marion, recommandé dans notre dernier bulletin, pourra servir de modèle et de guide aux travailleurs sérieux sur une matière aussi délicate; M. Dubreuil ne s'est pas seulement efforcé d'expliquer le mécanisme des opérations, d'en discuter les résultats financiers, mais il a poursuivi l'étude des conséquences économiques de ces ventes jusqu'à la Restauration<sup>2</sup> et il a dû certainement consacrer bien du temps à dresser les tableaux statistiques qui terminent et résument chacun de ses chapitres. La conclusion générale du livre, c'est que la vente des biens nationaux (pour les Côtes-du-Nord, bien entendu) n'a exercé aucune influence notable sur les classes paysannes. Les cultivateurs ne surent, ne purent ou n'osèrent pas sensiblement augmenter leurs propriétés (p. 641), et c'est la bourgeoisie qui a été la véritable bénéficiaire des aliénations nationales (p. 650).

Le travail de M. Ch. LORAIN nous introduit dans une série nouvelle, celle des *Documents économiques*, relative aux subsistances. Il s'occupera, dans son ensemble, de la question des *Subsistances en céréales dans le district de Chaumont, de 1788 à l'an V*<sup>3</sup>. Le premier volume (l'introduction générale ne paraîtra qu'avec le tome II) renferme les pièces se rapportant aux deux périodes qui s'étendent de l'été 1788 à mai 1793 et du 4 mai 1793 au 4 nivôse de l'an III. Les documents les plus intéressants sont ceux qui se rapportent à l'émeute de Chaumont (6 novembre 1791). — M. J. ADHER a mis au jour la *Correspondance et les délibérations du Comité des subsistances de Toulouse*<sup>4</sup>, d'août 1793 à mars 1795, d'après les registres conservés aux Archives municipales<sup>5</sup>. L'introduction de M. Adher pourrait être plus détaillée; on n'y voit pas assez net-

1. Léon Dubreuil, *la Vente des biens nationaux dans le département des Côtes-du-Nord (1790-1830)*. Paris, H. Champion, 1912, xviii-705 p., gr. in-8°, carte.

2. M. Dubreuil émet, à ce sujet, l'avis que le milliard des émigrés fut « peut-être la seule grande pensée et la seule bienfaisante de la Restauration » (p. 539).

3. *Département de la Haute-Marne. Les subsistances en céréales dans le district de Chaumont, de 1788 à l'an V*, documents publiés par Charles Lorain, aumônier du lycée de Chaumont, t. I. Chaumont, typogr. Cavaniol, 1911, 796 p., gr. in-8°.

4. *Département de la Haute-Garonne. Le Comité des subsistances de Toulouse (août 1793-mars 1795). Correspondance et délibérations*, par J. Adher, directeur d'école publique. Toulouse, impr. Privat, 1912, XLVIII-411 p., gr. in-8°.

5. Il s'y trouve une lacune d'environ trois mois, du 20 mai au 12 août 1793.

tement non plus l'action des autorités locales et de leurs délégués dans la lutte contre la famine. On pourrait également, à un point de vue plutôt théorique, regretter de voir traiter ainsi la question des subsistances dans le cadre étroit d'une seule ville. Impossible en tout cas de tirer d'un dossier aussi restreint des conclusions un peu générales, puisqu'on ignore si la banlieue immédiate ou les campagnes plus éloignées ont souffert ou non des réquisitions du Comité toulousain.

MM. C. BLOCH et A. TUETÉY ont réuni, en les annotant, les *Procès-verbaux et les rapports du Comité de mendicité de la Constituante*<sup>1</sup>; excellente idée, bien que la plupart de ces rapports aient été insérés dans les *Archives parlementaires*. Les soixante-dix procès-verbaux restés inédits vont du 2 février 1790 au 25 septembre 1791, mais la correspondance du Comité a malheureusement disparu presque tout entière. En les parcourant, on est frappé de voir combien les questions d'assistance publique intéressaient alors peu les autorités départementales qui ne répondent qu'en petit nombre, et dans certaines régions seulement, aux questions et aux appels du Comité<sup>2</sup>. Une nouvelle série de la collection des *Documents inédits* est également inaugurée par la mise au jour du tome I des rapports sur *Paris pendant la Terreur* fournis au ministère de l'Intérieur par ses agents secrets et dont la publication a été confiée à M. Pierre CARON<sup>3</sup>. Ce corps d'« observateurs », créé par Garat en mai 1793, continua de fonctionner jusqu'au moment où Paré, qui lui succéda, fut arrêté comme dantoniste, et les derniers rapports ont été fournis vers la fin de germinal an II. Quoique rédigés par des individus provenant de milieux très divers et de capacités intellectuelles très inégales, on peut dire pourtant, avec M. Caron, que, dans leur ensemble, « ils ont reflété l'état d'esprit de la foule anonyme », et c'est là « ce qui les met en bonne place parmi les sources de l'histoire de la Terreur » (p. xxiii)<sup>4</sup>, car,

1. *Procès-verbaux et rapports du Comité de mendicité de la Constituante (1790-1791)*, publiés et annotés par Camille Bloch, inspecteur général des archives, et Alexandre Tuetéy, chef de section aux Archives nationales. Paris, Impr. nationale, 1911, LX-847 p., gr. in-8°.

2. Et pourtant la lecture de certains de ces rapports (celui, par exemple, sur les hôpitaux parisiens, avec leur population de 28,000 âmes, et toutes les horreurs qu'il révèle) montre que tout, ou à peu près, restait à faire, malgré la charité tant vantée du bon vieux temps.

3. *Paris pendant la Terreur. Rapports des agents secrets du ministre de l'Intérieur*, publiés par Pierre Caron, t. I. Paris, A. Picard et fils, 1910, LX-427 p., in-8°.

4. Ce premier volume va du 27 août au 25 décembre 1793. On sait que

au plus fort de la crise, ces notes quotidiennes gardent un ton plutôt calme et n'ont presque jamais celui d'enragés sectaires. M. F.-A. AULARD, continuant son vaste recueil des *Actes du Comité de Salut public*<sup>1</sup>, avec la correspondance officielle des représentants en mission, en est arrivé à son vingt et unième volume, qui embrasse les événements d'un mois (22 ventôse-22 germinal an III)<sup>2</sup>. On y trouvera peu de détails nouveaux sur la chouannerie, mais les avant-coureurs, puis les répercussions provinciales du mouvement parisien du 12 germinal<sup>3</sup>. On y peut signaler aussi le curieux rapport de Cochon et d'Alquier, envoyé d'Amsterdam, sur la situation de la Hollande (p. 773). M. A. DEBIDOUR nous offre le second volume du *Recueil des actes du Directoire exécutif*, qui s'étend du 1<sup>er</sup> germinal au 15 messidor de l'an IV<sup>4</sup>. Parmi les pièces plus intéressantes, nous signalerons les lettres du Directoire à Moreau sur sa nomination de général en chef de l'armée du Rhin (25 mars), sur son plan de campagne (10 avril) et sur un complot des *patriotes* de la Forêt-Noire qu'il doit favoriser. Notons encore la lettre à Bonaparte l'invitant à enrichir le Muséum national des trésors de l'Italie et à réparer ainsi les ravages du vandalisme au sein de la République (7 mai) et celle à Jourdan (28 juin) qui « décidera du sort de l'Allemagne »<sup>5</sup>.

Parmi les travaux d'ensemble sur l'histoire de la Révolution, un des plus discutés, à coup sûr, sera celui de M. le docteur Gustave LE BON, *la Révolution française et la psychologie des révolutions*<sup>6</sup>. L'auteur, partisan d'une « tyrannie énergique » pour

M. Adolphe Schmidt, professeur à Iéna, publia en 1867, le premier, un certain nombre de ces rapports. Depuis M. Dauban, puis M. Caron lui-même en avaient publié d'autres. Sur les 2,600 qui ont été fournis, il en reste environ 1,500, dont 964 étaient, jusqu'ici, tout à fait inédits.

1. *Recueil des actes du Comité de Salut public, avec la correspondance officielle des représentants en mission*, publié par F.-A. Aulard, t. XXI. Paris, Impr. nationale, 1911, 879 p., gr. in-8°.

2. Du 12 mars au 11 avril 1795.

3. Voy. rapport de Mailhe sur les Jacobins de Dijon (p. 447), les lettres vantes et sentimentales envoyées d'Amiens par Blaux (p. 487, 521, 563), celle de Dupont, à Rouen (p. 571), de Mazade, à Metz (p. 602), etc.

4. *Recueil des actes du Directoire exécutif*, publiés et annotés par A. Debidour, professeur à la Faculté des lettres, etc., t. II. Paris, Impr. nationale, 1911, 865 p., gr. in-8°.

5. Lire *Ebersheimmünster, Bennwihr, Stroehlin, Hüttendorf, Zinswiller*, pour *Ebresheimmunster, Benviho, Stocklin, Huttendorf, Zimswiller*. — P. 296, ce n'est pas depuis 1648, mais depuis 1525 que Mulhouse était, non pas incorporée, mais alliée aux cantons helvétiques.

6. D<sup>r</sup> Gustave Le Bon, *la Révolution française et la psychologie des révolutions*. Paris, Flammarion, 1912, 328 p., in-18.



reconstruire les « barrières ancestrales », est naturellement hostile à ce mouvement, « également incompris d'ailleurs de ceux qui le firent et de ceux qui le racontèrent »<sup>1</sup>. Au milieu d'observations justes et pénétrantes sur la psychologie des foules<sup>2</sup>, on trouve bien des paradoxes qui provoqueront de vives répliques parmi les fervents du bloc, tandis que ce nouveau volume de M. Le Bon deviendra sans doute l'Évangile du journalisme réactionnaire. Les plus modérés se refuseront à ne voir dans la Révolution que l'espèce de sarabande haïtienne qu'il nous présente et à constater avec lui qu'elle n'a abouti, après un siècle d'émeutes, qu'à remplacer les tyrannies individuelles par des tyrannies collectives infiniment plus dures et à un abaissement de la moralité générale qui prépare les grandes décadences (p. 303). C'est M. Louis MADELIN qui, dans l'*Histoire de France pour tous*, dirigée par M. Franz Funck-Brentano, s'est chargé du volume sur la Révolution<sup>3</sup>; le biographe de Fouché était certainement qualifié pour fournir un bon travail sur cette période, d'autant qu'il ne s'agissait, comme il le dit très modestement lui-même, que « de la mise au point provisoire d'une enquête à peine commencée ». Il a placé son œuvre, rédigée d'un style alerte, sous le patronage du comte Vandal et, comme le dernier ouvrage du défunt historien, elle aboutit à la glorification de Bonaparte<sup>4</sup>. Sans être aussi pessimiste que M. Le Bon, M. Madelin n'aime guère, semble-t-il, la Révolution, et de la première à la dernière page de son livre, on perçoit je ne sais quelle ironie, contenue, mais perpétuelle, qu'il répand sur les hommes et les choses<sup>5</sup>. On dirait que la fréquentation trop intime du peu sympathique personnage que fut le duc d'Otrante l'a privé de la faculté de vibrer à l'unisson de la nation dans les premiers mois inoubliables de 1789; même

1. L'auteur déclare d'un ton hautain que Michelet et M. Aulard « n'ont pas soupçonné la psychologie des foules » (p. 100); ce n'est pas une opinion très répandue.

2. Il ne faudrait pourtant pas que M. Le Bon se figurât avoir découvert certaines vérités qu'aucun historien sérieux n'a jamais niées, par exemple que les masses parisiennes ont été longtemps menées par quelques milliers de sectaires jacobins. Quand il fait ressortir avec tant d'insistance la faible influence de la raison sur la Révolution, je ne sache pas qu'on ait jamais prétendu que la Terreur soit sortie d'une crise de rationalisme, etc.

3. Louis Madelin, *la Révolution*. Paris, Hachette, 1911, VII-578 p., in-8°.

4. « Jamais grand événement ne fut plus méconnu que celui de Brumaire », ce grand événement par lequel « Bonaparte va donner à la France ce qu'elle attend », c'est-à-dire quinze années de guerres supplémentaires et le désastre final!

5. On est à se demander, en terminant, ce qu'il admire au fond ou ce qu'il dédaigne, 1789 et la liberté, 1794 et la Terreur, la paix ou les conquêtes.



alors, il ne voit partout que trames égoïstes et, sous le masque de l'enthousiasme, la bourgeoisie rancunière se sert des ouvriers pour défoncer les Bastilles et des paysans pour brûler les châteaux. Quand l'auteur ne peut se soustraire entièrement à l'impression de certaines de ces « heures solennelles où il apparaît que les temps sont révolus », il s'empresse de les appeler « des heures de tendresse généreuse, un peu niaise ». Le récit est d'ailleurs très vivant, riche en faits, trop riche peut-être, car on y trouve parfois des allusions à d'autres faits qu'il ne présente pas à ses lecteurs<sup>1</sup>. M. Gustave GAUTHEROT, après nous avoir donné quelques intéressantes monographies sur l'histoire de l'évêché de Bâle pendant la Révolution, aborde aujourd'hui l'histoire générale de cette époque par un volume sur *l'Assemblée constituante*<sup>2</sup> qui n'est sans doute que le premier de toute une série. Professeur à l'Institut catholique, spécialement chargé de juger et de condamner la Révolution devant un « auditoire d'élite » (p. ix), il devait forcément aboutir à en constater la faillite, car, dit-il avec une belle hardiesse, « c'est l'honneur de l'enseignement libre de n'avoir à tenir aucun compte des légendes intéressées » (p. xiii). Aussi répète-t-il, après Joseph de Maistre, que c'est une époque « satanique en son essence » et que « la Terreur date de 1789 » ainsi que « la folie collective qui s'empara alors de notre pays » (p. 153). Il est assurément facile de dresser le bilan des fautes de la Constituante; qui ne les connaît pas? Mais prétendre « qu'elle n'a fait que détruire et désagréger, les uns après les autres, les éléments constitutionnels de la France » et que, « si nous craignons toujours de ne plus voir rester pierre sur pierre dans nos foyers, c'est à elle que nous le devons », cela passe néanmoins les limites de l'injustice qu'on peut pardonner aux politiciens réactionnaires, mais non pas à qui se réclame de la science<sup>3</sup>. Au milieu de quelques observations justes que de sarcasmes inutiles et d'affirmations sujettes à caution<sup>4</sup>! Les indications bibliographiques sont insuffisantes, le style est parfois douteux<sup>5</sup>.

1. Pourquoi tant de renvois au milieu du texte, dans un livre comme celui-ci, à des narrateurs, Adolphe Schmidt, Albert Vandal, Albert Sorel, Ernest Daudet, etc.?

2. Gustave Gautherot, professeur d'histoire de la Révolution française à l'Institut catholique de Paris, *l'Assemblée constituante. Le philosophisme révolutionnaire en action*. Paris, Beauchesne et C<sup>ie</sup>, 1911, xv-540 p., in-8°.

3. Pour montrer jusqu'où va le fanatisme de l'auteur, nous signalerons seulement la page où il compare M. Ernest Lavisse avec M. Hervé et parle d'une « version élégante et académique du drapeau dans le fumier » (p. 450).

4. Qui croira que la formation du fameux camp de Jâlès ait été la plus inoffensive des manifestations en faveur de « la liberté catholique française »?

5. Ainsi, parlant du féminisme, M. Gautherot, après avoir déclaré que « le

Avec un peu plus de pompe, dans un langage un peu plus vieillot, nous rencontrons les mêmes invectives dans la nouvelle traduction d'Edmond BURKE, *Réflexions sur la Révolution française*, donnée par M. Jacques D'ANGLEJAN<sup>1</sup>. Il paraît que, dans certains milieux, on considère toujours encore ce célèbre pamphlet comme un bélier capable de démolir la Bastille révolutionnaire. Tout le monde connaît l'opuscule de celui qu'Albert Sorel appelait « l'anglais le plus fanatiquement insulaire des trois royaumes » ; inutile d'en parler autrement que pour constater combien, à côté de certains développements oratoires splendides et de certains arguments vraiment topiques ou du moins assez spécieux, Burke énonce des jugements d'une faiblesse extrême. Écrivant pour un public anglais, très nationaliste alors, très ignorant aussi des choses du dehors et peu porté aux conceptions générales, il eut assurément beaucoup de succès de l'autre côté de la Manche, mais je crains bien que son nouveau traducteur se soit fait illusion s'il compte que la prose abondante du vieux conservateur morde sur le public français.

C'est avec plaisir qu'au sortir de pareilles lectures on passe à celle d'un ouvrage scientifique et sérieux comme celui que M. Robert REDSLOB, professeur agrégé à la Faculté de droit de Strasbourg, a consacré aux *Théories de la Constituante sur l'État*<sup>2</sup>. C'est un examen très détaillé, très lucide des doctrines professées au sein de l'Assemblée nationale, de leurs antécédents d'outre-Manche et d'outre-mer et des décisions prises par la Constituante pour remodeler l'organisme de l'État. Dans tout le cours de cette solide étude se manifeste une sympathie très visible, mais nullement aveugle, pour le grand mouvement de la Révolution, ce qui ne saurait étonner, puisque l'auteur est Alsacien de naissance et qu'il a vécu, par suite, dans un milieu tout imprégné des idées de 1789. Dans une dizaine de chapitres, M. Redslob examine successivement les idées de la Constituante sur les libertés naturelles, sur le contrat social, la souveraineté du peuple, les droits de l'homme, le pouvoir constituant, etc., etc., il nous montre les conflits nés entre les tenants de

christianisme a résolu ce délicat problème », nous assure que « les viragos révolutionnaires », qui en attendaient la solution par la Révolution, « restèrent les dindes de la farce » (p. 411).

1. Edmond Burke, *Réflexions sur la Révolution française*, traduites de l'anglais par Jacques d'Anglejan et précédées d'une introduction du même, nouv. éd. Paris, Nouvelle librairie nationale, 1912, xxviii-418 p., gr. in-8°.

2. *Die Staatstheorien der französischen Nationalversammlung von 1789, ihre Grundlagen in der Staatslehre der Aufklärungszeit und in den englischen und amerikanischen Verfassungsgedanken*, von Dr Robert Redslob, Privatdozent, etc. Leipzig, Veit, 1912, 368 p., in-8°.

la théorie pure et les nécessités politiques du moment. Il nous fait voir surtout que, si l'Assemblée s'est inclinée devant Jean-Jacques et l'a copieusement encensé, ce n'est pas lui cependant qui fut le véritable inspirateur de la Constitution de 1791 ; le père des théories constitutionnelles réalisées dans cette charte éphémère, c'est bien plutôt l'auteur de *l'Esprit des lois* que celui du *Contrat social*.

Le travail de M. H.-A. GOETZ-BERNSTEIN sur la *Diplomatie de la Gironde* : J.-P. Brissot<sup>1</sup>, dédié à M. Aulard, n'est et ne veut être ni une nouvelle histoire des Girondins, ni une biographie du célèbre conventionnel ; c'est une étude détaillée de ce qu'on pourrait appeler la politique étrangère de la Gironde, s'il était établi d'abord qu'il y eut jamais unité de vues sur ce sujet entre les journalistes et les parlementaires du groupe et que leur influence se soit traduite d'une façon marquée dans les actes du gouvernement. L'impression que nous laissent les recherches consciencieuses de M. Goetz-Bernstein, c'est que le *propagandisme* des Girondins fut affaire de tempérament bien plus que de réflexion et qu'au fond ils ont rendu un mauvais service à la France, — et même à leur propre parti, — en surexcitant les craintes des puissances étrangères et en hâtant ainsi la crise dont ils furent les victimes<sup>2</sup>. Brissot, en particulier, que beaucoup de ses contemporains considéraient comme un oracle en politique étrangère, n'avait qu'un bien mince bagage de connaissances sérieuses, et s'il a plus tard été indignement calomnié par les montagnards, il avait lui-même traité, avec un pareil manque d'équité, de Lessart et les Feuillants. Les jugements de l'auteur, s'ils sont parfois sévères, ne nous paraissent presque jamais injustes<sup>3</sup>. M. P. MAUTOUCHET nous fournit un utile instrument de travail, qui épargnera bien des recherches, dans son volume sur le *Gouvernement révolutionnaire*<sup>4</sup> ; ce recueil contient un choix de documents relatifs à la période qui s'étend du 10 août 1792 jusqu'au moment de la mise en vigueur de la Constitution de l'an III. L'auteur a mis en tête une introduction très précise sur l'organisation du pouvoir dictatorial exercé successivement par la Législative, la Convention et le Comité de Salut public. Les textes mêmes qui

1. H.-A. Goetz-Bernstein, *la Diplomatie de la Gironde*. Jacques-Pierre Brissot. Paris, Hachette et C<sup>ie</sup>, 1912, xx-450 p., gr. in-8°.

2. On doit leur reprocher aussi d'avoir poussé à la guerre sans avoir fait prendre d'abord les mesures nécessaires pour en rendre possible la réussite.

3. P. 74, il est question d'un roi Léopold, à Vienne. — P. 311, le prince-évêque de Bâle est appelé *ministre* du Cercle du Haut-Rhin pour *membre*. — Lire d'Harembure pour d'Harembure, etc.

4. Paul Mautouchet, docteur ès lettres, *le Gouvernement révolutionnaire* (10 août 1792-4 brumaire an IV). Paris, E. Cornély et C<sup>ie</sup>, 1912, 406 p., in-8°.

forment le gros du volume sont groupés en trois chapitres : *Révolution ascendante* (10 août-14 frimaire an II); *Terreur* (14 frimaire-9 thermidor); *Période descendante* (9 thermidor an II-4 brumaire an IV). Ces documents sont bien choisis; seulement, il n'est pas permis d'oublier qu'ils n'embrassent nullement *tous* les faits du gouvernement révolutionnaire. En dehors des décrets officiels, les représentants en mission, les comités locaux, les tribunaux d'exception ont bien souvent encore aggravé les mesures ordonnées de haut, afin d'anéantir « les derniers germes du fanatisme et de la contre-révolution ».

Pour se rendre compte de la façon dont ils procédaient, on n'a qu'à feuilleter les ouvrages dont il nous faut maintenant parler. Voici d'abord la *Liste des victimes du Tribunal révolutionnaire de Paris*<sup>1</sup>, qui contient, de janvier 1793 à septembre 1794, un total de 2,794 noms, pour la plupart obscurs, victimes d'autant plus lamentables qu'elles n'avaient joué aucun rôle dans le drame révolutionnaire. Elle a été formée d'après les actes de décès du registre de la municipalité, registre qui avait été fort heureusement copié par M. Rathelot, greffier-chef de l'état civil au Palais de Justice, avant d'être brûlé sous la Commune. Ces copies ont été déposées aux archives de la Seine. En les réimprimant, l'éditeur presque anonyme, — qui signe seulement G. F., — y a joint le relevé numérique des exécutions par journées. Il y en a 272 seulement pour toute l'année 1793; mais en avril 1794, les fournées quotidiennes comprennent jusqu'à 35, en mai jusqu'à 59, en juillet jusqu'à 70 victimes. Après le 11 thermidor, il n'y eut plus que 26 exécutions<sup>2</sup>. M. DUNOYER, qui nous avait déjà fait connaître les deux jurés du tribunal révolutionnaire, Vilate et Trinchard, a jugé que Fouquier-Tinville avait droit, lui aussi, à une nouvelle monographie, encore que M. G. Lenôtre nous eût tout récemment entretenu du terrible accusateur public<sup>3</sup>. Cette « sombre et énigmatique figure, pesée dans les justes balances de l'impartiale histoire », lui semble un peu moins coupable que les présidents et les jurés de son tribunal. Le livre de M. Dunoyer est moins une histoire complète

1. *Liste des victimes du Tribunal révolutionnaire à Paris*. Paris, A. Picard et fils, 1911, 194 p., in-8°.

2. L'éditeur aurait pu corriger facilement les assez nombreuses erreurs de copie dans les noms de lieux et de personnes. — Lire *Wipfeld* pour *Vyzefeld*, *Molsheim* pour *Motzen*, *Beysser* pour *Beyssen*, *Villeneuve-Trans* pour *Villeneuve-Traus*, etc.

3. Alphonse Dunoyer, *Fouquier-Tinville, accusateur public au Tribunal révolutionnaire (1746-1795)*, d'après des documents des Archives nationales. Paris, Perrin et C<sup>ie</sup>, 1913, 470 p., in-8°, portrait.

de Fouquier-Tinville qu'une étude psychologique tendant à expliquer l'inconscience de l'homme besogneux, aux mains duquel des camarades aussi inconscients que lui avaient mis la « machine à juger ». De là ses protestations hautaines, à la veille de monter sur l'échafaud, qu'il mourait « pour la patrie et sans reproche ». Je ne sais si cette réhabilitation partielle convaincra le public; pour ma part, je crois que c'est très consciemment que cet homme, au « cerveau déformé par la chicane », exerçait son horrible métier. Après Paris, nous retrouvons encore la Terreur en province avec les *Noyades de Nantes*, que M. Gustave LENÔTRE a cru devoir remplacer, une fois de plus, sous les yeux du public<sup>1</sup>. Après les deux ouvrages récents et détaillés de MM. le comte Fleury (1897) et Lallié (1900), le besoin d'une nouvelle biographie du farouche et quasi-dément bourreau de Nantes ne se faisait pas précisément sentir, et le volume de M. Lenôtre, mi-réquisitoire, mi-récit romanesque aux scènes dramatiques (p. 119, 128, 246, etc.), ne constitue pas un progrès sur ses devanciers. « Carrier était-il fou? », demande l'auteur, et il répond : « Peut-être! » Déjà, M. Fleury avait parlé de son « cerveau malade, que l'abus des jouissances entraînait jusqu'à la démence », et M. Lallié constatait de son côté que « son intelligence était médiocre et sa raison pas des plus saines ». C'est donc l'opinion générale que l'inventeur des noyades était un déséquilibré; ses folies sanguinaires n'ont été possibles que par la lâcheté publique, et le vrai coupable de tant de crimes, ce n'est pas ce fou furieux, qu'il est absurde de traiter de « César de contrebande » et de « Tibère », mais le Comité de Salut public, qui savait certainement ce qu'engloutissaient les flots de la Loire et qui encourageait ces horreurs par ses éloges ou tout au moins par son silence.

Ailleurs, heureusement, la Terreur elle-même se montre infiniment moins terrible. En assistant, grâce à M. Victor FOROT, aux séances du *Club des Jacobins de Tulle*<sup>2</sup>, depuis son origine (juin 1790) jusqu'à la dissolution de la Société (mars 1795), on constate que les démagogues corréziens, rarement extravagants et jamais sanguinaires, supportent même que des femmes les apostrophent du haut des tribunes et que des enfants au-dessous de six ans troublent leurs délibérations. En mettant au jour ces documents, le fécond et consciencieux président de la Commission départementale de la

1. G. Lenôtre, *Mémoires et souvenirs sur la Révolution et l'Empire. Les Noyades de Nantes*. Paris, Perrin et C<sup>ie</sup>, 1912, 316 p., in-18, grav.

2. Victor Forot, *le Club jacobin de Tulle, procès-verbaux de toutes les séances, depuis l'origine jusqu'à la dissolution de la Société (1790-1795)*. Tulle, impr. du *Corrézien républicain*, 1912, 607 p., gr. in-8°, grav.



Corrèze a rendu un nouveau service aux travailleurs qui s'occupent de l'histoire locale. On regrette seulement que M. Forot n'ait pas joint à son volume une table des matières détaillée, indispensable pour s'orienter dans un volume compact de plus de six cents pages<sup>1</sup>.

Avec M. Paul de CASTÉRAS, nous apprenons à connaître les *Révolutionnaires et terroristes de l'Ariège*<sup>2</sup>. L'auteur avait écrit, il y a trente-cinq ans, une *Histoire de la Révolution dans le pays de Foix et l'Ariège* (Paris, 1876); il en reprend aujourd'hui quelques chapitres, en analysant dans un esprit libéral les actes et les paroles des meneurs du mouvement révolutionnaire dans le pays. Il s'arrête surtout à Marc-Guillaume-Alexis Vadier; le futur président du Comité de Sûreté générale ne se doutait pas assurément, le jour où il combattait à Rossbach comme lieutenant au régiment de Piémont, qu'il serait un jour législateur, régicide et mourrait en exil à Bruxelles. A ses côtés figurent Bernard Font, l'évêque constitutionnel de l'Ariège, les représentants du peuple : J.-B. Clauzel, Espert, Campmartin, Raymond Gaston, l'ex-procureur-syndic de Tarascon, J.-F. Baby, fusillé comme anarchiste au camp de Grenelle, en vendémiaire de l'an V<sup>3</sup>. M. Henri LABROUE s'est beaucoup occupé de l'histoire de la Révolution dans le sud-ouest de la France; son zèle au travail n'a point reculé devant le dépouillement des moindres archives municipales, après avoir exploré celles de la capitale et des chefs-lieux de département. Il a, de la sorte, amassé des matériaux précieux, utilisés dans un esprit critique; en attendant que nous ayons son grand ouvrage sur la mission de Lakanal en Dordogne, ouvrage prêt à paraître, il nous en offre un autre sur *l'Esprit public en Dordogne*<sup>4</sup>. On y peut suivre, presque jour par jour, les fluctuations de l'opinion dans un département d'opinions plutôt moyennes, ni très arriéré d'abord, ni très révolutionnaire ensuite. Aussi, quand la réaction revint, après thermidor, la république démocratique y conserva la majorité, malgré la pression gouvernementale et les coups d'État parlementaires;

1. Quelques fautes d'impression à corriger, par exemple, p. 151, lire 28 septembre pour 28 décembre. — P. 427, lire Coffinhal pour Coffingéal. — P. 484, lire Masséna pour Massénat. — P. 520, lire Aldenhoven pour Oldenhoven.

2. *La Révolution en province. Révolutionnaires et terroristes du département de l'Ariège (1789-an VIII)*, par Paul de Castéras, conseiller à la Cour d'appel de Toulouse. Paris, H. Champion, 1911, xiv-309 p., in-8°.

3. Nous aimons à croire, pour l'honneur des latinistes français et des historiens, que le cercueil de Jean-Jacques Rousseau ne portait pas, comme on le dit, p. 263 : « Hic jacent ossa Johanni Jacobi Rousseau, anno 1708. »

4. Henri Labroue, *l'Esprit public en Dordogne pendant la Révolution*, préface de M. Gabriel Monod. Paris, Félix Alcan, 1911, ix-211 p., in-8°.



le 18 brumaire mata la région, comme le reste du pays. Les conclusions de M. Labroue sont aussi solides que modérées, sa documentation excellente. Quand aurons-nous pour chaque département une monographie pareille sur les variations de l'esprit public?

Les Provençaux ont passé, de tout temps, pour plus excitables et plus démonstratifs que les Périgourdins. Nous le constatons en feuilletant avec M. Edmond POUPÉ les archives du tribunal révolutionnaire du Var, conservées presque entièrement à Draguignan et qu'il a classées lui-même<sup>1</sup>. Il nous raconte la formation dudit tribunal, résumant les affaires jugées par lui, fournissant les listes des contre-révolutionnaires arrêtés et toute une série de pièces justificatives (arrêtés des représentants, interrogatoires, dépositions des témoins, etc.). Créé par Barras, Fréron et Robespierre jeune, le 8 septembre 1793, il jugea, dans l'espace de cinq mois, 189 inculpés, dont dix-huit seulement furent condamnés à mort et 131 acquittés purement et simplement. Mais cette douceur relative s'explique par le fait que le tribunal n'eut à juger que le « menu fretin » fédéraliste et que les grands « coupables » furent réservés à la Commission révolutionnaire de Toulon. M. Joseph COMBET, dont nous avons déjà signalé maintes fois les intéressantes plaquettes, nous offre une histoire de la *Révolution à Nice*<sup>2</sup>, depuis le moment où la ville fut occupée par les Français (29 septembre 1792) et après son annexion définitive en février 1793. Dans une série de chapitres, l'auteur étudie, d'après les meilleures sources et avec ce soin des détails précis que nous lui connaissons, la vie intérieure du chef-lieu du nouveau département des Alpes-Maritimes, vie toujours agitée par suite de l'état de guerre perpétuel. A noter qu'il n'y eut point à Nice de véritables persécutions religieuses, ni sous la Convention, ni sous le Directoire; que le culte n'y fut guère interrompu et qu'on s'y serait cru, — comme l'écrivait un fonctionnaire, en fructidor an VI, — « dans un des faubourgs de l'Italie ». M. le vicomte DE BRACHET nous ramène vers le nord du territoire par sa biographie du *Conventionnel J.-B. Le Carpentier*, surnommé, par ses adversaires, « le Bourreau de la Manche »<sup>3</sup>. Ce fils de paysan,

1. Edmond Poupé, *le Tribunal révolutionnaire du Var*. Draguignan, impr. Latil, 1911, vii-290 p., in-8° (*Bulletin de la Société d'études scientifiques et archéologiques de Draguignan*, t. XXVIII).

2. Joseph Combet, professeur d'histoire au lycée de Nice, *la Révolution à Nice (1792-1800)*. Paris, E. Leroux, 1912, v-237 p., in-8°, carte et pl.

3. Vicomte de Brachet, *la Terreur dans l'Ouest. Le Conventionnel J.-B. Le Carpentier, 1759-1829*, d'après de nouveaux documents; préface de Frédéric Masson, de l'Académie française. Paris, Perrin et C<sup>ie</sup>, 1912, xv-399 p., in-8°, pl. — Dans cette préface, où il parle d'ailleurs infiniment plus de Barbey

très obscur et très peu sympathique homme de loi de Valognes, que les remous de la Révolution portèrent un jour à la Convention, où, à ce qu'affirme l'auteur, « Robespierre, Danton, Hébert et Marat se serrèrent pour lui faire place dans leur groupe effrayant et sinistre », n'y joua d'ailleurs aucun rôle. Il serait oublié depuis longtemps si, dans sa seconde mission en Normandie (août 1793-août 1794), il n'avait très durement réprimé les complots des chouans, accumulé beaucoup de ruines et versé bien du sang innocent, actes que la légende réactionnaire a encore exagérés, au point que l'auteur lui-même est obligé d'en convenir<sup>1</sup>. Pauvre et misérable sous le Directoire et l'Empire, il fut jeté dans les cachots du Mont-Saint-Michel en 1820, après s'être caché pendant quatre ans comme régicide expulsé de France; il y est mort en 1829, brisé au point de « se laisser ramener aux sentiments religieux en échange de quelques douceurs » et à « chanter les louanges de l'auguste famille des Bourbons »<sup>2</sup>.

La question religieuse pendant la Révolution a fourni la matière de trois volumes, suite d'ouvrages déjà mentionnés autrefois. C'est d'abord la cinquième édition de l'ouvrage de M. l'abbé SICARD, *les Evêques avant la Révolution*<sup>3</sup>, et une édition nouvelle du tome I<sup>er</sup> de son *Clergé de France pendant la Révolution*<sup>4</sup>, celui qui porte comme sous-titre : *l'Effondrement*. Ce sont des éditions revues et passablement augmentées. Le premier volume offre un tableau très vivant, très documenté, du haut clergé sous l'ancien régime, tableau

d'Aureville que du conventionnel « aux mains déloyales et malpropres », M. Masson exhale, une fois de plus, son profond mépris pour « tous les huis-siers, vétérinaires et autres primaires qui font la gloire de nos parlements depuis cent ans ».

1. On regrettera que M. de Brachet ait suivi ce mauvais exemple. — P. 315, par exemple, il nous raconte que Le Carpentier « demanda à se faire employer par la police impériale ». A la page suivante, nous lisons : « Cette démarche, si tant est qu'il l'ait faite, n'eut aucune suite. » Pourquoi donc cette insinuation qui ne s'appuie sur rien? D'ailleurs, sur les 400 pages du livre, près de la moitié sont sans aucun renvoi à des sources manuscrites ou imprimées.

2. Malgré sa dévotion sénile, la haine du clergé le poursuivit au delà du tombeau. Sa tête fut conservée longtemps dans la pharmacie des moines du Mont-Saint-Michel. « Elle s'y trouve probablement encore », dit l'auteur, « dans les placards d'une personne qui ne nous a pas permis de la nommer » (p. 367). Cela n'empêche pas qu'ailleurs il s'indigne « contre les odieuses profanations qui s'attaquent aux morts » (p. 26).

3. Abbé Augustin Sicard, *l'Ancien clergé de France. Les Evêques avant la Révolution*, 5<sup>e</sup> éd. Paris, Lecoffre, 1912, VI-644 p., in-8°.

4. Abbé Augustin Sicard, *le Clergé de France avant la Révolution*. T. I : *l'Effondrement*, nouv. éd. très augmentée. Paris, Lecoffre, 1912, 604 p., in-8°.

d'un optimisme qu'on qualifierait de naïf s'il n'était très prémédité et qui conclut naturellement, — malgré bien des détails fournis par l'auteur lui-même et qui permettraient une conclusion différente, — à ce que l'épiscopat français, sauf peut-être quelques rares brebis galeuses, était à ce moment à la hauteur de sa mission. Un lecteur connaissant son *xvii<sup>e</sup>* et son *xviii<sup>e</sup>* siècle, les mémoires et la chronique scandaleuse du temps, pourrait ne pas partager entièrement l'opinion de l'auteur et conclure que la Révolution, en balayant cette aristocratie orgueilleuse, parfois ignorante et souvent débauchée, a rendu en définitive à l'Église un fameux service. Dans son second volume, M. l'abbé Sicard raconte avec talent l'abandon forcé de toutes les positions privilégiées occupées par elle dans la société d'alors, l'*effondrement* politique, financier<sup>1</sup>, monastique et religieux, par où l'auteur entend la revendication faite par la Constituante des droits de la nation et de l'esprit laïque. Son récit, d'un ton généralement très modéré d'ailleurs, nous montre comment l'Église se vit enlever successivement le monopole d'une religion d'État, le monopole de l'enseignement et le monopole de la charité. M. Pierre DE LA GORCE a mis au jour le second volume de sa grande *Histoire religieuse de la Révolution*<sup>2</sup>, dont nous avons caractérisé assez récemment les tendances pour n'avoir point besoin d'y revenir plus en détail. Ce second volume (livres vii à xv) embrasse les événements depuis l'ouverture de l'Assemblée législative (octobre 1791) jusqu'à l'échec des Vendéens devant Nantes (juillet 1793). On trouvera peut-être que dans cette *Histoire religieuse* les faits de guerre en Vendée prennent une place trop considérable<sup>3</sup> et que, selon les occurrences, l'auteur estompe ou accentue les couleurs de ses tableaux<sup>4</sup>. M. le chanoine PISANI a terminé, par

1. Puisque M. l'abbé Sicard assure que le clergé assista, « avec un désintéressement extraordinaire, à la spoliation de ses biens », c'est qu'il n'a jamais lu sans doute les factums enflammés que les chambres ecclésiastiques d'Alsace et le cardinal de Rohan publièrent alors.

2. Pierre de La Gorce, membre de l'Institut, *Histoire religieuse de la Révolution française*, t. II. Paris, Plon, 1912, 538 p., in-8°, cartes. — Voy. *Rev. hist.*, t. CVII, p. 155.

3. On y trouvera l'aveu significatif que l'énergie sauvage des Vendéens ne « provenait ni de leur loyalisme royaliste, ni de leur attachement à la noblesse, mais du mal terrible, insupportable... d'être damnés ». — Voy. aussi ce qu'il dit des missionnaires *mulotins*, qui, « ultramontains jusqu'à la moëlle », semblent avoir été les vrais boute-feux de la guerre civile (p. 352-354).

4. Il affirmera, par exemple, qu'en avril 1792, « les paroisses catholiques (sur toute l'étendue de la France) demeuraient paisibles », alors que dans bien des localités une lutte sans merci avait déjà commencé entre les réfractaires et leurs ouailles et le clergé jureur. Il dira que le Directoire du Bas-Rhin « a

un quatrième volume, son ouvrage sur *l'Église de Paris et la Révolution*<sup>1</sup>. Comme nous avons déjà parlé, à deux reprises, de cet important travail, de ses mérites littéraires et de certaines restrictions qu'appellent les vues de l'auteur, nous nous bornerons à dire que ce dernier tome expose l'histoire des quelques années qui s'écoulèrent entre le 18 brumaire, la signature du Concordat, et la réconciliation qui se produisit entre le premier Consul et la papauté, bien que certains évêques intransigeants déclarassent que, « sans royauté légitime, il ne pouvait y avoir de catholicité en France ». Après les nombreux ouvrages parus depuis une vingtaine d'années sur cette période, en dernier lieu le volume de M. de Lanzac de Laborie, M. Pisani ne pouvait guère nous apporter beaucoup de documents nouveaux; mais il raconte, non sans verve, les détails des longues négociations entre « l'acrobate Bernier », délégué de Bonaparte, et les représentants du Saint-Siège, qui se débattaient en vain contre la « diabolique obstination » des constitutionnels et contre « les exigences infâmes d'une loi antichrétienne »<sup>2</sup>. Son volume se termine par le tableau de la réorganisation du clergé paroissial de Paris, rendue difficile par la rareté de sujets idoines.

Parmi les biographies et mémoires, nous mentionnerons d'abord le volume que M. Gaston MAUGRAS et M. le comte DE CROZE-LEMERCIER ont consacré à *Delphine de Sabran*<sup>3</sup>, dont la mère déjà fut célèbre dans les fastes de l'amour et de la galanterie et qui continua de son mieux ces traditions de famille. Épouse à dix-sept ans du jeune comte de Custine, — c'est une idylle joliment racontée qui précéda de peu la Grande Tempête, — elle se vit lancée bientôt dans le tourbillon de la haute société parisienne d'alors, et la Révolution elle-même ne parvint pas à la rappeler au sérieux. Elle eut

donné l'exemple de la guerre administrative » jusqu'au 10 août, alors que les lecteurs de la *Revue* ont pu voir, par une étude publiée l'année dernière, qu'au contraire les administrateurs constitutionnels, jusqu'à leur chute, après le 10 août, ont essayé de garantir la liberté du culte aux dissidents réfractaires. — Que l'auteur fasse le panégyrique d'un prince aussi nul que Louis XVI, soit; mais ne va-t-il pas un peu loin quand il voit dans la journée du 20 juin « un ressouvenir de la Passion divine »?

1. *L'Église de Paris et la Révolution*, par P. Pisani, chanoine de Notre-Dame, professeur à l'Institut catholique. T. IV : 1799-1802. Paris, A. Picard et fils, 1911, 461 p., in-18.

2. Très amusantes aussi les intrigues des sénateurs, ministres, préfets, des généraux même poussant la candidature d'un de leurs parents aux mitres vacantes. L'auteur s'en console un peu en déclarant qu'il « n'a pas trouvé trace d'influences féminines » (p. 266).

3. Gaston Maugras et le comte P. de Croze-Lemerrier, *Delphine de Sabran, marquise de Custine*. Paris, Plon-Nourrit, 1912, vi-576 p., in-8°, portraits.

pourtant un beau moment dans sa vie, quand, apprenant l'arrestation de son beau-père et de son mari, elle accourut à Paris pour essayer de les disputer au tribunal révolutionnaire. Mais, comme le disent ses deux biographes, « la légèreté de cœur de Delphine était infinie et incurable ». Armand de Custine était à peine guillotiné qu'elle devient la maîtresse d'Alexandre de Beauharnais, dont la tête devait tomber un peu plus tard. Elle continue de la sorte toute sa vie et succède plus tard, comme chacun le sait, grâce aux biographes de Chateaubriand, à M<sup>me</sup> de Beaumont dans le cœur, très volage aussi, de l'auteur du *Génie du christianisme*. Le livre est élégamment écrit, ce qui ne saurait étonner quand on connaît le talent de M. Maugras; mais, au risque de paraître bien puritain, je suis tenté de regretter ce long panégyrique d'une existence aussi frivole, inutile à elle-même et aux autres, et dont la peinture fidèle justifie les invectives des intransigeants contre une « société pourrie ». On n'emporte pas une impression plus favorable de l'ancien régime en lisant le *Journal d'émigration*<sup>1</sup> du comte d'Espinchal, que vient de publier M. le comte d'HAUTERIVE, d'après les carnets de notes de cet ex-colonel, page du Dauphin, qui sont conservés à la bibliothèque de Clermont-Ferrand. Il y a consigné ses impressions avec toute l'outrance d'un ci-devant enragé, mais non sans esprit, et il réussit à plaquer ses notations, qui sont d'un égoïste féroce, de touches sentimentales. Ayant fui à l'étranger, dès juillet 1789, il s'y amuse sans vergogne pendant la crise où sombre la royauté, mais en traitant Louis XVI de « monarque faible et pusillanime »<sup>2</sup>, Necker de « scélérat hypocrite », etc. Mais on retiendra les croquis de l'émigration de Coblenz, la description de l'incurable frivolité des princes fugitifs, de leur ignorance, de leur « gaspillage affreux », de « la lâcheté des brillants états-majors tout à coup disparus ». C'est une lecture des plus suggestives et qui devrait faire de tout royaliste sérieux un jacobin<sup>3</sup>.

Si nous passons à l'histoire militaire de la Révolution, nous rencontrons d'abord le second tome de l'ouvrage de M. le colonel DULAC

1. *Journal d'émigration du comte d'Espinchal*, publié d'après les manuscrits originaux par Ernest d'Hauterive. Paris, Perrin et C<sup>ie</sup>, 1912, ix-559 p., in-8°, portraits.

2. « La véritable manière de défendre le trône en cette circonstance n'est pas en restant auprès d'un souverain... qui semble déconcerter exprès les projets des bons royalistes pour favoriser les révolutionnaires » (p. 193). Aussi M. d'Espinchal flirte en Italie pendant que les émigrés se battent sur le Rhin.

3. Il ne faudrait pas se fier trop à ses racontars, qui ne sont pas tous des impressions personnelles. Quand il dit que le duc d'Aiguillon figurait aux journées d'octobre 1789 déguisé en poissarde, que Mirabeau a été empoisonné



sur les *Levées départementales de l'Allier*<sup>1</sup>, travail dont nous avons parlé dernièrement déjà. Il est moins technique, mais humainement plus intéressant que le premier, puisqu'il renferme nombre de correspondances intimes et les états de services des jeunes soldats; ils y racontent eux-mêmes leurs élans patriotiques, leurs exploits guerriers, pêle-mêle avec les infidélités de leurs maîtresses ou la prétendue trahison de leurs chefs. Ces correspondances s'étendent jusqu'à la fin de l'Empire, et, officiers et soldats, on apprend à les connaître ainsi de près. Il y a parmi eux des hommes de cinquante et soixante ans, des enfants de quinze et seize ans; les uns désertent avec une naïve inconscience, beaucoup d'autres se distinguent par leur vaillance, d'autres encore soupirent après l'arrivée de leurs remplaçants payants et se lamentent quand on les oblige à rester sous les drapeaux une fois les autres arrivés. Il y a là plus d'une page naïve et curieuse qu'un futur historien des armées de la République pourra citer<sup>2</sup>. En fouillant avec un zèle inlassable dans les archives du ministère de la Guerre, dans les Archives nationales et dans ses propres cartons, en ajoutant à tous ces matériaux quelques autres pièces déjà publiées, mais éparées dans des recueils oubliés, M. Arthur CHUQUET a réussi à former une *seconde* série de 527 documents émanant de Hoche, Kléber, Desaix et Marceau<sup>3</sup>. Il y a joint une cinquantaine de pièces relatives à ces illustres généraux. Naturellement, tout n'y est pas d'une égale importance; telle apostille à une demande officielle, tel certificat ou tel ordre de service n'ajoutent rien à notre connaissance d'un Hoche ou d'un Kléber. Mais d'autres documents sont d'un grand intérêt (par exemple les lettres de Hoche au Directoire, en ventôse an V, p. 113, 129, 135, sur les vols des fournisseurs, sur l'état des armées, sur l'organisation des pays conquis, les *Réflexions sur la situation future*

par Lameth et Barnave, ou que le prince Victor de Broglie était un des gardes nationaux placés au pied de l'échafaud de Louis XVI, il montre mieux encore son incapacité critique que l'ardeur de ses haines politiques.

1. Lieutenant-colonel Dulac, *les Levées départementales dans l'Allier sous la Révolution, 1791-1796*, t. II. Paris, Plon-Nourrit, 1911, 518 p., in-8°, portraits.

2. L'Allier n'a pas fourni alors de grande illustration militaire, mais pour tant cinq généraux, six colonels, etc. — Quelques fautes d'impression à corriger : Ducray, abbé Prévost, Deprez-Crassier, Hochspeyer, Iudenburg, Wetzlar, etc., pour Ducry, Vallé-Prévost, Cassier, Hochepayre, Indenburg, Witzlard, etc.

3. Arthur Chuquet, membre de l'Institut, *Quatre généraux de la Révolution : Hoche et Desaix, Kléber et Marceau*, lettres et notes inédites, suivies d'annexes historiques et biographiques, 2<sup>e</sup> série. Paris, Fontemoing, 1911, 474 p., in-8°.



du militaire (du 12 floréal an V), la singulière lettre du même Hoche contre Kléber, dénoncé comme « un des ennemis les plus redoutables du Directoire » (p. 247) et comme tenant « d'affreux propos »<sup>1</sup>. Mentionnons enfin les lettres si gaies et si sages à la fois de Desaix durant son séjour à l'armée du Rhin (novembre 1796-mai 1797). Feu M. Eugène CRUYPLANTS, major dans l'armée belge, a consacré un volumineux ouvrage à *Dumouriez dans les ci-devant pays autrichiens*<sup>2</sup>, composé d'après les *Mémoires* du général lui-même, les volumes de M. Arthur Chuquet sur les *Guerres de la Révolution*, le volume de M. de Jonquières sur *Jemmappes*, etc. C'est une œuvre un peu touffue, pleine de « doublés » et de hors-d'œuvre<sup>3</sup>, au style un peu négligé; mais il est inspiré par un sentiment d'affection très prononcé pour la France et par un sentiment d'estime pour Dumouriez, « homme de génie, très discuté, assurément incompris et peut-être injustement jugé », qui « a voulu sauver la France malgré elle ». Les très nombreuses notices sur les généraux et les officiers ayant figuré dans les troupes de ligne et les corps de volontaires durant la guerre de Belgique sont la partie la plus neuve peut-être de l'ouvrage. Malheureusement, il y manque une table alphabétique des noms propres, qui permettrait seule d'utiliser vraiment l'amas de renseignements que ces neuf cents pages renferment<sup>4</sup>.

De Dumouriez à *Joseph-François Dours*<sup>5</sup>, il y a loin, comme célébrités et comme capacités militaires. Cela n'a pas empêché M. Victorien LAVAL de consacrer à ce personnage, quasiment inconnu, un volume de plus de sept cent cinquante pages. Descendant de modestes jardiniers du Comtat, fils d'un père anobli par le pape, il servit lui-même, durant plusieurs années, dans l'armée royale comme officier. Au moment de la Révolution, il se jette dans

1. P. 438, lire *Chayrou* pour *Chayton*.

2. *La Belgique sous la domination française. Dumouriez dans les ci-devant Pays-Bas autrichiens*. Bruxelles, A. de Boeck; Paris, Librairie générale, 1912, vii-875 p., gr. in-8°, pl.

3. Il y a, par exemple, seize pages sur Louis-Philippe roi, trente-cinq pages sur le colonel Devaux, le récit de l'exécution de Robespierre, Carrier et Foulquier-Tinville, etc.

4. P. 372, Osterode, où Napoléon séjourna en 1807, n'est pas en Hanovre, mais dans la Prusse orientale. — Comment Dumouriez pouvait-il avoir, en avril 1793, la hantise de la guillotine, où montèrent Marie-Antoinette, Custine, Biron, Houchard, Westermann, etc. (p. vi). Aucune de ces victimes n'avait encore été jugée ni condamnée à cette date.

5. D<sup>r</sup> Victorin Laval, *le Général Joseph-François Dours, sa vie politique et militaire, sa mort tragique*. Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1912, xvi-740 p., gr. in-8°, pl.

le mouvement, participe, en ardent jacobin, à la répression du mouvement fédéraliste dans le Midi, devient général et, grâce au sans-culottisme qu'il affiche, arrive à commander quelque temps l'armée des Alpes. Tombé en disgrâce après le 9 thermidor, il est assassiné dans sa propriété, près de Bollène, par des conscrits réfractaires, le 22 décembre 1796<sup>1</sup>. Mais la vie de cet homme, obscur malgré tout, ne remplit pas de longtemps le volume de M. Laval. Le gros de l'ouvrage (onze chapitres sur dix-sept) est consacré à une étude critique très détaillée de la campagne de l'armée conventionnelle contre les fédéralistes marseillais, contre Marseille même et Toulon, campagne où Dours ne joua qu'un rôle fort modeste, mais que l'auteur raconte en s'appuyant d'une foule de documents inédits, qui donnent à son récit une valeur très sérieuse. *Le général Compans*<sup>2</sup>, que Dours rencontra peut-être devant Toulon, est plus connu ; son petit-fils, M. TERNAUX-COMPANS, nous raconte sa vie d'après les propres notes du général, celles de son adjudant, le futur général Berthezère, et sa correspondance. Destiné d'abord à être curé, puis commerçant, le tourbillon révolutionnaire l'entraîne comme tant d'autres ; il s'engage en 1791 et nous le voyons capitaine dans un bataillon de volontaires à vingt-deux ans ; quatre ans plus tard, il est chef de brigade et général à l'armée d'Italie en 1798. Son vote contre le consulat à vie n'empêcha pas sa carrière brillante sous l'Empire. Il figure à Austerlitz et Iéna, dans la campagne de Russie et, durant celle de 1813, Napoléon le proclame « un général d'armée de premier mérite ». Nous le rencontrons encore, l'année suivante, à la défense de Paris, où il est blessé, puis il disparaît de la scène historique, bien qu'il ait vécu jusqu'en 1845 et même siégé jusqu'à cette date à la Chambre des pairs<sup>3</sup>.

Avec le beau travail de M. Raymond GUYOT, nous entrons dans la période ultime de l'histoire de la Révolution. Son livre sur le *Directoire et la paix de l'Europe*<sup>4</sup>, depuis les traités de Bâle jusqu'à la deuxième coalition (1795-1799), attaque la question, si controversée toujours, de la possibilité d'une pacification européenne

1. Cet assassinat, dont le gouvernement directorial ne réussit pas à découvrir et à punir les auteurs, montre jusqu'à quel degré d'impuissance il était tombé dans le Midi.

2. *Le général Compans (1769-1845), d'après ses notes de campagne et sa correspondance de 1812 à 1813*, par son petit-fils, M. Ternaux-Compans. Paris, Plon-Nourrit, 1912, v-390 p., in-8°, portrait.

3. P. 329, lire d'Aubignosc pour d'Aubignor. — P. 377, lire 1844 pour 1815.

4. Raymond Guyot, *le Directoire et la paix de l'Europe, des traités de Bâle à la deuxième coalition (1795-1799)*. Paris, Félix Alcan, 1911, 956 p., in-8°.

durable après les succès des armées de la Convention. Les royalistes français et de nombreux savants étrangers, hostiles pour la plupart à notre pays ou à l'idée républicaine, ont soutenu de bonne heure qu'aucune paix n'était possible entre l'Europe monarchique et la Révolution, cette dernière ayant trop besoin de conquêtes pour assurer sa propre durée. Les historiens allemands surtout, à la suite de Sybel, ont répété les mêmes affirmations, formulant, comme une espèce de dilemme, la nécessité pour la France d'écraser l'Europe ou d'être écrasée par elle. Cette doctrine a été reproduite chez nous et Albert Sorel, en particulier, l'a développée avec un talent supérieur. Mais une réaction sérieuse se fait sentir contre cette façon de voir et M. Guyot, après avoir examiné très à fond la politique européenne et plus particulièrement celle des gouvernants français depuis 1795, arrive à des conclusions assez différentes. Est-il bien vrai que, depuis la paix de Bâle, signée avec la Prusse, il n'y aurait pas eu moyen de s'entendre, et les nations ennemies, l'Angleterre en particulier, n'ont-elles jamais été vraiment disposées à reconnaître les conquêtes françaises et le gouvernement même de la République? N'est-ce pas plutôt le Directoire qui n'a pas voulu la paix? C'est là-dessus que porte l'enquête de l'auteur, enquête complexe et délicate, guidée par une critique pénétrante et basée sur un dépouillement minutieux de la littérature imprimée de tous les pays et sur de nombreuses recherches d'archives. Il en ressort avec évidence, à notre avis, que la politique du gouvernement français a été par moments contradictoire durant cette période, tant vis-à-vis du cabinet de Vienne que de celui de Londres; que, Reubell une fois parti, le Directoire, subissant l'ascendant de Bonaparte, a changé ses desseins. Son premier programme s'inspirait de la vieille tradition monarchique, continuée par le Comité de l'an III; il voulait s'assurer les frontières naturelles et le Rhin et s'y arrêter. Le second prônait la propagande révolutionnaire au dehors, afin d'essaimer d'autres républiques au loin et peut-être de les exploiter. Cette politique de propagande, infiniment plus envahissante que l'autre, devait effrayer et rendre justement méfiants les États du continent encore libres, et, après brumaire, « la politique impériale, au sens romain du mot, s'impose désormais » (p. 902). Mais cela n'empêche pas de croire que, si le Directoire avait montré des dispositions plus modérées, la paix européenne eût pu être signée plusieurs années avant les traités de Lunéville et d'Amiens. Seulement, aurait-elle duré plus longtemps que ceux-ci? Une fois Bonaparte au pouvoir, sa politique outrancière devait rendre tout accord permanent impossible, à moins d'une soumission complète à toutes ses volontés.

M. Guyot avait d'abord songé à grouper le vaste tableau de la politique extérieure du Directoire autour de la personnalité de J.-F. Reubell. Après avoir élargi son cadre, il n'a pas voulu que ses recherches sur la vie publique du directeur fussent perdues et il a réuni ses matériaux dans un second travail, *Documents biographiques sur J.-F. Reubell*<sup>1</sup>. C'est la première étude un peu complète sur l'avocat de Colmar, devenu l'un des représentants de l'Alsace à la Constituante et à la Convention. M. Guyot, — et nous le regrettons pour Reubell, — n'a guère fait que réunir les pièces du dossier de sa vie politique, sans aborder à fond la discussion contradictoire des jugements souvent calomnieux émis sur son compte par les contemporains. Il en ressort pourtant qu'il sut être énergique et rester honnête, car il est mort obscur et presque pauvre après avoir manié des millions<sup>2</sup>.

M. Charles SCHMIDT a réuni, lui aussi, des documents nouveaux et curieux sur un point spécial de la politique directoriale, sur *la Réunion de Mulhouse à la France*<sup>3</sup> en 1798. Les pièces empruntées par lui aux Archives nationales remontent en partie jusqu'en 1785 et montrent d'une façon péremptoire que le rattachement de la petite république au territoire français ne fut pas l'effet d'un enthousiasme subit, mais la conclusion de longues négociations, commencées déjà sous l'ancien régime<sup>4</sup>. Il se présente en outre comme un problème essentiellement économique; « jamais », dit avec raison l'auteur, « un cordon de soldats français n'entoura le petit État indépendant; ce fut un cordon de douaniers qui le cerna et le conquît » (p. 111). Mais si les nécessités de la vie économique obligèrent Mulhouse à renoncer à son autonomie, elle participa bien

1. Raymond Guyot, docteur ès lettres, etc., *Documents biographiques sur J.-F. Reubell, membre du Directoire exécutif (1747-1807)*. Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1911, 185 p., in-8°, portrait.

2. M. Guyot dit, p. 13, que Reubell « passe pour avoir étudié le droit à Strasbourg ». Le futur directeur fut immatriculé à l'Université, le 14 juin 1764, et soutint sa thèse de licence : *De secundarum nuptiarum poenis*, le 3 mai 1766.

3. *Une conquête douanière : Mulhouse, documents des Archives nationales relatifs à la préparation de la réunion de Mulhouse à la France, 1785-1798*, publiés par Charles Schmidt, archiviste aux Archives nationales, etc. Mulhouse, Meininger, 1912, vii-162 p., in-8°, carte.

4. C'est un spectacle peu édifiant de voir comment la jalousie des industriels du reste du Haut-Rhin pousse les autorités à créer, dès 1792, une ligne de douanes entre eux et leurs confrères mulhousiens. Très curieux aussi les rapports officiels et confidentiels d'un agent secret envoyé par le Comité de Salut public, en août 1793, pour préparer la réunion et les moyens d'agir qu'il propose (janvier 1794).

vite aux avantages du grand État, au sein duquel elle put dorénavant développer ses ressources; grâce à sa bourgeoisie intelligente et travailleuse, elle devint rapidement l'un des plus grands centres de l'industrie française. C'est ce que M. Ch. Schmidt expose sobrement et d'une façon topique dans une introduction d'une vingtaine de pages. D'autres documents relatifs à la politique du Directoire ont été mis au jour par MM. P. MONTARLOT et L. PINGAUD; ils se rapportent au *Congrès de Rastatt*<sup>1</sup>. Leur premier volume renferme d'abord une bonne introduction, claire et succincte, sur le but du Congrès, sur les personnages qui y figurèrent et sur son issue tragique<sup>2</sup>. Les éditeurs ont ajouté à leur propre exposé un *Discours préliminaire et historique*, rédigé par Jean Debry, le 20 thermidor an VIII (p. 111-168). Les pièces qui suivent sont empruntées, pour la plupart, aux archives des Affaires étrangères (Allemagne, tomes 674-695); quelques autres (lettres de Debry à Talleyrand, Merlin, etc.) sont tirées de collections particulières. Le dossier s'ouvre par une lettre de Debry à Treilhard, du 11 juin 1798, et se termine provisoirement par une dépêche de Roberjot à Talleyrand, du 26 septembre 1798. En le parcourant, on se rend compte que, des deux côtés, les négociateurs n'étaient pas pressés d'aboutir, chacun, l'empereur comme le Directoire, escomptant les chances d'avenir.

Nous devons à M. Henri W. MEICKLE, professeur d'histoire à l'Université d'Édimbourg, une étude très solide sur la répercussion de la *Révolution française en Écosse*<sup>3</sup>. Il y traite, avec un désir très évident de se montrer équitable envers chacun des partis qui s'y disputaient alors l'influence, de l'action intellectuelle et morale exercée par notre révolution sur l'opinion publique dans sa patrie. M. Meickle montre combien sérieuse fut l'influence des doctrines politiques formulées par la Constituante sur l'esprit énergique et réfléchi de nombreux Écossais, esprit déjà mis en éveil depuis la

1. *Le Congrès de Rastatt (juin 1798-avril 1799)*, correspondance et documents publiés pour la Société d'histoire contemporaine par MM. P. Montarlot et L. Pingaud, t. I. Paris, Alphonse Picard et fils, 1912, 409 p., in-8°, portrait.

2. Dans l'introduction, très soignée d'ailleurs, il y a quelques petites inexactitudes. — P. 64, Bouxwiller n'appartenait pas depuis 1314 au landgrave de Hesse-Darmstadt; les landgraves n'ont hérité des comtes de Hanau-Lichtenberg qu'en 1736. — P. 75, lire *Kageneck* pour *Kagenegg*. — L'évêque constitutionnel du Bas-Rhin, Brendel, n'a jamais « fait de feu de joie de ses insignes épiscopaux; c'est une « blague » de Metternich.

3. Henry W. Meickle, *Scotland and the french Revolution*. Glasgow, J. Maclehose and Sons, 1912, xix-317 p., in-8°.



guerre d'Amérique et très désireux de réformes<sup>1</sup>. On suivra, dans son récit, les efforts du gouvernement pour étouffer ce réveil libéral, en poursuivant les *Sociétés des Amis du peuple*, en muselant la presse, en traduisant les meneurs devant les assises comme coupables de haute trahison, etc. Le *Militia-Act* de 1797 mit fin, pour un temps, à la possibilité, pour les citoyens, d'exprimer librement leurs idées, mais les germes semés alors s'épanouirent plus tard, et, pour autant qu'elles purent s'adapter au génie national, se réalisèrent dans la réforme de 1832.

Le grand ouvrage de M. DE LA JONQUIÈRE sur l'expédition d'Égypte s'est arrêté avec le cinquième volume, par suite de la mort de l'auteur, au départ de Bonaparte. En examinant la *Dernière phase de l'expédition d'Égypte*<sup>2</sup>, M. Georges RIGAUT ne prétend pas continuer le travail de son devancier dans toute son ampleur, mais simplement raconter le dernier chapitre de cette entreprise d'outre-mer et la part qu'y prit le général Menou. Son livre est, au fond, une espèce d'appel à la postérité en faveur de celui que les historiens et les manuels d'histoire ont toujours appelé « l'incapable Menou ». M. Rigault assure qu'on l'a condamné sur le « pamphlet » du général Reynier et les dictées de Sainte-Hélène, et qu'on le calomnie encore aujourd'hui, parce qu'au milieu de tant d'hommes de guerre, il était « avant tout un homme d'État ». Je crains bien qu'il ne réussisse pas à regagner les cœurs au « bon Turc » Abdallah ; où il se trompe assurément, c'est quand il affirme que « l'Égypte fût demeurée française si l'armée d'Orient eût, aussi bien que son dernier chef, entendu les intérêts coloniaux de la France » (p. 391). En présence de l'Angleterre triomphante sur les mers et de la Turquie soutenue par elle, la prolongation indéfinie du maintien de la conquête égyptienne n'était pas possible<sup>3</sup>.

A ses nombreux volumes sur l'histoire moderne de la Russie, M. K. WALISZEWSKI vient d'en ajouter un nouveau, l'un des plus dramatiques de la série, car il nous raconte la vie et la mort de

1. On sait que l'Écossais James Mackintosh répondit avec vigueur, dès avril 1791, par ses *Vindiciae gallicae* aux *Réflexions* d'Edmond Burke.

2. *Le général Abdallah Menou et la dernière phase de l'expédition d'Égypte (1799-1801)*, par Georges Rigault, docteur ès lettres. Paris, Plon-Nourrit, 1911, xx-403 p., in-8°.

3. Nous devons dire aussi que nous trouvons l'auteur bien sévère pour Kléber, qu'il accuse « de n'avoir pas eu une âme coloniale et un cœur égyptien ». Il était pourtant bien naturel qu'il songeât à rapatrier l'armée, puisque M. Rigault accorde lui-même que « la nation se désintéressait complètement de l'Égypte » et que ce pays, depuis deux ans, « n'était pas sorti du chaos ».



Paul I<sup>er</sup><sup>4</sup>, ce malheureux demi-fou couronné, que des conjurés ivres étranglèrent dans son propre palais, la nuit du 23 mars 1801. M. Waliszewski lui-même, — j'ai hâte de l'ajouter, — ne partage pas l'opinion générale, plutôt fâcheuse, sur la mentalité de son héros. S'il n'adopte pas entièrement l'avis de certains écrivains russes récents qui ont fait du tzar Paul un personnage aux qualités brillantes et presque un grand souverain, il le place pourtant assez haut. Si l'empereur a voulu tout réformer, dit-il, plus complètement encore que Pierre le Grand, c'est qu'il « avait vécu intellectuellement dans la communion des régénérateurs contemporains de la France et du monde »<sup>2</sup> et qu'il a, comme eux, « voulu réaliser le bonheur du genre humain par décrets ». Le malheur est que la plupart de ses « réformes » furent absurdes ou puérides, ses actes barbares, et qu'il fut beaucoup plus influencé par ses caprices et des antipathies personnelles que par des questions de principes. Assurément, son sort fut tragique, son existence triste et maussade, auprès d'une mère qui l'écartait du trône qu'elle avait usurpé et qu'il n'obtint enfin que pour le perdre presque aussitôt. Mais, au regard de la Russie, le règne de la mère fut infiniment plus glorieux que n'aurait été celui du fils; en tout cas, ce ne furent pas seulement « les fainéants dorés et rapaces » qui saluèrent sa chute, mais toute la société russe éprouva le sentiment profond d'une délivrance, et c'est un membre de sa propre famille qui s'est écrié : « En vérité, c'est un tyran ! » Le livre de M. Waliszewski est brillamment écrit, comme toujours, et son public fidèle le lira certainement avec le même plaisir que ses devanciers<sup>3</sup>.

Mon collègue M. E. DRIAULT, chargé de rédiger le bulletin relatif au premier Empire, n'ayant pas voulu y annoncer son dernier ouvrage, je suis heureux de pouvoir usurper un instant ses fonctions pour appeler l'attention sur ce travail : *Napoléon et l'Europe. Austerlitz et la fin du Saint-Empire*<sup>4</sup>. Il fait suite aux précédents volumes de l'auteur, *Napoléon et l'Orient*, *Napoléon*

1. K. Waliszewski, *le Fils de la grande Catherine, Paul I<sup>er</sup>, empereur de Russie, sa vie, son règne et sa mort (1754-1801)*, d'après des documents en grande partie inédits. Paris, Plon-Nourrit, 1912, viii-698 p., in-8°, portrait.

2. Si c'est de cette « communion » que découle la haine aveugle dont Paul poursuit les idées et les modes françaises, il faut bien avouer que c'est une preuve de plus de sa folie.

3. P. 7, une faute d'impression fait paraître la première édition de l'*Émile* en 1862.

4. Édouard Driault, *Napoléon et l'Europe. Austerlitz et la fin du Saint-Empire, 1804-1806*. Paris, Félix Alcan, 1912, vi-492 p., in-8°.

et l'Italie, la Politique extérieure du premier Consul (1800-1803). M. Driault s'occupe plus spécialement ici du sort final du Saint-Empire romain-germanique, qui, fortement ébréché déjà par le recès d'Empire de Ratisbonne (1803), va se disloquer définitivement après Austerlitz et le traité de Presbourg. L'auteur a rédigé son récit, très simple d'allures, très modéré de ton, mais très solidement documenté, sur les dossiers de nos Archives étrangères et nationales, en consultant la vaste littérature afférente de France et d'Allemagne, mémoires des contemporains, recueils de pièces diplomatiques, correspondances intimes, narrations des historiens les plus récents. Je signalerai surtout son exposé lucide et très détaillé de l'état du Saint-Empire au moment de la campagne de 1805<sup>1</sup>, l'analyse psychologique très exacte des dispositions des puissances européennes après toutes les inquiétudes que leur avait données Napoléon (affaire d'Ettenheim, proclamation de l'Empire, couronnement de Milan), inquiétudes qui les poussent à renouer les fils, d'abord bien fragiles, d'une coalition nouvelle. Leur alliance se resserre quand, victorieux des Austro-Russes dans les plaines de Moravie, le nouvel empereur veut liquider, à son profit, « l'héritage du Saint-Empire » et répartir les populations allemandes entre ses alliés et vassaux comme on partage un troupeau. Mais, en simplifiant ainsi de plus en plus la carte de l'Europe centrale, nul, plus que lui, « n'a contribué à la formation morale de l'Allemagne moderne ». On peut dire qu'il est le véritable créateur de cette dernière, en rendant possible, dans l'avenir, une *simplification* plus complète encore. M. Driault a bien raison de terminer son livre par ces mots : « L'Europe ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui, si Napoléon n'y avait passé. Le Saint-Empire romain-germanique renversé..., la place était préparée à l'Italie et à l'Allemagne » (p. 485). C'est, en effet, là le résultat le plus durable de cette politique impériale dont certains historiens nous convient à admirer la grandeur.

Rod. REUSS.

1. J'y relèverai seulement, pour remplir mes obligations de critique, une légère inexactitude p. 11, où Salzbourg est qualifié *d'évêché*, alors que c'était un *archevêché*. — P. 243, le mariage du margrave Charles-Frédéric de Bade avec la comtesse de Hochberg est qualifié de *secret*; c'était une union *morganatique*, mais nullement secrète. — P. 273, lire *Villingen* pour *Willingen*.

## COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

---

Achille LUCHAIRE. **Les communes françaises à l'époque des Capétiens directs.** Nouvelle édition revue et augmentée d'une introduction par Louis HALPHEN. Paris, Hachette, 1911. In-8°, xvi-299 pages.

Les modifications apportées au livre de feu A. Luchaire, par son disciple préféré, sont peu importantes, ainsi qu'on nous en avertit (on a supprimé quelques lignes erronées sur la prise des sergents, une page inexacte sur la politique des comtes de Flandre). C'est qu'en son ensemble l'ouvrage n'a pas bougé depuis vingt ans. L'auteur avait si bien rempli son dessein qu'il n'y a pour ainsi dire pas lieu d'opérer de retouches. Il voulait nous donner une mise au point claire, concise et précise à la fois, de l'organisation de la commune du nord de la France aux XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles et il a parfaitement réussi. Comme il s'interdisait, par goût et par système, les questions d'origine qui suscitent des théories dont le renouvellement est rapide, son livre ne renferme pas ou presque pas de parties caduques. La rançon de ces qualités, c'est qu'il est peu suggestif. Il semble, à le lire, que tout l'essentiel soit connu; les problèmes difficiles ne sont pas abordés, même pas signalés. Il n'est donc pas étonnant qu'il n'ait suscité aucune recherche nouvelle. Ce petit livre est un excellent instrument de vulgarisation; il ne faut rien lui demander de plus. Nous serions heureux d'avoir le pendant pour les cités du midi de la France, les villes à consulat.

M. Halphen a voulu le compléter, le mettre au point dans une courte introduction dont les éléments sont exclusivement empruntés aux travaux de M. Pirenne et de son école. Il ne semble pas s'apercevoir que, sur l'origine de la commune du nord, ils sont en opposition avec la théorie ou, pour mieux dire, l'exposé de M. Luchaire. Pour M. Pirenne, on le sait, la ville est l'œuvre des marchands; le lien solide et durable est créé par la *pax mercatorum* qui efface la diversité des conditions juridiques; la coutume urbaine dérive de *jus mercatorum*. Pour M. Luchaire, au contraire, comme pour Vanderkindere et d'autres encore, la genèse des libertés communales ne doit pas être cherchée uniquement dans les phénomènes économiques. La renaissance économique des XI<sup>e</sup>-XII<sup>e</sup> siècles est sans doute la condition préalable de la formation des communes, mais l'essence de la commune doit être reconnue dans la *conjunctio*, dans le serment de solidarité mutuelle des membres de l'association. *Communia, conjura-*

*tio*, *pax*, « fraternité » sont termes synonymes. Entre tous les membres du syndicat règne une solidarité de vengeance; l'organe rudimentaire de la nouvelle société, ce sont les jurés. Si je comprends bien M. Pirenne, le territoire urbain et la coutume urbaine seraient ce qu'il y a de plus caractéristique de la ville et de plus primitif; le droit de paix, essentiel à toutes les villes, n'aurait rien d'un droit communal, et le droit urbain ne serait qu'une modification de la coutume territoriale accomplie sous l'action de forces économiques et sociales. Sous l'action des mêmes forces, la *pax mercatorum* de personnelle deviendra locale; la commune sera le « corollaire de la paix de la ville, de l'affranchissement et de la fortification de la ville ». De cette théorie compliquée, subtile, séduisante et fragile, rien ou quasi rien ne transpire dans la préface de l'éditeur. Il ne semble pas se l'être bien assimilée. Mieux eût valu sans doute réimprimer tel quel, sans introduction, le livre de M. Luchaire ou bien reprendre le sujet sur d'autres bases.

Ferdinand LOT.

---

Henri HAUSER. **Le traité de Madrid et la cession de la Bourgogne à Charles-Quint. Étude sur le sentiment national bourguignon en 1525-1526.** Paris, A. Picard, 1912. In-8°, 182 pages. (Extrait de la *Revue bourguignonne de l'Université de Dijon*, t. XXII, n° 3.)

Après avoir solennellement promis, au traité de Madrid, de céder, de « restituer » à Charles-Quint le duché de Bourgogne, François I<sup>er</sup> éluda, comme on sait, cette promesse. La plupart des historiens, se copiant plus ou moins tous les uns après les autres depuis dom Merle, racontent que les délégués de la province vinrent aux États de Cognac protester solennellement contre cette cession, déclarant que le roi n'avait pas le pouvoir de disposer d'eux sans leur consentement; que, s'il passait outre à cette protestation, les Bourguignons feraient comme ils l'entendraient, résolus « à n'obéir jamais à des maîtres qui ne seraient pas de leur choix »; — ces derniers mots sont les paroles mêmes que dom Merle place dans la bouche des délégués. Ainsi François I<sup>er</sup> put échapper à la plus douloureuse conséquence du traité de Madrid, en opposant aux représentants de l'empereur l'article 5 de ce même traité qui réservait le consentement des Bourguignons.

En réalité, les choses se sont passées autrement. M. Hauser le prouve, pièces en mains. Des poésies composées à Dijon par des auteurs anonymes dans le cours de l'année 1525, avant et après Pavie, montrent que, dans cette ville et aussi dans la province dont elle était la capitale, il ne manquait pas de gens pour regretter l'annexion du duché au domaine de la couronne française et désirer son retour sous l'autorité du chef de la maison de Bourgogne qui était

alors Charles-Quint. Des documents d'archives prouvent que le gouvernement français surveillait, avec une certaine anxiété, la conduite d'une municipalité jalouse de ses privilèges et peut-être peu sûre. D'autre part, toutes les sources d'informations imprimées et manuscrites amènent à cette conviction que la dénonciation du traité de Madrid à Cognac (10 mai 1526) a été l'œuvre, non point d'États généraux (ceux-ci n'ont existé que dans l'imagination de Paradin), mais d'un Conseil où l'on ne sait même pas s'il assista des représentants Bourguignons. C'est après que la décision royale eut été prise que furent assemblés les États de Bourgogne à Dijon (4 juin) et à Auxonne (8 juin). Certains indices font croire que les résolutions votées par ces États furent habilement préparées et comme imposées d'avance par le gouvernement royal. Et, sans doute, il y avait en Bourgogne un parti français; mais on ne saurait, sans travestir l'histoire, faire jouer au patriotisme bourguignon un rôle prépondérant dans cette affaire. Ni la régente, Louise de Savoie, ni le roi François I<sup>er</sup> n'eurent la main forcée; ce sont eux qui menèrent l'intrigue. A des arguments de droit (le consentement du roi était de nulle valeur, n'ayant pas été libre; — le domaine royal était inaliénable, etc.), les partisans du roi ajoutèrent des raisons de sentiment. Ce n'était pas chose nouvelle d'entendre des villes, des provinces déclarer qu'on n'avait pas le droit de les faire changer de seigneur sans leur consentement; M. Hauser l'a reconnu après, semble-t-il, quelque hésitation; mais le ton des « Remontrances » de 1526 (quel qu'en soit l'inspirateur ou l'auteur) est particulièrement net et hardi; sans aucun doute, il conviendrait de lui faire une place éminente dans une histoire du sentiment patriotique.

Les résultats de cette étude sont des plus intéressants : les prétendus États de Cognac devront être désormais rayés de l'histoire; si le vaincu de Pavie n'a pas restitué le duché de Bourgogne à son vainqueur, c'est par suite d'avantages diplomatiques remportés par Louise de Savoie et par le chancelier Duprat. D'autre part, on a plaisir à suivre M. Hauser dans ses recherches et dans son argumentation. Il a donné un modèle excellent de dissertation critique.

Ch. BÉMONT.

---

Martin HUME. **La cour de Philippe IV et la décadence de l'Espagne (1621-1665)**. Ouvrage traduit de l'anglais par J. CONDA-MIN et P. BONNET. Paris, Perrin et C<sup>ie</sup>, 1912. In-8°, ix-512 pages.

L'auteur de cet ouvrage, mort récemment<sup>1</sup>, est surtout connu par sa collaboration au *Calendar of state Papers* pour la partie espagnole, où il recueillit la succession de l'Espagnol D. Pascual de Gayangos.

1. Voir *Rev. histor.*, t. CV, p. 238.



Entre temps, et pour utiliser la connaissance qu'il avait acquise des choses d'Espagne, il publia divers livres sur l'histoire de ce pays du *xvii<sup>e</sup>* siècle à l'époque contemporaine, et fit même quelques incursions dans le domaine de l'histoire littéraire. Le *training* historique de Hume laissait beaucoup à désirer : peu de méthode, un grand laisser aller dans l'étude et le classement des sources, des opinions insuffisamment motivées, des inexactitudes et des ignorances trop nombreuses, voilà ce qu'on trouve plus ou moins, suivant les sujets, dans tout ce qu'il a écrit. A la vérité, comme il s'adressait beaucoup plutôt au grand public qu'aux spécialistes et aux érudits, ses défauts n'ont pas été trop soulignés par la critique, mais ils n'en existent pas moins, et il convient d'avertir ceux qui ne sont pas en mesure de contrôler sa documentation et la façon dont il s'en est servi, qu'ils agissent sagement en n'accordant à ses assertions qu'un crédit conditionnel.

*La Cour de Philippe IV*, un de ses derniers travaux, paru à Londres en 1907, porte la même date que le quatrième volume de la *Cambridge modern History* où Hume a écrit le chapitre *xxii*, « Espagne et Italie espagnole sous Philippe III et Philippe IV. » Ces deux écrits, qui concernent en partie la même époque, se complètent, le second n'étant au surplus qu'un résumé fort concis, mais qui présente sur le premier l'avantage d'avoir été muni de quelques pages de bibliographie. L'Espagne de Philippe IV passe pour connue. Grâce à *Gil Blas*, grâce aux récits d'anciens voyageurs qu'on lit encore un peu, grâce surtout aux portraits de Velazquez qui ont popularisé les types de la famille royale et de quelques premiers rôles, Olivares en particulier, on croit voir assez distinctement cette Espagne du milieu du *xvii<sup>e</sup>* siècle qui se disloque et s'étiole, à la suite d'une longue accumulation de fautes et d'erreurs, mais qui sauve encore un peu la façade par une production littéraire et surtout artistique assez intense, puis aussi par quelques actes très honorables de résistance à la supériorité de voisins plus habiles ou plus forts. Hume a découpé en tranches le règne de Philippe IV de façon à donner au lecteur un aperçu des questions de politique extérieure et intérieure, des crises économiques et sociales, des intrigues de cour, des malversations, des scandales, des divertissements et des calamités de cette période de plus de quarante années. Aucun de ces sujets n'y est approfondi, mais l'auteur répand des lueurs de-ci de-là qui suffiront au plus grand nombre. En fait d'histoire anecdotique, on ne saurait demander beaucoup mieux. Reste à savoir si le livre méritait d'être traduit, tel au moins qu'il se présente et sans une revision assez sévère. Nos traducteurs français ont bien ajouté quelques notes destinées à notre public, mais ils n'ont pas essayé de corriger l'auteur anglais quand il se trompe. Il ne fallait pas, par exemple, le laisser nommer comte de *Fuentes* l'adversaire de Condé à Rocroy : les historiens espagnols ont depuis longtemps relevé cette erreur, sinon inventée, au moins répandue par Voltaire, et montré que ce malheureux général de famille lorraine se



nommait le comte de *Fontaine*, ce que nous aurions pu savoir déjà par l'oraison funèbre de Condé par Bossuet. Il eût été à propos aussi de rectifier et de compléter les indications bibliographiques de Hume, fort peu soignées : il lui arrive ainsi de citer d'après des manuscrits des ouvrages depuis longtemps imprimés, comme les *Fragmentos históricos* du comte de La Roca, tableau des premières années du gouvernement d'Olivares, ou bien ses citations sont incorrectes ou tellement abrégées que seuls des initiés peuvent les comprendre. « Deux lettres qu'on trouve dans *Cabala* et qui sont adressées, l'une par Philippe à Olivares, l'autre au roi par le ministre, » etc. : voilà ce qu'on lit p. 50, n. 1 de la traduction. On ne s'avancera pas beaucoup, sans doute, en disant que ni le commun des lecteurs ni probablement les traducteurs eux-mêmes ne savent ce que représente ce *Cabala*. Consultons la bibliographie de la *Cambridge modern History* et nous y verrons que *Cabala sive Scrinia sacra* sert de titre à un recueil de documents publié à Londres en 1651.

Sans vouloir éplucher la traduction de MM. Condamin et Bonnet, on ne saurait cependant éviter d'y reprendre des faux sens, des impropriétés, même des fautes de français. Hume parle (p. 25) du répit que laisse à l'Espagne la paix avec les protestants (c'est-à-dire la conclusion de la trêve avec les Pays-Bas) après quarante ans de lutte. Or, voici ce que cette phrase devient dans la traduction : « La paix avec les protestants d'Espagne (des protestants en Espagne au XVII<sup>e</sup> siècle !) donnait, après quarante ans de lutte, quelque répit pour respirer. » — « A l'exemple de son père, Gaspard de Guzman avait, pendant nombre d'années, supplié Lerma de changer son titre de pair en celui de grand d'Espagne » (p. 31). L'expression *their peerage of Castille* signifie « leur condition (aux deux Guzman) de titrés de Castille ». Il n'y a jamais eu de pairie en Espagne. La même faute revient p. 47. — Hume dit (p. 43) que le duc de Lerma, en recevant le chapeau de cardinal, se trouvait « immune from lay commands », c'est-à-dire ne dépendait plus de l'autorité civile. Les traducteurs le représentent « jouissant comme tel de l'immunité à l'égard de l'ordre des laïques ». La phrase n'est même pas française. — On ne dit pas « un moine franciscain » (p. 43) et Philippe IV ne fut pas « le jouet de ses favorites » (p. 45), car s'il eut des maîtresses, aucune d'elles ne remplit jamais ce rôle, mais il eut des *favoris* : l'anglais *favourite* s'applique aux deux sexes. — « On le dirigea tout de suite sur Naples, où on l'enferma au château fort d'Oro » (p. 135). Le château de l'Œuf passe cependant pour être quelque peu connu. — Les passages espagnols n'ont pas toujours été fort heureusement rendus en français. A la page 341, on nous avertit que la traduction d'une strophe du *Pater*, attribué à Quevedo, « a été faite directement sur le texte espagnol » : il eût mieux valu suivre l'anglais, attendu que le vers *Rey del infiel tan temido* ne signifie pas « Roi des infidèles tant redoutés », mais « Roi si redouté de l'infidèle ».

Il serait oiseux de poursuivre ce corrigé. Aussi bien, le public auquel est destiné le livre ne s'apercevra guère de ces erreurs de traduction; il ne s'apercevra même pas, hélas! des fautes de français. L'ouvrage de Hume, médiocrement composé, comme beaucoup de livres anglais, a été écrit toutefois avec quelque entrain et témoigne d'une connaissance à peu près suffisante de certaines parties du sujet: grâce à l'illustration empruntée aux portraits de Velazquez, cela fait quelque chose qu'on peut feuilleter et même lire agréablement.

A. MOREL-FATIO.

---

Gaston CAHEN. **Histoire des relations de la Russie avec la Chine sous Pierre le Grand (1685-1730)**<sup>1</sup>. Paris, Félix Alcan, 1912. In-8°, 274-CCXVII pages.

Id. **Le livre de comptes de la caravane russe à Pékin en 1727-1728**. Texte [en russe], traduction, commentaire. Paris, Félix Alcan, 1911. In-8°, 143 pages.

Sinologues et slavologues diront ce que valent les sources et la critique de M. Cahen (l'auteur a directement étudié les documents russes, notamment aux archives de Moscou; contraint d'abandonner ses études sinologiques, il s'est borné, de ce côté, « aux seuls textes déjà traduits »). Nous ne pouvons que signaler l'importance de ses thèses en ce qui concerne l'histoire de la géographie et l'histoire économique. Il sera permis au profane de regretter que M. Cahen, soucieux de nous donner de minutieuses « annales » des ambassades et des caravanes, n'ait pas fait effort pour dégager, en quelques chapitres synthétiques (il ne l'a guère essayé que pour la question religieuse), les données essentielles du sujet. C'est surtout en se servant de ses conclusions et du riche commentaire dont il accompagne le *Livre de comptes* que l'on arrive à se représenter ce qu'était une ambassade de Pierre I<sup>er</sup> auprès de K'ang-hi, comment s'organisait une caravane, quels produits transportaient ces caravanes: du côté chinois, des soieries, des cotonnades, du thé, du tabac, des métaux précieux; du côté russe, presque exclusivement des fourrures sibériennes. C'est la Chine, remarque fort bien l'auteur, qui est alors le pays manufacturier; les « barbares du Nord » ne fournissent, en dehors de quelques articles de transit, que des matières brutes. Au regard de l'histoire politique, il est intéressant de voir comment s'établit, avant la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, le contact entre les deux empires: la Chine désireuse d'aboutir à une fixation de frontière, d'arrêter les empiétements moscovites dans la région de l'Amour et aussi d'écarter le péril kalmouk; la Russie uniquement préoccupée d'intérêts commerciaux, de constituer ce marché

1. En réalité, il faudrait lire 1686, date du départ de l'ambassade de Théodore Alexyévitch Golovine; d'autre part, le récit dépasse la mort de Pierre I<sup>er</sup>.

de Kyakhta dont le rôle ira croissant jusqu'à l'ouverture du Transsibérien. Ainsi se trouvent déterminés, pour cent soixante-quinze ans au moins (la grande ambassade de Sava Vladislavitch, qui aboutit au traité de Kyakhta, est de 1725-1728), la nature et le caractère particuliers des relations russo-chinoises; relations de contiguïté, de voisinage (tantôt bon, tantôt mauvais voisinage), qui ne ressemblent aux relations de la Chine avec aucune autre puissance européenne, car seules elles ne sont pas « ultra-marines ». M. Cahen a également mis en lumière le rôle si intéressant des jésuites, qui s'imposent d'abord comme intermédiaires obligés entre les négociateurs des deux empires, et qui font même du latin, pendant longtemps, la langue des relations russo-chinoises. Si bien que l'installation des orthodoxes à Pékin, en amenant la création d'une sorte de séminaire de chinois, de mongol et de mandchou, sera l'une des premières victoires de l'orientalisme.

H. HAUSER.

---

Comte Roger DE DAMAS. *Mémoires*. T. I : 1787-1806, édités par Jacques RAMBAUD. Paris, Plon, 1912. In-8°, xxviii-487 pages.

Dans la littérature des mémoires, ceux que vient d'éditer M. J. Rambaud tiendront une place honorable. De même que d'autres membres de l'aristocratie allèrent servir la cause de l'indépendance américaine, le comte Roger de Damas décida, en 1788, qu'il s'engagerait dans l'armée russe, en guerre alors avec la Turquie : cet engagement décida de toute sa carrière et peut-être du courant de ses idées. Émigré avant la lettre, c'est dans l'armée du prince Potemkin qu'il fait connaissance avec le feu, et les hécatombes d'Ostchakoff et de Bender l'ont blasé bien jeune sur la vue du sang. Sa délicatesse de Français le met au reste à même de juger la valeur de la civilisation russe, toute en surface, purement imitatrice; mais, quoiqu'il ne soit pas particulièrement tendre pour l'impératrice et pour son entourage, c'est sur la France révolutionnaire qu'il fait tomber la masse de son dédain. Cependant, ce n'est pas un doctrinaire, et ce qu'il reproche à la Révolution, c'est avant tout de contrarier ses habitudes. Ses habitudes, c'est, sans doute, de vivre hors de France, de combattre sous les drapeaux de l'étranger, et, de fait, jusqu'à l'époque de la Restauration, Roger de Damas sera un des meilleurs généraux des armées contre-révolutionnaires. Il sait d'ailleurs juger sévèrement ses compagnons de lutte : pour les émigrés de Coblenz, pour Calonne et sa politique, pour Brunswick, qu'il accuse de trahir, d'une façon d'ailleurs bien peu explicite, il n'a que du mépris. Il n'est pas loin d'admettre que lui-même a été joué par Catherine II, à qui il avait demandé un corps de troupes à commander contre la France; il critique les lenteurs tactiques des armées autrichiennes, qu'il accompagne à Wattignies et à Fleurus. Ce n'est réellement qu'en 1795 qu'il fait partie, comme commandant de la légion de Mirabeau, de l'armée

de Condé, et il participe au sort lamentable des émigrés pourchassés par la victoire française. Au moment où l'armée de Condé passe au service de la Russie, en 1797, Roger de Damas décide de servir la cour de Naples, et il part en Italie au mois de février 1798. A Naples, le royaliste impénitent qu'il est va trouver une royauté lamentable exploitée par cet Acton, contre qui il dresse un réquisitoire si passionné et si plein. Sous les ordres de Mack, il prend part à la campagne de 1798 et, malgré la belle retraite qu'il effectue, il n'empêche pas la peur d'accabler Naples et sa cour. Il est en Sicile pendant la durée de la république parthénopéenne, y voit le lamentable Nelson aux mains de sa maîtresse Hamilton, qui dirigera la répression de 1799. Lieutenant général pendant la campagne de 1800, il démissionne, au mois de juin 1801, parce qu'Acton n'a pas réalisé sa promesse de récompenser les troupes commandées par Damas, et il ne consent à rentrer au service de Naples qu'en 1804, lorsque Acton part pour la Sicile. Damas va d'ailleurs se heurter à la lâcheté de la cour napolitaine et à la duplicité des gouvernements alliés russe et anglais : quand l'ambassadeur de France, Alquier, demande son renvoi, en raison des efforts qu'il fait pour augmenter l'effectif et la valeur de l'armée napolitaine, il est « lâché » par sa cour et, s'il revient à Naples, lorsque la coalition contre la France est nouée, c'est pour y trouver la défense affaiblie par les conditions très désavantageuses imposées par la Russie et l'Angleterre et en voir déguerpir les corps anglo-russes, dès que les Français descendent dans le sud. Néanmoins, il va préparer la défense dans la Calabre, et ce n'est que quand la résistance est impossible qu'il passe en Sicile pour partir à Vienne au mois de septembre 1806.

Avec le second volume des *Mémoires*, nous saurons bientôt, espérons-le, ce qu'il y fit. Mais, dès maintenant, nous pouvons considérer que les pages que nous devons à la plume de Roger de Damas et à la diligence de M. J. Rambaud forment une remarquable contribution à la psychologie de l'émigré, du contre-révolutionnaire, de l'ultra; elles rappellent souvent les *Souvenirs* de Frénilly, par leur verve prime-sautière, leur haine à l'égard des hommes et des choses de la Révolution, leur impertinence à l'égard des coreligionnaires politiques de l'auteur, à l'égard des princes, des rois et de leurs favoris et, malgré tout l'apparat, on dira presque l'attitude politique, par leur esprit bien français.

L'annotation sobre, mais précise, de M. J. Rambaud, l'introduction biographique de M. Léonce Pingaud encadrent comme il faut le texte. On pourra regretter que l'éditeur nous renseigne si peu sur le manuscrit des *Mémoires*, conservé dans la famille de Damas, et sur les procédés de rédaction de Roger de Damas; sans composer une étude critique générale et précise, il n'aurait pas été mauvais qu'il nous dit si Roger de Damas a écrit d'après ses souvenirs ou d'après des notes. Pour ses séjours à Naples, nous voyons bien qu'il a écrit tout de

suite après les événements; mais pour le reste, nous n'avons que des indications trop vagues, et c'est ce qui rendra peut-être l'utilisation des *Mémoires* de Roger de Damas moins fructueuse qu'on pense.

Georges BOURGIN.

**Martin PHILIPPSON. *Neueste Geschichte des jüdischen Volkes.***

Leipzig, Fock, in-8°. Tome II, 1910, x-357 pages. Tome III, 1911, x-338 pages. (Fait partie du *Grundriss der Gesamtwissenschaft des Judentums*).

Le premier volume de cet ouvrage, dont j'ai rendu compte dans la *Revue historique* de juillet-août 1909 (CI, 405), menait l'histoire du judaïsme contemporain dans les divers pays (la Russie et l'Orient exceptés) jusque vers 1875. Le second achève, — jusqu'en 1908, — l'histoire de ses destinées dans les contrées de civilisation européenne et en Orient et présente un tableau d'ensemble de l'antisémitisme occidental; le troisième et dernier est exclusivement consacré aux juifs russes, qui n'avaient pas encore fait l'objet d'une étude aussi complète. L'ouvrage a donc dépassé d'un bon tiers les proportions qui lui avaient été primitivement assignées dans le plan de la collection. Personne ne s'en plaindra.

On retrouve, dans ces deux derniers volumes, les qualités et les défauts que nous avons signalés dans le premier. L'auteur a beaucoup lu et pas mal voyagé; là où il n'a pu se renseigner de première main (comme il l'a fait en Algérie) ni dépouiller les journaux (pour la Russie par exemple, dont il ignore la langue et le pays), il a trouvé d'utiles collaborateurs et même des collaboratrices dévouées. Le bureau de statistique juive lui a fourni de précieuses données qu'il a mises en œuvre dans les chapitres peut-être les plus intéressants de tout l'ouvrage (livre VI, chap. v et vi). De tout cela est résulté un récit clair, intéressant, souvent neuf, de composition parfois un peu lâche ou un peu factice, mais qui n'omet, en somme, rien d'essentiel et qu'animent un souffle libéral, une profonde sympathie pour une race à la fois douée et déprimée, dont l'histoire frise incessamment le martyrologe.

Malheureusement, il manque à M. Philippson, outre la sérénité, — qu'on ne peut guère exiger d'un historien israélite racontant l'histoire des Israélites, — une vertu essentielle : la salutaire méfiance, le scrupule qui vérifie les données de ses sources avant de leur conférer, par l'insertion dans un livre destiné à servir pendant longtemps de source à son tour, une dangereuse autorité. Je ne dirai pas, comme on l'a écrit de je ne sais plus quel critique, qu'il a le « génie de l'inexactitude », mais assurément il n'a pas le génie contraire. Quand on lit, le crayon à la main, un de ses chapitres sur un sujet que l'on connaît à peu près, on est effrayé du nombre des grandes et petites



erreurs de fait qu'on y relève; on dirait un journal quotidien. Dans trois pages consacrées à la dernière période de l'affaire Dreyfus<sup>1</sup>, on apprend l'existence d'un cabinet *Brissot*; Dreyfus a eu « la faiblesse » d'accepter sa grâce au lieu de chercher justice auprès de la Cour de cassation (on se demande comment il eût pu s'y prendre, soit pour refuser sa grâce, soit pour rouvrir, dès 1899, l'instance en revision!); on lit que la revision a été introduite par le ministère *Clemenceau*; que Picquart fut, après cette revision, promu *colonel*, etc. Plus loin (t. II, p. 203), nous apprenons que le « général juif Lambert » fut *ministre résident* en Tunisie et faillit avoir pour successeur dans ces fonctions « un autre juif, Bihourd ». Le grand rabbin Zadoc Kahn « inclinait vers l'orthodoxie ». M. Philippon n'est pas plus heureux quand, par hasard, il veut relever à son tour les prétendues erreurs de ses devanciers. A propos de l'affaire de Damas (1840), il reproche (p. 355) à Graetz d'avoir qualifié de « vieillard », *merkwürdiger Weise*, Crémieux, né en 1796. Ouvrons le passage de Graetz, écrit en 1870, on y voit que l'illustre historien y constate simplement que, à cette date (1870), Crémieux vivait encore et qu'il était vieux; il avait, en effet, soixante-quatorze ans. De quel côté est l'erreur, de quel côté la précipitation?

Il serait facile de remplir de nombreuses pages avec des *errata* de ce genre. Chaque lecteur, un peu au courant des choses de son propre pays, pourra se livrer à cet exercice; le malheur est que, d'après la manière dont est traitée la partie qu'il sait, il sera tenté de juger celle qu'il ignore. Ce serait probablement une injustice, mais l'auteur en porte sa lourde part de responsabilité.

T. R.

---

J.-O. BLAND et E. BLACKHOUSE. **Tseu-Hi, impératrice douairière (la Chine de 1835 à 1909)**. Paris, Hachette, 1912. In-4°, vii-349 pages. Ouvrage illustré de 2 fac-similés en couleur, 24 planches en noir et un plan de Pékin.

Cette histoire de la Chine, pendant ces soixante-cinq dernières années, est viciée à sa base par un défaut capital. Elle est écrite, disent les auteurs, « d'après les papiers d'État, les mémoires secrets, les correspondances ». A cette annonce alléchante, l'historien est intrigué et il achète l'ouvrage. Mais que valent ces papiers d'État? Où sont ces mémoires secrets? Qui détient ces correspondances? Aucun moyen de contrôle n'est fourni au lecteur, qui, de la première page à la dernière, en est réduit à suivre aveuglément ce qu'on lui raconte.

1. Dans le récit du procès de 1894, il n'y a pas de moindres énormités; par exemple, l'auteur attribue au *commandant Freystetter* le fait d'avoir présenté aux juges un document falsifié au détriment de l'inculpé!



Si l'on nous présente un travail original, pourquoi n'indiquer aucune référence (ou presque aucune) à des archives privées ou publiques? Si c'est un livre de vulgarisation, pourquoi ne pas renvoyer aux ouvrages que l'on utilise?

La critique des sources serait d'autant plus nécessaire que, de l'aveu même des auteurs, « les documents impartiaux dont puisse se servir l'historien pour étudier Tseu-Hi sont rares » (p. 319).

D'après quels documents les auteurs font-ils le récit de la fuite de la cour à Jehol, en août 1860? D'après « des détails fort intéressants » qui « nous sont fournis par un docteur de l'Académie de Han-Lin, dont le journal fut imprimé secrètement plusieurs années après l'invasion ». Quelle critique fait-on de ce document? On se borne à dire que c'est « un document humain fort curieux, intéressant par la naïveté et la sincérité qui s'en dégagent » (p. 13). Et c'est tout.

« Un récit chinois de la révolte des T'ai-Ping nous fournit des idées très précises sur le caractère de Tseng, sa conception du patriotisme et aussi sur le pouvoir, etc. » (p. 50). Ce récit est précis, soit, mais est-il exact? Et quel est ce récit? De quel témoin émane-t-il? Où les auteurs l'ont-ils consulté?

Le vice-roi du Petchili, Tseng-Kouo-fan, est-il reçu en audience par Tseu-Hi, en 1868? « Voici, d'après un chroniqueur chinois, le compte-rendu de l'entretien. C'est un document précieux qui nous renseigne sur l'attitude et les procédés de Tseu-Hi » (p. 53). Quel est ce chroniqueur? Sténographiait-il cet entretien au détail duquel les auteurs accordent tant de crédit? Mystère.

Parle-t-on des abus commis par les eunuques? On invoque « le vu et le su de tout le monde » (p. 61). Où se trouve cette « correspondance rédigée par un fonctionnaire de la maison impériale »? (p. 72). Comment les auteurs ont-ils connu le mémoire secret rédigé, en 1873, par le censeur Ou K'o-tou (p. 75) et ce « mémoire rédigé par un Mandchou »? (p. 91). Où les auteurs prennent-ils le texte des édits qu'ils citent? Un historien des choses d'Occident ne croit pas déchoir en donnant les références aux collections des textes législatifs qu'il utilise : à plus forte raison devrait-on s'y croire obligé quand il s'agit des choses en Chine. Pareille absence de sens critique désoriente le lecteur, — celui, du moins, qui lit pour s'instruire et non pour s'amuser. La certitude, le doute et l'ignorance des faits ne cessent de s'entrecroiser au cours de ce livre.

Le nom des auteurs n'est pas une garantie suffisante de véracité; ces auteurs ne nous font même pas savoir quand ni dans quelles conditions ils ont séjourné en Chine et étudié la cour de Pékin.

Le sous-titre est un peu ambitieux, car on ne nous donne pas d'histoire de « la Chine, de 1835 à 1909 ». Il n'y a rien, dans ce livre, sur les transformations économiques et presque rien sur la politique extérieure de la Chine pendant cette période. Le mouvement révolutionnaire paraît échapper aussi aux auteurs, qui ne craignent pas d'affirmer :

« La voix de la jeune Chine ne se fait plus que faiblement entendre dans le pays » (p. 74). Et cela est écrit à la veille de la Révolution qui amènera la République !

Les auteurs se bornent à raconter les événements que détermine ou subit directement Tseu-Hi, de sa naissance à sa mort.

Cette narration des intrigues de la cour, utilisées, nouées ou déjouées par Tseu-Hi, comprend vingt-huit chapitres. Les divisions sont nettes, le style simple et le récit attrayant.

Issue, en 1835, de la famille mandchoue des Ye-ho-na-la, la future Tseu-Hi entre, à quatorze ans, dans le harem du jeune empereur Hien-Foung, lui donne un fils en 1857, déploie une fermeté habile au cours des événements qui accompagnent la fuite de la cour à Jéhol, devant les armées alliées (1860), triomphe, à la mort de Hien-Foung, du conspirateur Yi ou T'sai-Youen (1861), n'affirme que peu à peu ses instincts autoritaires pendant ses deux premières régences (1861-1873 et 1875-1889), accroît sa fortune privée pendant ses neuf années de retraite (1889-1898), puis, après l'échec des « cent jours » de réforme, et grâce à la trahison de Youen Che-K'ai, reprend le pouvoir, relègue l'empereur-fantôme, Kouang-Siu, dans une situation subalterne, et, après l'échec du mouvement boxer, inaugure, du moins théoriquement, l'ère des réformes profondes, caractérisée surtout par les édits de 1901 et 1905. Elle meurt en 1909, entraînant l'empereur Kouang-Siu dans sa mort. Sa fin est tout à la fois (ou peu s'en faut) celle d'un règne, d'une dynastie et d'un régime.

Longue existence qui se déroule au milieu d'intrigues de toute nature, de disgrâces, d'exils, de mensonges officiels, de rivalités de clans, de suicides et de morts suspectes.

Les auteurs, tout entiers à leur narration, n'ont pas cru devoir établir le bilan de ce règne. Si vraiment Tseu-Hi fut le grand « homme d'État » responsable de la politique de la Chine contemporaine, il n'eût pas été superflu de dégager les caractères généraux de cette politique, d'en montrer les résultats positifs et négatifs. Et peut-être les auteurs auraient-ils conclu avec moins d'indulgence sur cette impératrice qui sacrifia à son farouche égoïsme les intérêts de son Empire. « Comprendre, c'est tout pardonner », voilà la devise qu'ils font leur : ce ne saurait être la devise des historiens. L'activité dévorante de cette impératrice, sa vive intelligence, sa culture, sa grâce, son courage viril qui faisait d'elle un véritable anachronisme au milieu d'une cour vermoulue, ne sauraient faire oublier sa passion effrénée du pouvoir, son manque absolu de sens moral, sa mentalité de forban. Ce fut une Agrippine, avec plus d'audace, une Catherine de Médicis, avec plus d'envergure. On ne voit pas de quels durables bienfaits l'Empire chinois lui est redevable.

Henri LABROUE.

Rod. REUSS. **Histoire d'Alsace**. Paris, Boivin et C<sup>ie</sup>, 1912. In-12, vii-371 pages et 16 planches. (Les Vieilles provinces de France). Prix : 3 fr. 50.

C'est une heureuse idée que de présenter au grand public une collection de courtes et substantielles histoires des provinces qui composent la France; de pareils manuels, au courant des dernières découvertes historiques, laissant de côté toutes discussions techniques, écrits en un style agréable et aisés à lire, faisaient complètement défaut. M. A. Albert-Petit a ouvert la série qu'il appelle, d'une expression très heureuse, « les Vieilles provinces de France », par une excellente *Histoire de Normandie*, et il nous plaît que l'*Histoire d'Alsace* forme le second volume de la collection. Personne n'était mieux désigné que M. Rod. Reuss pour composer cet ouvrage. Si, au début de sa carrière scientifique, il s'est occupé plus spécialement de l'histoire de l'Allemagne au XVIII<sup>e</sup> siècle, il en est venu bien vite à l'histoire de sa province natale et il a écrit sur elle cette longue suite d'ouvrages qui fait notre admiration : éditions des anciennes chroniques, Jean-Jacques Meyer, Daniel Specklin, le peintre J.-J. Walter, l'amestre François Reisseisen; nombreuses monographies : la *Sorcellerie en Alsace aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles*, le *Grand tir strasbourgeois de 1576 et la venue des Zurichoïses à Strasbourg*, *Louis XIV et l'église protestante de Strasbourg*, la *Cathédrale de Strasbourg pendant la Révolution*, etc.; enfin, en 1897 et 1898, ces deux beaux volumes : *l'Alsace au XVII<sup>e</sup> siècle*, qui sont un véritable monument élevé à sa province. Et bientôt, nous l'espérons, paraîtra l'ouvrage qu'il prépare sur la Révolution en Alsace et dont il amasse les matériaux avec tant de diligence, passant ses vacances aux archives de la Basse et de la Haute-Alsace. Faut-il ajouter qu'il a lu tous les livres publiés sur le pays, et nos lecteurs de la *Revue historique* comme ceux des *Annales de l'Est* ont présents à la mémoire tous ces comptes-rendus si substantiels qu'il a consacrés depuis une trentaine d'années aux *alsatiques*? Pour écrire cette histoire d'Alsace sommaire, M. Reuss n'avait qu'à faire appel à ses souvenirs d'historien, à condenser ses recherches, à en donner les résultats saillants. Il s'était préparé à sa tâche par une longue existence, vouée presque tout entière à sa province natale.

Pourtant, en s'apprêtant à écrire ce volume, M. Reuss s'est heurté à de grandes difficultés. L'Alsace n'a été pendant longtemps qu'une expression géographique; elle était composée de groupes souvent hostiles les uns aux autres, seigneuries aux frontières enchevêtrées, terres épiscopales ou abbatiales, villes libres : jusqu'à quel point fallait-il suivre les destinées de chacun de ces petits états? Avec beaucoup de raison, M. Reuss n'est pas entré dans le détail des faits. Il se

borne à énumérer les principales de ces petites souverainetés, à nous dire ce que chacune a apporté à la civilisation commune de l'Alsace. Il n'insiste que sur les événements qui intéressent l'Alsace en son ensemble. Pourtant la ville de Strasbourg a eu une part si prépondérante dans la formation de l'âme alsacienne; elle a été, par sa cathédrale, ses institutions ecclésiastiques, son Gymnase et son Académie, un foyer d'art, de religion et de lettres si intense que très justement M. Reuss la met au premier plan.

Autre difficulté. L'Alsace n'est devenue française qu'au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle. Fallait-il, dans une collection sur les provinces françaises, ne commencer l'histoire du pays qu'au moment de son union avec la France? Un tel plan, à mon avis, eût été déplorable. On ne pouvait pas, de toute évidence, sacrifier la période romaine et la période franque où l'Alsace était comprise dans la Gaule et le royaume franc; il fallait rappeler l'antique gloire d'*Argentoratum*, les résidences mérovingiennes de Marlenheim et de Kirchheim, la trahison du champ de mensonge, les serments de Strasbourg. Mais même, on ne pouvait pas passer sous silence la longue période de 887 à 1648 où l'Alsace fut rattachée au Saint-Empire romain-germanique. Entrée dans l'unité française, elle a apporté à la France un ensemble de qualités et de défauts qu'elle devait à la civilisation germanique, et il était nécessaire d'analyser et de préciser cet apport. Aussi M. Reuss, pour cette époque, nous parle surtout de la civilisation alsacienne, des églises qui s'y élèvent, des littérateurs qu'elle a produits; il n'a omis ni Reinmar de Haguenau, ni Goltfrit de Strasbourg qui ont été de grands littérateurs germaniques. Il n'a pas négligé davantage le mouvement de la Réforme, puisqu'aussi bien l'Alsace a, par son histoire, connu les deux grandes crises des temps modernes, la Réforme allemande et la Révolution française, et en a subi les heureuses conséquences. Mais M. Reuss a surtout voulu insister sur les relations de la province avec la France; il nous dit les invasions des Armagnacs (*Armen Gecken*) en 1439 et 1444, la mainmise sur l'Alsace par Charles le Téméraire, les interventions de Henri IV à Strasbourg, la politique de protection de Richelieu. Puis il consacre presque les trois quarts du volume (p. 110 à 371) à la période française qu'il connaît à fond. Pour le XVIII<sup>e</sup> siècle, il n'avait qu'à résumer les conclusions de son grand ouvrage; pour le XVIII<sup>e</sup> siècle, il nous a fort bien exposé le procès du préteur royal Klinglin, rendu justice à Schœpflin et Koch, raconté le séjour de Voltaire à Colmar, de Jean-Jacques Rousseau à Strasbourg, d'Alfieri à Wettolsheim. Mais nous avons surtout lu avec un très grand profit les pages sur la Révolution où il nous donne par avance les conclusions du livre qu'il prépare; comme on devine que chaque fait énoncé a été puisé avec soin aux documents originaux! Et avec quel libéralisme éclairé tous les événements sont appréciés! M. Reuss a mis en lumière tout ce que l'Alsace doit à la Révolution; mais il a su montrer

quel tort ont fait à la vraie cause française, en novembre 1793, les missions d'un Saint-Just et d'un Lebas, trop exaltés par certains historiens; le moindre défaut de leurs décrets sur la « francilisation » de l'Alsace était d'être impraticables. M. Reuss nous expose encore les gloires du premier Empire, les tristesses de la Restauration, la prospérité sous le gouvernement de Juillet avec les premiers chemins de fer, l'inauguration des statues de Kléber et de Gutenberg; il insiste sur la politique du second Empire, qui, par une série de fautes, allait aboutir à la guerre de 1870 et à l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine à l'Allemagne. Il reproduit à la fin de l'ouvrage la protestation des députés alsaciens contre l'annexion, lue le 1<sup>er</sup> mars 1871 à l'assemblée de Bordeaux, et comme elle est bien à sa place à la fin du volume cette promesse de perpétuel attachement de la province à la patrie à qui deux siècles et demi de vie commune l'ont rivée! En échange du sacrifice que l'Alsace a dû faire, que la France songe un peu à elle; qu'elle étudie son passé; qu'elle apprenne ce qu'elle lui doit. Le lecteur français trouvera dans le livre de M. Reuss ce qu'il lui importe de connaître sur la province perdue<sup>1</sup>.

Chr. PFISTER.

---

1. A modifier, p. 8, la page sur les Ligures et les Ibères. — P. 263, lire : Beaune. — P. 311, le traité de Lunéville est du 9 février 1801.



## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

### HISTOIRE GÉNÉRALE.

— E. RODOCANACHI. *Études et fantaisies historiques* (Paris, Hachette, 1912, in-12, 262 p.). — Ce volume contient les articles suivants : Pie VII à Paris, relation de l'abbé Cancellieri (maître d'hôtel et secrétaire du cardinal Autorelli qui accompagna Pie VII en France, 1804-1805; on ne donne ici qu'une analyse de la relation qui paraît avoir été écrite après 1814 sur des notes prises au jour le jour); — L'origine du nom de Napoléon (c'est un équivalent de « Napolitain »); — Une Phèdre italienne; étude de mœurs ferraraises au xv<sup>e</sup> siècle (origine historique de la fable qui raconte les amours de Ugo et de Parisina); — Une courtisane vénitienne à l'époque de la Renaissance (Veronica Franco, d'après ses lettres et ses poésies; née à Venise en 1546, dénoncée au Saint-Office en 1580 comme se livrant à des pratiques cabalistiques, elle finit par prendre le voile et par fonder un couvent pour les filles repenties); — Un aventurier florentin : Bonaccorso de' Pitti (1357-1430; d'après ses mémoires); — Le premier Jubilé, 1350; — Les voyageurs français à Rome, de Montaigne à Stendhal; — Le sifflet au théâtre; — Les bêtes dans l'histoire; — Comment et pourquoi l'on voyageait dans l'Empire romain. — Le résumé de ces articles forme un volume d'une lecture agréable, où l'érudit trouve çà et là d'utiles glanes. Ch. B.

— S. BAGHDASARIAN. *L'émigration européenne au XIX<sup>e</sup> siècle. Italie, Autriche-Hongrie, Russie, Grande-Bretagne, Allemagne* (Bâle, Werner-Riehm, 1910, in-8°, 126 p.). — Bref, mais suffisant résumé de cette question, du moins pour les pays à grosse émigration. Quoique l'auteur cite des travaux français, il est caractéristique qu'il ignore des ouvrages aussi capitaux que ceux de Mantoux et de Gonnard. — Ne pas donner dans la même page (p. 104) à la fois 63,000 et 82,000 colons français au Canada en 1763. H. Hn.

— Achille LORIA. *Les bases économiques de la justice internationale*. Publications de l'Institut Nobel norvégien, t. II, fasc. I (Kristiania, Aschehoug; Paris, Félix Alcan, 1912, in-4°, 96 p.). — Ce manifeste a pour objet de montrer que le développement des faits économiques tend à créer une sorte de droit international dont le rôle est de prévenir la guerre. L'historien y trouvera l'explication ingénieuse, parfois profonde et neuve, de certains conflits passés et présents; peut-être ne sera-t-il pas disposé à tenir pour un axiome que la guerre naît



toujours de causes économiques, ni à suivre, sans discuter, l'auteur dans son argumentation fondée sur cette base trop étroite. L'idée maîtresse du travail, qui consiste à remettre le règlement des conflits internationaux à des juges et non à la force des armes, est généreuse et vraiment humaine : mais qu'elle puisse être mise en pratique, même chez les nations les plus civilisées, n'est-ce pas une chimère ? — Ch. B.

— Jean MULLER. *L'idée de lutte de classes et son évolution depuis le Manifeste communiste* (Paris, Jouve, 1912, in-8°, 223 p.). — Il y a toujours plaisir à signaler d'honnêtes thèses de droit : c'est le cas de la thèse de M. Muller. M. Muller a essayé de définir, dans la pensée de K. Marx et dans celle de Proudhon, ce qu'était l'idée de lutte de classes et il étudie ce que cette idée est devenue dans l'*Internationale*, pendant la Commune, dans l'idéologie guesdiste et syndicaliste. M. Muller a bien senti, sans toujours pouvoir le mesurer exactement, le rôle des intellectuels dans l'avènement des formules qui ont servi à concrétiser l'action ouvrière ; mais il est regrettable que sa langue soit si peu claire et que ses épreuves aient été si mal corrigées. — G. Bn.

— Esther LOWENTHAL. *The Ricardian socialists*. Studies in history, economics and public law of Columbia University. T. XLVI, n° 1 (New-York, Columbia University Press, 1911, in-8°, 105 p.). — W. Thompson, John Gray, Thomas Hodgkin, John Francis, Bray se rattachent tous à la pensée de Ricardo. Leurs œuvres sont apparues à un moment bien caractéristique de l'histoire de l'Angleterre, marqué par un redoublement d'activité économique et législative. Tous ces socialistes ont été *apolitiques*, préconisant avant tout l'émancipation par l'éducation ; il y a entre eux de nombreuses divergences, mais tous ont pris à Ricardo sa théorie de la valeur, et ils ont élaboré des idées qui seront systématisées par K. Marx dans sa théorie générale du matérialisme historique. Ils peuvent être considérés comme constituant la transition entre le socialisme utopique et le socialisme scientifique. — M<sup>lle</sup> Lowenthal a su dégager ces idées, avec bien d'autres, dans son livre, qui est un remarquable exemple de travail probe et précis.

G. Bn.

— E. BERNSTEIN. *Ferdinand Lassalle* ; traduction V. DAVE (Collection des Systèmes et faits sociaux. Paris, Rivière, 1913, in-8°, 229 p.). — Il n'était peut-être pas nécessaire de traduire le travail déjà ancien du député socialiste allemand Bernstein (il date de 1891) sur Lassalle, alors que des biographies de premier ordre viennent de paraître en Allemagne. Au reste, M. Bernstein a traité surtout des idées de Lassalle, et point de sa vie ; ses idées mêmes, il les aborde si discursivement qu'on a, à le lire, quelque difficulté à déterminer leur sens et leur action réelle ; sa conclusion est plus nette, où il affirme que chez Lassalle, dans ses idées, dans son influence, il y a eu du bien et du mal.

G. Bn.

## HISTOIRE DE FRANCE.

— P. GARRIGOU-GRANDCHAMP. *Documents divers relatifs à la croisade de saint Louis contre Tunis, 1270* (extrait de la *Revue tunisienne*; Tunis, 5, rue Saint-Charles, 1912, in-8°, 36 p.). — Ces documents appartiennent aux layettes du trésor des Chartres aux Archives nationales. Ils sont généralement connus : quelques-uns cependant étaient inédits, notamment le texte arabe du traité de 1270. M. Grandchamp semble ignorer (p. 13) que le codicille de juillet au testament de saint Louis a été publié par M. Élie Berger (*Layettes*, t. IV, col. 468). Pour chaque document qu'il édite, l'auteur nous donne un fac-similé, une transcription et une traduction. R. M.

— V. THOMASSIN. *Jacques de Molay, dernier grand maître de l'ordre du Temple* (Paris, C. Boutet, 1912, in-8°, 28 p.). — Cette brochure inaugure une galerie de *Figures comtoises*. Il faut souhaiter qu'avant de peindre les autres portraits de cette galerie, M. Thomassin prenne la peine de jeter les yeux sur les ouvrages de quelques-uns de ses contemporains. L. H.

— Émile GINOT. *Dix siècles de pèlerinages à Compostelle. Les chemins de Saint-Jacques en Poitou* (extrait des *Mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest*; Poitiers, G. Roy, 1912, in-8°, 46 p.). — Ce « discours » n'est que l'esquisse d'un grand sujet. Il est à souhaiter que l'auteur, qui semble bien documenté, lui consacre un livre quelque jour. R. M.

— Émile BAUMANN. *Trois villes saintes : Ars-en-Dombes, Saint-Jacques de Compostelle, le Mont-Saint-Michel* (Paris, Bernard Grasset, 1912, in-8°, ix-244 p.). — M. É. Baumann a voulu faire après tant d'autres ces trois pèlerinages, dont deux furent fameux par toute la chrétienté. A son retour, il a voulu nous édifier comme il l'avait été lui-même. Mais que retenir de son livre? Impressions de voyage et souvenirs d'histoire y sont également dépourvus d'originalité. R. M.

— Capitaine HULOT. *1814. La manœuvre de Laon* (Paris, Chapelot, 1912, in-8°, 207 p.). — Le capitaine Hulot expose les dix-huit journées qui vont du 23 février 1814, date de la reprise de Troyes, jusqu'au 12 mars, veille de la victoire de Reims, à l'aide des documents du ministère de la Guerre et des Archives nationales. Il suit pas à pas la pensée de l'Empereur; il met surtout en relief la part du moral dans les événements et l'influence prépondérante du haut commandement. Quand Napoléon, en pleine poursuite de l'armée de Bohême, s'aperçoit que Paris est menacé par l'armée de Silésie, il se retourne contre celle-ci et l'auteur montre par quels efforts il recherche et trouve la possibilité de cette opération. Mais, à partir

du 4 mars, ses opérations, qui jusque-là étaient basées sur des données certaines, seront uniquement dirigées dans une idée préconçue : c'est que l'armée de Silésie, même ralliée par Wintzingerode et peut-être par Blücher, va continuer à reculer devant ses faibles troupes. Cela le conduit à la bataille de Laon, où il n'obtient aucun résultat ; l'Empereur est obligé de se retirer sur Soissons après avoir sauvé son armée par l'énergie de sa résolution. La manœuvre de Laon est décrite par le capitaine Hulot avec clarté et précision. A. D.

— Lieutenants MANGUIN et LACHOUQUE. *La bataille de Coulmiers* (Paris, Charles-Lavauzelle, in-8°, 208 p.). — C'est une monographie intéressante sur la bataille de Coulmiers, la victoire unique et incontestée des armées françaises pendant la guerre de 1870. Il est vrai que l'armée de la Loire avait un effectif presque triple de celui de l'armée bavarroise, mais elle était composée d'éléments disparates, surtout de troupes jeunes et inexpérimentées, sans cohésion.

Les auteurs examinent d'abord la situation générale avant la bataille et les plans d'action qui furent discutés entre le général en chef et le gouvernement de Tours. Les hésitations du général d'Aurelles de Paladines firent reporter à seize jours plus tard le plan de M. de Freycinet qui devait réussir à Coulmiers. Ce fut une perte de temps irréparable, car si, après la bataille, on avait marché sur Paris, on n'aurait pas craint d'avoir à ce moment sur les bras toute l'armée de Frédéric-Charles, rendue libre par la reddition de Metz.

La bataille fut une victoire pour nos jeunes troupes entraînées enfin à l'offensive ; elle aurait pu être un désastre pour les Allemands, mais le gros de l'armée ennemie s'échappa parce que, d'une part, le général M. des Pallières n'avait pu arriver à temps, d'autre part, le général Reyau, trompé par de faux renseignements, abandonna sa position. A. D.

— *L'histoire par les contemporains* (Collection de textes et de documents contemporains des événements les plus importants de l'histoire moderne, reliés par un récit continu et publiés avec des notes bibliographiques et des illustrations. Paris, Hachette et C<sup>ie</sup>). Trois volumes parus : I. *Le socialisme français de 1789 à 1848*, par MM. G. et H. BOURGIN ; II. *Le mouvement romantique*, par M. P. VAN TIEGHEM ; III. *La défense nationale de 1792 à 1795*. — Je ne suis pas, autant que M. Lavissee dans sa préface à cette collection, persuadé « que, sur une question quelconque, le nombre des documents essentiels n'est jamais très considérable ». Mais je crois bien que, pour donner à des jeunes gens, — élèves des hautes classes ou étudiants, — le sens de la réalité historique concrète, il suffit d'un assez petit nombre de documents bien choisis et bien présentés. C'est cette présentation qu'ont voulu faire les auteurs de cette intéressante et utile collection. Cela ne va pas sans quelques difficultés ; car il est des choses que les contemporains ne disent pas et, par exemple, M. Caron,

dans son très solide travail, est parfois obligé de faire appel, pour fixer les idées de ses jeunes lecteurs, à des écrivains de notre temps. Il n'en reste pas moins que ces petits volumes, portatifs, maniables et, ce qui ne gâte rien, d'un prix très accessible, devraient figurer dans toutes les bibliothèques de quartier et de « séminaire ». Ils pourraient être utilisés avec fruit pour la préparation des exposés oraux et des devoirs écrits. — Les prochains volumes traiteront des *Affaires religieuses et parlementaires sous Louis XV* (par M. Léon CAHEN), de la *Convocation des États-Généraux de 1789* (M. Camille BLOCH), de l'*Art au XVIII<sup>e</sup> siècle* (M. Gaston BRIÈRE), des *Idées politiques en France au XVIII<sup>e</sup> siècle* (M. Henri SÉE), de l'*Armée impériale* (M. P. CARON), etc. — On remarquera que tous ces sujets sont compris dans le XVIII<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle. Est-ce que les auteurs donneraient dans la nouvelle mode qui fait commencer l'histoire « moderne » en 1715? Ou simplement ont-ils pensé au programme imposé à nos bacheliers, lesquels ont le droit, on le sait, d'ignorer jusqu'à l'existence de Louis XIV?

H. Hr.

— DENYS COCHIN. *Quatre Français : Pasteur, Chevreul, Brunetière, Vandal* (Paris, Hachette, 1912, in-16, VIII-272 p.). — Quatre morceaux, articles ou discours, déjà publiés entre 1884 et 1912 : une étude très pénétrante, écrite dans l'esprit le plus scientifique, sur la découverte de la bactériologie; un amusant chapitre d'histoire des sciences à propos du « doyen des étudiants »; un « discours de combat », mais de ce combattant courtois, spirituel, malicieux qu'est M. Cochin; un discours académique.

H. Hr.

— HENRY DE BRUCHARD. *1896-1901. Petits mémoires du temps de la Ligue* (Paris, Nouvelle librairie nationale, s. d., in-16, 314 p.). — L'épigraphie : « Avec haine et sans crainte », en dit assez sur l'esprit du livre. C'est, sur l'« Affaire », une collection de potins ramassés dans les salles de rédaction. N'empêche que ce Saint-Simon de la rue du Croissant a buriné sur Esterhazy quelques lignes que ne désavouerait pas le plus ardent des dreyfusards : « Gentilhomme déclassé, débauché, soldat félon » et, par surcroît, « homme de paille des juifs » ! — M. Arthur Meyer lui-même n'est pas épargné. — H. Hr.

— GEORGES SENCIER. *Le babouvisme après Babeuf. Sociétés secrètes et conspirations communistes (1830-1848)* (Paris, Rivière, 1912, in-8°, 348 p.). — Pour étudier le néobabouvisme, M. Sencier aurait dû commencer par définir la doctrine de Babeuf, sans refaire l'histoire de la conspiration des Égaux. Du moins, il s'est efforcé de distinguer ce qu'il y avait de babouvisme dans la doctrine de Cabet. Il montre l'importance de l'année 1840 dans l'expansion de la littérature communiste; le mouvement s'atténue à peine les années suivantes, influençant les groupements communistes étrangers. Le néobabouvisme, qui a conservé quelque vigueur jusqu'à la Révolution de février, n'a définitivement disparu qu'avec le coup d'État. L'histoire d'une doc-

trine est toujours délicate à faire, car il n'est pas toujours très facile de distinguer entre le courant intellectuel et le courant politique, entre les œuvres et l'action. M. Sencier n'a pas résolu la difficulté ; pourtant son honnête travail témoigne d'une bonne information et rendra des services.

G. BN.

— Louis LEVINE. *The labor movement in France* (Studies in history, economics and public law. T. XLVI, n° 3. New-York, Columbia University Press, 1912, in-8°, 212 p.). — M. Levine est assez au courant du mouvement syndicaliste français pour en déterminer les principales directions ; il est regrettable cependant qu'il se soit laissé hypnotiser par l'attitude de la C. G. T. et qu'il n'arrive pas à discerner l'action moins bruyante des grandes fédérations ouvrières. Son historique du mouvement ouvrier depuis 1789 est un peu sommaire, mais il est objectif, et, parmi les écrivains du syndicalisme contemporain, il met à la place qui leur est due Georges Sorel et Fernand Pelloutier.

G. BN.

— *Histoire des partis socialistes en France*, publiée sous la direction d'Alexandre ZÉVAËS (Paris, Rivière, in-16). — Cette intéressante publication est aujourd'hui achevée avec les fascicules suivants : M. CHARNAY, *les Allemanistes* (1912, 112 p.) : le P. O. S. R. a été une des premières réactions du manuellisme contre le socialisme intellectuel personnifié par P. Brousse ; — J. PROLO, *les Anarchistes* (1912, 84 p.) : les éléments anarchistes de la vieille Internationale n'ont pu entrer dans les partis socialistes en formation ; après la période tragique de 1890-94, ils ont pénétré dans le syndicalisme ; — S. HUMBERT, *le Mouvement syndicaliste* (1912, 100 p.) : M. Humbert ne remonte pas au delà de 1849, il montre les origines de la C. G. T. et de la Fédération des Bourses et donne un exposé sur la presse syndicaliste ; c'est à l'action centrale du syndicalisme français qu'est consacrée la brochure presque tout entière ; — J.-L. BRETON, *l'Unité socialiste* (1912, 87 p.) : les premières tentatives de fusion entre groupes remontent à 1892 ; l'unification s'est faite en 1905 ; il est regrettable que l'auteur, trop personnellement mêlé à l'action politique, ne se soit pas dégagé de ses rancunes ; les textes qu'il donne sont intéressants ; — A. ZÉVAËS, *le Socialisme en 1912, conclusions et annexes* (1912, 101 p.) : dans un esprit hostile au « parti unifié », M. Zévaès essaie de mettre au point les divers concepts à propos desquels bataillent les diverses « tendances » et ne fait que dresser le programme du socialisme « indépendant ». On trouvera aux annexes une utile liste de la presse socialiste depuis 1871.

G. BN.

— J.-J.-Louis GRASLIN. *Essai analytique sur la richesse et l'impôt* (Collection des économistes et des réformateurs sociaux de la France, t. VII. Paris, Geuthner, 1911, in-8°, xxx-215 p.). — M. Dubois n'a pas eu tort de rééditer un texte de 1767 qui contient la critique des idées des économistes. Contre la grande thèse des physiocrates que l'agriculture seule est créatrice de richesse, contre la définition du



« produit net », Graslin emploie une argumentation mercantiliste qui n'exclut pas, en ce qui concerne la valeur économique de la propriété privée, un accent socialiste. Au point de vue fiscal, Graslin est favorable à l'impôt global sur le revenu et progressif, mais comme cet impôt est irréalisable, il conseille d'employer les impôts de consommation et sur le travail, complétés par une taxe personnelle et une taxe réelle très faible. G. BN.

— Émilien PETIT. *Droit public et général des colonies françaises d'après les lois faites pour nos pays* (Collection des économistes et des réformateurs sociaux de la France, t. VIII. Paris, Geuthner, 1911, in-8°, XXI-512 p.). — Le créole Petit, ayant pratiqué le droit administratif à Saint-Domingue, comme conseiller au Conseil supérieur de Léogane, fut en 1761 appelé dans une Commission gouvernementale pour la législation des colonies françaises. Les idées qu'il y défendit, les textes et la pratique qui lui ont servi à élaborer ses idées, telles sont les matières du livre qu'il publia en 1776 et compléta en 1777 par son *Traité sur le gouvernement des esclaves*; on sera reconnaissant à M. A. Girault d'avoir réédité ce texte essentiel pour l'histoire coloniale de la France. G. BN.

— Abbé Louis TARDIF. *Saint Lezin, évêque d'Angers* (Angers, G. Grassin, 1911, in-8°, 86 p. Extrait de la *Semaine religieuse du diocèse d'Angers*). — Bref panégyrique de l'évêque angevin (VII<sup>e</sup> siècle) d'après les hagiographes modernes (erreurs comprises), quelques renseignements trop vagues sur le culte du saint depuis le moyen âge jusqu'à nos jours d'après les historiens angevins, des vers latins de M. Tardif lui-même en l'honneur du patron de son ancienne église. Œuvre d'un dévot où l'histoire n'a rien à voir. L. H.

— Henri GRANGE. *Sommaires des lettres pontificales concernant le Gard (anciens diocèses de Nîmes, d'Uzès et parties d'Avignon et d'Arles) émanant des papes d'Avignon. XIV<sup>e</sup> siècle. 1<sup>re</sup> partie.* (Nîmes, A. Chastanier, 1911, in-8°, 288 p. En vente chez l'auteur, Saint-Maximin d'Uzès, Gard; prix : 10 fr.). — La publication des registres pontificaux du XIV<sup>e</sup> siècle par l'École française de Rome est une œuvre de longue haleine et qui progresse lentement. Aussi nombre d'érudits locaux, sans attendre son achèvement, ont-ils entrepris le dépouillement de ces registres au point de vue spécial qui intéresse leurs études. De ce nombre est M. Henri Grange, ancien chapelain de Saint-Louis-des-Français, qui nous donne aujourd'hui la première partie d'un regeste des lettres pontificales concernant le Gard. Elle est relative à l'ancien diocèse de Nîmes. Une seconde partie, sous presse, sera consacrée à l'ancien diocèse d'Uzès. La troisième enfin comprendra, avec les parties du Gard relevant autrefois d'Arles et d'Avignon, des tables générales. Il sera parlé plus à loisir, lors de son achèvement, de cette publication qui, en son état actuel, nous apporte déjà l'analyse sommaire en latin de plus de 1,800 pièces. Elles sont, il



faut le dire, pour la plupart d'un intérêt assez mince. Quelques-unes cependant offrent un intérêt plus général (nos 1104, 1109, 1192, 1436, etc., etc.).

R. M.

— Dr COLOMBE. *Au palais des papes d'Avignon. Recherches critiques et archéologiques*. I : la Fenêtre de l'Indulgence; II : les Prisons à l'époque des massacres de la Glacière; III : la Tour des Latrines ou tour de la Glacière; IV : Nicolas Rienzi. Le lieu de sa détention, avec plan; V : Histoire d'une caserne; VI : le Pont d'Innocent VI, avec plan (extrait des *Mémoires de l'Académie de Vaucluse*. Paris, Champion, 1910-1912). — Les recherches critiques et archéologiques du docteur Colombe n'ont guère été signalées au grand public historique, sans doute en raison de leur caractère technique. Elles méritent cependant d'attirer l'attention tant par leur valeur documentaire et leurs résultats que par la méthode employée par l'auteur. Celui-ci, grâce à une étude diligente du palais des papes d'Avignon, est en mesure de nous offrir sur son histoire toute une série de propositions originales et neuves dont quelques-unes peuvent être considérées comme démontrées, et qui toutes sont solidement étayées et ingénieusement déduites. Ainsi le docteur Colombe croit retrouver la fenêtre d'où le pape donnait l'indulgence au peuple; il reconstitue dans son décor et nous fait revivre sur place, heure par heure, les fameux massacres de la Glacière (1791); il identifie dans une salle, au premier étage de la tour de Trouillas, au-dessus des parties en cave, le lieu de détention de Nicolas Rienzi, prisonnier de Clément VI au palais pontifical. Une exploration minutieuse des archives de la chefferie d'Avignon lui a permis de faire aussi l'histoire des modifications subies après 1791 par le palais en vue de son occupation par la troupe. Il reconstitue enfin le pont de pierre, aujourd'hui disparu, jeté par Innocent VI entre le petit tinel et la grande chapelle de Clément VI. Ces résultats ont leur intérêt. Mais plus intéressants encore sont la méthode employée par l'auteur en ces recherches et l'esprit critique dont il fait preuve. Il excelle vraiment à combiner l'étude des textes et des monuments, à les vivifier l'une par l'autre. Grâce à ses patients efforts, les comptes des archives Vaticanes, publiés par le père Ehrle dans son *Historia Bibliothecæ romanorum pontificum*, prennent peu à peu toute leur signification.

R. M.

— Claude COCHIN. *La chapelle funéraire des Arnauld à Saint-Merri de Paris et le tombeau du marquis de Pomponne par Bartolomeo Rastrelli* (Paris, H. Champion, 1912, in-8°, 32 p.). — Cette plaquette élégante et érudite est une intéressante contribution à l'histoire des Arnauld que l'auteur connaît dans le plus menu détail; on y trouvera des documents inédits empruntés aux archives du Fayel, sur le tombeau « baroque » du marquis de Pomponne, construit dans une chapelle de Saint-Merri par Bartholomeo Rastrelli, sculpteur italien, dont M. Claude Cochin nous fait connaître l'œuvre et la vie. — R. M.

— Gustave TARDIEU. *Les Alpes de Provence* (collection Boule. Paris, Masson, 1912, in-8°, vi-310 p., 94 ill. dans le texte, 1 carte en couleur). — Par l'abondance de ses notices géologiques, géographiques, archéologiques et bibliographiques, ce petit guide, consacré à la région si pittoresque, si riche en monuments et en souvenirs des Alpes de Provence, bien qu'il s'adresse surtout aux touristes, pourra rendre quelque service aux historiens. R. M.

— Henri GUERLIN. *La Touraine. Le Blésois. Le Vendômois*. Choix de textes précédés d'une étude (ouvrage illustré de 109 gravures et une carte. Paris, H. Laurens, 1911, in-8°, 236 p. Collection des Anthologies illustrées : « Les Provinces françaises »). — Cet ouvrage, d'une lecture agréable et facile, porte cependant quelques traces d'inexpérience. La composition en est confuse, malgré l'apparente clarté du plan. Sous le titre de « divisions géographiques », on trouve en réalité un tableau général des vallées de la Touraine où les souvenirs historiques s'entremêlent aux descriptions pittoresques. Le chapitre histoire qui suit se trouve, de ce fait, réduit à rien. — R. M.

— Paul GOUT. *Guide du visiteur au Mont-Saint-Michel* (3<sup>e</sup> éd., avec 37 gravures dans le texte et 4 pl. hors texte. Paris, A. Colin, 1912, in-8°, 75 p.). — Ce petit guide, fort bien illustré, est un résumé commode du grand ouvrage de M. Gout, dont il a été parlé ici (*Rev. hist.*, t. CX, p. 125). R. M.

— Georges MATHIEU. *Histoire de Tulle d'Étienne Baluze résumée du latin* (Paris, H. Champion, 1912, in-8°, 115 p.). — Traduction et résumé à l'usage des Tullistes qu'intéressent le passé de leur ville et ce qu'en a dit Baluze. Les érudits eussent préféré une édition critique ou une histoire originale. Espérons que M. Mathieu nous donnera l'une ou l'autre. R. M.

— F. UZUREAU. *Andegaviana*, 12<sup>e</sup> série (Angers, Siraudeau; Paris, A. Picard, 1912, gr. in-8°, 572 p.). — Nous avons si souvent déjà mentionné et caractérisé ce recueil de glanes fructueuses à travers l'histoire angevine qu'il suffira d'en signaler ici le douzième volume; il ne contient presque rien sur le moyen âge, peu de chose sur le XVI<sup>e</sup> et le XVII<sup>e</sup> siècle et renferme surtout des documents sur le XVIII<sup>e</sup> et la Révolution, plus quelques extraits relatifs au dernier siècle, du premier Empire à la troisième République. Parmi les plus intéressantes pièces de ce nouveau dossier, on peut signaler le journal des *Trois mois de prison en Vendée* (juin-octobre 1793) de Macquereau de La Barrie, tanneur à Sillé-le-Guillaume (p. 162-191), déjà mis au jour d'ailleurs, il y a une trentaine d'années, dans la *Revue de Bretagne et de Vendée*; puis encore la correspondance du vicaire Houdet d'Angers avec son frère, de 1789 à 1791, curieuse pour caractériser l'état des esprits d'alors (p. 260-283).

M. le chanoine Uzureau nous envoie encore le *Miracle eucharistique d'Ulmes*, 2 juin 1668 (Lille, impr. Desclée, s. d., in-8°, 24 p.),

brochure qui veut prouver par « témoignages authentiques » la « réalité du fait miraculeux » advenu à cette date en l'église de Saint-Florent-des-Ulmes-lès-Saumur; une brochure sur les *Élections et le Cahier du tiers état de la ville d'Angers, 1789* (Angers, Grassin, 1912, in-8°, 39 p.), extraite des *Mémoires* de la Société nationale de cette ville; une autre brochure, *les Victimes de la Terreur en Anjou. Liste des personnes décédées dans les prisons d'Angers* (Angers, Grassin, 1912, in-8°, 55 p.), tirée des mêmes *Mémoires*. Ce lamentable catalogue de 1,020 victimes, dressé d'après les registres de l'état civil, n'est pas d'ailleurs complet; les femmes y dominent de beaucoup. On peut s'étonner qu'on y ait mis à part les hommes et les femmes; il aurait été plus pratique, ce me semble, de les classer non d'après leur sexe, mais par localités, en une seule et même série; Noël Pinot, curé de Louroux-Béconnais, guillotiné à Angers le 21 février 1794 (Angers, Grassin, 1912, in-8°, 91 p.). Notice biographique détaillée, extraite des *Mémoires* de la Société nationale d'agriculture, sciences et arts d'Angers. Né en 1747, Noël Pinot, le plus jeune des seize enfants d'un bourgeois d'Angers, devint curé de Louroux-Béconnais en 1788, fut condamné à l'exil par le tribunal du district d'Angers comme « prédicateur séditieux » pour refus du serment civique, sur le réquisitoire du futur conventionnel Choudieu. Après avoir erré dans le pays, exerçant clandestinement son ministère, il rentre à Angers avec la grande armée catholique en juin 1793, reprend la direction de sa paroisse et, après la défaite des Vendéens, continue cette activité périlleuse jusqu'au moment où il est arrêté, en février 1794, traduit devant le Comité révolutionnaire d'Angers, puis devant la Commission militaire, condamné à mort le 21 février et guillotiné le même jour. — En 1905, l'autorité diocésaine a décidé « qu'il y avait lieu de promouvoir la cause de béatification du serviteur de Dieu mis à mort en haine de la foi », et l'auteur nous apprend qu'on instruit l'affaire à Rome et à Angers. R.

— *Archives historiques du Poitou*; t. XL : *Ordinaire de l'abbaye Saint-Pierre d'Airvault...*, publ. par Gabriel MARTIN (Poitiers, Société française d'imprimerie et de librairie, 1911, in-8°, XL-427 p.). — Ce volume est la reproduction du manuscrit latin 983 de la Bibliothèque nationale. Il comprend les textes suivants : 1° un martyrologe du xiv<sup>e</sup> siècle; 2° un calendrier liturgique du xvi<sup>e</sup> siècle, mentionnant les obits des abbés d'Airvault; 3° l'« ordinaire » de l'abbaye, rédigé vers 1450 et divisé en deux parties : *De modo et ordine servitii dicendi*, ou recueil des règles sur la manière dont il faut dire l'office de chaque jour, et le cérémonial, ou recueil des usages du monastère touchant les cérémonies et le service divin. Cette publication est surtout intéressante au point de vue liturgique; on y glanera cependant quelques détails curieux sur la vie des moines au xv<sup>e</sup> siècle. En appendice, M. Martin a donné, d'après le manuscrit 598 du fonds de la reine Christine, au Vatican, une nouvelle édition, plus correcte, d'un poème

(une centaine de vers en tout) sur l'Eucharistie, dû à la plume de Gilbert, deuxième abbé d'Airvault (1112-1134), et édité en dernier lieu par Hauréau. M. Martin s'est acquitté avec un soin extrême de sa tâche d'éditeur, et son annotation, très copieuse, sera pour les historiens de l'Eglise d'un très utile secours.

L. H.

— *Registres paroissiaux d'Anneay, Arces, Aytré* (Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, t. XLII, 1911, in-8°, 557 p. Index). — Véritable mine de renseignements sur l'état économique du Bas-Poitou aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles (agriculture; ressources fournies par la mer dans les pays de franc-salé; petits métiers locaux; raffineries de sucre), sur la démographie, les mœurs (fréquence des mariages qui précèdent de deux ou trois mois la naissance de l'enfant), la religion. Abjurations : même avant la Révocation, les curés ne craignent pas de recevoir l'abjuration d'enfants de deux ans, d'un an, de dix mois, un de six mois; baptêmes célébrés « en l'absence du père »; baptêmes nombreux de gens vivant « en concubinage »; la permanence de ces unions « illégitimes », toujours contractées dans les mêmes familles, nous édifie suffisamment sur leur caractère. A noter ces cris de joie du curé d'Aytré (p. 322-323) : « 16 juillet 1684. Ce mesme jour, le presche de La Rochelle a esté interdit et tous les ministres faits prisonniers. *Deo gratias*. — 12 septembre 1684. Ce jourd'huy, les ministres de La Rochelle ont esté condamnez à faire amande honorable, interdits pour jamais, bannis du royaume à perpétuité, et le temple razé jusques au fondement. *Deo gratias*. — Hoc die prima martis hujusce anni, edicto summae curiae, calvinistarum templum Rupellense funditus est eversum. *Deo gratias*. » — Registre de baptêmes et mariages de l'Eglise réformée d'Aytré (1608-1683). — Les comptes de la fabrique d'Aytré et les registres du Consistoire nous renseignent sur l'organisation de l'assistance chez les catholiques et chez les réformés.

H. Hr.

— Dr F. ROLAND. *Un franc-comtois éditeur et marchand d'estampes à Rome au XVI<sup>e</sup> siècle : Antoine Lafrery (1512-1577)* (Besançon, Dodivers (extr. des *Mém. de la Soc. d'émul. du Doubs*, t. V), 1910, in-8°, 88 p., 5 pl.). — Utile contribution à l'histoire du rôle des graveurs sur cuivre dans la Renaissance. Pièces. Reproduction partielle de l'Index-catalogue publié par Lafrery en 1572 (est-il exact de l'appeler, p. 30, « le premier de tous les catalogues de libraires qui ait paru »? Voy., à ce sujet, J. Westfall Thompson, *The Frankfort Book fair*). Détails intéressants (avec trois reproductions) sur l'*Atlas* de Lafrery et sur ses *Antichità di Roma*. — P. 27 : « Sauritaurilliorum », et p. 72 : « Solitauriliorum »; il s'agit des *Suovetaurilia*.

H. Hr.

— Émile DUVERNOY. *Une enclave lorraine en Alsace : Liepvre et L'Allemand-Rombach* (tirage à part des *Mémoires de l'Académie de Stanislas*. Nancy, Berger-Levrault, 1912, 86 p.). — Sur la petite

rivière La Liepvette qui, réunie au Glessen, se jette dans l'Ill au-dessous de Schlestadt, Fulrad, abbé de Saint-Denis et archichapelain de Charlemagne, éleva un prieuré dont les ducs de Lorraine devinrent voués. Ils changèrent cette vouerie en une véritable souveraineté, et c'est ainsi qu'ils devinrent les maîtres du Val-de-Liepvre ou de Sainte-Marie-aux-Mines. Seulement, ils eurent le tort d'inféoder la moitié du Val d'abord aux Hattstatt, puis, à la fin du *xvi<sup>e</sup>* siècle, aux Ribaupierre, qui possédaient déjà en alleu directement une partie de Sainte-Marie et les mines célèbres, si bien que la domination de la vallée fut partagée. M. Duvernoy nous dit tous les événements dont la vallée fut la scène jusqu'à la Révolution; il nous expose la manière dont elle était administrée, nous raconte les destinées du prieuré de Liepvre et insiste sur les deux villages de Liepvre et L'Allemand-Rombach que jusqu'ici les historiens avaient négligés. Son récit, de lecture fort agréable, est puisé directement aux sources. Qu'il corrige, p. 51, la date de la mort de Philippe-Auguste qui est du 14 juillet 1223; les dates du pontificat d'Alexandre IV sont de 1256-1261; en 1388, Urbain VI et Clément VII se disputaient la tiare. — Dans son discours de réception à l'Académie de Stanislas (12 p.), M. Émile Duvernoy traite de *l'Actualité du moyen âge*; comme de nos jours, il est beaucoup question au *xiii<sup>e</sup>* siècle de corporations, d'universités, d'arbitrage, d'assonances en poésie, d'art populaire, de bains, de fards et d'artifices de toilette.

C. P.

— E. LAMOUZÈLE. *Le budget de l'Hôtel-Dieu Saint-Jacques de Toulouse au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle* (extrait de la *Revue des Pyrénées*, 1912, in-8°, 19 p.). — Comme tout budget, celui-ci indique d'abord les recettes, puis les dépenses. Les chiffres sont empruntés à un des registres tenus par le trésorier de cet hôpital; il se rapporte aux années 1748-1749. Ils présentent la situation financière sous un jour favorable, puisqu'en fin d'exercice le budget se solde par un reliquat de plus de mille livres, et encore n'y figurent pas les approvisionnements en vin et en bois. Le détail en est intéressant. — Ch. B.

— Paul MASSON. *Marseille et la colonisation française. Essai d'histoire coloniale*, 2<sup>e</sup> éd. (Paris, Hachette, 1912, in-8°, xi-592 p., 11 cartes et fig. Index). — M. Masson a fort bien fait de rééditer, en la remettant au point, l'étude qu'il avait publiée en 1906. Marseille a joué un tel rôle dans l'histoire de notre expansion extérieure que nous avons là presque un tableau, vu sous l'angle marseillais, de notre activité coloniale, surtout depuis le *xvi<sup>e</sup>* siècle. La compétence de M. Masson, l'habitude qu'il a de manier les pièces d'archives, ses travaux antérieurs sur le Levant et la Berbérie font de cet ouvrage de vulgarisation tout autre chose qu'un ouvrage de seconde main. Citons, parmi les points qui y sont traités d'une façon neuve, l'histoire d'André Brué. A côté de la colonisation proprement dite, M. Masson a étudié ce que l'on peut appeler la réaction des colonies sur la vie mar-



seillaise, en particulier le rôle joué par les colonies dans la transformation de notre vieux port en une jeune cité industrielle. — H. Hr.

— A. CAMPAGNE. *Les forêts pyrénéennes. Évolution à travers les âges, état et rendement actuels, avenir économique* (Paris, L. Laveur, 1912, in-8°, 190 p., 1 carte). — Solide étude, aussi intéressante pour l'historien que pour le géographe. On y voit combien il est enfantin de voir dans le déboisement des Pyrénées l'œuvre exclusive de l'anarchie révolutionnaire et de l'industrialisme contemporain. Après l'exploitation rationnelle des Romains, c'est au moyen âge que commence l'œuvre funeste de la dévastation; le régime pastoral (nous retrouvons ici ces curieuses fédérations sylvo-pastorales si bien étudiées dans cette *Revue* par M. Cavaillès) et les progrès industriels (forges à la catalane) en sont les principaux agents. La royauté du XVI<sup>e</sup> siècle, puis Colbert, essaient d'organiser la défense de la forêt. Mais c'est surtout au XIX<sup>e</sup> siècle que l'antique sylve a commencé, lentement, méthodiquement, à reprendre une partie du terrain perdu. On goûtera la modération, la sagesse des vues de M. Campagne. — H. Hr.

— Louis BRINDEAU, sénateur de la Seine-Inférieure. *Les événements de 1870-1871 au Havre*, 2 vol. in-8°, 406 p. (plus 49 p. d'annexes) et 314 p. (plus 216 p.), avec illustrations, annexes et documents inédits concernant la guerre en Normandie (Le Havre, Société anonyme du *Journal du Havre*, 1912). — Dans cet ouvrage consciencieux, mais touffu et un peu inorganique, M. Louis Brindeau, ancien maire du Havre, ancien député et actuellement sénateur de la Seine-Inférieure, s'est attaché à retracer l'histoire de la crise de 1870 dans une ville à laquelle il a consacré toute sa carrière politique. A vrai dire, l'invasion prussienne n'atteignit pas le grand port; elle ne dépassa pas Saint-Romain, à vingt-deux kilomètres à l'est. Mais l'intérêt n'est guère moindre à suivre les alertes militaires, les mouvements politiques, les débats qui précédèrent les élections à l'Assemblée nationale, ces élections elles-mêmes et la Commune (pendant laquelle la municipalité fit une démarche à Paris et à Versailles pour offrir sa médiation officieuse entre Thiers et les chefs du mouvement insurrectionnel, et délégua ses sapeurs-pompiers à l'extinction des incendies parisiens). Cette longue étude se clôt par le récit du voyage de Thiers à Trouville et au Havre en septembre 1872.

Le premier tome étudie les événements du 15 juillet 1870 au 25 janvier 1871. Le second les mène de cette dernière date au 14 septembre 1872. — Les dernières pages (p. 309-314) : « Président et Futur Président, » où M. Brindeau essaie de faire pressentir (à la suite d'un entretien entre Thiers, de passage, et Félix Faure, alors un des adjoints au maire du Havre) les futures destinées présidentielles de celui-ci, ne sont pas sérieuses. On sait bien d'ailleurs que, sans le conflit entre le Sénat et la Chambre des députés, ce n'est pas Félix Faure qui eût été élu le 17 janvier 1895, mais Waldeck-Rousseau.



On peut regretter que cet essai, heureusement illustré de portraits et de scènes militaires d'après des dessins originaux et des documents contemporains, et enrichi d'un grand nombre de pièces justificatives et de huit notices annexes, livre plutôt des matériaux aux historiens qu'il ne réalise un véritable texte d'histoire. Roger LÉVY.

— Laurent TOUTAIN et Pierre LAPORTE. *Le port du Havre* (Paris, 1912, éditions de la Ligue maritime française, 1 vol. in-8°, 47 p.). — Cette intéressante monographie se compose de deux documents mis bout à bout, mais qui se complètent heureusement l'un l'autre. L'un, *le Mouvement commercial et l'avenir économique du Havre*, par M. Laurent Toutain, membre de la Chambre de commerce de cette ville, est une conférence faite aux officiers de l'École supérieure de marine par quelqu'un que ses fonctions y qualifiaient très heureusement. Encore que l'histoire contemporaine et la géographie humaine se pénètrent étroitement, elle relève, dans son ensemble, plutôt de la géographie économique. Cependant on y trouve, excellemment dégagée, l'étude des causes qui, au XIX<sup>e</sup> siècle, ont si souvent paralysé le développement du Havre.

L'autre, *le Port du Havre est-il menacé d'envasement?* par M. Pierre Laporte, secrétaire adjoint de la Chambre de commerce, est tout à la fois une très substantielle analyse des efforts faits par le grand port de la Seine pour éviter, du XVI<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle, la mort lente par les alluvions et les apports marins qui, avant lui, ruinèrent déjà Lillebonne et Harfleur, et une utile illustration du mot de M. Gabriel Hanotaux : « L'histoire du Havre n'est rien autre chose qu'une continuelle manifestation d'énergie. » Cinq cartes aident à la clarté de cette démonstration.

R. L.

— Robert DE LASTEYRIE et Alexandre VIDIER. *Bibliographie annuelle des travaux historiques et archéologiques publiés par les Sociétés savantes de la France, 1908-1909* (Paris, Impr. nationale, 1911 (● aussi librairie Leroux), in-4°, 207 p.). — Nous ne pouvons qu'annoncer ce nouveau fascicule. Personne ne s'étonnera que l'analyse de publications datées de 1908-1909 soit donnée seulement en 1912 (bien que le fascicule porte la date de 1911); la faute n'en est certes pas aux diligents éditeurs, mais à la difficulté et à la longueur de leur tâche.

Ch. B.

— A. VIDIER. *Annuaire des bibliothèques et des archives*, nouvelle édition (Paris, Ernest Leroux, 1912, in-12, xxxi-396 p.). — Ce qui fait de cet Annuaire un précieux instrument de travail, c'est la partie bibliographique où sont indiquées, par exemple, toutes les publications de catalogues et inventaires concernant les bibliothèques et les archives publiques de la France. Cette partie a été soigneusement mise au courant dans cette nouvelle édition, que tout érudit devra tenir à portée de sa main sur sa table de travail. Ch. B.

## HISTOIRE D'ALLEMAGNE.

— *Grundriss der Geschichtswissenschaft zur Einführung in das Studium der deutschen Geschichte des Mittelalters und der Neuzeit...* hgg. von Aloys MEISTER. 2<sup>te</sup> Auflage (Leipzig et Berlin, Teubner, 1912, gr. in-8°). — La deuxième édition de ce grand manuel se poursuit rapidement. Nous venons de recevoir les fascicules 3 et 4 du tome I. Le fascicule 3, dû à la plume autorisée de M. Grotefend, donne en soixante pages tout ce qui est essentiel sur la chronologie du moyen âge et de l'époque moderne. Le fascicule 4, plus complexe, traite de la sphragistique, de l'héraldique et de la numismatique. Th. Ilgen parle des sceaux, non seulement en archéologue, mais en historien et en juriste : la valeur juridique du sceau est exposée (p. 50-57) d'une manière concise, mais suffisante, d'après les derniers travaux des diplomates (Bresslau, Redlich, etc.). Erich Gritzner donne un court exposé de l'héraldique (wappenwesen et wappenkunst) et Ferdinand Friedensburg de la numismatique. Chaque paragraphe est précédé d'une bibliographie sommaire, mais choisie. Bien que l'ouvrage soit destiné, comme le titre l'indique, à servir d'introduction à l'histoire d'Allemagne, il va sans dire que les chapitres consacrés aux sciences auxiliaires sont d'une utilité générale. F. L.

— DAHLMANN-WAITZ. *Quellenkunde der deutschen Geschichte*, 8<sup>e</sup> Auflage hgg. von Paul HERRE (Leipzig, Köhler, 1912, in-8°, xx-1290 p.). — La 7<sup>e</sup> édition de ce répertoire, dont l'éloge n'est plus à faire, date seulement de 1906; six années ont donc suffi pour l'épuiser. Un pareil succès de librairie est un encouragement pour les érudits chargés de tenir l'ouvrage au courant et pour l'éditeur qui en assume les frais. Dans la 8<sup>e</sup> édition, l'œuvre a été entièrement refondue : il y a 270 pages en plus et l'on passe de 10,382 numéros à 13,380. Le plan a été en partie remanié, principalement dans la 1<sup>re</sup> section, réservée à l'histoire en général; ainsi le répertoire débute maintenant par un chapitre sur la méthodologie par E. BERNHEIM et l'on a ouvert un compte particulier pour les ouvrages relatifs à la « Kulturgeschichte » (par G. STEINHAUSEN) et à l'histoire militaire (par C. CUNY). La liste des collaborateurs ne comprend pas moins de quarante-deux noms, la plupart d'érudits réputés. Cette nouvelle édition témoigne donc d'un effort très grand et très méritoire. Ch. B.

— Julius VON NEGELEIN. *Germanische Mythologie*, 2<sup>e</sup> édit. (Leipzig, Teubner, 1912. « Aus Natur und Geisteswelt », n° 95. 126 p.; prix : 1 m.). — Bon résumé de la mythologie germanique, un peu compact, bourré de faits, parfois lourdement écrit, mais bien informé et instructif. Beaucoup de rapprochements ingénieux avec les croyances et les rites des peuples indo-européens (M. de Negelein, convaincu de la supériorité morale de la mythologie germanique, s'obstine à employer l'expression peu scientifique « indo-germanisch »). Dans

cette nouvelle édition, une place plus grande a été faite à la mythologie scandinave d'après l'Edda. La lecture de ce petit manuel apprendra beaucoup à ceux qu'intéresse l'histoire des religions primitives.

Ch. B.

— Henri DENIFLE. *Luther et le luthéranisme*, étude faite d'après les sources, trad. par G. Paquier, t. III (Paris, A. Picard et fils, 1912, in-12, 502 p. *Bibliothèque d'histoire religieuse*). — Ce volume contient les chapitres IV et V de l'œuvre originale. Il discute la doctrine du péché et celle de la foi justificante. Le traducteur nous avise qu'il a corrigé les « déféctuosités venant de négligences et d'un manque de fini dans l'original », déféctuosités particulièrement nombreuses « dans la partie publiée après la mort de Denifle ». Dans les cas plus importants, l'apport du traducteur est signalé. La traduction formera quatre volumes, auxquels s'ajoutera, comme cinquième volume, la traduction de la *Psychologie de Luther et du luthéranisme*, ouvrage publié en 1906 par le P. Weiss.

H. Hr.

— Lieutenant-colonel SAUZEY. *Les Allemands sous les aigles françaises : les soldats de Hesse et de Nassau* (Paris, Chapelot, 1912, in-8°, 296 p.). — Poursuivant ses *Essais sur les troupes de la Confédération du Rhin pendant le premier Empire*, le lieutenant-colonel Sauzey présente aujourd'hui au public un nouveau volume intitulé : *Les soldats de Hesse et de Nassau*. L'auteur montre d'abord, d'après les archives de Darmstadt, par quelles péripéties a passé la politique du landgrave de Hesse-Darmstadt. Allié fidèle de l'Autriche, dont le landgrave ne recueillit qu'ingratitude, puis de la Prusse, qui lui fit de fallacieuses promesses, il dut finalement accéder à la Confédération du Rhin, mais Louis I<sup>er</sup> fut aussi fidèle à l'alliance française qu'il l'avait été à celle du Saint-Empire. Le landgrave s'engageait à fournir à Napoléon un contingent de 4,000 hommes; c'est l'histoire militaire de ce contingent dans les campagnes du premier Empire que l'auteur évoque. Napoléon, avec sa connaissance des hommes, sut donner à ses alliés allemands des chefs éprouvés pour les conduire; en 1812 et en 1813, quand nos alliés furent devenus les émules de nos propres troupes, l'Empereur autorise leur réunion en unités nationales. Aussi le loyalisme des Hessois demeure-t-il intangible jusqu'à la journée de Leipzig, où ils luttent désespérément jusqu'à la fin. Celui des soldats de Nassau, malgré de nombreuses actions d'éclat, est tristement voilé par la défection du 2<sup>e</sup> régiment qui est conduit par son chef dans les lignes anglaises en 1813, sur les bords de la Nivelle.

A. D.

— Lieutenant-colonel GRANGE. *L'aile droite prussienne à Rezonville* (Paris, Charles-Lavauzelle, 1912, in-8°, 373 p.). — Le lieutenant-colonel Grange avait déjà publié une étude sur le rôle de la 5<sup>e</sup> division prussienne durant toute la campagne de 1870-71. Son action dans la journée du 16 août lui a paru mériter une étude par-

ticulière; elle est en effet intéressante au point de vue tactique. Ce qui se dégage surtout du travail de l'auteur, c'est l'exaltation de l'esprit offensif, mais l'initiative chez les Allemands est poussée jusqu'à l'indiscipline. Il est juste de vouloir rendre à l'esprit agressif les qualités dominantes qu'il possède et qui seules permettent d'imposer sa volonté à l'adversaire, mais ce qu'ont oublié souvent les chefs allemands durant la guerre de 1870, c'est que cette initiative ne doit s'exercer que dans le sens des instructions du haut commandement. Si la bataille du 16 août n'a pas été un désastre pour l'armée allemande, la faute en est à la passivité du commandement français.

A. D.

— Georges BLONDEL. *Les embarras de l'Allemagne* (Paris, Plon, 1912, in-18, viii-316 p.). — M. Blondel a eu le grand mérite de faire, un des premiers, connaître aux Français « l'essor » du peuple allemand. Comme tout observateur qui en est à ses premiers voyages en Allemagne, il avait surtout été sensible à l'aspect grandiose, « colossal », des créations germaniques. Depuis, bien des choses qu'il avait présentées à notre admiration et peut-être à notre imitation se sont révélées, à l'usage, moins admirables qu'il n'avait paru d'abord. Ce livre apporte les correctifs nécessaires. Il signale les « embarras » de tout genre : embarras politiques, nés des antinomies que recèle la constitution bismarckienne de 1871; embarras financiers, suite de cet « essor » même qui nous avait éblouis et qui était vraiment trop vertigineux (nous fûmes peut-être sages de ne pas multiplier autant que l'Allemagne les banques industrielles, de ne pas consentir aussi largement du crédit aux populations exotiques, bref de garder notre bas de laine; notre tort a été surtout de ne pas l'utiliser davantage à des entreprises industrielles, dont nous laissons trop souvent sur notre propre territoire l'exploitation aux Allemands); embarras sociaux surtout, sans parler des soucis que donnent à l'Empire la résistance des populations allogènes et les échecs ou les déboires de la politique extérieure : les ambitions mondiales allemandes, brutalement affichées, semblent amener, par réaction, un encerclement du pays. M. Blondel analyse avec beaucoup de précision ces diverses tares de la cuirasse allemande. Il me semble manquer de netteté sur un point : s'il démontre très bien la fragilité de l'édifice bancaire allemand, il ne dit pas assez crûment (indications p. 108) que tout cet échafaudage repose en partie sur le crédit français. Sur un autre point, je souhaiterais plus de profondeur : l'« embarras » fondamental me paraît résulter d'une contradiction chaque jour plus flagrante entre la conception d'un Empire quasi-féodal, autoritaire et agrarien, et le développement d'une nation ultra-moderne, industrielle et démocratique. Ceci tuera cela : telle est bien la conclusion qui ressort, sans y être expressément énoncée, du livre de M. Blondel. H. Hn.

— Konrad GUENTHER. *Gerhard Rohlfs, Lebensbild eines Afrika-*

*forschern* (Freiburg-i.-B., F.-E. Fehsenfeld, 1912, VIII-352 p.). — M. Guenther a publié une biographie de son oncle, le célèbre explorateur Gerhard Rohlfs. Il raconte, surtout d'après les ouvrages de Rohlfs lui-même, ses voyages au Maroc, dans le Sahara et au Soudan, et il donne des détails intéressants sur la vie de Rohlfs à Weimar, sur ses relations avec le grand-duc Charles-Alexandre, les petits-fils de Goethe, et avec François Liszt. Ce qui intéressera surtout l'historien, ce sont ses relations avec Bismarck, sur lesquelles M. Guenther a publié quelques détails remarquables d'après des documents inédits. Bismarck a envoyé Rohlfs, qui avait servi dans la légion étrangère, en 1870 à Tunis pour provoquer une émeute des indigènes en Algérie contre la domination française, ce qui n'a d'ailleurs pas réussi. Plus tard, Bismarck lui confia des missions diplomatiques en Abyssinie en 1880 et à Zanzibar en 1884-1885. Il est regrettable que le livre ne donne pas plus de détails sur le séjour de Rohlfs à Zanzibar où il ne parvint pas à évincer l'influence anglaise. P. D.

— Max BÆR. *Das k. Staatsarchiv zu Danzig, seine Begründung, seine Einrichtungen und seine Bestände* (21<sup>e</sup> cahier des Mitt. des K. preuss. Archivverwaltung. Leipzig, Hirzel, 1911, in-8<sup>e</sup>, 1 vol., 94 p.). — Sous la direction éclairée du professeur Koser, l'administration des Archives prussiennes publie, en fascicules séparés, des études sur les différents dépôts d'archives du royaume de Prusse ou sur les documents conservés à l'étranger et qui intéressent l'histoire de la Prusse. Dans le dernier de ces fascicules, dû à M. Max Bær, directeur des Archives d'État à Danzig, on trouve l'histoire du dépôt confié à ses soins, une description des bâtiments édifiés de 1900 à 1902, — et l'on sait avec quel souci du confort et de l'organisation pratique les bâtiments nouveaux sont construits en Allemagne, — d'intéressantes indications sur la manière dont a été conduit le travail de classement des fonds (un fonds important toujours confié à plusieurs archivistes, toute besogne pouvant être confiée à un commis n'est jamais donnée à un archiviste, etc.), enfin, un sommaire tableau des fonds conservés dans les archives de Danzig. Ch. S.

## HISTOIRE DE BELGIQUE.

— Léo VERRIEST. *Les travaux relatifs à l'histoire des institutions politiques, administratives et judiciaires belges. Droit public, constitutions provinciales et communales* (Lille, impr. Lefebvre-Ducrocq, 1912, in-8<sup>e</sup>, 52 p. Extrait de la *Revue du Nord*, août 1912). — Bibliographie critique des travaux relatifs aux institutions, c'est-à-dire, ainsi que l'auteur le dit lui-même, aux « organismes investis de pouvoirs publics » ; elle ne mentionne en principe que les ouvrages consacrés spécialement à telle institution ou les ouvrages généraux qui contiennent des chapitres de quelque importance sur ces mêmes questions. Enfin, elle est limitée dans le temps ; car, d'un



côté, elle ne dépasse pas l'année 1789 et, de l'autre, elle ne débute qu'après l'époque carolingienne, quand l'histoire belge commence à se singulariser par rapport à celle de l'Europe occidentale. Elle se termine par trois tables des institutions, des noms de lieux et de régions, enfin des noms d'auteurs. Elle rendra de réels services, même en dehors de la Belgique.

Ch. B.

#### HISTOIRE DE DANEMARK.

— Dans un article très détaillé et riche en faits nouveaux (publié dans *Historisk Tidsskrift*, 8<sup>e</sup> série, vol. III), M. Erik MØLLER a étudié l'attaque imprévue dirigée par les Anglais contre le Danemark en 1807, par laquelle ils ravirent tous les bâtiments de la flotte danoise. Il a voulu pénétrer à fond la question de savoir si vraiment la politique de Danemark avait pu fournir même l'ombre d'un prétexte à cet acte barbare de la part du ministre Canning; il a fait des recherches scrupuleuses dans les archives anglaises comme dans celles de Copenhague et il est arrivé au résultat que la crainte qu'éprouvait ce ministre au sujet d'une hostilité secrète de la part du Danemark était aussi mal fondée que l'expédition même, qui fut une faute politique horrible. Mais Canning était encore à cette époque un homme d'État sans expérience, orgueilleux, présomptueux et pénétré du plus vif désir de faire grand; c'est ainsi que s'explique l'oreille attentive qu'il prêta à des témoins complètement incompetents et qu'il se servit de diplomates sans scrupules. Suivant les historiens anglais, Canning se serait décidé à entreprendre cette expédition contre le Danemark sur la foi de nouvelles reçues de Memel, mais M. Møller démontre, documents en main, que cette résolution date du 18 juillet, c'est-à-dire d'une époque où Canning ne pouvait absolument rien savoir sur les négociations à Tilsit. Un diplomate anglais, Lord Pembroke, qui passa par Copenhague pour Vienne, lui avait écrit que les Danois s'occupaient activement d'armer leur flotte, ce qui était complètement faux; au contraire, un officier de la marine anglaise déclare qu'à Copenhague on ne fait absolument rien pour l'équipement de la flotte. M. Møller relève encore une lettre privée de l'envoyé de Canning, Jackson, dans laquelle celui-ci écrit à son frère : « Arrivé à Kiel, je me suis assuré que les Danois ne sont entrés dans aucune coalition contre nous et que nul armement n'a eu lieu. »

Thornton, résident à Hambourg, envoie aussi des renseignements alarmants à Canning, mais un mois après, il écrit une lettre à Jackson et le conjure instamment de ne pas imposer au gouvernement danois d'exigences trop choquantes; il est sûr que le Danemark accueillerait avec gratitude une flotte anglaise qui l'aiderait contre une attaque de Napoléon. Mais les agents de Canning qui connaissent leur maître ne veulent rien voir, et le Danemark, dont les ministres avaient si souvent déclaré au gouvernement anglais qu'au cas où Napoléon rendrait toute neutralité impossible, on se rangerait du côté des Anglais,

est poussé dans les bras des ennemis de l'Angleterre. Dans cette politique imprévoyante du gouvernement anglais, on ne voit qu'une exploitation de tous les moyens possibles pour atteindre un but déterminé.

M. Edvard HOLM a traité les mêmes événements dans le tome VII de son ouvrage monumental, *Danmark-Norges Historie, 1720-1814*, qui vient de paraître. Sans connaître les documents trouvés par M. Moeller, il peint la situation du Danemark d'une manière identique, comme du reste il l'avait fait déjà dans un ouvrage antérieur. M. Holm se plaint de la singulière ignorance des auteurs anglais quant aux livres et aux documents danois. Ainsi, M. Holland Rose vient d'écrire que, déjà pendant la guerre de 1805, le Danemark avait ouvertement déclaré sa sympathie pour la France. Comme l'a prouvé M. Holm, le Danemark avait agi et s'est prononcé d'une manière diamétralement opposée. Les Anglais croient sans doute, dit M. Holm, que nos papiers diplomatiques sont écrits en danois, mais ils sont généralement écrits en français ou en allemand. Et il ajoute amèrement : nous pourrions aussi bien être des Hottentots!

Joh. STP.

#### HISTOIRE DU CANADA.

— Marc LESCARBOT. *The history of New France*, with an english translation, notes and appendices by W. L. GRANT and introduction by H. P. BIGGAR (Publications of the Champlain Society. VII. Toronto, The Champlain Society, 1911). — Ce second volume comprend le livre III, « auquel sont décrits les voyages, navigations et découvertes des François dans le golfe et grande rivière de Canada » (les deux voyages de Jacques Cartier et celui de Roberval), et le ch. iv, « auquel sont compris les voyages des sieurs de Monts et de Poutrincourt ». La traduction, qui était malaisée, est très fidèle; les notes copieuses et précises (voir en particulier sur l'origine des noms de Canada et de Québec). Trois des cartes de Lescarbot sont reproduites : 1<sup>o</sup> « figure de la Terre-Neuve, grande rivière de Canada, et côtes de l'Océan et la Nouvelle France »; 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> « figure du port royal et la Nouvelle France », en deux états; on y a joint une carte du Canada oriental et de Terre-Neuve. L'éditeur a noté avec soin les variantes que Lescarbot a données de la relation de Champlain, décrivant les pays découverts par Cartier; elles trahissent l'inimitié de Lescarbot à l'égard de Champlain. La citation de Pétrone, reproduite au bas de la p. 236 (dernière ligne), doit être corrigée à l'aide de la p. 504. Un troisième volume terminera cette édition excellente d'un texte précieux entre tous. Si peu de temps après l'inauguration du monument Champlain, il ne manquera pas d'attirer l'attention.

Ch. B.

#### HISTOIRE DES ÉTATS-UNIS.

— James BRYCE. *La République américaine. T. III : le Système de parti; l'opinion publique* (Paris, Giard et Brière, Bibliothèque

*internationale de droit public*, de G. Jèze, 1912, in-8°, vi-552 p.). — La traduction, revue par l'auteur, de cet avant-dernier tome de la nouvelle édition française est due, comme celle du t. II, à M. Lestang. H. Hr.

## HISTOIRE DE GRANDE-BRETAGNE.

— John DOWDEN, bishop of Edinburgh. *The bishops of Scotland*, being notes on the lives of all the bishops, under each of the sees, prior to the Reformation. Edited by J. Maitland THOMSON (Glasgow, James Maclehose, 1912, in-8°, xxix-472 p.; prix : 12 sh. 6 d.). — Ce livre sera favorablement accueilli. La succession des évêques d'Écosse ne nous était connue jusqu'ici, sous une forme critique, que dans l'ouvrage de Robert Keith (*A large new Catalogue of the bishops of Scotland*), qui date de 1755 et qu'une réédition donnée en 1824 avait médiocrement amélioré. M. Dowden, évêque d'Édimbourg (mort le 30 janvier 1910), auteur d'une bonne étude sur l'organisation de l'Église d'Écosse au moyen âge (voir *Rev. hist.*, t. CIX, p. 130), s'était proposé de compléter le Catalogue de Keith en utilisant la masse considérable des documents publiés depuis une cinquantaine d'années. En fait, c'est un ouvrage tout nouveau qu'on lui doit. Quelques parties seulement avaient paru de son vivant; il paraît aujourd'hui en entier par les soins éclairés de M. Thomson. Les listes ne commencent guère avant le XII<sup>e</sup> siècle. Pendant l'époque précédente, l'Église celtique d'Écosse est mal connue; avec le reste de l'Église catholique, avec la papauté, elle n'eut que des rapports intermittents et incertains. C'est par les Scandinaves et les Anglo-Normands, par Drontheim et York, qu'elle sortit de cet isolement. Depuis lors, s'il subsiste des obscurités, il n'y a plus de graves lacunes dans les séries épiscopales. M. Dowden les a établies jusqu'à la suppression officielle de l'épiscopat au temps de la Réforme. D'autre part, il a pris soin de mentionner les évêques nommés par les antipapes durant le grand schisme. La chronologie a été l'objet d'un soin tout particulier; d'ailleurs, l'auteur n'avance aucun fait qu'il n'appuie d'un document ou d'une référence. C'est un bon instrument de travail, très bien imprimé, précis et exact. Ch. B.

## HISTOIRE D'ITALIE.

— G. PRATO. *Il problema del combustibile nel periodo prerivoluzionario come fattore della distribuzione topografica delle industrie* (extrait des *Memorie della reale Accademia delle scienze di Torino*, t. LXIII. Torino, Bocca, 1912, in-4°). — Les riches archives de Turin ont permis à M. Prato d'écrire un intéressant chapitre d'histoire économique. En Piémont, comme en France, s'est posée, au XVIII<sup>e</sup> siècle, la question de l'intégrité du domaine forestier, en opposition avec celle du progrès industriel : les industries, en effet, employaient alors comme combustible le bois ou le charbon de bois

et, comme en Piémont elles se sont développées en dehors de l'intervention gouvernementale, il est évident qu'elles ont subi, en ce qui touche leur localisation, l'influence de la proximité des forêts. Les habiles intendants piémontais ont distingué avec précision les faces du problème dont ils ont proposé des solutions qui semblent dégagées de préoccupations théoriques : la principale consiste dans le reboisement. La révolution économique amenée par l'usage de la houille ne s'est fait sentir en Piémont qu'aux environs de 1840, et c'est à d'autres préoccupations que répond le reboisement aujourd'hui préconisé. Le travail de M. Prato est du plus haut intérêt, et l'on ne peut que souhaiter qu'il serve de modèle en France : la seule lacune qu'il contienne concerne l'étendue, la valeur et l'exploitation des forêts piémontaises. — G. BN.

— Giacomo-Barone RUSSO. *L'émigration et ses effets dans le midi de l'Italie* (Paris, Rivière, 1912, in-16, 228 p.). — La préface que M. Beauregard a mise en tête de ce livre n'en dissimulera pas la triste nullité. M. Russo n'a certainement pas compris toute l'ampleur du sujet qu'il abordait. Économiste optimiste, il croit à la bonté de l'émigration, remède social qui guérira la maladie du *Mezzogiorno* : du moins, il admet qu'on doive protéger l'émigrant contre ses propres ignorances, mais il est loin d'avoir prouvé qu'en fait les progrès de la marine marchande italienne, la hausse des salaires, le développement moral et politique de l'Italie moderne soient dus à l'émigration, et il ne se soucie pas des divers remèdes qui ont été préconisés pour le relèvement du *Mezzogiorno*. — G. BN.

— Giulio DE MONTEMAYOR. *Storia del diritto naturale* (Biblioteca di scienze sociali e politiche, n° 76. Palermo, Sandron, 1911, in-18, XIX-901 p.). — M. de Montemayor a fait rentrer dans son histoire du droit naturel des sujets qui ne s'y rattachent qu'indirectement ; du moins, l'analyse des systèmes théologiques antérieurs à l'école du droit naturel et qui contenaient des idées analogues à celles de cette école est trop longuement traitée. En revanche, l'étude de Grotius, de Hobbes, de l'école allemande, des constitutionnels anglais et de J.-J. Rousseau est assez poussée. La place qu'il accorde à Vico n'est pas disproportionnée, si l'on en croit les récents travaux de M. B. Croce touchant les rapports du grand philosophe napolitain et de l'école du droit naturel. La partie pratique du livre de M. de Montemayor pourra, en revanche, être laissée de côté : elle n'est plus du domaine historique ou scientifique, et quand l'auteur nous dit que la pratique juridique sortie du mouvement d'idées étudié n'est autre que le syndicalisme, c'est un avis qui lui est propre ; et il ne nous importait pas de le connaître. — G. BN.

## HISTOIRE D'ORIENT.

— Hester DONALDSON-JENKINS. *Ibrahim Pasha, grand vizir of Suleiman the Magnificent* (New York, Columbia University. Stu-

dies in history, n° 115, 1911, in-8°, 123 p.). — On s'attendrait (l'auteur ayant été professeur dans un collège de jeunes filles à Constantinople) à trouver ici des nouveautés, puisées aux sources ottomanes. Ce n'est qu'une mise en œuvre de documents connus et qui n'ajoute pas grand-chose soit à l'étude de Moritz Brosch, soit au livre de M. G. Ursu. H. Hr.

## HISTOIRE DE RUSSIE.

— René MARCHAND, correspondant du *Figaro* à Saint-Petersbourg, *les Grands problèmes de la politique intérieure russe* (Paris, Félix Alcan, 1912, in-12, xxxi-261 p.). — Dans ce livre, tout d'actualité, l'auteur expose les plus graves questions de politique intérieure qui agitent la Russie au temps de la troisième Douma. Il est très optimiste et souvent son exposé clair et brillant n'est qu'un panégyrique fervent de feu Stolypine et de ses collaborateurs. Or, un observateur de la vie russe indépendant, attentif et intelligent tel qu'est M. Marchand ne devrait point adopter sans réserve les opinions de l'ex-président du Conseil, comme il le fait par exemple quand il dit que les révolutionnaires sont sans force dans le pays ou quand il fait l'éloge de la politique agraire de Stolypine. Sans affirmer qu'il fallût à tout prix conserver la propriété collective des paysans, il est permis de douter si la façon brusque d'abolir un système qui avait des racines historiques plus profondes que ne le croit M. Marchand peut donner les résultats voulus. L'optimisme de l'auteur se fait voir aussi dans l'article consacré à la défense nationale. Certes, il faut espérer que les mesures prises par les ministres de la Guerre et de la Marine peuvent garantir la Russie des échecs comme elle en a subi en 1904 et 1905, mais les paroles de M. Marchand sur l'opiniâtreté patriotique du ministre de la Marine et les grandes capacités de travail de son collègue de la guerre feraient sourire bien des Russes. Ce sont les chapitres consacrés à la Pologne et à la Finlande qui, à notre opinion, ont le plus de valeur dans son livre. En jugeant la politique polonaise de Stolypine, M. Marchand est vraiment indépendant et impartial; en abordant la question finlandaise, il expose le point de vue russe trop peu connu en Europe, mais qu'il faut connaître pour être à même de juger le conflit russo-finlandais à sa juste valeur. M. Marchand a vu juste quand il reproche aux hommes politiques de la Finlande leur manque de souplesse; là, en effet, est le point faible de l'opposition finlandaise.

## HISTOIRE DE SUISSE.

— B. VAN MUYDEN. *Pages d'histoire lausannoise* (Lausanne, Bridel, 1911, in-fol., 668 p.; prix : 40 fr.). — Pour un homme qui a tenu une place importante dans sa cité et s'est prématurément retiré dans une laborieuse retraite, il n'est rien de plus intéressant que de rappeler à ses concitoyens l'histoire de leur ville, son passé, ses traditions,



ses mœurs; c'est un nouveau service, et non des moindres, qu'il rend ainsi à ceux dont, hier encore, il administrait les intérêts. M. Berthold Van Muyden, qui fut longtemps syndic de Lausanne, vient d'écrire, en ce précieux volume, un véritable « registre de ville », comparable à ces « livres de raison » que tout chef de famille ne manquait point de tenir en Alsace au XVIII<sup>e</sup> siècle; et comme Lausanne est une ville ancienne, d'une histoire curieuse, intéressante aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles par l'influence morale qu'elle a exercée, importante actuellement par sa situation entre la France et l'Italie, l'ouvrage de M. Van Muyden est du plus grand intérêt pour l'histoire générale. Après avoir, en des pages très fouillées, rappelé les origines de Lausanne, l'auteur expose la vie des bourgeois et habitants aux XVI<sup>e</sup>, XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Si l'on se souvient combien, à partir de 1750, Lausanne fut le rendez-vous des voyageurs de la meilleure compagnie, le séjour de Voltaire et de Rousseau, on comprendra l'intérêt que prend la description de la société lausannoise à cette époque. Puis M. Van Muyden détaille l'histoire de sa cité au XIX<sup>e</sup> siècle et pour quelles raisons cette ville a passé de 15,000 habitants en 1850 à 66,000 en 1910 : admirablement située, dans un climat agréable, Lausanne est devenue la croisée de deux importantes lignes de chemins de fer, Paris-Milan par le Simplon et Berlin-Marseille. Ses pensionnats, ses hôtels, ses médecins attirent les étrangers; son Université, le tribunal fédéral y retiennent les confédérés de tous cantons; ce mouvement d'augmentation ne peut que continuer. Tel est l'ouvrage excellent de M. Van Muyden : on ne peut que désirer que toute ville trouve un pareil historiographe.

PAUL MATTER.

#### HISTOIRE DE LA MUSIQUE.

— Maurice EMMANUEL. *Histoire de la langue musicale* (Paris, H. Laurens, 1911, 2 vol. in-8°, II-332 et 679 pages; prix : 15 fr.). — Voici un livre qui nous manquait. Sous une forme aussi claire et accessible que le sujet le comportait, M. Emmanuel, de qui l'on connaît la belle thèse sur *l'Orchestrique grecque*, a tenté de retracer l'histoire de ce qu'il appelle ingénieusement la langue musicale, depuis l'antiquité jusqu'à nos jours : « chavirement » de l'échelle musicale qui, de descendante qu'elle était tout d'abord, s'est insensiblement transformée en échelle ascendante, après avoir traversé une période « étale » au moyen âge; progrès de la notation, depuis les simples accents mélodiques des Grecs jusqu'aux notes modernes placées sur la portée, en passant par les neumes, qui n'indiquent la marche de la mélodie que d'une manière vague; enfin transformation de l'harmonie, de la rythmique et des formes musicales, c'est-à-dire de l'essence même de la musique. Cette intéressante évolution a été ici étudiée de main de maître et éclairée par de nombreux exemples. L. H.

— Otto KELLER. *Illustrierte Geschichte der Musik*, 4<sup>e</sup> éd. (Bre-

men, Schweers et Haake, 1911, in-8°, VIII-1088 p., nombreuses illustrations, 18 fac-similés; prix relié : 20 m.). — Cette histoire illustrée de la musique en est déjà à sa quatrième édition; une fois de plus, elle nous arrive revue, corrigée, considérablement augmentée. M. Keller avait fait à l'Allemagne la part du lion : il s'est efforcé, à chaque édition nouvelle, de rendre davantage son dû à chaque pays. C'est ainsi que des chapitres sur la musique en Suisse, en Angleterre, en Amérique, en Hollande, en Espagne, en Finlande, en Hongrie, sur la musique tzigane, joints à d'autres qui traitent des symphonistes de Mannheim et de Vienne, de Michel Haydn, des successeurs de Brahms et des virtuoses du violoncelle, constituent les principales nouveautés de cette quatrième édition. Le livre, dans l'ensemble, soigneusement mis au courant, est resté le solide répertoire de faits qu'il était à l'origine : pour l'Allemagne surtout, M. Keller a réuni une masse énorme de noms et de dates qu'il est commode de retrouver facilement grâce aux tables très développées qui terminent l'ouvrage. Mais, quoique l'exposé soit clair et même élémentaire, ce n'est pas un livre à lire, et c'est le seul reproche grave que le public français sera tenté de lui adresser. — Deux petites observations en terminant. Ne vaudrait-il pas mieux faire disparaître les singuliers « portraits » de saint Ambroise et de Grégoire le Grand qui décorent (?) les pages 35 et 38? Ne serait-il pas possible, sans allonger le livre à l'excès, de donner, pour chaque grand compositeur et pour chaque école de musique, l'indication des principaux livres à consulter?

L. H.

— Julien TIERSOT. *Jean-Jacques Rousseau* (Paris, Félix Alcan, 1912, in-16, 281 p. et 1 portrait; prix : 3 fr. 50. Fait partie de la collection *Les maîtres de la musique*). — Il est peut-être excessif de classer Rousseau parmi « les maîtres de la musique »; mais l'auteur du *Devin du village*, de la *Lettre sur la musique française* et du *Dictionnaire de musique* mérite à coup sûr d'être étudié comme musicien. M. Tiersot a bien expliqué comment Rousseau fut amené à se dresser en rival de Rameau, comment aussi, à plus d'un égard, son œuvre annonçait Gluck; et à ceux qui veulent rabaisser à l'excès le *Devin du village*, il a raison d'opposer le succès inouï de la pièce, sa fraîcheur, son naturel. Il ne faudrait pas aller plus loin et, malgré toutes les restrictions dont M. Tiersot atténue ses éloges, il n'a pas toujours su céder au désir de venger la mémoire de l'artiste amateur et de grossir un peu son rôle. — Un petit détail : p. 23, n. 1, M. Tiersot qualifie à tort M. J. Serand d'« archiviste de la Haute-Savoie ».

L. H.

— Richard WAGNER. *Ma vie*, traduction N. VALENTIN et A. SCHENK; t. I : 1813-1842, 6<sup>e</sup> éd.; t. II : 1842-1850, 6<sup>e</sup> éd.; t. III : 1850-1864 (Paris, Plon, 1911-1912, 3 vol. in-8°, II-363, 364, 497 pages). — On l'a dit, — et nous ne pouvons que le répéter, — ces mémoires

n'ajoutent pas grand'chose à notre connaissance de l'homme et de l'artiste. On ouvre ces trois volumes avec l'espoir d'y retrouver les élans du génie, le drame d'une âme sublime, incomprise, meurtrie par l'indifférence, les railleries ou l'hostilité du public, et l'on n'y rencontre guère que puérilité et mesquinerie. Sur la genèse des œuvres, rien ou presque rien ; par contre, de longues pages sur les traités conclus avec les éditeurs, sur les bénéfices retirés de chaque audition. Sur le noble amour de l'auteur pour Mathilde Wesendonck, qui devait lui inspirer les plus belles pages de *Tristan*, à peine quelques allusions voilées ; par contre, des détails infinis, — et sans réticences, — sur la conduite légère de sa première femme, sur sa vie domestique, sur son chien et son perroquet. On dirait que l'artiste a mis tout en œuvre pour se rabaisser à nos propres yeux. L'homme même n'y apparaît pas sous un très beau jour : nulle part le culte du moi ne s'étale avec une aussi naïve complaisance (voir, par exemple, ce qu'il dit du refus de Mathilde Maier à venir partager sa vie, t. III, p. 433) ; nulle part non plus ne percent mieux ses rancunes de musicien aigri contre tous ses confrères. Il ne manque pas une occasion de dire du mal, non pas seulement de Meyerbeer, mais d'Halévy, de Mendelssohn, de Schumann, de Berlioz... Au moins, ces mémoires sont-ils véridiques ? Pas davantage. Écrits tardivement et sous l'inspiration visible de Cosima Wagner, ils ne nous donnent des faits qu'une version altérée, tendancieuse, et l'on a eu beau jeu (M. Pierre Lalo dans le *Temps*, M. Flat dans la *Revue bleue*, 21 sept. 1912) d'opposer aux récits qu'ils renferment le témoignage des lettres écrites par Wagner lui-même. L'œuvre n'est cependant pas tout à fait négligeable : outre le jour un peu cru, mais vrai celui-là, qu'elle jette sur le caractère de l'homme, elle nous offre de la vie du musicien, jusqu'au moment où elle allait se trouver si bizarrement mêlée à celle de Louis de Bavière, — et jusqu'alors seulement, ce qui est à regretter, — un tableau, mesquin sans doute, mais souvent pittoresque et qui se laisse lire.

L. H.

## RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

---

### FRANCE.

1. — **Annales révolutionnaires.** 1912, oct.-déc. — G. HARDY. L'anticléricalisme paysan dans une province française avant 1789 (dans la généralité de Berry). — Fr. VERMALE. Danton, Robespierre, Auguste Comte et M. Aulard (des variations de M. Aulard dans ses opinions à l'égard de Robespierre : il a d'abord subi les préjugés des positivistes qui exaltaient Danton, puis il les a en partie abjurés après un examen direct des documents, mais non complètement, car il reste positiviste). — A. MATHIEZ. Danton et Louis Comte (Louis Comte est un aventurier qui avait eu de nombreux comptes à rendre à la justice avant 1789; en 1793, il était agent du Comité de Salut public. Il paraît avoir flairé des relations suspectes entre les fédéralistes du Calvados et certains amis de Danton, peut-être Danton lui-même, ce qui expliquerait que, le 12 octobre, Danton ait cru bon de demander un congé à la Convention pour aller se faire oublier à Arcis). — R. LÉVY. La réaction antirobespierriste au Havre. — LOUSTALOT. La descendance de Danton (pour illustrer le dicton : « bien mal acquis ne profite pas »). — LESUEUR. La tradition républicaine en Europe (analyse le récent ouvrage de M. Fisher : *The republican tradition in Europe*). — MARAT. Traits destinés au portrait du jésuite Brissot (extrait de *l'Ami du peuple*, n° 684, lundi 4 juin 1792). = Notes et glanes (Ouvrard et Robespierre; Camille Desmoulins républicain en 1789; Danton et la prise de la Bastille; la politique de Danton en 1793 expliquée par Barère; lettres inédites d'Ernest Hamel). = C.-rendus : L. Dutil. L'état économique du Languedoc, 1750-1789 (« la mode est aujourd'hui à l'histoire économique et à l'histoire locale. Des livres comme celui-ci sont de nature à guérir de cet engouement. Que rapportent-ils de nouveau à l'histoire générale? Rien ou presque rien »). — Gœtz-Bernstein. La diplomatie de la Gironde. Jacques-Pierre Brissot (insuffisant, l'auteur n'ayant utilisé, et encore sommairement, que les archives de Paris et de Berlin).

2. — **Comité des travaux historiques.** *Bulletin historique et philologique.* Année 1911, nos 3 et 4 (1912). — Pierre BOURDON. Nouvelles recherches sur Lodovico Canossa, évêque de Bayeux, 1516-1531 (nonce pontifical en France, le Véronais Canossa fut, en 1516, nommé évêque de Bayeux dans des circonstances un peu particulières, au moment où allait fonctionner le Concordat. Il resta au

service diplomatique du roi de France jusqu'à sa retraite en 1531; il rentra alors en Italie où il mourut en 1532. Il avait peu résidé dans son diocèse; néanmoins, on nous montre Canossa, que B. Castiglione avait fait figurer dans son *Cortegiano* parmi les beaux esprits de son temps, correspondant avec Érasme et réunissant autour de lui, à Bayeux, des humanistes; on expose en outre ses rapports, plutôt aigres, avec le chapitre de la cathédrale qui lui en voulait assurément de son origine italienne). — BOURDE DE LA ROGERIE. Notes sur les papeteries des environs de Morlaix depuis le xv<sup>e</sup> s. jusqu'au commencement du xix<sup>e</sup> (d'après les archives du Finistère; publie un état des moulins à papier de Bretagne, 1776).

**3. — Feuilles d'histoire du XVII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle.** 1912, 1<sup>er</sup> nov.

— L. DELAUAUD. La cour de Louis XIV en 1671. M<sup>me</sup> de Montespan, Colbert et Louvois (rivalité des deux ministres. Colbert est servi par M<sup>me</sup> de Montespan, ce qu'atteste le Journal de Du Fresnois, dont deux extraits, de janv. 1671, sont publiés en appendice). — Théodore DE LAMETH. Mémoires. III : Avant le procès du roi (rentré en France au péril de sa vie, Lameth essaie de sauver le roi; il voit en secret Danton, Momoro, Camille Desmoulins; relate ses conversations avec eux). — E. CAZALAS. Souvenirs de la Moskowa par un chirurgien de la garde impériale (souvenirs rédigés longtemps après les événements par Lafize qui, ayant été fait prisonnier le 18 nov., fut hospitalisé chez le comte Goudovitch et resta en Russie après la paix; il y mourut en 1861. La partie de ses mémoires concernant 1812 a été publiée en russe dans la *Rouskaïa starina*; on en donne aujourd'hui une « retraduction » française, l'original ayant disparu). — E. WELVERT. Une victime de M<sup>me</sup> de Staël : Elzéar de Sabran (victime de son amitié pour M<sup>me</sup> de Staël, Sabran fut arrêté le 14 avril 1813, conduit à Vincennes comme un « dangereux conspirateur », puis, grâce à Oudinot, rendu à la liberté en juillet). — Comte BEUGNOT. L'île d'Elbe et la première Restauration, d'après les rapports du comte Beugnot au roi Louis XVIII (suite; du 4 au 22 oct.). — Ch. DEJOB. La jeunesse de Désiré Nisard (il fut, avant le 2 déc., journaliste républicain et quelque peu libre-penseur).

**4. — La Révolution française.** 1912, 14 sept. — Ph. DALLY.

Félix Lepeletier (frère de Michel, qui fut assassiné le 20 janv. 1793; ami de Babeuf, dont il secourut la veuve; exilé en l'an VIII, il rentre en France après le couronnement de l'Empereur; maire de Bacqueville en 1812; exilé de nouveau après les Cent-Jours, mort à Paris en 1837). — THIOT. Le département de l'Oise et la défense nationale en 1792. — CARDENAL. Les billets de confiance du département de la Dordogne, 1791-1792 (suite et fin). = Réimpressions : Adresse du Conseil général du département du Cher à la Convention nationale, 18 juin 1793. = Documents : Le culte de la raison à Verneuil (Eure). = 14 oct. BRÉSCH. Essai de statistique de la population ouvrière de



Paris vers 1791. — DUBREUIL. Les causes de la disparition du régime congéable. — A. AULARD. Le chancelier d'Aguesseau et le patriotisme révolutionnaire (analyse la 19<sup>e</sup> mercuriale prononcée par d'Aguesseau, en 1715, sur ce sujet : l'amour de la patrie; le chancelier y parle un langage tout républicain). — FERDINAND-DREYFUS. Mirabeau, Siéyès et la loi du pluraliste. — P. BOUVIER. Michelet candidat au Collège de France (publie une lettre écrite par Michelet à Daunou, huit jours après la démission de celui-ci, nov. 1830). = 14 nov. Edme CHAMPION. Avis aux futurs éditeurs de Voltaire (remarques critiques sur l'édition Beuchot). — FOSSEYEU. La maison de Scipion, boulangerie des hôpitaux de Paris sous la Révolution. — ROUFF. Le peuple ouvrier de Paris aux journées du 30 juin et du 31 août 1789. — P. BOUVIER. Les papiers de Daunou à la Bibliothèque nationale.

**5. — Revue des études anciennes.** 1912, oct.-déc. — PERDRIZET. La légende du châtiment de l'Hellespont par Xerxès (discute l'interprétation proposée par S. Reinach. La légende est d'invention grecque; le roi se comporte envers l'Hellespont révolté comme un Grec envers un esclave rebelle; point n'est besoin de supposer un rite du mariage avec la mer). — HOLLEAUX. Décret du peuple de Délos en l'honneur de Sosibios d'Alexandrie. — P. ROUSSEL. Note sur deux inscriptions de Thasos. — C. JULLIAN. Notes gallo-romaines. LVI : Les derniers des Boiens (sur le prophète Maricc, dont parle Tacite). — LIZOP. Notes sur Saint-Bertrand-de-Comminges. II : Archéologie. — L. COLAS. A propos de la culture de la gaude ou pastel en France au moyen âge (quelques textes du xv<sup>e</sup> s. mentionnent le pastel exporté de Bayonne en Angleterre). — C. JULLIAN. Chronique gallo-romaine. = C.-rendus : *Dragendorff*. Westdeutschland zur Roemerzeit (excellent livre de vulgarisation fait par un érudit de premier ordre). — *Fowler*. The religious experience of the roman people from the earliest times to the age of Augustus (très intéressant; conclusions qui contredisent à la fois l'école sociologique française et l'école anthropologique anglaise).

**6. — Revue des études napoléoniennes.** 1912, nov. — Lieutenant-colonel ROUSSET. Iéna (considérations tactiques sur la bataille; le plan de Napoléon défie toute critique). — VILLAT. Napoléon à Nantes, 9-11 août 1808. — DRIAULT. Souvenirs du Centenaire, nov.-déc. 1812 (la retraite de Russie). — Lieutenant-colonel J. COLIN. Journal du colonel Béchaud, de l'armée de Portugal, oct. 1812. — L. RADIGUET. Les notes des conventionnels en 1793 et en 1815 (publie un document conservé aux Archives nationales et où sont marqués ceux des conventionnels qui, ayant en 1793 voté, avec ou sans sursis, la mort de Louis XVI, votèrent en 1815, ou s'abstinrent de voter, pour l'Acte additionnel. Cette liste doit avoir été dressée à la fin de 1815, alors que le gouvernement de Louis XVIII songeait à frapper les

régicides). — DRIAULT. Histoire extérieure du premier Empire (bulletin historique). — BABELON. Les médailles historiques du règne de Napoléon le Grand, empereur et roi. — KIRCHEISEN. Bibliographie napoléonienne de l'année 1911 (2<sup>e</sup> partie; qu'est-ce que l'ouvrage de Riker sur Henry Fox, premier Lord Holland, vient faire dans cette bibliographie?).

**7. — Revue des questions historiques.** 1912, 1<sup>er</sup> oct. — E. COSQUIN. La légende du pape de sainte Élisabeth de Portugal et les nouveaux documents orientaux (reprend l'étude de cette légende à l'aide d'un récit nouveau; c'est un conte indien traduit en chinois par le bouddhiste Seng-houei, mort en l'an 280 de notre ère, conte retrouvé et traduit par M. Chavannes. L'application des faits exposés dans ce conte à la reine Élisabeth de Portugal et à son mari don Denis est faite pour la première fois dans une chronique franciscaine de 1562). — Abbé RICHARD. Le secret du pape. Un légat apostolique en France, 1742-1756 (fin; analyse instructive de la correspondance du pape Benoît XIX avec le cardinal de Tencin; cette correspondance se continua même après la retraite du cardinal en 1751. Dans cette dernière partie, c'est surtout de l'affaire des « billets de confession » qu'il est question. Le « secret » du pape, fidèlement conservé par le cardinal, était fondé sur une confiance et une amitié réciproques; il est tout à l'honneur de leur politique avisée et conciliante). — P. PISANI. Vingt-six ans d'épiscopat : Mgr J.-B. de Maillé-La-Tour-Landry, 1743-1778-1806 (d'abord évêque de Gap, 1777, Maillé fut nommé archiviste de Saint-Papoul, évêché que supprima l'Assemblée constituante. Il n'émigra pas, vécut à Paris ou à Passy pendant la Terreur, montant des gardes et ordonnant secrètement des prêtres; condamné à la déportation après fructidor, il fut enfermé dans l'île de Ré; le 18 brumaire le rendit à la liberté. Il mourut évêque de Rennes le 25 nov. 1804). — L. CRISTIANI. Les propos de table de Luther; étude critique sur leur origine et leur valeur comme source de l'histoire de Luther (suite et fin; expose les règles de critique, complexes et délicates, qui devront présider à une édition vraiment scientifique des *Tischreden*). — A. LAVEILLE. Les revenus du clergé breton avant la Révolution (extrait des Mémoires, encore inédits, d'un chanoine de Saint-Brieuc mort en 1830). — C. CELIER. Le Comité ecclésiastique de l'Assemblée constituante de 1789 et ses archives (ces archives sont aujourd'hui aux Archives nationales). = C.-rendus : Campbell. Pioneer priests of North America, 1642-1710 (excellent choix de « vies de saints », qui sont autant de pages d'histoire). — Mgr A. Baudrillart. Vie de Mgr d'Hulst (t. I; remarquable). — Comte d'Antioche. Chateaubriand ambassadeur à Londres, d'après ses dépêches inédites (textes fort intéressants publiés avec une certaine inexpérience). — M. BESNIER. Chronique d'histoire ancienne, grecque et romaine. — Abbé. L. ALLOING. Chronique de l'est de la France. — E. GOLDSILLER. Courrier allemand. — LEDOS. Chronique. = Bulletin

bibliographique : *G. Schoo*. Die Quellen des Kirchenhistorikers Sozomenos (utile). — *Mourret*. Histoire générale de l'Église. L'ancien régime; XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> s. (remarquable). — *Dutil*. Lettres inédites de M<sup>me</sup> de Mondonville, fondatrice de l'Institut de l'enfance, 1655-1697. — *Le Falher*. Monographies chouannes (utilise beaucoup de pièces d'archives).

**8. — Revue d'histoire diplomatique.** 1912, n<sup>o</sup> 4. — **AUZOUX**. L'arrestation du capitaine Flinders, 1803-1810 (Flinders, chargé d'une mission de découvertes au sud de l'Australie, avait reçu un sauf-conduit du premier Consul; le capitaine Baudin, chargé d'une mission semblable, avait également un sauf-conduit du gouvernement britannique. Flinders arriva à l'Île-de-France au moment de la rupture de la paix d'Amiens, sur un autre navire que celui sur lequel il était parti. Decaen était soupçonneux; il fit arrêter le capitaine anglais, qui ne fut mis à la liberté que sept ans plus tard. Son sauf-conduit n'avait pas réussi à le protéger). — **SALIH MUNIR PACHA**. Louis XVI et le sultan Sélim III (Sélim n'était encore en 1786 qu'héritier du trône, emprisonné dans le sérail; mais il rêvait de prendre plus tard sa revanche des Russes et de réorganiser l'empire. Il confia son secret à un des pages du sérail, Ishak Bey, qui réussit à se faire envoyer en France. Il portait au roi des lettres où Sélim exposait ses projets futurs, comptant sur l'amitié de la France pour l'appuyer dans son œuvre de régénération. Correspondance échangée dans ces circonstances mystérieuses. Sélim monta sur le trône en 1789; Ishak Bey put revenir à Constantinople, mais Louis XVI n'était plus en état de venir en aide au nouveau sultan). — **Marquis DE NADAILLAC**. La candidature Hohenzollern (d'après le livre du général Palat). — **GUILLOT**. La dernière campagne de Sobieski contre les Turcs en 1684, d'après des documents inédits. — **TROPLONG**. La fin d'une dynastie (d'après les Mémoires de la reine de Suède, Charlotte, qui fut la belle-sœur de Gustave IV et la femme de Charles XIII, morte en 1818). — **B. DE FRAGNIER**. Le duc d'Aiguillon et l'Angleterre, juin 1771-avril 1773 (corrige et complète, à l'aide des documents français, l'étude de W. Michael, appelé ici à tort Michel Wolfgang, sur le rôle de l'Angleterre dans le partage de la Pologne; une note d'Aiguillon à Lord Rochford, 23 mars 1772, prouve qu'il tenta, en temps opportun, un effort pour sauver la Pologne au moyen d'un rapprochement avec l'Angleterre. La profonde défiance qui régnait entre les deux cours rendit vaine cette velléité).

**9. — Journal des Savants.** 1912, août. — **R. CAGNAT**. L'Académie des inscriptions et sa commission des médailles sous Napoléon I<sup>er</sup> (d'après l'ouvrage de E. Babelon sur les médailles historiques du règne de Napoléon le Grand, empereur et roi). — **L. LEGER**. Un aventurier serbe au XVII<sup>e</sup> s., le comte Georges Brankovitch (retrace, d'après l'ouvrage de I. Radonitch, la vie et l'action de cet aventurier qui s'efforça

de constituer une nationalité serbe). = Sept. M. DIEULAFOY. Les arts en Perse (fin en oct.). — L. BRÉHIER. La question d'Orient sous les Commènes (à propos de l'ouvrage de F. Chalandon). — F. PICAVET. Pour une future édition des œuvres de Roger Bacon (fin en oct.; bibliographie des mss.). = Oct. G. PERROT. Les restaurations des architectes pensionnaires de l'Académie de France à Rome et le palais de Dioclétien à Spalato. — H. SALADIN. Le phare d'Alexandrie (à l'occasion de l'ouvrage de H. Thiersch sur *Pharos*). = Nov. A. MERLIN. Où s'est livrée la bataille de Zama? (en somme, on n'en sait rien; les recherches du capitaine G. Veith, dans son *Afrika*, ne contribuent pas à trouver des solutions certaines).

**10. — Le Moyen Âge.** T. XV, 1911, nov.-déc. — E. LESNE. Nicolas I<sup>er</sup> et les libertés des monastères des Gaules (fin. « Les quatre lettres de Nicolas I<sup>er</sup> au roi, aux évêques, à Robert, aux moines de Saint-Calais en faveur de l'église du Mans sont certainement authentiques; la lettre adressée à Hincmar au même sujet est suspecte. Le privilège de Nicolas confirmant l'exemption des moines de Saint-Calais... paraît aussi apocryphe. Quant au décret de Nicolas I<sup>er</sup> apparenté à ce privilège, il est certainement faux aussi bien que le décret de Grégoire I<sup>er</sup> auquel il est associé. » Jamais Nicolas I<sup>er</sup> « n'a décidé, à l'encontre du pouvoir épiscopal, que tous les monastères des Gaules seraient libres »). — M. KREPINSKY. Quelques remarques relatives à l'histoire des *Gesta Romanorum* (fin des recherches sur la forme primitive de la compilation). = C.-rendu : *Lizerand*. Clément V et Philippe IV le Bel (longue analyse). = T. XVI, 1912, janv.-févr. LÉON MIROT. Le procès du boiteux d'Orgemont, épisode des troubles parisiens pendant la lutte des Armagnacs et des Bourguignons; 3<sup>e</sup> partie : la carrière administrative de Nicolas d'Orgemont (Nicolas, « le boiteux d'Orgemont », troisième fils du chancelier d'Orgemont, conseiller au Parlement de Paris depuis 1392, pourvu de riches bénéfices ecclésiastiques, joua un rôle important au chapitre de Notre-Dame de Paris, dont il fut quelque temps chambrier, et se trouva mêlé à toutes sortes de querelles dont on trouvera ici le récit circonstancié; il fit de violents efforts pour obtenir les plus hautes prébendes). — L. CAILLET. Documents du XIV<sup>e</sup> et du XV<sup>e</sup> s. conservés à la bibliothèque de Lyon (1397, 1419, 1420). = Mars-avril. H. LEMAÎTRE. La statue miraculeuse de la Sainte-Chapelle. — Pierre GAUTIER. Note sur des diplômes carolingiens de la Haute-Marne (texte d'un acte de 1140, mentionnant divers actes perdus, et édition d'après l'original retrouvé d'un acte du roi Lothaire, 961). = Mai-juin. Clovis BRUNEL. L'original du diplôme des empereurs Louis le Pieux et Lothaire pour l'abbaye de Corbie, 825 (cet original vient d'être retrouvé; il permet de conclure à l'authenticité de l'acte; l'auteur en donne une édition critique). — Paul DESCHAMPS. Critique du privilège épiscopal accordé par Emmon de Sens à l'abbaye de Sainte-Colombe (660, 26 août. L'acte d'Emmon fut remanié et interpolé en 847).

**11. — Revue critique d'histoire et de littérature.** 1912, 28 sept. — *Ungnad*. Aramäische Papyri aus Elephantine. Kleine Ausgabe (important). — *E. Meyer*. Der Papyrusfund von Elephantine (ces documents confirment l'authenticité des textes relatifs à Esdras et à Néhémie; ils permettent d'estimer à quel point il est vrai de dire que le judaïsme est une création de l'empire perse). — *Jastrow*. Aspects of religious belief and practice in Babylonia and Assyria (recommandable). — *Nilsson*. Études sur le culte d'Ichtar (bon). — *Capart*. Abydos; le temple de Sêti I<sup>er</sup> (reproductions bonnes et peu coûteuses d'un monument important). — *Abbott*. The common people of ancient Rome (bon). — *Krüger*. Handbuch der Kirchengeschichte für Studierende. III : Reformation und Gegenreformation, von *H. Hermelink* (bon manuel pour les savants expérimentés, d'un usage difficile pour les étudiants). = 5 oct. *Stangel*. Die Immunität in Deutschland bis zum Ende des XI Jahrh. (travail très minutieux de diplomatique sur les privilèges royaux d'immunité du IX<sup>e</sup> au XI<sup>e</sup> s.). — *H. Bresslau*. Das tausendjährige Jubiläum der deutschen Selbständigkeit (conférence où l'auteur raconte comment on en est arrivé à fêter le millénaire de l'indépendance allemande au 10 nov. 911, date où fut élu roi Conrad de Franconie). — *Strich*. Liselotte und Ludwig XIV (intéressante contribution à l'histoire intime de la cour de Louis XIV; l'auteur a trouvé du nouveau à dire sur la duchesse d'Orléans et ses rapports avec Louis XIV). — *Lehr*. La Réforme et les églises réformées dans le département actuel d'Eure-et-Loir, 1523-1911 (bon). = 12 oct. *Wissowa*. Religion und Kultus der Römer (2<sup>e</sup> édition mise au point). — *Cagnat*. La frontière militaire de la Tripolitaine à l'époque romaine (important). — *Dobiache-Rojdestvensky*. La vie paroissiale en France au XIII<sup>e</sup> s., d'après les actes épiscopaux (bon). — *A. de Boüard*. Études de diplomatique sur les actes des notaires du Châtelet de Paris (insuffisant en ce qui concerne l'origine des actes notariés; à peu près définitif en ce qui concerne les notaires du Châtelet). — *G. Kurth*. La cité de Liège au moyen âge (ouvrage plein d'intérêt et de vie; trop de hâte dans la rédaction). — *Collas*. Valentine de Milan, duchesse d'Orléans (quelques documents nouveaux; pas très approfondi, mais très agréable à lire). — *Brutails*. Les vieilles églises de la Gironde (important). = 19 oct. *Goeters*. Die Vorbereitung des Pietismus in der reformierten Kirche der Niederlande bis 1670 (monographie précise et sûre). — *Lesprand*. Les derniers jours du parlement de Metz (bon). — *Id.* Suppression du couvent des Récollets de Sierck (intéressant, mais beaucoup trop long). — *Id.* Les derniers jours de l'abbaye de Wadgasse (bon). = 26 oct. *Weissbach*. Die Keilinschriften der Achämeniden. — *Frank*. Studien zur Babylonischen Religion; I (bon). — *Weidner*. Beiträge zur Babylonischen Astronomie, mit einer Sternkarte (beaucoup de détails à retenir). = 2 nov. *Harnack*. Ueber den privaten Gebrauch der heiligen Schriften in der alten Kirche (montre que la lecture des Livres Saints, tant



de l'Ancien que du Nouveau Testament, n'était soumise à aucune restriction dans les premiers siècles du christianisme). — *Dehéraïn*. Dans l'Atlantique (très intéressant recueil de morceaux historiques puisés aux meilleures sources). — *Mancini*. Bolivar et l'émancipation des colonies espagnoles, des origines à 1815 (beaucoup d'emphase et d'enflure; intéressant néanmoins). = 9 nov. *Scheil*. La chronologie rectifiée du règne de Hammourabi. — *Deimel*. Veteris Testamenti chronologia monumentis babylonico-assyriis illustrata (utile, mais rien de nouveau). — *Wiegand*. Dogmengeschichte der alten Kirche (abrégé clair et bien ordonné). — *Kugener et Cumont*. Recherches sur le manichéisme; II et III. — *Panzer*. Studien zur germanischen Sagen-geschichte (très intéressant; conclut que la mythologie n'a aucune part dans la formation des légendes germaniques). — *Rota*. L'Austria in Lombardia e la preparazione del movimento democratico cisalpino (bonne étude sur les relations intellectuelles entre la France et le Milanais et sur l'agitation révolutionnaire en 1794-1796). = 16 nov. *Crum et Steindorff*. Koptische Rechtsurkunden des achten Jahrhunderts aus Djéme, Theben; I (important). — *Lesquier*. Les institutions militaires de l'Égypte sous les Lagides (bon). — *Ægyptische Urkunden aus den k. Museen zu Berlin*. Griechische Urkunden IV, XI-XII. — *Jirecek*. Geschichte der Serben; I (bon; ce tome I s'arrête à l'année 1371). = 23 nov. *Schlesinger*. Geschichte des Symbols (fruit de vastes lectures et de longues réflexions). — *F. Tönnies*. Thomas Hobbes, der Mann und der Denker (bon). — Darstellungen aus der Bayerischen Kriegs- und Heeresgeschichte, Heft 21 (ce fasc. traite de la guerre de 1812). — *P. Holzhausen*. Ein Verwandter von Goethe im russischen Feldzuge 1812 (biographie de Th. Goethe, qui fit la guerre de Russie comme fourrier d'un régiment de hussards saxon).

**12. — Polybiblion.** 1912, mai. — Louis ROBERT. Revue des publications sur l'hagiographie et la biographie ecclésiastique. = Juill. J. RAMBAUD. Revue des publications sur l'économie politique et sociale. = Août. Comte DE SÉRIGNAN. Histoire et sciences militaires. = C.-rendus : R. de Bouglon. Les reclus de Toulouse sous la Terreur (3<sup>e</sup> fasc.; publie le Registre officiel des citoyennes recluses dans la ci-devant maison de Saint-Sernin). — Rhys. The celtic inscriptions of Gaul. Additions and corrections (excellent). = Sept. C.-rendus : M. Brillant. Les secrétaires athéniens (bon). — Ed. Diricq. Maléfices et sortilèges. Procès criminels de l'ancien évêché de Bâle pour faits de sorcellerie, 1549-1670. — Ad. Roussel. Lamennais et ses correspondants inconnus. — M. Bloch. Trois éducateurs alsaciens (Wilm, Macé et Neftzer; apologie de l'éducation protestante). = Oct. H. FROIDEVAUX. Géographie, voyages. = C.-rendus : Hérille. Essai sur l'ordre des hospitaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem et de son gouvernement à Malte au commencement du XVIII<sup>e</sup> s. (esquisse d'après un travail attribué au chevalier de Tigné, qui entra dans

l'ordre en 1723 et mourut en 1800. Utile pour la partie militaire et pour celle des fortifications). — *Sanson*. Répertoire bibliographique pour la période dite « révolutionnaire », 1789-1801, en Seine-Inférieure; t. II et III (très méritoire).

**13. — Le bibliographe moderne.** 1911, mai-oct. — Ch. SCHMIDT. Les documents de l'histoire économique du XIX<sup>e</sup> s. (montre comment à Cologne ont été constituées les archives de l'histoire économique de la région rhéno-westphalienne). — Association des archivistes français; huitième assemblée générale (juin 1911); compte-rendu et communications. — M.-A. PIDOUX. Bibliographie historique des œuvres de Gilbert Cousin. — Léon-G. PÉLISSIER. Les papiers du médecin Michel Provençal (1781-1845; fut professeur à la Faculté de médecine; ses papiers se trouvent à la bibliothèque de Tournus; publication partielle). = Nov.-déc. BRIQUET. Les moulins à papier des environs de Tulle (XVII<sup>e</sup> s.). — TROUILLARD. Les tables et les actes de l'état civil. — FURCY-RAYNAUD. Un mémoire d'Ameilhon sur la bibliothèque de la ville de Paris (en l'an V). = C.-rendu : *Coupel*. Bibliographie d'articles de périodiques concernant la Bretagne, 1798-1900.

**14. — Bulletin hispanique.** 1912, oct.-déc. — H. DE LA VILLE DE MIRMONT. Les déclamateurs espagnols au temps d'Auguste et de Tibère (suite). — G. CIROT. Chronique latine des rois de Castille jusqu'en 1236 (suite; reproduction diplomatique, avec un érudit commentaire). — DUHEM. Dominique Soto et la scolastique parisienne (suite et à suivre). — MATHOREZ. Notes sur les rapports de Nantes avec l'Espagne (II : la colonie espagnole de Nantes; son importance au XVI<sup>e</sup> s.; André Ruys et sa famille). = C.-rendus : *J. Juderias*. España en tiempo de Carlos II el hechizado (assez bon essai d'histoire sociale, qui complète celui de G. Maura). — *G. Antolin*. Catálogo de los codices latinos de la real biblioteca del Escorial. — *Fueter*. Geschichte der neueren Historiographie (G. Cirot relève un assez grand nombre d'erreurs ou d'omissions en ce qui concerne l'Espagne).

**15. — Revue archéologique.** T. XIX, 1912, mai-juin. — Robert DE LAUNAY. Le temple hypéthre (nouvelle étude du texte de Vitruve : l'hypætros n'est ni une area hypéthre, ni un temple pourvu d'un « œil » hypéthral). — S. REINACH. Marsyas (essaye d'expliquer l'histoire de Marsyas par la tendance de la mythologie grecque à l'anthropomorphisme; l'auteur, qui cherche toujours à réduire la part des dieux dans les mythes au profit de la zoolâtrie, voit dans Marsyas un âne ou un mulet divin que l'on sacrifiait en Phrygie et dont la peau, transformée en outre, participait au caractère du dieu et le conservait). — Hermann NASSE. Un portrait de Michelle de France (dans la collection du baron de Bissing à Munich). — R. CAGNAT et M. BESNIER. Revue des publications épigraphiques. = Juill.-août. J. DE MORGAN.

Étude sur la décadence de l'écriture grecque dans l'empire perse sous la dynastie des Arsacides (171 av. J.-C. à 228 ap. J.-C.; d'après les documents numismatiques; montre par cette étude que les populations de l'Asie antérieure, jusqu'aux Indes, subirent l'hellénisme, mais ne se l'assimilèrent pas). — W. DEONNA. Bronzes du musée de Genève. — F. DE MÉLY. Les primitifs et leurs signatures (les Jean van Eyck, le Rogier de Bruges, le Mostaert du musée Scriverius et les Rubens du musée de Vienne). — Ch. DUGAS. Vases « cyréniens » du musée de Tarente (c'est par Tarente que les produits céramiques de Sparte et de Cyrène ont pénétré dans la péninsule italienne). — Th. SCHMIDT. La « renaissance » de la peinture byzantine au xiv<sup>e</sup> siècle (analyse la nature et conteste la portée de cette prétendue « renaissance » étudiée notamment par M. Diehl). — Robert DE LAUNAY. Le temple hypèthre (suite; son plan typique est celui d'une triple nef immense et diptère, ou pseudo-diptère, pourvue de quatre *valvæ*).

**16. — Revue de l'histoire des religions.** 1912, janv.-juin. — Ph. BERGER. Le culte de Mithra à Carthage. — E. AMÉLINEAU. Saint Antoine et le commencement du monachisme en Égypte. — NARIMAN. Quelques parallèles entre le Bouddhisme et le Parsisme. — Mars-avril. R. PETTAZZONI. Mythologie australienne du Rhombe. — J. TOUTAIN. La légende chrétienne de saint Siméon stylite et ses origines païennes (la pratique ascétique de saint Siméon est une survivance de l'ancienne religion païenne pratiquée dans le temple de la déesse syrienne à Hiérapolis). — E. COMBE. Bulletin de la religion assyro-babylonienne (suite et fin). — R. DUSSAUD. Philippe Berger (notice nécrologique). — Mai-juin. G. HUET. Daniel et Susanne; note de littérature comparée. — M. GOGUEL. Essai sur la chronologie paulinienne. — S. VAN GENNEP. Publications nouvelles sur la théorie du totémisme (Frazer, Goldenweiser, Thurnwald, etc.). — Juill.-août. Ad. REINACH. L'origine du thyrses. — P. SAINTYVES. L'anneau de Polycrate, essai sur l'origine liturgique du thème de l'anneau jeté à la mer et retrouvé dans le ventre d'un poisson. — J. CAPART. Bulletin critique des religions de l'Égypte (1908 et 1909).

**17. — Bulletin de la Société du protestantisme français.** 1912, mars-avr. — A. GALLAND. Le protestantisme à Condé-sur-Noireau (Calvados) et dans le Bocage normand, de la Révocation à Napoléon I<sup>er</sup> (1685-1812). — E. SAULNIER. Henri de Bourbon, roi de Navarre, apprend la mort de sa mère Jeanne d'Albret, lettres inédites, 1572. — P. FONBRUNE-BERBINAU. Aux nouvelles catholiques de Lyon en 1747 (document des archives du Rhône). — Baronne DE CHAMISAY. Les chiffres de M. l'abbé Rouquette. Étude sur les fugitifs du Languedoc (suite, continue dans les livraisons suivantes). — Mai-juin. H. PATRY et N. W[EISS]. Nicolle Maurel, apostat célestin, dit « le prédicant » (15...-1546; prêche à Bordeaux, à Agen). — Paul-E. MARTIN. Une lettre inédite de Guillaume Fare, relative aux Vaudois du Piémont

(8 mars 1538; cette lettre nous renseigne sur l'activité de Gauchier Fare, frère du réformateur). — M. LUTHARD. Remontrances de l'assemblée politique d'Anduze aux États de Languedoc, 30 novembre 1579 (très important pour l'état du Bas-Languedoc et du Vivarais en 1579). = Juill.-août. B. SARAZIN. François de Ramsay, historien de l'église de Mouchamps avant la révocation de l'Édit de Nantes (notes sur le protestantisme dans cette paroisse de Vendée). — Louis BASTIDE. Les Bouquet de Vendée (de Chantonay en Vendée). — GÉRAUD-LAVERGNE. Les débuts de la Réforme à Sarlat, 1561 (procès-verbal d'une réunion tenue à Sarlat, en mai 1561, pour amener les nouveaux religionnaires à cesser leurs assemblées). — FRANK-PUAUX. Le « Manifeste des habitants des Sevennes » sur leur prise d'armes (reproduit ce Manifeste en indiquant les passages empruntés aux *Plaintes* de Claude et critique le document). — P. BEUZART. Abjuration de soldats protestants à Béthune au commencement du XVIII<sup>e</sup> s. — Dr L. MALZAC. Une sentence arbitrale entre pasteurs du désert. Affaire Boyer, 1744 (affaire de conduite privée et de dogme).

**18. — Nouvelle Revue historique de droit français et étranger.** 1912, janv.-févr. — F. AUBERT. Recherches sur l'organisation du Parlement de Paris au XVI<sup>e</sup> siècle, 1515-1589 (chap. I : Les Chambres du Parlement; chap. II : Les chefs du Parlement : le roi, le chancelier, les présidents de la Cour et des Chambres; liste chronologique et biographique succincte des premiers présidents, de 1515 à 1600). = Mai-juin. Ch. DE LUPPÉ. Coutumes de Saint-Jean-Poutge, Gers, 3 févr. 1306 (d'après une copie du XVII<sup>e</sup> siècle donnant une traduction française de ces coutumes. Celles-ci ont été données aux habitants de Saint-Jean-Poutge par leur seigneur, Fortaner de Luppé). — P. AUBERT. Recherches sur l'organisation du Parlement de Paris au XVI<sup>e</sup> siècle (fin en juill.-août). = C.-rendus : E. Petit. Droit public ou gouvernement des colonies françaises d'après les lois faites pour ces pays, 1771; publ. par A. Girault (intéressant). — G. des Marez. L'apprentissage à Ypres à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle. Mutualités et compagnonnages à Bruxelles au XV<sup>e</sup> siècle. Les sceaux des corporations bruxelloises (remarquables études sur l'histoire du travail).

**19. — Revue Mabillon.** 1912, août. — Dom ANGER. Chapitres généraux de Cluny (lieux divers où ils se tenaient, leur époque et leur durée, leur composition, définiteurs, visiteurs; à suivre). — Dom J.-M. BESSE. Saint-André-lès-Villeneuve. Catalogue de la bibliothèque (1307). — Dom LÉON GUILLOREAU. Les prieurés anglais de l'ordre de Cluny (suite; étudie les relations officielles que les prieurés anglais entretenaient avec l'abbaye de Cluny; relations financières; relations créées par l'institution des chapitres généraux; relations enfin auxquelles donnaient lieu les visites canoniques; les difficultés à partir de 1295; la ruine au XVI<sup>e</sup> s.). = Nov. Dom ANGER. Chapitres généraux de

Cluny (2<sup>e</sup> art. : les visites régulières et le relâchement des mœurs; textes de 1259 à 1303). — Dom P. DE MONTSABERT. État sommaire des fonds concernant l'histoire monastique conservés dans la série H des archives départementales de la Vienne (fin; abbayes, prieurés et maisons conventuelles de femmes).

**20. — Le Correspondant.** 1912, 10 oct. — Vicomte DE NOAILLES. Un grand homme de guerre chrétien : la mort du maréchal de Guébriant à Rottweil en 1643. — A. LAVELLE. Chesnelong aux derniers mois de l'Empire (sa conduite à l'égard de l'Empire libéral et au sujet du concile du Vatican; pourquoi il se rallia à la majorité qui votait le plébiscite et pourquoi il ne devint point ministre, ni en 1870, ni après la guerre). = 25 oct. La guerre des Balkans. Les antécédents, les causes, les influences. Le rôle des grandes puissances. — DELACROIX. Le ministre Bernaert et la politique belge. — Étienne LAMI. Nos amis les Canadiens (à propos du livre de M. Louis Arnould). — G. LENÔTRE. Bleus, blancs et rouges. M<sup>lle</sup> de La Chauvinière (histoire d'Ernée pendant l'insurrection vendéenne; fin le 10 nov.). — L. DE LANZAC DE LABORIE. La guillotine et les humbles (d'après *les Petites victimes de la Terreur*, par P. Gaulot). = 10 nov. DESJOYEUX. L'abrogation des lois d'exil en 1871 (d'après des documents inédits, dont neuf lettres du comte de Paris. Comment on finit par amener Thiers à laisser voter la loi d'abrogation le 8 juin 1871). — Alex. MASSEYON. Le quatrième centenaire de la chapelle Sixtine. Les fresques, les peintres, les idées. — LEFEBVRE SAINT-OGAN. Un mouvement provincialiste en 1830 (tentative pour reconstituer les anciennes provinces). = 25 nov. H. PERREYVE. Lettres à Charles Ozanam, publiées avec un avant-propos et des notes par Pierre LADOUÉ (Charles Ozanam, chirurgien, était frère de Frédéric, le professeur; Perreyve, son ami, entretenait avec lui une fréquente correspondance. Les lettres publiées ici vont de 1851 à 1859; elles sont d'un caractère tout privé et amical). — S. CANALS, député aux Cortès. M. Canalejas et son rôle dans la politique espagnole. — L. DE LANZAC DE LABORIE. Un grand pape au XVIII<sup>e</sup> siècle. Benoît XIV, d'après sa correspondance confidentielle avec le cardinal de Tencin. — Fr. ROUSSEAU. Une conspiration bonapartiste en 1820 (après la conspiration militaire du 19 août 1820, le baron Mounier, directeur de la Police générale, envoya un de ses agents à Bâle pour surveiller le comte de Saint-Leu, l'ancien roi de Hollande. L'agent crut le reconnaître dans un pauvre hère, lequel s'appelait en réalité Laurans, dit Perin, ancien adjoint au commissaire des guerres en Italie. Il attira ce faux comte de Saint-Leu à Paris; il suffit de l'arrêter pour que l'erreur fût découverte).

**21. — Revue bleue.** 1911, 10 févr. — Ed. SCHURÉ. L'Atlantide et les Atlantes (suite et fin le 17 février). — Edme CHAMPION. A propos



des voix de Jeanne d'Arc (Jeanne a entendu des voix parce qu'elle vivait dans un temps où tout le monde croyait au surnaturel). = 17 févr. LATREILLE. Un témoin de la rupture de Lamennais avec l'Église. Lettres inédites du marquis de Coriolis, 1832-1834. = 9 mars. C. JULIAN. Le Rhin d'Alsace (le Rhin, en Alsace, a été bien réellement une frontière naturelle, sans cesse élargie par ses canaux qui, avant l'endigement, pénétraient loin dans la plaine. C'est des Vosges que les villes d'Alsace reçoivent leurs eaux, leurs bois, leurs souvenirs et leurs légendes; c'est pour cela que les Gaulois, maîtres des Vosges, le furent aussi de l'Alsace). — Joseph DE MAISTRE. Lettres à G. M. de Place (suite; 1818). = 16 mars. Paul LOUIS. Les capitalistes de Rome (dans l'antiquité). — L. VILLAT. Une famille de « Réfugiés » en France au XVIII<sup>e</sup> siècle; les Jacobsen à Noirmoutier et leur œuvre colonisatrice (suite le 23 mars). = 30 mars. ALBALAT. Le bi-centenaire de Rousseau. Comment il faut lire J.-J. Rousseau. — GALTIER. L'évasion de Bazaine (intéressant). = 6 avr. DUBOIS. Le maréchal Bugeaud et son duel avec le député Dulong (d'après les souvenirs de P.-P. Dubois, écrits au lendemain de la mort de Bugeaud, en 1850. C'est à vrai dire un portrait fort bien traité du maréchal; le fait même du duel est conté très brièvement). — PILON. Un consul de France au Maroc au XVIII<sup>e</sup> siècle (Louis Chénier, le père d'André et de Marie-Joseph, fut consul de France auprès de l'empereur Sidi Mahomet, de 1767 à 1773, puis de 1775 à 1782; il a composé d'intéressantes *Recherches historiques sur les Maures*, qui ont été publiées en 1787; fin le 13 avril; très intéressant). — P. LOUIS. Les échanges sous l'empire romain (détaché de l'ouvrage intitulé : *Le Travail dans le monde romain*). = 20 avr. R. ROLLAND. Le jeune Mozart à Mannheim (à propos de la Vie de Mozart, par T. de Wysewa et G. de Sainte-Foix; suite le 27 avril). — Edme CHAMPION. La Renaissance. = 27 avr. V. DE LA BLACHE. Sur le sens et l'objet de la géographie humaine (fin le 4 mai). — Ch. GÉNIAUX. Les Andalous d'Espagne et du Maroc (les Espagnols, ennemis héréditaires de l'Islam, ont adopté les usages et jusqu'aux préjugés musulmans). = 4 mai. Ed. DUCOTÉ. De Paris à Ispahan au XVII<sup>e</sup> siècle (d'après le Journal de voyage du chevalier Chardin; fin le 11 mai). = 11 mai. G. RENARD. L'évolution intellectuelle depuis cent cinquante ans (chapitre de l'*Histoire universelle du travail*). = 18 mai. J. HARMAND. Le protectorat colonial. — G. BONET-MAURY. Les Écossais et le mouvement géographique et missionnaire au XIX<sup>e</sup> siècle. = 25 mai. Général BONNAL. Les armées allemandes au mois d'août 1870 (reproduit les conclusions de son livre : *la Manœuvre de Saint-Privat*). — G. LE BON. Psychologie de la Révolution française. — G. LANSON. Les échanges universitaires avec les États-Unis (ce qu'on demande à la France et ce que la France peut recevoir dans les échanges universitaires avec les États-Unis). = 8 juin. Ph. BERGER. Le génie de la littérature hébraïque.

= 15 juin. DUMONT-WILDEN. A la conquête des Indes. Aventuriers d'autrefois (aventures du sieur La Merveille et de son fils, le chevalier, qui jouèrent un rôle brillant, mais éphémère, au début de la Compagnie d'Ostende). = 22 juin. X. DOUDAN. Lettres de jeunesse, 1824-1828 (suite le 29 juin, les 6 et 13 juill.). = 13 juill. J. DE GLOUVET. Les mariages du duc de Guise (il s'agit de Henri de Guise, cadet de Lorraine, celui qui enleva Anne de Gonzague en 1637; fin le 20 juillet). = 27 juill. Amédée DE PASTORET. Souvenirs inédits de la campagne de 1812 (suite les 3 et 10 août). = 17 août. G. HALPHEN. A l'armée du Nord, 1870-1871 (quinze lettres écrites par le savant géomètre Georges Halphen; il avait alors vingt-six ans, était lieutenant d'artillerie à Mézières; il y resta jusqu'en novembre, puis il alla rejoindre l'armée de Faidherbe. Intéressant). — L. BATCAVE. Le théâtre de société dans un village de la banlieue parisienne au XVIII<sup>e</sup> siècle.) — Alph. ROUX. Le roman d'un Jacobin sentimental (ce Jacobin est A.-Fr. Sergent, le graveur, qui fut membre de la Convention). = 24 août. MENANT. Gerald Aungier, gouverneur de Bombay, 1669-1677 (c'est le premier gouverneur anglais de cette ville que le traité de mariage de Charles II avait cédée à l'Angleterre; fin le 31 août). = Amédée DE PASTORET. Souvenirs inédits de la campagne de 1812 (la retraite de Moscou). — J. GIRAUD. Alfred de Musset contre Thiers (la loi sur la presse, 1835). = 21 sept. Paul FLAT. De la crédibilité des mémoires. Richard Wagner et M<sup>me</sup> Wesendonck. = 5 oct. A. FOU-  
GÈRE. Un homme de lettres au XVIII<sup>e</sup> siècle : l'abbé Raynal (fin le 12 oct.). = 19 oct. BONALD. Lettre inédite sur la session de 1820. — CAUSSY. A Potsdam (à la recherche du XVIII<sup>e</sup> siècle français; descriptions). — J. DRESCH. L'opinion de Théodore Fontane sur la France en 1870 et la question d'Alsace. = 26 oct. CHATEAUBRIAND. Supplément au *Congrès de Vérone*. Correspondance avec le prince de Polignac, 1823-1824 (Chateaubriand n'a publié que la moitié de son *Congrès de Vérone*; deux volumes sur quatre. Il a détruit les épreuves des deux derniers volumes. Les documents qu'il devait y utiliser existent; il ont été retrouvés par M. L. Thomas qui les publie : ce sont les lettres adressées par Chateaubriand, alors ministre des Affaires étrangères, au prince J. de Polignac, alors ambassadeur à Londres. Comme de juste, il y est question surtout des affaires d'Espagne et des colonies espagnoles; fin le 2 nov.). — L. GIELLY. Les méthodes de la critique dans l'étude de l'art italien (proteste contre l'emploi immodéré des documents écrits dans l'histoire de l'art. Assurément, l'excès en tout est un défaut; mais l'auteur avoue lui-même que seuls les textes écrits permettent de donner à l'histoire de l'art la base chronologique dont elle ne saurait se passer; fin le 2 nov.). = 2 nov. F. PASCAL. La littérature populaire serbe (son importance pour la renaissance politique de la Serbie). — Capitaine BLAISON. La place de Belfort en 1813 (insignifiant). — R. BURNAND. Les origines

de l'Hôtel royal des Invalides (instructif). = 9 nov. C. JULLIAN. Le collège ou l'association dans la Gaule romaine (le collège en Gaule à la fin du monde antique; ses rapports avec la cité, la famille et l'État; son rôle municipal. Les groupements de citoyens romains en dehors de la cité : « Conventus » ou chambres de commerce, synagogues ou communautés juives, églises chrétiennes). = 16 nov. J. FLACH. Thomas More et l'île d'Utopie (fin le 23 nov.; le but et le dessein de Th. More, en écrivant l'*Utopie*, ont été « le redressement des vices de l'état politique et social de l'Angleterre, de même que Platon, dans ses *Lois*, a eu en vue la réforme de la cité athénienne. Ce sont les mœurs qu'il veut réformer, non les lois, soit civiles, soit religieuses ». Son communisme est « purement moral; c'est le communisme volontaire, idéal »). — Fr. PICAULT. Saint Paul a-t-il reçu une éducation hellénique? (on n'en saurait douter; fin le 30 nov.). = 30 nov. J. GUIFFREY. Le Nostre et le jardin des Tuileries (neuf et instructif). — M. PY. L'irrédentisme slave.

**22. — La Revue de Paris.** 1912, 1<sup>er</sup> oct. — Alex. MORET. Totem et Pharaon (aux origines les plus lointaines où il nous est possible de pénétrer, l'Égypte était morcelée en clans désignés chacun par son totem; à cet état totémique s'est substitué peu à peu, à la suite d'une lente évolution dont les étapes et les modalités nous sont inconnues, un état monarchique; les Pharaons ont fini par soumettre ces clans à l'autocratie la plus absolue; mais leurs titres royaux continuent à perpétuer les totems qu'ils se sont annexés et comme incorporés). — FAGUET. Le roman d'un homme politique (quoique le nom de cet homme politique ne figure nulle part dans l'article, il n'est pas douteux qu'il ne s'agisse de Prévôt-Paradol; son roman, touchant et tragique, est une page d'histoire). — Ch. DIEHL. La princesse de Trébizonde; histoire orientale (biographie de Théodora Comnène, fille de l'empereur Jean de Trébizonde; mariée au turcman Hassan Ouzoun, elle poussa son mari à combattre Mahomet II, tandis qu'elle s'épuisait elle-même à lui trouver des ennemis à Rome, à Venise. Ses efforts furent vains; Hassan fut finalement écrasé en 1472, et elle mourut peu avant la ruine de l'empire éphémère, qu'elle avait tenté d'opposer au Grand Turc victorieux des chrétiens d'Orient). = 15 oct. Ch. SAMARAN. Casanova fiancé. = 1<sup>er</sup> nov. O.-G. DE HEIDENSTAM. Lettres de Marie-Antoinette et de Barnave (d'après les originaux conservés au château de Löfstad, en Suède; 140 lettres, non signées, mais certainement de la reine, écrites en 1791, et autant de réponses, également anonymes, mais qui sont de Barnave; fin le 15 nov.; important). — Albert SOREL. Brumaire et Fructidor (c'est un roman historique). — GAUTIER. Une insurrection à Madagascar (en 1897; récit d'un témoin et acteur dans les événements). — J. VIDAL DE LA BLACHE. La préfecture des Bouches de l'Èbre, 1812-1813. — A. DE RIDDER. Les bronzes antiques du Louvre.

— C.-G. PICAVET. Les préliminaires de la conversion de Turenne (une première tentative, en 1660, avait paru sur le point d'aboutir). = 15 nov. Ch. SCHMIDT. Napoléon et les routes balkaniques (suit pendant trois années, 1811-1813, les efforts accomplis par les consuls de France à Janina, à Travnik et à Salonique, pour créer aux marchandes françaises une route nouvelle vers l'Orient, en concurrence avec les produits autrichiens; organisation de caravanes partant de l'Illyrie, alors soumise à la France, et traversant la Bosnie et la Macédoine; difficultés opposées par l'insécurité des routes. L'occupation de l'Illyrie par les Autrichiens, à la fin de 1813, met fin à cette intéressante tentative). — BOUGLÉ. Saint-Simoniens et ouvriers (les « Intellectuels » qui, vers 1900, s'adonnèrent à l'œuvre des universités populaires ne faisaient que reprendre, sans le savoir, un projet des Saint-Simoniens).

**23. — Revue des Deux Mondes.** 1912, 1<sup>er</sup> oct. — G. HANOTAUX. L'Amérique du Nord et la France (suite et fin; insiste sur le développement du catholicisme dans l'Amérique du Nord, ce qui est « un phénomène d'une importance historique magistrale »). — Comte Rodolphe APPONYI. Autour de la révolution de 1830 (le comte Rodolphe Apponyi vécut en France, à l'ambassade d'Autriche, de 1826 à 1848; extraits de son journal, publiés par E. Daudet. 1<sup>er</sup> article : avant et pendant la révolution. Détails intéressants, souvent frivoles, parfois instructifs, sur la cour, la vie mondaine, le désarroi du gouvernement avant et pendant l'insurrection parisienne, la fuite de la famille royale, le schisme dans les familles aristocratiques, les seules que connût l'auteur. 2<sup>e</sup> partie, 15 octobre. Le comte Rodolphe revint à Paris le 1<sup>er</sup> septembre. Quelques anecdotes curieuses sur la nouvelle cour, le procès des ministres, le sac de l'archevêché, etc.). — FIÉRENS-GEVAERT. La peinture à Bruges. = 15 oct. G. GOYAU. Bismarck et la papauté. La paix (4<sup>e</sup> partie : la troisième loi réparatrice; l'affaire des Carolines, 1883-1886). = 1<sup>er</sup> novembre. Marquis DE SÉGUR. Au couchant de la monarchie : la guerre d'Amérique, le conflit austro-prussien (suite le 15 novembre : le renvoi de Sartine et de Montbarey. Le 1<sup>er</sup> décembre : l'apogée de Necker, les premiers assauts contre lui). — Vicomte G. D'AVENEL. Le train de maison depuis sept siècles. II. Chevaux et voitures. — R. DE LA SIZERANNE. Les masques et les visages au Louvre. (IV. Celui qui a remplacé la Joconde, Balthazar Castiglione; sa vie et son *Cortegiano*.) — V. GIRAUD. Un livre de Brunetière sur Bossuet. — Général DE PIÉPAPE. Le dernier prince de Condé. Son mariage et ses campagnes à la guerre de Sept ans, 1753-1762. = 15 novembre. R. PINON. Du congrès de Berlin à la confédération balkanique. — Étienne LAMY. Le « journal de route » du docteur Émily (Émily, médecin principal de l'armée coloniale, fut adjoint à la mission Marchand à travers le Bahr-el-Gazal. Son journal de route, tenu pendant dix-huit mois, suit les efforts d'une expédition très difficile qui

devait aboutir à Fachoda. Il fait suite au récit de Baratier. Émouvante analyse de ce Journal, « odyssée où il y a des pages d'Illiade ». = 1<sup>er</sup> décembre. A. TARDIEU. France et Espagne, 1902-1912.

**24. — Académie des inscriptions et belles-lettres. Comptes-rendus des séances.** 1912, mai. — Fr. CUMONT. Une épitaphe métrique de Madaure (provenant de Mdaourouch, l'ancienne Madaure, patrie d'Apulée; elle montre la diffusion des idées eschatologiques répandues dans le monde romain par les mystères de Bacchus). — H. OMONT. Un résumé politique de l'histoire des rois de France au temps de Louis XII (rédigé sans doute lors de l'avènement de ce dernier; extraits). — J. POUX. Une vue de Carcassonne faussement attribuée à l'an 1467. — Ch. PICARD et Ad.-J. REINACH. Les fouilles de Thasos (importants résultats; l'enceinte hellénique, le temple de l'Acropole, porte romaine de Caracalla). = Juin. Eug. CAVAINAC. A propos d'une édition récente de Xénophon (repousse une correction proposée par Kechly et Rüssow en un passage où il est question des escouades ou « énomoties » dans l'armée lacédémonienne. Le passage montre que la phalange spartiate comprenait trois degrés : le « more », unité de recrutement; l'« énomotie », unité de mobilisation; le « loche », unité de tactique). — JALABERT. Une inscription inédite de Béryte (en l'honneur de T. Valerius, tribun de la septième légion Claudia; allusion à la répression de la révolte des Juifs en Chypre, 116-117). — C. JULIAN. Rapport sur le concours des Antiquités nationales. — A. MERLIN. Fouilles dans l'îlot de l'amiral à Carthage. — Comte Henry de CASTRIES. Le protocole des lettres des sultans du Maroc. — SCHEIL. L'armure aux temps de Narâm Sin d'après une tablette de comptabilité trouvée à Suse (de l'an 2800). = Juill. L. JOULIN. Les âges protohistoriques dans l'Europe barbare. — G. DE JERPHANION. Les églises de Cappadoce. — G. MILLET. Remarques sur l'iconographie des peintures cappadociennes. — R. BASSET. Note sur la mission de M. Boulika en haute Kabylie (quelques inscriptions latines). — A. MERLIN. Découvertes à Thuburbo Majus.

**25. — L'Anjou historique.** 1912, juill.-août. — Le trépas de Loire (1369-1790). — Installation de Mgr de Vaugirauld, évêque d'Angers (1731). — La manufacture de toiles à voiles d'Angers (1750). — État du clergé du diocèse d'Angers en 1778. — L'Université d'Angers (1780). — Les ecclésiastiques angevins ordonnés à Paris pendant la Révolution. — La guerre de Vendée et la municipalité d'Angers (mars-juin 1793). — Voyage des 132 Nantais à Paris : leur séjour en Maine-et-Loire (nov.-déc. 1793). — Le district de Saumur en 1795. — Le monument du roi René à Angers. — Promulgation à Angers de la Constitution de 1848. — Napoléon III à Angers (1856). = Sept.-oct. Les aventures de René Le Porc de La Porte, baron de Vezins (1560-1616). — Le présidial d'Angers et M. d'Antichamp (1744). — M. Brichet, député de Maine-et-Loire (1764-1842). — Le « cahier » de Saint-



Maurice-la-Fougereuse (1789). — La municipalité d'Angers pendant la Révolution. — La guerre de Vendée et la municipalité d'Angers (juill.-nov. 1793). — La bataille du Pont-Barré (19 septembre 1793). — Deux Choletais guillotinés à Angers le 8 janvier 1794. — La ville d'Angers au mois de décembre 1799. — La Vendée angevine en 1831. — M. Thiers et le Conseil municipal d'Angers (1871). = Nov.-déc. L'abbaye de Saint-Nicolas d'Angers au XVII<sup>e</sup> siècle. — Mabillon à Angers, 1698. — Obsèques d'un maire d'Angers, 10 nov. 1702. — La naissance du Dauphin et les Angevins, 1729. — M. Bizard, député de Maine-et-Loire, 1781-1848. — L'aumônier de la Visitation de Saumur pendant la Révolution (publie une lettre du 17 déc. 1797). — Une famille angevine sous la Terreur (relation par R. de Castelnau, écrite en 1825). — Le siège d'Angers et la municipalité de cette ville, déc. 1793. — Quatre femmes de Saint-Lambert-du-Lattay fusillées au Champ-des-Martyrs, 1<sup>er</sup> février 1794.

**26. — Annales d'Avignon et du Comtat-Venaissin.** 1912, n° 3, 15 juill. — Lucien GAP. Rôle original des hommages rendus en mai 1251 à Alphonse de Poitiers, comte de Toulouse, pour des fiefs du Venaissin (texte de ce document conservé aux Archives nationales). — Dr P. PANSIER. Les privilèges de la fusterie au XIII<sup>e</sup> s. (texte de 1247). — Ch. MOURRET. Pour le duché de Gênes (emprunt de 3,000 ducats d'or consenti par des Tarasconais au duc de Calabre en 1458 : texte). — E. DUPRAT. Testament de Giraud Amic (fils de Giraud Amic et de Galburge; rectifications à la généalogie de cette famille; texte du testament de 1216). — Dr P. PANSIER. Note sur une bulle de Calixte III (du 23 août 1455, accordant des indulgences à l'œuvre du Pont-d'Avignon; texte). — L.-H. LABANDE. Liquidation de la succession d'un magistrat pontifical du XIV<sup>e</sup> s., l'Allemand Jean Heinrich, 1375-1377 (état des recettes et dépenses opérées par les deux exécuteurs testamentaires de cet Allemand établi dans les états pontificaux français; fin dans le n° suivant). = N° 4, 15 octobre. J. GIRARD. Une ordonnance du cardinal de Foix sur l'administration de la justice à Carpentras et dans le comté Venaissin (1466, 22 mars). — Dr P. PANSIER. Le chien du roi Louis XI et le clavecin de la reine Anne (le clavecin fut offert à Anne de Bretagne par la ville d'Avignon pour la gagner à la cause de la ville d'Avignon qui soutenait un procès avec la France au sujet du Rhône et de la Durance). — Id. Les œuvres charitables d'Avignon en 1433 (liste très documentée de ces œuvres très nombreuses déjà au XIV<sup>e</sup> s.). — E. DUPRAT. Châteaurenard-de-Provence (sources de son histoire aux archives communales, aux archives des Bouches-du-Rhône et aux archives de Vaucluse).

**27. — Bulletin trimestriel de la Société archéologique de Touraine.** T. XVIII, 1912, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> semestres. — O. MARCAULT. Les psallettes dans le diocèse de Tours avant la Révolution (rôle important dans l'histoire de la formation du goût musical). — H. GRIMAUD.

Notes pour servir à l'histoire de Chinon. — L.-R. MARTINIÈRE. La cloche de la tour de l'Horloge (ancienne cloche de Saint-Saturnin de Tours; d'après un manuscrit inédit de Mgr Barbier de Montault). — L. DE GRANDMAISON. Compte de la construction du château d'Amboise pour l'année 1495-1496. — H. D'ARBOVAL. Angles-sur-Anglin et son château (bonnes photographies et plan, notes généalogiques, description archéologique). — Antoine OURY. Le couvent des Carmes à Tours.

**28. — Mémoires de l'Académie de Vaucluse.** 1912, n° 1. — Auguste BRUN. Le Comtat-Venaissin (essai d'étymologie; Venaissin viendrait de Vénasque; cette ville fut la capitale du Comtat dans le haut moyen âge). — A. MARCEL. La vierge de Pradier à la cathédrale d'Avignon (cette statue fut exécutée après l'épidémie de choléra de 1835 par le sculpteur James Pradier moyennant 10,000 fr.; avec documents). — Baron Marc DE VISSAC. Le journal du chanoine Arnavaon (chronique avignonnaise qui commence le 7 mai 1761 et se termine le 23 septembre 1791, intéressante surtout de 1768 à 1775 et de 1789 à 1791). — N° 2. Joseph LHERMITE. Les cabanes en pierres sèches (de Vaucluse. L'auteur croit y voir des habitations primitives). — Lucien GAP. Oudard de Pomponne, viguier et châtelain d'Alphonse de Poitiers au XIII<sup>e</sup> siècle (nombreux renseignements biographiques le concernant, d'après les documents des Archives nationales). — D<sup>r</sup> COLOMBE et D<sup>r</sup> PANSIER. Les fouilles de l'immeuble Aubanel (compte-rendu de ces fouilles qui ont mis au jour des ruines romaines). — E. DUPRAT. Notes d'archéologie avignonnaise (III : ruines antiques de magasins et d'une maison dans la rue Peyrolierie). — N° 3. D<sup>r</sup> COLOMBE. Au palais des papes. Histoire d'une caserne (d'après les archives de la chefferie d'Avignon). — J. GIRARD. La cloche des Augustins d'Avignon (inscription de 1520; déposée aujourd'hui au palais des papes).

**29. — Mémoires de la Société d'émulation de Montbéliard.** XLI<sup>e</sup> volume, 1912. — B. MÉRIOT. Les inscriptions de l'ancien comté de Montbéliard et des seigneuries limitrophes (publiées par ordre alphabétique de localité; permettent de préciser quelques faits historiques; tables). — G. CUCUEL. La vie parisienne des princes de Wurtemberg-Montbéliard au XVIII<sup>e</sup> s. (jeunesse et éducation des princes; séjour de Louis-Eugène à Paris; ses relations avec la France de 1753 à 1789). — L. SAHLER. Un tribunal éphémère. La justice de paix du canton de Désandans (1795-1801; établi, comme le canton de Désandans lui-même, en l'an III, lors de l'annexion du pays de Montbéliard à la France, ce tribunal fut supprimé le 19 octobre 1801).

**30. — La province du Maine.** T. XX, 1912, août. — L. CALENDINI. Mgr de Sagey, ancien vicaire général du Mans, évêque de Tulle (fin; documents). — G. BUSSON. Le jugement de Verberie (29 oct. 863; fin; récit sans critique). — J. CHAPPÉE. Le trésor gallo-romain

d'Étival-lès-Le-Mans (suite; fin en oct.). — L. FROGER. Une fondation « d'Anges » à Assé-le-Riboul au <sup>xv</sup><sup>e</sup> s. — G. BUSSON. Notes sur les noms de lieux contenus dans les « Gesta Aldrici » (suite en nov.). = Sept. L. FROGER. Notes sur le testament du cardinal Pierre de la Forêt, 1361. — F. UZUREAU. Pourquoi les Fléchois demandaient des États provinciaux (publie le compte-rendu de l'assemblée générale tenue à La Flèche le 8 janvier 1789). = Oct. G. BUSSON. Les deux chartes de saint Domnole en faveur de son abbaye de Saint-Vincent (1<sup>er</sup> article : essai de déterminer le texte exact de ces chartes; fin en nov.). — DENIS. La situation religieuse et le clergé fidèle à Château-du-Loir et au Grand-Lucé, de 1798 à 1805, d'après la correspondance de M<sup>e</sup> Mesnard de Seillac; suite en nov.). = Nov. FROGER. Nomination d'office d'un procureur fabricien à La Guierche, 1708.

**31. — Revue africaine.** 1912, 1<sup>er</sup> trimestre. — Général DAUMAS. La femme arabe (ouvrage posthume qui montre une grande connaissance du monde musulman). = 2<sup>e</sup> trimestre. WINKLER. Précis d'histoire des Arabes et de leur civilisation (table des voies antiques de l'Asie Mineure et des possessions arabes en Asie d'après l'itinéraire d'Antonin et la table de Peutinger). — L. GOGNALONS. Le palmier-dattier (légende, histoire, croyance chez les musulmans de l'Afrique du Nord). — Ed. DESTAING. Notes sur les manuscrits arabes de l'Afrique occidentale.

**32. — Revue d'histoire de Lyon.** 1912, oct. — VIAL. Les deux mariages de Jean Cleberger. La belle Allemande (Cleberger, de Nuremberg, employé des Imhof, épousa en 1628 Félicité, fille de Willibald Pirkeimer; il était de petite naissance, mais riche. Son beau-père lui soutira de fortes sommes, non sans le mépriser. Alors Cleberger quitta Nuremberg et vint à Lyon où, en 1536, il épousa Peronne Bonzin, de Tournay, que la légende locale paraît avoir appelée plus tard la belle Allemande). — O. FESTY. Les deux associations ouvrières lyonnaises « encouragées » par application du décret du 5 juill. 1848 (elles avaient reçu un prêt sur le crédit de trois millions de francs voté par l'Assemblée nationale pour encourager les associations, soit d'ouvriers, soit de patrons et d'ouvriers. Analyse des dossiers assez volumineux qui se rapportent à cette affaire). — AUDIN et MARQUARD. Histoire d'un tailleur d'images : François Lamoureux (en 1681, le roi de Danemark Christian V attacha à sa personne comme sculpteur royal, Abraham-César Lamoureux, qui s'établit à Copenhague avec son frère Claude. La statue du roi fut terminée en 1688, Abraham-César mourut à Copenhague en 1692; Claude quitta la ville après la mort du roi, 1699. Ils doivent être distingués de François Lamoureux, qui fut aussi sculpteur à Lyon dans le même temps et qui mourut vers 1705, noyé, paraît-il, dans la Saône; il n'avait aucun degré de parenté avec ses deux homonymes de Copenhague;

mais, plus tard, on les a confondus tous ensemble). — P. DE SIMON. La venue de Molière à Lyon en 1652.

**33. — Revue du Midi.** 1912, 15 août, n° 8. — Pierre LAURIS. Documents sur la Révolution d'Avignon, publiés par M. Duhamel (dans l'Annuaire de Vaucluse, concernant la prise de possession de la ville par la France en 1791). — P. FALGAIROLLE. Le château et la baronnie de Vauvert (suite; au XIII<sup>e</sup> et au XIV<sup>e</sup> siècle). — Baron DE VIGNET DE VENDEUIL. Monographie de Montpezat (histoire religieuse, suite : XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles; les prieurs de Montpezat).

**34. — Revue historique de Bordeaux et du département de la Gironde.** 1912, juill.-août. — CARAMAN. Recherches sur l'ancienne église Notre-Dame-de-la-Place, à Bordeaux, et sur ses diverses appellations (en 1602, cette église, alors sous le vocable de saint Eutrope, fut donnée à un groupe de réfugiés irlandais; en 1654, Anne d'Autriche y fonda un séminaire des Irlandais. Les prêtres irlandais, qui relevaient d'ailleurs de la paroisse Saint-Projet, s'y maintinrent jusqu'en 1792). — MEAUDRE DE LA POUYADE. Voyage d'un Allemand à Bordeaux, en 1801 (fin; notes très détaillées et intéressantes). — LHÉRI-TIER. Histoire des rapports de la Chambre de commerce de Bordeaux avec les intendants, le Parlement et les jurats, de 1705 à 1791 (suite et à suivre). — Abbé A. GAILLARD. Les Messieurs de Latapy; histoire de trois prêtres constitutionnels; fin. = C.-rendus : *Clary et Bodin*. Histoire de Lesparre (médiocre). — *Levi-Malvano*. Montesquieu e Machiavelli (bon; montre que Montesquieu a détesté Machiavel, au point qu'il songea même à le réfuter). — *Tournyol du Clos*. Les idées financières de Montesquieu (étudie les deux mémoires de 1715 sur les finances). = Sept.-oct. BROUILLARD. Nouvelles recherches sur les Girondins proscrits, 1793-1794. 1<sup>re</sup> partie : de Brest à Libourne (raconte comment les Girondins, réfugiés en Bretagne, parvinrent à regagner par mer la Gironde).

#### ALSACE.

**35. — Revue d'Alsace.** 1912, juill.-août. — A. GASSER. Le capitaine Richard et Napoléon III (sa biographie, l'arrestation de Louis-Napoléon Bonaparte à Strasbourg; à suivre). — Dom DE DARTEIN. Vie latine de sainte Odile (suite). — A. HANAUER. Les archives de Thann (impôts et comptabilité). — Dom U. BERLIÈRE. Mabillon en Alsace (1696). — Supplément : Journal du palais de Holdt (t. V, 4<sup>e</sup> feuille, p. 49-64). = Sept.-oct. OBERREINER. A travers les « State papers » : la période palatine de la guerre de Trente ans. Gebhard Truchsess de Waldbourg. — GASSER. Le capitaine Richard et Napoléon (fin; Richard était sergent-major à Strasbourg lors de la tentative faite par le prince Louis-Napoléon; c'est lui qui, avec le sous-lieutenant Pleignier, contribua à l'échec de cette tentative. C'est à cette

aventure que plus tard, devenu capitaine, Richard attribua la disgrâce dont il fut victime : malgré sa belle conduite devant Sébastopol, il ne put ni devenir commandant, ni obtenir la rosette d'officier pour laquelle il avait d'abord été désigné). — CASPER. Neuf lettres inédites de Philippe de Golbéry, 1832-1834. = Nov.-déc. ALSATA. Une petite chronique de Ribeauvillé, 1638-1738 (traduction française; utile comme contribution à la climatologie de l'Alsace). — In. Henry Bardy et ses correspondants alsaciens; IV (ce nouveau correspondant est A. Ingold; il écrit à Bardy qui étudiait alors les Suédois dans le Sundgau et en particulier la bataille de Wattwiller). — A. GASSER et OBERREINER. Un village de la Haute-Alsace : Wuenheim.

## ALLEMAGNE.

36. — *Archiv für die Geschichte des Sozialismus und der Arbeiterbewegung*. T. II, fasc. 2-3. — H. KOHT. Le mouvement ouvrier norvégien en 1848 (ce mouvement s'est organisé autour du programme de Thrane et se heurte dès 1851 à la réaction). — M. NETTLAU. Bakounine et l'Internationale en Italie jusqu'à l'automne de 1872 (précisions nouvelles sur les débuts du révolutionnarisme italien; les hésitations de Garibaldi, en matière de politique socialiste, sont mises en lumière). — L. PUMPIANSKY. La coopération et le socialisme en Angleterre vers 1820 et 1830 (la crise économique et sociale en Angleterre devait aboutir à l'avènement de théories et d'une pratique socialisantes; les grandes étapes du coopératisme se font entre les années 1827-1832 et 1832-1834). — C. GRUNBERG. L'origine des mots « socialisme » et « socialiste » (le mot « socialisme » est employé, dès 1803, par l'Italien Giuliani, dans un sens différent de celui d'aujourd'hui; celui de « socialiste », comme synonyme de « communiste », dans un article owenien du *Cooperative Magazine* de novembre 1827). — H. ONCKEN. Lettres de Lassalle au Dr O. Dammer de Leipzig, vice-président de l'association ouvrière allemande (concernent les années 1862-1864). — G. ECKSTEIN. L'ancien et le nouveau Saint-Simon (à propos des travaux de Muckle sur Saint-Simon, précise certains points de la doctrine de ce dernier). — G. MAYER. Les mémoires de Bebel (montre leur importance capitale pour l'histoire de la Sozialdemokratie). — Comptes-rendus critiques; chronique. = T. III, fasc. 4. G. UCHIDA. Développement économique des théories sociales dans la vieille Chine. — E. LASKINE. Le développement du socialisme juridique (exposé historique et critique). — G. WEILL. Le mouvement social-chrétien en France (le catholicisme social est apparu sporadiquement avant 1830; M. Weill étudie les hommes et les œuvres. Le protestantisme social se rattache aux théories du pasteur Oberlin). — E.-R. PEASE. Histoire du *Labour party* anglais (c'est la première organisation socialiste active en Angleterre). — N. RIASANOFF. Lettres de Lassalle au Dr M. Hess (concernent les années 1863-1864).



**37. — Deutsche Rundschau.** 1912, mars. — Wilhelm ALTER. La politique étrangère de la révolution hongroise, 1848-1849 (suite); la fin dans la livraison d'avril). = Avril. Alois BRANDL. Chartistes, socialistes et Carlyle (idées sociales de Carlyle). — Richard GARBE. Le développement du bouddhisme a-t-il été influencé par le christianisme? (les influences réciproques semblent avoir été médiocres; les ressemblances et analogies ne proviennent pas d'influences exercées par l'une des deux religions sur l'autre; ces ressemblances n'en sont que plus importantes au point de vue de la science des religions). = Mai. R.-M. MEYER. Une fille de Weimar sur le trône des Césars (à propos du livre de Bailieu et Schuster sur l'impératrice Augusta, fille du grand-duc de Saxe-Weimar). — O.-A. HECKER. Le roi Jean de Saxe et le mouvement vers l'unité allemande (d'après la correspondance de Jean de Saxe et des rois Frédéric-Guillaume IV et Guillaume I<sup>er</sup> de Prusse, publiée par Georg et Ermisch). — Paul WOHLFEIL. Le testament d'un indigent (Frédéric-Melchior Grimm; ses difficultés financières). = Juin. H. ERMISCH. Travaux extraits des archives de la famille de Schleswig-Holstein (à propos des biographies des ducs Frédéric Christian, Christian Auguste et Frédéric VIII, par Schulz et Gebauer). — Robert DAVIDSOHN. Florence au temps de Dante. — Franz ZWEYBRÜCK. Le comte Aehrenthal. = Août. C.-A. VON MÜLLER. Frédéric-Théodore Vischer, homme politique. — E. SALZER. Correspondance inédite entre Gentz et Metternich pendant les années 1803-1813 (la fin dans la livraison de sept.). — M.-G. ZIMMERMANN. Voyages d'art en Italie au temps de Rubens (la fin dans la livraison de sept.). = Sept. R. FESTER. Goethe et la Révolution française. = Oct. Auguste FOURNIER. La police secrète au Congrès de Vienne (d'après les papiers conservés au ministère de l'Intérieur à Vienne; rapports quotidiens du chef de la police à l'empereur François I<sup>er</sup>, lettres et papiers interceptés, etc. La présente étude de Fournier est destinée à nous renseigner sur la valeur de ces rapports de police, sur l'importance qu'il y faut attacher; il publiera ultérieurement un choix de ces documents).

**38. — Göttingische gelehrte Anzeigen.** 1912, août. — Fr. Bothe. Gustav Adolfs und seines Kanzlers wirtschaftspolitische Absichten auf Deutschland (recherches sérieuses et approfondies, mais thèses contestables). — F.-K. Ginzel. Zeitrechnung der Juden, Naturvölker, sowie der Römer und Griechen (livre solide qui servira aux historiens et aux philologues). = Sept. H. Barge. Andreas Bodenstein von Karlstadt; K. Müller. Luther und Karlstadt; M. von Tilling, Der Kampf gegen die Missa privata in Wittenberg im Herbst 1521 (article très fouillé de W. Köhler où il s'efforce de montrer le vrai caractère de Bodenstein, que Barge a jugé de façon trop favorable). — E. Leumann. Zur Nordarischen Sprache und Literatur (il s'agit ici d'une des langues que nous ont fait connaître les manuscrits trouvés ces vingt dernières années dans l'Asie centrale). — C. Beccari. Rela-

*tiones et epistolae variorum* (dans la collection des *Rerum Aethiopicarum scriptores occidentales inediti*, série de lettres très curieuses sur les missions en Abyssinie aux <sup>xvi</sup><sup>e</sup> et <sup>xvii</sup><sup>e</sup> s.). = Oct. H. Planitz. Die Vermögensvollstreckung im deutschen mittelalterlichen Recht (t. I; ce tome premier est consacré au gage. Volume fouillé). — R. Smend. Die Erzählung des Hexateuch auf ihre Quellen nuntersucht (compte-rendu fait par l'auteur lui-même. On sait que l'Hexateuque désigne le Pentateuque augmenté du livre de Josué). — W. Deonna. Les Apollons archaïques (utile répertoire). — U. Kahrstedt. Forschungen zur Geschichte des ausgehenden fünften und des vierten Jahrhunderts (la politique de Démosthènes; la monarchie spartiate; les symmories athéniennes; le droit public vers 411). — Chen Huan-Chang. The economic principles of Conficius and his school.

**39. — Historisches Jahrbuch.** T. XXXIII, 1912. — L. V. PASTOR. Décrets généraux de l'Inquisition romaine des années 1555-1597, publiés pour la première fois d'après les procès-verbaux du notaire de Saint-Office (documents très importants). — J. KOLBERG. Jean Dantiscus et le duché de Prusse à la diète d'Augsbourg de 1530 (Dantiscus s'efforça de démontrer les droits de la Pologne sur le duché qu'Albert de Brandebourg avait sécularisé en 1525). — H. BASTGEN. Les prérogatives du métropolitain de Salzbourg (réponses à des questions posées par le gouvernement autrichien en 1806, lorsqu'après la paix de Presbourg il eut acquis Salzbourg, et, en 1816, lorsque cette ville lui fut cédée une seconde fois, après avoir appartenu à la Bavière de 1809 à cette date). — J. VON PFLUGK-HARTTUNG. La nomination de Blücher comme général commandant en chef (1815). = C.-rendu : H. Hallwich. Fünf Bücher Geschichte Wallensteins (livre remarquable, mais fait trop de Wallenstein un chevalier sans peur et sans reproche).

**40. — Historische Zeitschrift.** T. CIV, 1912, n° 3. — Hans DELBRÜCK. La bataille de Cannes (contre une dissertation de Bruno Kähler à Berlin et contre la conclusion de J. Kromayer dans son livre, *Antike Schlachtfelder*, t. III, maintient la thèse qu'il a soutenue jadis dans la *Geschichte der Kriegskunst*). — Ernst MARX. Autour des 12 et 13 juillet 1870 (Chappuis, adjudant du prince Albert, frère du roi de Prusse Guillaume, raconte dans ses souvenirs que le 12 juillet, à Ems, le roi obéit et on sait la suite). = C.-rendus : H. Fehr. Hammurapi und das saliche Recht (mauvaise méthode comparative). — H. Klæber. Bernadotte, Kronprinz von Schweden. — J. Vidal de La Blache. La négociation de la Prusse après Iéna (il est à souhaiter que cet ouvrage se répande en France). — Urkundenbuch der Stadt Basel,

par Wackernagel, Thommen, Huber et Haller (excellent). — R. Holtzmann. Französische Verfassungsgeschichte von der Mitte des 9 Jahrhunderts bis zur Revolution (bon manuel). — The Cambridge history of english literature, 6 vol., 1907-1910 (jusqu'au milieu du XVIII<sup>e</sup> s.; très réussi).

41. — *Klio*. Bd. X, 1910, Heft 2. — A. JANKE. La bataille d'Issus (l'auteur justifie, contre les critiques de Dittberner et de Delbrück, l'hypothèse déjà émise dans son livre : *Auf Alexander des Grossen Pfaden*, 1904, où il localise la bataille à Deli Tschai). — M. BANG. Marius à Minturnes (étude critique des textes qui racontent l'arrestation, l'incarcération et la mise en liberté du général proscrit). — Kurt ECKHARDT. Les campagnes de Lucullus en Arménie (ch. III : la campagne de 68; ch. IV : préparatifs des deux adversaires et marche de Lucullus dans le haut pays. Les marches et combats de la seconde année sont étudiés au point de vue historique dans le ch. V et au point de vue géographique dans le ch. VI). — W.-M. CALDER. Un voyage autour du Proseilemmene (publie un choix parmi les nombreuses inscriptions recueillies durant ce voyage; à noter particulièrement le sarcophage de l'évêque Eugène de Laodikeia Combusta et une inscription en l'honneur d'un « libertus Augusti » de cette même ville, qui, entre autres titres, portait celui de « procurator calendarii Veliani »). — C.-F. LEHMANN-HAUPT. Du rapport de l'or et de l'argent (d'après un poids achéménide de 4 mines d'argent publ. par Weissbach, l'auteur fixe à  $13 \frac{1}{3} : 1$  le rapport de l'or à l'argent au temps babylonien et assyrien). — G. CARDINALI. Des limites fixées par le traité d'Antiochus (complète un mémoire de Viereck dans *Klio*, t. IX, p. 371, en signalant un passage d'Appien, *Mithrid.*, 62, d'après lequel Antiochus III dut, après la bataille de Magnésie, céder l'Asie antérieure jusqu'au Taurus et à l'Halys; cf. aussi Strabon, t. VI, p. 287; dans Tite-Live, XXXVIII, 38, 4, il faut lire « Halyn » au lieu de « Tanaim »). — E. TÄUBLER. Erotimus, roi des Nabatéens (le même que Arétas, 87-62 av. J.-C.). — W. KUBITSCHK. Drobeta en Dacie (dans *C. I. L.*, 8017, la lecture est incertaine; la ville a été fondée par Hadrien). — C.-F. LEHMANN-HAUPT. Deux trouvailles importantes : 1<sup>o</sup> une nouvelle inscription de Sémiramis (trouvée à Assur; il en ressort que Sémiramis fut la femme, non d'Adadnirari IV, mais de Samsi-Adad, fils de Salmanassar); 2<sup>o</sup> le procès de Phidias dans Apollodore (d'après un papyrus de Genève). — E. KORNEHMANN. Borma (addition à l'art. publ. dans *Klio*, t. IX, p. 422). — Heft 3. U. KAHRSTEDT. Les femmes sur les monnaies antiques (1<sup>o</sup> des Ptolémées; 2<sup>o</sup> des Séleucides; 3<sup>o</sup> de quelques États grecs; 4<sup>o</sup> de Rome; 5<sup>o</sup> des États vassaux de l'Empire). — H. SWOBODA. Études sur les institutions de la Béotie (les fragments nouveaux des *Hellenika* de Théopompe trouvés dans les papyrus d'Oxyrhynchus, ch. 11, éclairaient certains points des institutions de la Béotie après 447; depuis cette

époque, les dix cités confédérées seules eurent une *βουλή* propre; toutes les autres localités dépendaient des dix cités. Faisaient partie du Conseil les citoyens qui payaient le cens des hoplites. Le Conseil était divisé en quatre sections, permanentes par quartier, à qui incombait le travail administratif et les délibérations préparatoires; mais les résolutions devaient être prises par une assemblée plénière des sections. Les *βουλαι* des cités confédérées déléguaient, sans doute par la voie du sort, 11 × 60 membres au Conseil fédéral des Béotiens. De même que chaque *βουλή*, le Conseil fédéral était divisé en quatre sections, dont une était toujours chargée de la conduite des affaires. Est-ce chaque *βουλή* ou le Conseil fédéral qui élisait les 11 béotarques? Le point est douteux. Dans toute cette organisation se manifeste une tendance à une forte centralisation. Après 146 av. J.-C., sous l'influence des Romains, un changement s'opéra dans les institutions municipales des Béotiens : les inscriptions montrent en effet qu'alors ce sont les collèges de magistrats qui s'assemblent pour établir les décisions soumises au Conseil et au peuple, tandis qu'auparavant ce droit était exercé d'ordinaire par les seuls polémarques). — HANS DELBRÜCK. La cavalerie dans l'antiquité (critique le mémoire d'Ed. Meyer sur les *Hellenika* de Théopompe, p. 39 et suiv.). — V. MACCHIONO. De quelques fragments de Dion Cassius (propose un ordre nouveau de ces fragments). — H. DESSAU. La lune et la fête séculaire d'Auguste (le jour des calendes de juin de l'an 17 et pendant les deux jours suivants, la pleine lune éclaira les nuits au point qu'on ne fut pas obligé de recourir à l'éclairage artificiel pour les jeux). — KONRAD LEHMANN. Sur l'histoire des Barcides (2<sup>e</sup> art. : du but que se proposait Hasdrubal dans sa campagne du Métaure). — P. GRÈBE. Le grand Pompée et la guerre contre les Pirates, 67 av. J.-C. (1<sup>o</sup> les dispositions édictées par la Lex Gabinia de bello piratico; 2<sup>o</sup> les légats; 3<sup>o</sup> le plan stratégique de Pompée, avec une carte). — W. MÜLLER. L'Argolide (bref rapport sur la première partie d'un voyage que l'auteur fit en Argolide avec le Dr Frickenhaus en 1909). — C.-F. LEHMANN-HAUPT. Le passage de Didyme relatif aux événements de l'année 344-343 (t. VIII, p. 7 et suiv., il n'y a rien à changer; les mots donnent une idée très caractéristique des difficultés et des factions à Athènes). — G. SIGWART. Suétone et le monument d'Ancyre (Suétone a utilisé les « res gestae divi Augusti »).

42. — *Neues Archiv der Gesellschaft für ältere deutsche Geschichtskunde*, 1912, nos 2 et 3. — O. HOLDER-EGGER. Sur les manuscrits de la *Vita Karoli* d'Einhard (observations intéressantes). — E. VON SCHWIND. Études critiques sur la *Lex Baiuvariorum*, 3<sup>e</sup> étude (les manuscrits : leur classement; plan de la nouvelle édition qui doit paraître dans les *Monumenta Germaniae*). — H. BASTGEN. Le capitulaire de Charlemagne sur les images ou les soi-disant *Libri carolini* (les images furent condamnées en 794 au

concile de Francfort, dont Charles voulait faire un concile occidental opposé au concile oriental de Nicée. Les *Libri carolini* sont l'œuvre d'Alcuin). — ERNST PERELS. Les lettres du pape Nicolas 1<sup>er</sup> (discussions sur les manuscrits; la nouvelle édition vient de paraître dans les *Monumenta Germaniae*, in-4<sup>o</sup>). — F. KURZE. Les *Annales lobieneses* (ces annales, SS. XIII, 224, ont été composées en réalité à Liège). — A. BRACKMANN. Trois écrits pour l'histoire de Gélase II (bulle du 13 mars 1118 aux évêques de Gaule; lettre de Pierre de Porto annonçant à Cunon de Préneste la mort de Pascal II et l'élection de Gélase; lettre du même Cunon annonçant aux archevêques de Cologne et de Mayence cette élection). — A. HOFMEISTER. Études sur Otton de Freising (2<sup>e</sup> article; les relations avec Abélard, Gilbert de Poitiers, Adam du Petit-Pont, saint Bernard; les connaissances d'Otton; article important pour l'histoire des écoles au XII<sup>e</sup> s.). — R. SALOMON. Fondation de l'Université de Cividale dans le Frioul (diplôme de Charles IV, Prague, 1<sup>er</sup> août 1353). — Longue et intéressante biographie de Holder-Egger, décédé le 1<sup>er</sup> novembre 1911, par K. ZEUMER.

43. — *Zeitschrift für katholische Theologie*. 1912, n<sup>o</sup> 2. — J.-B. NISIUS, S. J. Sur l'histoire de la Vulgate Sixtine (critique de la revision sixtine de la Bible; l'auteur signale les défauts de l'édition de Sixte V, son rôle dans la polémique protestante et formule le souhait que ce travail de revision soit continué et terminé de nos jours). — NIKOLAUS PAULUS. La soi-disant indulgence des fautes et des peines à la fin du moyen âge (l'auteur, qui a montré dans un article précédent les débuts de l'indulgence, recherche ici comment peu à peu l'expression indulgence de la peine et remise de la faute, condamnée d'ailleurs par plusieurs théologiens, s'est trouvée recevoir du peuple un sens plus étendu que celui qu'elle avait primitivement, puis est tombée en désuétude après le concile de Trente). — C.-A. KNELLER, S. J. L'écrit de Cyprien sur l'unité de l'Église. — FRANZ PANGERL, S. J. Études sur Albert le Grand, 1193-1280 (marque sa place scientifique et littéraire, étudie et classe ses œuvres philosophiques et théologiques; à suivre). = C.-rendus : *Gottfried Eder*. Die Reformationsvorschläge Kaiser Ferdinands I auf dem Konzil von Trient; I Teil (important). — *Aug. Merck*. Fragments bibliques des papyrus Oxyrhynchos (signale les textes du Nouveau Testament qui s'y trouvent). = N<sup>o</sup> 3. JAK MÜLLER, S. J. Le Jésus historique, d'après les recherches sur la vie de Jésus des protestants libres penseurs (toutes ces recherches et études sont viciées à leur base par l'omission de tout surnaturel dans la personne de Jésus). — THEODOR SCHERMANN. La liturgie de la Cène des néophytes (d'après des sources égyptiennes des II<sup>e</sup>-VI<sup>e</sup> s.). — Urban HOLZMEISTER, S. J. Saint Paul devant le tribunal de Festus (le cours du procès sous Félix, les chefs d'accusation; le procès devant Festus jusqu'à l'appel; à suivre). — FRANZ PANGERL, S. J. Études sur Albert le Grand (suite; étudie la méthode scientifique d'Albert le Grand; indi-



cation des auteurs littéraires qu'il connaît et qu'il cite). — Peter SINTHERN. Les critiques et la critique du « Luther » de Grisar (passe en revue toutes les appréciations et les critiques dont ce nouvel ouvrage a été l'objet en Allemagne, tant du côté catholique que du côté protestant). = C.-rendus : *Friedrich Lauchert*. Leben des heiligen Athanasius des Grossen (très bon et bien pensant). — *Matthias Ljubša*. Die Christianisierung der heutigen Diözese Seckau (définitif). = N° 4. Jak. MÜLLER, S. J. Le Jésus historique des protestants libres penseurs (2<sup>e</sup> article). — Th. SPÁČIL, S. J. Faut-il changer la doctrine des quatre caractères de l'Église, unité, sainteté, catholicité, apostolicité? (réponse négative). — U. HOLZMEISTER, S. J. Saint Paul devant le tribunal de Festus (2<sup>e</sup> article). — Franz PANGERL, S. J. Études sur Albert le Grand, 1193-1280 (3<sup>e</sup> article; rapports d'Albert et d'Aristote; la théologie d'Albert; conclusion : ses écrits peuvent être regardés comme un chef-d'œuvre de méthode scolastique). — H. BRUDERS. Bibliographie des principaux recueils de paléographie.

44. — *Zeitschrift für Kirchengeschichte*. T. XXXIII, 1912, n° 3. — PRAETORIUS. La valeur des deux lettres de Clément pour l'histoire ancienne de la constitution de l'Église. — G. ROEDER. Le christianisme en Nubie et dans le Soudan, du VI<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> s. (donne une chronologie des principaux faits que nous pouvons connaître; article important). — WEBER. Notes sur les rapports des deux premières traductions du Nouveau Testament, par Luther (édition de septembre et édition de décembre). = Mélanges : Documents tirés de la Faculté de théologie de Leipzig (lettre de la Faculté à Melancton avec la réponse de celui-ci, 1522; lettres de l'électeur Auguste à propos de la publication de l'édition latine du livre de concorde, 1581, etc.). — L. NEUBAUR. Les frères moraves à Elbing.

## AUTRICHE.

45. — *Mitteilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung*. T. XXXIII, 1912, n° 2. — Hermann JOACHIM. Sur l'histoire de la fondation de l'archevêché de Hambourg (l'auteur s'attache à examiner les trois plus anciens documents concernant l'archevêché, savoir : le diplôme de Louis le Pieux, les bulles de Grégoire IV et de Nicolas I<sup>er</sup>; il conclut que l'archevêché de Hambourg a été vraisemblablement fondé en 834 par Grégoire IV et affermi par Nicolas I<sup>er</sup>). — Hans PIRCHEGGER. Carinthie et Basse-Pannonie à l'époque carolingienne (étude très documentée qui aboutit aux conclusions suivantes : la Drave a constitué jusqu'en 828 non seulement une limite diocésaine, mais aussi la frontière politique des comtés de Basse-Pannonie et de Frioul; le comte Odalric, mentionné en 860 et 869, administrait le comté de Haute, non de Basse-Pannonie; il est probable que le comté de Dudleipa s'étendit seulement en Styrie et que la plus

grande partie de la seigneurie de Salzbourg fit retour à la Styrie pendant l'époque carolingienne). — Andreas WALTHER. Le nouveau jugement porté sur l'empereur Maximilien I<sup>er</sup> (combat les jugements d'Ulmann et de Ranke qui attribuaient à la politique impériale un caractère purement dynastique). = C.-rendus : *Ferdinand Güterbock*. Der Prozess Heinrichs des Löwen (bon). — Paul Kluckhohn. Die Ministerialität in Südostdeutschland vom 10 bis zum Ende des 13. Jahrh. (apporte peu de neuf). = Supplément : Index d'histoire de l'art. — Wilh. Rolfs. Geschichte der Malerei Neapels (l'auteur n'étudie que les peintures qui se trouvent à Naples, compromis malheureux entre l'ordre topographique et l'ordre historique). — Marcel Reymond. Le Bernin (étude purement artistique, d'ailleurs excellente, mais l'auteur se borne à la documentation de l'ouvrage de Frascetti dont il relève quelques erreurs et conteste quelques appréciations; il a connu trop tard un certain nombre d'ouvrages sur Bernin, voire même quelques œuvres de cet artiste). = N° 3. F. PHILIPPI. La dime et les luttes au sujet de la dime (n'y eut-il à l'origine qu'une dime ecclésiastique? L'auteur pense qu'il y eut aussi une dime laïque; il reconnaît ce caractère aux dimes novales, à la *decima porcorum*, et il explique par là les longues luttes que se livrèrent à propos de la dime l'évêché de Mayence et l'abbaye de Hersfeld, Halberstadt et Hersfeld, Mayence et Fulda; l'auteur pense appliquer prochainement les mêmes principes à l'étude de la lutte entre les évêques d'Osnabrück et les abbés de Corvey et Herford). — R. HEUBERGER. Les plus anciennes remarques de chancellerie sur les diplômes pour le Tyrol (catalogue de trente-trois pièces, de 1314 à 1335; les chanceliers ont ajouté au revers de l'acte le nom du *nuntius*, l'homme d'affaire qui devait en assurer l'exécution). — I. ZIBERMAYR. Traité de Michel Pacher pour l'exécution de l'autel dans l'église de Saint-Wolfgang (à Mondsee, 13 décembre 1471; l'église de Saint-Wolfgang sur l'Abersee était un but de pèlerinage). — J. MÜLLER. Politique des villes d'empire dans les derniers temps de l'Union (conduit son étude jusqu'à l'élection de Ferdinand II, le 28 août 1619, et explique cette élection par le désaccord des protestants et par la mauvaise politique des trois principales villes de l'Union, Ulm, Strasbourg et Nuremberg). — K. UHLIRZ. Quelques observations paléographiques à propos du ms. Aug. 248 de la bibliothèque de Carlsruhe. — J.-K. MAYR. L'original du diplôme d'Otton II (1<sup>er</sup> octobre 982) pour la collégiale Saint-Pierre-Saint-Alexandre d'Aschaffenburg. — E. SALZER. Fragment inédit du journal de Gentz (août 1823).

46. — *Zeitschrift für Brüdergeschichte*. 1912, n° 1. — Werner REICHEL. Samuel Christlieb Reichel (étudié comme défenseur de l'idéal des frères moraves). — J.-Th. MÜLLER. Les plus anciens témoignages de Zinzendorf sur sa vie, ses entreprises et l'origine de la communauté morave (suite; relations et écrits de 1723 à 1728). =

C. rendu : *Karl Völker*. Der Protestantismus in Polen auf Grund der einheimischen Geschichtschreibung dargestellt (contestable et de jugement peu indépendant. = N° 2. O. UTTENDÖRFER. Comment Zinzendorf s'est occupé dans la communauté morave de l'œuvre des missions en 1758. — W. BETTERMANN. Confession d'une belle âme : Gœthe et la religion (discute la question de savoir jusqu'à quel point Gœthe, dans le sixième livre des années d'apprentissage de Wilhelm Meister, a songé aux frères moraves). — J.-TH. MÜLLER. Ce que rapportent les exilés moraves à Herrnhut sur leurs origines. — Id. Les plus anciens témoignages de Zinzendorf sur sa vie, ses entreprises et l'origine de Herrnhut (suite). — O. UTTENDÖRFER. Discussion sur l'origine de l'ouvrage, *Beschreibung und zuverlässige Nachricht von Herrnhut*, imprimé à Leipzig en 1735.

## DANEMARK.

**47. — Oversigt over Videnskabernes Selskabs Forhandlinger.** 1911. — *Joh. Steenstrup*. La rivière de Kongeaa (des auteurs allemands prétendent que cette rivière, qui, sur un long parcours, forme la frontière sud du Danemark, était encore, dans des temps assez modernes, un golfe ou large torrent. Des documents historiques, d'anciennes cartes, ainsi que les tumulus préhistoriques placés tout près des rives actuelles démontrent que la rivière a toujours été ce qu'elle est aujourd'hui, une rivière insignifiante, et qu'elle n'a formé ni une limite ethnographique, ni linguistique). — *Niels Skovgaard*. Le groupe d'Apollon sur le fronton occidental du temple de Zeus à Olympie (projet de reconstruction). — *F. Jónsson*. L'étymologie des noms des habitations de l'Islande. = 1912. *F. Jónsson*. La composition du poème *Atlakvida*. — *M.-Cl. Gertz*. La nouvelle édition des *Vitæ Sanctorum Danorum* (M. Gertz rend compte de son importante publication et de son ingénieuse interprétation de ces textes). — *Louise Lindgaard*. Un buste romain de l'époque de la république (l'auteur maintient, à l'aide d'effigies monétaires, qu'un buste qui se trouve dans la glyptothèque Ny-Carlsberg est un portrait de Livineius Regulus, ami de Cicéron).

**48. — Videnskabernes Selskabs Skrifter.** 7<sup>e</sup> série, section des lettres, t. II, n° 1. — *Björn Olsen*. Études critiques sur *Gunnlaugs Saga Ormstungu*. = N° 2. *Axel Nielsen*. L'origine de la science camérale allemande au XVII<sup>e</sup> siècle (relève la grande influence exercée par la politique d'Aristote).

**49. — Historisk Tidsskrift.** 8<sup>e</sup> série, tome III. — *Joh. Steenstrup*. Le Jutland et les Jutlandais; recherches sur des limites intérieures et extérieures (l'auteur relève surtout, en étudiant les limites des patois danois, combien la mer combine au lieu de séparer et combien la péninsule forme une unité avec les îles). — *T. Sægaard*. Tableau

de la condition de Jutland pendant la guerre de 1657-1659. — *F. Jónsson*. Où est tombé Olaf Fryggvason? (à Svolder en Poméranie). — *Ellen Jørgensen*. Un psautier dans la collection de gravures à Berlin (il a appartenu à la reine norvégienne Marguerite, fille du duc Skule). — *Id.* Quelques auteurs du moyen âge désignés comme étant « de Dacia ». — *Id.* Le caractère et le contenu des bibliothèques du Danemark au moyen âge. — *H.-D. Lind*. Conflits entre les officiers de l'armée et de la marine à l'époque de Christian V. — *Kay Larsen*. Voyage d'un ambassadeur danois dans les Indes en 1735. — *E. Møller*. L'Angleterre et le Danemark-Norvège en 1807. — *C. rendus : Gebauer*. Friedrich VIII von Schleswig-Holstein (bon). — *A. Krarup*. Bibliographie, 1909-1910.

**50. — Aarbøger for nordisk Oldkyndighed.** 1910. — *F. Jónsson*. Les reines dans la poésie et la littérature norvégiennes-islandaises. — 1911. *R.-C. Boer*. Hervarsaga. — *F. Jónsson*. Les lausavisur dans les sagas.

## ÉTATS-UNIS.

**51. — The american historical Review.** 1912, oct. — *LELAND*. Les Archives nationales; programme (montre en quoi le gouvernement des États-Unis, malgré les sommes considérables dépensées pour ses Archives, a manqué à son premier devoir qui est de les rendre aisément accessibles au public et propose les remèdes nécessaires). — *FERGUSON*. De la Grèce à Rome; sur la voie de l'absolutisme légal (la déification des rois hellènes à partir d'Alexandre, puis, à leur imitation, des empereurs romains, n'est pas une manifestation de la vie religieuse; c'est une mesure d'ordre essentiellement politique. « Elle procède d'un fait non de superstition, mais d'irreligion »). — *LUNT*. La première levée des annates (le plus ancien exemple, actuellement connu, d'annates levées au nom du Saint-Siège remonte au pontificat de Clément V; l'auteur a trouvé, et il publie, des lettres de ce pape transcrites sur le registre de Simon de Gand, évêque de Salisbury, sous la date du 1<sup>er</sup> février 1306. Ce même pape créa également le mécanisme de perception de cet impôt dont on fait honneur d'ordinaire à Jean XXII). — *DUDLEY*. Le « code de Clarendon » et les non-conformistes (expose les persécutions dirigées contre les dissidents, surtout à l'aide des archives des Quakers conservées à Devonshire House). — *RANDALL*. De quelques aspects juridiques concernant les actes de confiscation pendant la guerre civile (aux États-Unis). — *Documents : Journal de Thomas Ewing*, août et septembre 1841 (Th. Ewing était alors secrétaire du Trésor; son Journal raconte le différend qui éclata entre le président Tyler et son Cabinet). — *C. rendus : Stein*. Ruins of desert Cathay; personal narrative of explorations in Central Asia and westernmost China (copieuse et intéressante

relation d'un voyage d'exploration accompli en 1906). — *Joyce*. South-american archæology, with special reference to the early history of Peru (utile et très bien illustré). — *Schoff*. The periplus of the Erythraean sea; travel and trade in the Indian Ocean by a merchant in the first century (bon). — *Tommasini*. La vita e gli scritti di Niccolò Machiavelli nella loro relazione col machiavelismo; II (renferme une masse prodigieuse d'informations et d'idées; on en est un peu accablé, mais il y a un bon index). — *Buffin*. Mémoires et documents inédits sur la Révolution belge et la campagne de Dix-Jours, 1830-1831 (précieux recueil). — *Hemmeon*. The history of the British post-office (ajoute beaucoup au livre de Herbert Joyce). — *Moorehead*. The stone age in North America (important). — *Learned*. Guide to the manuscript materials relating to american history in the German state archives (très utile). — *Root*. The relations of Pennsylvania with the British government, 1696-1765 (bon). — *Paullin*. Diplomatic negotiations of american naval officers, 1778-1883 (instructif). — *Ficklen*. History of reconstruction in Louisiana, 1868 (bon).

**52. — The Nation.** 1912, 2 mai. — *Corbett*. Some principles of maritime strategy (intéressante étude de stratégie maritime appuyée sur quelques exemples fameux). — Cap. *A. T. Mahan*. Naval strategy (ouvrage plus théorique que le précédent et destiné surtout à former les futurs officiers des flottes de guerre américaines). = 9 mai. *J. H. Robinson*. The new history (huit études sur la nouvelle manière d'écrire l'histoire aux États-Unis; elles ne sont pas aussi nouvelles ni originales qu'on pouvait l'attendre d'un « hérétique » tel que le professeur Robinson). = 23 mai. *Learned*. The President's Cabinet; studies in the origin, formation and structure of an american institution (excellent). = 30 mai. *Dickerson*. American colonial government, 1696-1765 (excellente étude sur le ministère du Commerce anglais et la direction des affaires coloniales). = 13 juin. *Scott*. The constitution and finance of english, scottish and irish joint-stock companies to 1720 (t. II et III; plein d'utiles informations). = 4 juill. *G. Bradford*. Lee the American (bonne biographie du célèbre général Sudiste par un Américain du nord qui l'a beaucoup aimé). — *Page*. Robert E. Lee, man and soldier (très bonne biographie qui est aussi une apologie). = 11 juill. *Burrage*. The early english dissenters, 1550-1641 (excellente histoire des Baptistes et des Congrégationalistes; bibliographie surabondante; les notes occupent la moitié du t. I et tout le t. II). = 1<sup>er</sup> août. *Mancini*. Bolivar et l'émancipation des colonies espagnoles, des origines à 1815 (connait bien le sujet traité; mais son ouvrage est loin d'être complet et définitif). — *Mac Culloch*. The religion of the ancient Celts (bon). = 8 août. *Stephens*. Margaret of France, duchess of Savoy (bon, très bien illustré). = 15 août. *Putnam*. A prisoner of war in Virginia, 1864-1865 (très intéressant). = 29 août. *Dunlop*. English apprenticeship and child labour; a history (plein de faits; on



reconnait l'influence des livres publiés par M. et M<sup>me</sup> Webb). = 5 sept. *Root*. The relations of Pennsylvania with the British government, 1696-1765 (excellent). = 3 oct. *Blount*. The american occupation of the Philippines, 1898-1912 (bon; l'auteur connaît bien le pays où il a vécu six ans comme officier et comme juge). = 24 oct. *Stjerna*. Essays on questions connected with the old english poem of Beowulf (utile traduction d'articles qui ont paru dans divers recueils suédois de 1903 à 1908. L'auteur anglo-saxon du poème ne s'est pas contenté de recueillir des traditions orales, mais a puisé directement à des sources scandinaves). = 31 oct. *Du Bosc*. General Joseph Wheeler and the army of the Tennessee (excellente biographie d'un général sudiste pendant la guerre civile). — *Snell*. The age of Alfred (résumé inégal et peu original). = 7 nov. *J. Bryce*. South America; observations and impressions (remarquable). — *Breasted*. Development of religion and thought in ancient Egypt (important). = 14 nov. *Fr. Cumont*. Astrology and religion among the Greeks and the Romans (très intéressant exposé pour le grand public).

## GRANDE-BRETAGNE.

**53. — The Athenæum.** 1912, 28 sept. — *Bell*. Fleet street in seven centuries (très intéressant). — *Squire*. William the Silent (bon résumé). = 5 oct. *Lee*. Dictionary of national biography. Supplement II. — *Blunt*. The land war in Ireland (œuvre très vivante d'un Irlandais pour qui toute résistance à la tyrannie anglaise est vertu et qui déplore la décadence de l'esprit fenian; mais il a vu beaucoup de choses et de gens et il en parle en homme bien informé). — *Ch. O' Mahony*. The viceroys of Ireland (beaucoup trop sec, mais impartial). — *Norgate*. The minority of Henry III (excellent). — Calendar of various chancery rolls. Supplem., 1277-1326. = 12 oct. *Leaf*. Troy; a study in homeric geography (étude très attachante et érudite sur la question homérique). — The hon. Mrs *Hugh Wyndham*. Correspondence of Sarah Spencer, Lady Lyttelton, 1787-1870 (intéressant; Lady Lyttelton fut dame d'honneur ou « Lady of the Bedchamber » de la reine Victoria depuis 1838). = 26 oct. Mrs *P. Toynbee*. Lettres de la marquise du Deffand à Horace Walpole, 1766-1780 (3 vol.; recueil de 838 lettres, dont 485 n'avaient jamais été publiées; de Walpole, il y a seulement 18 lettres, dont 9 inédites). — *Wilson*. The beginnings of modern Ireland (excellent; très bon exposé des faits qui amenèrent la reconquête de l'Irlande par les Anglais jusqu'à l'avènement d'Élisabeth). — Mgr *B. Ward*. The eve of catholic emancipation (t. III; remarquable). — *A. van Millingen*, *Traquair George* et *Henderson*. Byzantine churches in Constantinople (excellent). = 2 nov. Miss *Petre*. Autobiography and life of George Tyrrell, 1861-1909 (très intéressant). — *Winstanley*. Lord Chatham and the

whig opposition (excellent). = 9 nov. Viscount *Esher*. The girlhood of Queen Victoria, 1832-1840 (extraits du Journal de la reine). = 16 nov. *Ollard et Crosse*. Dictionary of english church history (excellent). — *Monypenny*. The life of Benjamin Disraeli, earl of Beaconsfield (t. II : 1837-1846; le principal morceau de ce volume est la rupture de Disraeli avec Peel). — *Petre*. Napoleon's last campaign in Germany, 1813 (bon). — *Oman*. Wellington's army, 1809-1814 (excellent et très instructif). = 23 nov. *Hill*. Fanny Burney at the court of Queen Charlotte (récit agréable; il commence en 1785, quand Miss Burney entra dans la maison de la reine, femme de Georges III).

**54. — The english historical Review. 1912, oct. — BROWNBILL.**

Le « tribal hidage » (étude critique sur les mss. qui nous ont conservé la distribution des « hides » de terre entre les divers peuples ou tribus de l'Angleterre en deçà de l'Humber. L'interprétation proposée permet de se représenter comment se sont formés le royaume de Mercie puis les différents comtés de cette partie de l'île britannique). — **CANNON.** La bataille de Sandwich et Eustache le Moine, 24 août 1217 (étude très minutieuse sur la vie d'Eustache le Moine, sa défaite et sa mort à la bataille navale de Sandwich, le retentissement de cette victoire anglaise dans l'histoire et dans la légende). — **SMITH.** Le divorce de Henri VIII et l'opinion publique en Allemagne (Zwingli, Écolampade et Phrygio déclarèrent nul le mariage de Henri VIII avec Catherine d'Aragon; c'est tout ce que le roi demandait. De là aussi l'irritation de Th. More contre ces trois réformés). — **TEMPERLEY.** Le Cabinet et le Conseil privé de 1679 à 1783 (étudie ces deux organes essentiels du pouvoir exécutif d'après les documents des archives. Distingue en particulier le « Cabinet council » ou « Outer Cabinet » et l'« Inner Cabinet » ou « Conciliabulum ». Le premier fut, depuis Anne, un corps intermédiaire entre le Conseil privé et le Comité central et secret, vrai centre du gouvernement). — **ROSE.** Burke, Windham et Pitt (esquisse les rapports de Windham avec Burke, d'une part, et Pitt dans le ministère de qui il entra en 1794, d'autre part; d'après sa correspondance récemment entrée au British Museum). — **LEVISON.** Une relation du procès de Penenden Heath, 1072 (texte inédit d'après un ms. de Canterbury). — **TAIT.** Études sur la Grande Charte; I. « Waynagium » et « Contenementum » (ces mots sont français avec terminaison latine. Le premier désigne, non pas, comme on l'a répété, les outils de l'ouvrier agricole, mais soit les terres cultivées par lui, soit la récolte de ses champs. Le second désigne les moyens qui lui permettent de vivre; il n'a qu'un lointain rapport avec « tenementum ». Traduction de l'art. 15 de la Grande Charte). — **GRAHAM.** Visite de Bury St Edmunds et de Westminster ordonnée par le pape en 1234 (publie les statuts rédigés par les visiteurs pour ces deux abbayes). — **KINGSFORD.** La première rédaction de la Chronique de Hardyng; extraits (publie trois passages particulièrement significatifs

de cette rédaction, qui a été offerte à Henri VI en 1457). — LLOYD. Les négociations pour la paix entre la France et l'Angleterre en 1806 (d'après les « Dropmore papers »). = C.-rendus : *Seeck. Geschichte d. Untergangs d. antiken Welt* (t. IV; très important; Baynes note un certain nombre d'erreurs concernant les provinces orientales de l'empire). — Williams. Christianity in early Britain (bon). — Gidden. Charters of the borough of Southampton. — Vota. Der Untergang des Ordensstaates Preussen und die Entstehung der preussischen Königswürde (peu de chose sur la ruine de l'Ordre teutonique; plaidoyer ardent et très nourri contre la politique d'Albert de Brandebourg, qui sécularisa l'Ordre à son profit et fonda, par les moyens les moins respectables, l'avenir de la Prusse). — Lady Burghclere. The life of James, first duke of Ormonde, 1610-1688 (bon). — Lincoln. Correspondence of William Shirley, governor of Massachusetts and military commander in America, 1731-1760. — Lord Durham's Report on the affairs of British North-America edited by Sir C. P. Lucas (excellente édition du fameux rapport de Lord Durham en 1839; ce rapport, qui provoqua la politique libérale suivie depuis par le gouvernement anglais, est par conséquent le point de départ de la prospérité dont jouit maintenant le Canada).

**55. — The Nineteenth Century.** 1912, août. — Catherine LOUDON. Quelques lettres inédites de Lord Chesterfield (lettres adressées par Chesterfield à son ami, le baron Frederick Willem Torck, de Rosendaël en Gueldre; elles commencent en 1731, après que Chesterfield fut arrivé à La Haye comme ambassadeur d'Angleterre; elles sont en français et contiennent un peu de tout : commérages et affaires politiques; fin en sept.; la dernière lettre est de 1747; intéressant pour la guerre de la Succession d'Autriche). = Sept. J. G. SNEAD-COX. La loi du mariage au Canada et le décret « Ne temere » du 2 août 1907 (quelques indications sur la législation concernant le mariage au Canada). — Mgr MOYES. Le mariage de P. Hyacinthe. — Sir Henry T. PRINSEP. Les tribunaux suprêmes de l'Inde. — WILLIAMS. Cromwell à Drogheda (Gardiner basait son récit des massacres exécutés par l'armée de Cromwell à Drogheda, les 11 et 12 septembre, sur la dépêche expédiée par Cromwell à Lenthall le 17 septembre; mais il n'a pas connu certains journaux qui, malgré la censure, laissèrent filter des nouvelles que les journaux autorisés n'avaient pas le droit de reproduire. C'est d'après cette nouvelle source que l'auteur refait le récit des affreuses représailles exercées par l'armée anglaise). — LONGFORD. Souvenirs sur le défunt empereur du Japon (l'auteur a été consul d'Angleterre à Nagasaki). = Oct. Stephen DE VERE. Le home rule et son aspect social. — MITRA. Le christianisme dans l'hindouisme. — Mrs HALL. Le premier Anglais vu par Napoléon (Sir James Hall, qui fut camarade de Bonaparte à Brienne; le fils cadet de Sir James, Basile Hall, étant à Sainte-Hélène en 1817, put obtenir

une audience de l'empereur en invoquant ce souvenir. C'est Napoléon lui-même qui lui dit : votre père est le premier Anglais que j'aie vu, aussi ne l'ai-je pas oublié. Basile nota le soir même les particularités de l'entrevue qui venait de lui être accordée. Ce sont ces notes intéressantes que l'on publie ici). — CH. E. STEWART. Une visite à Londres en 1651 (d'après une relation anonyme du temps; l'auteur de la relation est un Anglais; avec un fac-similé de son journal). — NOV. PEACOCK. Nicolas de Monténégro et l'empire serbe. — KNOX. Un officier subalterne dans les Balkans pendant la campagne d'hiver de 1877 (d'après les souvenirs d'un témoin oculaire). — SIR ROPER LETHBRIDGE. Les biens de l'ancienne Église anglaise en Galles (les dîmes ecclésiastiques en Galles depuis le XII<sup>e</sup> s.).

## ITALIE.

56. — **Archivio della R. Società romana di storia patria.** T. XXXIV, 1911, fasc. 1-2. — E. RE. Une mission de Latino Giovenale. Un projet de mariage entre Vittoria Farnese et François d'Autriche (importante contribution à l'histoire du pontificat de Paul III et de la famille de Guise; le mariage, pour lequel L. Giovenale s'entremet en 1540, n'aboutit pas). — R. TRIFONE. Lettres inédites de Benoît XIV au cardinal P. Tamburini (64 lettres tirées des archives de Saint-Paul, traitant de matières essentiellement ecclésiastiques : jansénisme, réformes d'ordres, fêtes, etc.). — P. FEDELE. Recherches sur l'histoire de Rome et de la papauté au X<sup>e</sup> s. (suite. Étude critique sur les lettres de l'archevêque Jean de Ravenne). — L. FUMI. Hérétiques en Bohême et fraticelli à Rome en 1466 (d'après les lettres d'Agostino de Rossi, ambassadeur de Galéas-Maria Sforza à la cour du pape Paul II). — T. PANDOLFI. G.-M. Giberti et la dernière défense de la liberté italienne de 1521-1525 (Giberti, secrétaire intime de Léon X, a joué un rôle important dans la lutte contre le luthéranisme et dans la diplomatie pontificale de 1521 à 1526). — A. DE BOUARD. Les marbres antiques de Rome au moyen âge (les constructions de l'antiquité romaine ont été utilisées non seulement par les Romains, mais par toute la catholicité du moyen âge). — Fasc. 3-4. I. SCHUSTER. Reliques d'art dans l'abbaye impériale de Farfa. — P. FEDELE. Pour l'histoire du Sénat romain au XII<sup>e</sup> s. (précisions nouvelles au moyen des textes des archives de S. Maria in via Lata). — A. FERRAJOLI. Le rôle de la cour de Léon X (publie intégralement un texte de la Vaticane, déjà mis en lumière par M. Friedensburg). — P. FEDELE. Recherches pour l'histoire de Rome et de la papauté au X<sup>e</sup> s. (l'élection de Jean X; à suivre). — P. NEGRI. Deux mois à Rome en 1627 (d'après la correspondance inédite de Fulvio Testi). — G. FALCO. La déposition de Louis de Savoie, sénateur de Rome (envoyé à Rome en 1311 pour préparer la ville au couronnement de Henri VII, il fut déposé au

Capitole par le parti angevin en 1312. Le texte de la déposition est publié). — A. DE BOUARD. Le parti populaire et le gouvernement de Rome au moyen âge (efforts du peuple pour secouer la tyrannie papaline et nobiliaire à Rome aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> s.). — P. FEDELE. Glanes de *romanesco* ancien (d'après des documents des XIII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> s.). = C.-rendus : H. Schellhaas. Dépêches des nonces d'Allemagne, 1572-1583. — W. de Grüneisen. Sainte-Marie antique. — P. Ruffini. Pourquoi César Baronius n'a pas été pape.

**57. — Archivio storico italiano.** T. XLVIII, 1911, fasc. 4. — G. MANCINI. Le testament de Folco Portinari (reproduit et étudie cet acte du père de la Béatrice chantée par Dante). — G. RONDONI. Deux œuvres récentes sur Napoléon III et l'Italie (réflexions historiques à propos de Bulle, *Storia del secondo impero*, traduction italienne de Savelli, et de P. de La Gorce, *Histoire du second Empire*). — G. BONOLIS. Sur la signification de « calumnia » dans les textes du moyen âge et particulièrement dans quelques documents de Venise et des Pouilles (montre la transformation du sens du terme *calumnia* et étudie ses acceptions diverses). — T. CASINI. Pour la biographie de L.-C. Farini (esquisse biographique à l'occasion de l'*Epistolario* récemment publié par M. Rava). — A. SORANI. Nouveaux travaux sur l'histoire des Jésuites (notes critiques sur les livres de MM. Bæhmer et Huber et dom P. Tacchi-Venturi). — I. DEL LUNGO. Federico Ubal dini et les « Vite ubaldiniane ». = C.-rendus : Pug y Cadafalch, *De Falguera, Goday y Casal*. L'architecture romane en Catalogne, t. I (œuvre importante d'archéologie). — G. Romano. Le dominazioni barbariche in Italia (synthèse sérieuse). — G. Besta. La Sardegna medievale (synthèse un peu prématurée, mais intéressante). — K. Voigt. Les cloîtres royaux privés dans le royaume lombard (créations à la fois religieuses et politiques). — W. Cohn. Histoire de la flotte normanno-sicilienne sous le règne de Roger I<sup>er</sup> et de Roger II (1060-1154) (livre sans unité). — Studi e memorie per la storia dell' Università di Bologna, t. II. — V. Samanck. Le conseil impérial et le pouvoir impérial aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> s. (intéressant et utile, mais obscur). — J. Cordey. Les comtes de Savoie et les rois de France pendant la guerre de Cent ans. — J. Delaville Le Roulx. Mélanges sur l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem. — M. von Wolff. Les rapports de Maximilien I<sup>er</sup> avec l'Italie, 1495-1508 (travail sérieux et clair). — H. Seeholtzer. Les derniers jours du ministère Ollivier (très favorable à Ollivier, trop unilatéral). = Nécrologie : P. Tocco. = T. XLIX, 1912, fasc. 1. M. CONRAT. Contribution à la littérature des arbres généalogiques (étude comparée de quelques arbres généalogiques du VIII<sup>e</sup> s.). — A. D. V. Max Conrat (notice nécrologique). — L. CARCERERI. L'hérétique frà Paul-Antoine, de Florence, et Côme de Médicis, 1548-1549 (ce gardien du couvent de Santa-Croce de Florence fut emprisonné à Torre di Nona; il réclama, auprès de Côme, qui fit ses efforts



pour le faire relâcher). — PICCOLOMINI. Correspondance entre la cour de Rome et l'inquisiteur de Malte durant la guerre de Candie, 1645-1649 (fin de la publication. Conclusions). — G. MONDANI. De la sociologie à l'histoire éconómico-sociale dans quelques publications de l'« Institut Solvay de Sociologie » (analyse critique des publications Solvay). — E. SOLMI. Participation de Léonard de Vinci au soulèvement d'Arezzo et du Val di Chiana en juin 1502 (notes et esquisses de Vinci se rapportant à cette affaire; il faut modifier l'itinéraire de Léonard tel que le donnent Alvisi et Yriarte). — C.-rendus : *L. Caetani*. Études d'histoire orientale (l'auteur n'est pas parvenu à prouver le dessèchement de l'Arabie). — *L. Schiaparelli*. Tachygraphie syllabique dans les chartes italiennes. — *C. Renaux*. Humbert 1<sup>er</sup> aux Blanches-mains, etc. (le compte-rendu critique, dû à M. P. Labruzzi, est une importante contribution à l'étude des origines de la maison de Savoie). — *P. Ercole*. Empire et papauté dans la tradition juridique bolonaise (important pour l'histoire du droit). — *E. Santini*. Leonardo Bruni (contribution à l'histoire de l'humanisme florentin). — *N. Tamassia*. La famille italienne aux xv<sup>e</sup> et xvi<sup>e</sup> s. (quelques points douteux; l'ensemble est considérable). — *J. Thomas*. Le Concordat de 1516 (insuffisamment mûri). — Papiers de Barthélemy, t. IV (grand intérêt pour l'histoire générale). — *G. Bourgin*. Les études relatives au Risorgimento (travail considérable, avec quelques inévitables lacunes). — *A. Spagnolo*. Mazza et la première mission italienne dans l'Afrique centrale. — *Dahlerup*. Le blocus de Venise en 1849 (témoignage intéressant). — Juill. C. CIPOLLA. « La Compagnia malvagia e scempia » (contribution à l'interprétation de Dante et à l'histoire des partis florentins au xiv<sup>e</sup> s.). — A. BECCARIA. La guerre de 1859 dans les correspondances et les papiers du général Giovanni Durando (à suivre; lettres à sa femme, précédées d'une introduction critique). — P. PICCOLOMINI. Correspondance entre la cour de Rome et l'inquisiteur de Malte durant la guerre de Candie (1645-1669; suite et fin : pour 1668-1669). — W. CESARINI-SFORZA. Pour l'histoire des relations entre l'État et l'Église dans le duché de Parme et Plaisance (exposé précis de la politique de Farnèse au xvi<sup>e</sup> siècle, entre les prétentions contradictoires de l'empire et de la papauté). — F. BALDASSERONI. Pour nos archives (article d'ensemble à propos du règlement du 21 novembre 1911 et de diverses publications d'archives). — C.-rendus : *Goblet d'Alviella*. Croyances, rites, institutions (œuvre critique remarquable). — *Pace*. I Barbari e i Bizantini in Sicilia (tentative manquée). — *Schiaparelli*. Diplomi (sources de premier ordre admirablement présentées). — *Davidsohn*. Storia di Firenze (première édition italienne). — *Marzi*. La Cancellaria della Repubblica fiorentina (livre remarquable qui suscitera des travaux de détail). — *Marenco*, *Manfroni*, *Pessagno*. Il banco di San-Giorgio. — *Eubel*. Hierarchia catholica medii aevi (t. III). — *L. Fresco*. Lettere inedite

di Benedetto XIV al cardinali Querini. — *Sandonnini*. In memoria di Enrico Calдини (biographie de premier ordre).

**58. — Archivio storico lombardo.** 1912, 4<sup>e</sup> série, fasc. XXXIV. — Edm. SOLMI. Léonard et Machiavel (reprend l'histoire de leurs rapports; similitude de leurs idées à propos de la dérivation de l'Arno imaginée par Léonard et soutenue par Machiavel). — Al. LUZIO. Isabelle d'Este et Jules II pendant les trois dernières années de son pontificat (leurs relations; histoire des tentatives du pape sur Ferrare; utilise et cite un grand nombre de lettres de 1510 et 1511; à suivre). — G. BISCARO. Deux débats au sujet de marques de fabrique au XV<sup>e</sup> s. (documents de 1429 et 1433 : la marque de fabrique constituait au moyen âge une propriété privée, protégée juridiquement au même titre que tous les autres droits patrimoniaux). — L. FUMI. Roberto Sanseverino et l'affaire de Naples (1460; complète, à l'aide du « carteggio » inédit de Sanseverino, l'ouvrage d'E. Nunziante sur les premières années de Ferdinand I<sup>er</sup> d'Aragon). — E. BELLORINI. Giovanni Berchet; dernière tentative pour délivrer Federico Confalonieri (arrêté le 13 décembre 1821 à Milan). = C.-rendu : *A. Solmi*. Le Diete imperiali di Roncaglia e la navigazione del Po presso Piacenza (étude qui reprend et complète les travaux de G. Agnelli sur les diètes impériales tenues à Roncaglia aux XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> s.).

**59. — Archivio storico per le provincie napoletane.** 1911, t. XXXVI, juill.-sept. — R. BEVERE. La seigneurie de Florence tenue par Charles, fils du roi Robert, en 1326-1327 (fin; documents justificatifs). — J. RAMBAUD. La tentative de Murat contre la Sicile en 1810 (étudie les conditions militaires et politiques où l'affaire se présentait; fin au n<sup>o</sup> suivant). — A. BOZZOLA. Guillaume VII, marquis de Montferrat, et Charles I<sup>er</sup> d'Anjou (suite; fin au n<sup>o</sup> suivant). — M. SCHIPA. La prétendue trahison du duc d'Ossuna (suite). — D. Appendice aux *Diurnali* de Scipion Guerra (suite). = C.-rendus : *G. Bres*. I Grimaldi di Boglio e la capitolazione di Nizza nel 1388. — *Francesca-M. Stecle*. La belle reine Jeanne I<sup>re</sup> de Naples. — *C.-L. Frithjof Noack*. Formation du fidéicommiss noble en Haute-Italie. — *F. Carrano*. L'Italia dal 1789 al 1870. — *Cohn*. L'histoire de la flotte normanno-sicilienne sous le gouvernement de Roger I<sup>er</sup> et de Roger II (1060-1154). = Nov.-déc. P. EGIDI. La colonie sarrazine de Lucera et sa destruction (organisée par l'empereur Frédéric II, pour peupler une partie des Pouilles, au début du XIII<sup>e</sup> s.; à suivre). = C.-rendu : *J. Rambaud*. Naples sous Joseph Bonaparte (livre important. Adjonctions bibliographiques). = 1912, t. XXXVII, janv.-mars. F. FORCELLINI. Un épisode de la conjuration des barons, rappelé par une inscription de Cetara (concerne le mouvement féodal de 1485 contre Ferdinand I<sup>er</sup> d'Aragon). — A. SIMIONI. L'expédition de l'amiral La Touche-Tréville à Naples en décembre 1792 (étude importante basée sur les sources italiennes et

françaises; fin au fasc. avril-juin). = C.-rendu : *Celidonio*. Le diocèse de Valva-Salmona de 1100 à 1200 (forte documentation; erreurs de diplomatique). = Avril-juin. FILANGIERI DI CANDIDA. Riccardo Filangieri « imperialis aulae mariscallus » et ses homonymes contemporains (contribution à l'histoire du règne de l'empereur Frédéric I<sup>er</sup>; suite au n° suivant). = Juill.-sept. A. SIMIONI. Les Napolitains à Toulon en 1793 (circonstances où fut rédigé l'accord anglo-napolitain de juill. 1793 pour une action contre la France; efforts de Naples pour coopérer activement au siège de Toulon; renvoi de Mackau, ministre de France, le 1<sup>er</sup> sept.; à suivre). — F. GERONI. Correspondance des rois catholiques avec le Grand Capitaine durant les guerres d'Italie (analyse cette correspondance récemment publiée, importante pour l'histoire du XVI<sup>e</sup> s.). = C.-rendus : R. *Palmarocchi*. Sur le fief normand (thèse nouvelle qui n'est pas parfaitement établie). — *Blasii de Mocorno*. Traité des différences entre le droit lombard et le droit romain (importante édition).

60. — *Archivio storico siciliano*. 1911, t. XXXIV, fasc. 1-2. — G. PALADINO. Suor Cristina Rovoletti et son procès (analyse d'une des plus curieuses affaires de l'Inquisition sicilienne au XVII<sup>e</sup> s.). — B. MARCOLONGO. Les idées politiques de M. Amari (républicain de théorie, avant tout Sicilien, il évolue vers le concept de l'unité par le Piémont. Toujours anticlérical et surtout antipapal). — G. PIPITONE-FEDERICO. F. Crispi à la lumière de publications nouvelles (à propos de la publication de Palamenghi-Crispi sur les Mille). — Le assemblee del Risorgimento (source précieuse pour le Risorgimento). = Fasc. 3-4. MIRABELLA. Sebastiano Bagolino, poète latin et érudit du XVI<sup>e</sup> s. (suite; à suivre). — P. PACE. Les barbares et les Byzantins en Sicile (suite; fin au n° suivant. Étude d'histoire politique, administrative et sociale). — G.-M. COLUMBA. Notes de topographie médiévale à Palerme. — G. ABBADESSA. Une élégie inédite de Filippo Paruta. — G. LEANTI. La satire politique en Sicile en 1700 (suite). — P.-M. ROCCA. La petite église de la Madonne de la Grève à Aleamo. — V. RUFFO. Lettre politique de M. Reitano Spatafora (lettre de 1709). — Centenaire de la naissance de M. Amari. = C.-rendus : D. Marzi. La Cancellaria della repubblica fiorentina. — *Daniel*. L'extinction de la maison de Barcelone. = 1912, t. XXXVI, fasc. 3-4. G. MILLUNZI. Des peintres de Monreale : Pietro Antonio Novelli et Pietro Novelli son fils (à suivre). — F.-M. MIRABELLA. Sebastiano Bagolino, poète latin et érudit du XVI<sup>e</sup> siècle (ses lettres). — V. EPIFANIO. Sur les relations politiques et commerciales entre la Sicile et la Tripolitaine dans la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle (opposition des intérêts de Naples et de la Sicile; valeur pour l'île du traité de Passarowitz et des conventions de 1726 et de 1740). — P.-M. ROCCA. Sur une note du chevalier G. Triolo Gatifi concernant le séjour à Alcamo de l'empereur Charles-Quint en 1535. — L. GENUARDI. La construc-

tion de la « Place nouvelle » à Palerme en 1454. — G. PIPITONE-FEDERICO. Francesco Crispi à la lumière de nouvelles publications (suite et à suivre). — S. SALOMONE-MARINO. Glanes d'histoire sicilienne du XIV<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle (poésies populaires).

**61. — Archivio storico per la Sicilia orientale.** T. VIII, fasc. 1-2. — V. CASAGRANDE. Nouvelles recherches sur la fondation et sur l'onomastique du Castello Ursino de Catane aux époques romaine, arabe, normande (se rattache au gouvernement de Fl. Arsinus). — G.-B. SIRACUSA. Nouvelles observations sur le « Liber ad honorem Augusti » de Pietro da Eboli (complément critique à l'édition parue en 1906). — G. MAJORANA. Les chroniques inédites de F. Caruso (étude critique sur une des sources importantes du XVI<sup>e</sup> s.; à suivre). — E. CIACERI. Cadmus de Cos à Messine et à la cour de Gélon (contribution intéressante, d'où il résulte que des relations politiques existaient anciennement entre l'empire perse et Syracuse). — G. OLIVA. L'imprimerie en Sicile aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> s.; fin au fasc. 3. — M. CATALANO-TIRRITO. L'instruction publique en Sicile à la Renaissance (étude sur la distribution géographique des écoles; fin au fasc. 4 du t. IX). — R. PENNISI. L'art des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> s. à Castoreale particulièrement en ce qui concerne Gagini et le Carrache. — E. MAUCERI. Figure inconnue d'artiste syracusain, architecte du XVIII<sup>e</sup> s. (Pompeo Picherali). — G.-M. TAMBURINI. Les manuscrits de la bibliothèque Ventimilienne de Catane (catalogue; suite dans IX, 2). = C.-rendus : E. Ciaceri. Culti e miti nella storia della Sicilia antica (livre de grande valeur). — J. Palamenghi. Francesco Crispi (documents importants). — B. Pitzorno. Il diritto romano nei documenti del ducato di Gaëta. — Bulletin de bibliographie sicilienne. = Fasc. III. R. CESSI. Venise et les royaumes de Naples et de Sicile dans les derniers trente ans du XIV<sup>e</sup> s. (une série d'incidents a troublé l'existence commerciale de Venise). — G. PLATANA. Les recherches de géographie physique et la décadence des anciennes cités siciliennes (cette décadence pourrait s'expliquer par la malaria). = C.-rendus : L. Giuliano. Storia di Siracusa antica (insuffisant). — Jodice. Storia dei Siculi-Napoletani (important, mais encombré de dissertations critiques). = T. IX, fasc. 1. F. CERONE. Alphonse le Magnanime et Abu' Omar Othman (négociations entre les royaumes de Naples et de Tunis de 1432 à 1457; l'auteur utilise les archives de Barcelone; à suivre). — G. NOTO. Un poète local de Catane au XVIII<sup>e</sup> s. (C.-F. Gambino). — C. CESSI. Sur l'enlèvement de Coré en Sicile dans la poésie hellénistique. — R. ZENO. La famille italienne à la Renaissance (à propos du livre de Tamassia). — Bulletin de bibliographie sicilienne. = C.-rendus : P. Orsi. Une cité siculo-grecque anonyme à Monte S. Mauro (remarquable étude archéologique). — Revelli. Victor-Amédée II et les conditions géographiques de la Sicile (intéressant pour l'histoire de la monarchie savoyarde au XVIII<sup>e</sup> s.). —

*Martin*. La sculpture dans les Pouilles au milieu du XI<sup>e</sup> s. (sur le même pied que le livre de Bertaux). — *A.-C. Garufi*. Pour l'histoire des XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> s. (la situation des îles siciliennes au XI<sup>e</sup> s. d'après les archives capitulaires de Patti). — *G. Majorana*. Les chroniques inédites de P. Caruso. = Fasc. 2. R. CESSI. La discussion entre Georges de Trébizonde, Poggio Bracciolini et Jean Aurista durant le pontificat de Nicolas V (contribution à l'histoire de l'humanisme romain). — R. PENNISI. Restes architectoniques de Castello Ursina de Catane. — P. PACE. La poétesse sicilienne Elpes (elle a écrit ses vers latins à l'époque des barbares). — LONGO. La Sicile et Tripoli (leurs relations aux XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> s.). — B. PACE. Les Barbares et les Byzantins en Sicile (étude critique sur les Goths, les Vandales et les Grecs en Sicile). = Bulletin de bibliographie sicilienne.

**62. — *Bullettino dell' Istituto storico italiano*.** 1912, n<sup>o</sup> 32. — G. FALCO. Sur l'authenticité des œuvres d'Alfano, archevêque de Salerne (1058-1085). — L. FRATI. L'abrégé de l'histoire de Bologne par Giacomo Ronco (cette histoire va de 610 à 1400; l'auteur de l'article en indique les sources et en donne le texte avec table). — C.-A. GARUFI. *Memoratoria, Chartae et Instrumenta diversa* en Sicile du XI<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> s. (étude de diplomatique sur les chirographes de Sicile, accompagnée de pièces et de fac-similés).

**63. — *Nuovo archivio veneto*.** 1912, n<sup>o</sup> 86, avril-juin. — V. BELLEMO. La vie de Benintendi de Ravagni, grand chancelier de la République vénitienne (né à Chioggia, il fut délégué près de l'impératrice de Constantinople en 1340, puis à Milan, où il conclut la paix avec les Génois; étude très détaillée où l'auteur fait comme une histoire diplomatique de la République vénitienne au XIV<sup>e</sup> s.; à suivre). — C. SCHALK. Rapports commerciaux entre Venise et Vienne (liste des Viennois que l'on trouve à Venise, des Vénitiens que l'on trouve à Vienne aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> s.; les objets d'importation et d'exportation; nombreux documents). — E. SOLMI. Léonard de Vinci dans la guerre de Louis XII contre Venise (Léonard, pendant la guerre, se serait trouvé à Cassano dans le camp franco-lombard comme ingénieur militaire et peintre; il combattait contre Venise). — G. MARZEMIN. Les abbayes vénitiennes des Saints-Hilaire et Benoît et de Saint-Grégoire (suite et fin; retrace la fondation de l'abbaye de Saint-Grégoire dans l'île de Dorsodura; l'usurpation des habitants de Carrare; étude la commende, les premières constructions de l'église, sa reconstruction au XV<sup>e</sup> s., son architecture, ses peintures, vues). — R. CESSI. La conjuration de Stefano Porcari dans quelques chroniques vénitiennes (rapproche les textes et montre leur filiation; tous procèdent des actes du procès). — Cesare FOLIGNO. Recherches sur Luigi da Porto et sa nouvelle (début du XVI<sup>e</sup> s.). = C. rendu : G. Sambon. Repertorio



generale delle monete coniate in Italia o da Italiani all' Estero, dal secolo al xx. Periodo dal 476 al 1266 (très utile).

**64. — II Risorgimento italiano.** Année V, fasc. 1, févr. 1912. — E. DE ROSSI. Les corps des carabiniers royaux dans les révolutions politiques de 1821 (publie un mémoire rédigé par leur colonel Cavasanti pour le roi Charles-Félix). — J. MASSAROLI. Les signes conventionnels dans les passeports de l'État pontifical de 1834 à 1854 (il s'agit de signes employés par la police romaine pour signaler les patriotes, d'après les papiers de Bagnacavallo, 1834-1854). — V. BALDIOLI-CHIORANDO. Un manuscrit de Cavour inédit sur Malthus et Ferrara (publie ce texte qui indique les préoccupations économiques de Cavour). — C. CONTESSA. Sur les armes envoyées par Cavour à la Révolution de l'Italie méridionale (utilise les récits du général Borgetti pour faire la critique des récits récemment publiés par M. Palamenghi Crispi). = Fasc. 2, avril. G. GAMBARIN. Livres annotés par A. Cavalletto dans les prisons de Josephstadt, 1855-1856 (relève les annotations qui ont un intérêt historique et psychologique). — C. ROCCA. Lettres inédites du député Ricardi (de Garibaldi, Pietro di San-Rosa, Cavour, de 1848 à 1858). — RAULICH. Le comte de Cavour et le passage du détroit en 1860 (contribution à la question de l'aide accordée par Cavour à Garibaldi en 1860). — E. MICHEL. Un garibaldien, O. Fano (publie quelques lettres de Fano de l'année 1860). — DINELLI. Une lettre inédite de Mazzini (du 14 août 1838). = Fasc. 3, juin. A. STERN. Lettre de Michel Amari au ministre Guizot (sur le parlement sicilien, du 3 févr. 1848). — M. DEGLI ALBERTI. Le rachat de l'abbaye de Hautecombe (fondée en 1125 par Amédée III de Savoie, l'abbaye fut vendue comme bien national en 1796; restaurée par Charles-Félix en 1824 et réservée comme propriété privée de la maison royale de Savoie par l'accord du 4 août 1862). — C. VOLPATI. Garibaldi à Bergame en 1848 (contribution à l'histoire de la campagne garibaldienne de 48). — F. GUARDIONE. Après la proclamation de la Constitution de 1841 en Sicile. Notes et documents (commente une lettre de T. Natale, ministre des Finances, au prince de Belmonte, 7 oct. 1813). — C. CIPOLLA. L'action garibaldienne dans le Latium méridional (chronologie des principaux faits de 1867). — C. RINAUDO. Documents concernant le lieutenant-colonel François Della Rovere sur les faits du 5 août 1848 à Milan. = Fasc. 4, août. E. SOLMI. Le développement de la pensée de V. Gioberti (genèse du *Primato*). — F. FARINI. Sicaire et ordonnateurs dans l'assassinat de D.-A. Farini (assassiné le 30 déc. 1833 par des sanfidistes). — M. CERRUTI. La mère et les sœurs della Marmora (avec des correspondances privées intéressantes sur les treize enfants de la marquise della Marmora; il y eut cinq filles). — F. GUARDIONE. Notes du gouvernement des Bourbons du 17 mai au 27 juin 1860 et documents du Consulat des états sardes résidant en Sicile. — G. RONDONI. Archives communales

de San-Miniato-al-Tedesco. Délibérations municipales relatives au Risorgimento (1828-1861).

**65. — Rivista storica benedettina.** 1912, avril-sept. — P. LUGANO. Sainte Catherine de Sienne et les moines de Montoliveto. — G. LOBETTI-BODONI. L'abbaye de Staffarda dans le marquisat de Saluces (figures). — C. PATRUCCO. Sur la date de la capture de saint Maieul, abbé de Cluny (la prise du saint par les Sarrasins aurait eu lieu le 21 juill. 983). — E. JALLONGHI. Le Mont-Cassin dans les cinquante premières années du XIX<sup>e</sup> s. (d'après les archives du Mont-Cassin; à suivre). — P. CIAMPELLI. Le neuvième centenaire de la fondation de l'hermitage de Camaldoli. — E.-D. PETRELLA. Lettres inédites de Mabillon, Germain, Montfaucon, Estiennot, Ruinart, Fontanini (fin du XVII<sup>e</sup>, début du XVIII<sup>e</sup> s.). = C.-rendus : D. *Ursmer Bertière*. L'ordre monastique des origines au XII<sup>e</sup> s. (excellent). — Académie de Mâcon, millénaire de Cluny.

---

## CHRONIQUE.

---

— A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1913, la *Revue historique* paraîtra sous la direction de MM. Charles BÉMONT, directeur adjoint à l'École pratique des Hautes-Études, et Christian PFISTER, professeur d'histoire à la Sorbonne.

---

**France.** — C'est avec un vif regret que nous devons annoncer la mort de trois de nos collaborateurs : MM. PÉLISSIER (9 novembre 1912), LÉONARDON (23 novembre) et KONT (23 décembre).

Léon-Gabriel Péliissier était né à Marseille le 24 mars 1863. Après l'École normale supérieure, où il eut pour maître Gabriel Monod, qui ne cessa de lui témoigner l'amitié la plus cordiale, il fut élève de l'École française d'archéologie à Rome et, pendant deux années, il recueillit dans les bibliothèques italiennes des masses de matériaux pour la littérature et l'histoire. Chargé de cours à la Faculté des lettres de Montpellier (1888), il devint professeur titulaire (1900), puis doyen (1908); son enseignement était fort goûté. Un de ses plus anciens élèves a écrit : « Le maître était (en 1888-1889) à peine plus âgé que ses étudiants; quelques-uns même étaient ses aînés. Tous, dès la première rencontre, furent conquis : pendant la leçon, par la vigueur de la méthode et la clarté de l'exposition, et surtout, dans la conversation qui suivait presque toujours la leçon magistrale, par la bonne grâce et la simplicité du ton, l'abondance et la sûreté de l'information et du commentaire, l'ingéniosité des rapprochements » (*Vie Montpelliéraine et régionale*, n° du 17 nov. 1912). Son érudition était riche en effet, débordante même, au point d'effrayer les juges qui eurent à examiner sa thèse française pour le doctorat ès lettres : *Recherches dans les archives italiennes. Louis XII et Ludovic Sforza* (2 vol., 1896). Ce gros travail avait été précédé par trois volumes intitulés : *Documents pour l'histoire de la domination française dans le Milanais* (1896), *Sources milanaises de l'histoire de Louis XII* (1892), *Documents sur les relations de Louis XII, de Ludovic Sforza et du marquis de Mantoue de 1498 à 1500* (1893). D'autres ouvrages, qui sont encore des recueils de documents, se rapportent à certains épisodes de la domination française en Italie sous la Révolution et l'Empire, au séjour de Napoléon à l'île d'Elbe. Des manuscrits légués par le peintre François Fabre à la bibliothèque de Montpellier, il a tiré (1902) le *Portefeuille de la comtesse d'Albany*, où se trouvent plus de trois cents lettres adressées à l'amie d'Alfieri par ses amis de

France et d'Italie de 1806 à 1824, et des *Lettres inédites de la comtesse d'Albany à ses amis de Sienne* (1904). Bien d'autres publications, à base toujours documentaire, témoignent d'une grande curiosité d'esprit autant que d'un prodigieux labeur. Bibliophile émérite, il aimait les livres pour les lire; il en donnait volontiers des comptes-rendus dans les revues d'érudition : *Revue des questions historiques*, *Revue de synthèse historique*. Il avait accepté avec empressement de rédiger pour notre recueil les livres relatifs à l'histoire de l'Italie moderne. C'est que, s'il tenait à se tenir au courant pour lui-même, il voulait aussi faire profiter les autres de ses lectures si étendues. Son ardeur de production littéraire semblait s'être ralentie dans ces dernières années; son décanat l'occupait beaucoup; un deuil cruel vint le frapper brusquement et peut-être hâta sa fin.

Henri-Louis Léonardon était né le 18 avril 1863 à Montlhéry. Élève de l'École des chartes, il en sortit en 1889 avec une thèse qui avait pour titre : *Essai sur la politique française dans la question de la succession de Portugal, 1578-1583*, et qui n'a pas été publiée. Élève de M. Alfred Morel-Fatio, connaissant bien l'Espagne, où il avait voyagé et travaillé, il voulut bien se charger pendant plusieurs années de faire pour la *Revue historique* le dépouillement des revues espagnoles et en particulier des publications de l'Académie royale d'histoire. En collaboration avec M. Morel-Fatio, il a publié, dans le *Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France*, trois volumes sur l'Espagne (1549-1789). En 1901, il nous donna un article sur *Prim et la candidature Hohenzollern* (t. LXXV) et il en publia en même temps un autre sur *l'Espagne et la question du Mexique* dans les *Annales des sciences politiques*; c'étaient des fragments de son livre sur Prim, paru cette même année, et où l'on trouve des aperçus nouveaux justifiés par des documents d'une saveur assez rare. Sous-bibliothécaire de la ville de Versailles, il venait d'être nommé bibliothécaire en chef quand il fut emporté presque subitement par une maladie déjà ancienne qui, sans traces apparentes, avait lentement compromis sa santé.

I. Kont, qui vient de mourir à l'âge de cinquante-six ans, était professeur agrégé d'allemand; ses thèses de doctorat (*Étude sur l'influence de la littérature française en Hongrie* et *Quid Herderus de antiquis scriptoribus senserit*, 1902) lui ouvrirent les portes de la Sorbonne, où il enseigna la langue et la littérature hongroises. Son *Histoire de la littérature hongroise* (1900), sa *Littérature hongroise, 1825-1848* (1903), ses *Études hongroises* (1907) montrent l'étendue de son information. Nos lecteurs, comme aussi ceux de la *Revue critique*, savent avec quelle ponctualité il rendait compte des publications hongroises sur l'histoire et la littérature. Il préparait une bibliographie critique des sources et des publications françaises concernant l'histoire de la Hongrie. Sa mort prématurée est pour l'érudition une perte difficilement réparable et, pour nous, un grand deuil. — Ch. B.

— M. Charles-Emile RUELLE est mort en octobre dernier à l'âge de soixante-dix-neuf ans. Il avait été bibliothécaire, puis administrateur de la bibliothèque Sainte-Geneviève. On lui doit des travaux remarquables sur la philosophie et surtout sur la musique grecques, une *Bibliographie générale des Gaules*, qui s'arrête en 1870 (1880), une *Collection des anciens alchimistes grecs* (4 vol. 1888), etc.

— M. Jules MANCINI, dont un livre récent, *Bolivar et l'émancipation des colonies espagnoles*, a été remarqué, est mort le 5 décembre à l'âge de trente-sept ans. Il était né le 7 mars 1875 et appartenait au ministère des Affaires étrangères.

— Notre collaborateur, M. Paul MONCEAUX, a été élu membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres en remplacement de M. Ph. Berger, décédé.

— Des arrêtés du 18 octobre dernier ont modifié la composition du Comité des travaux historiques et scientifiques : la section d'histoire et de philologie prend le titre de « section de philologie et d'histoire (jusqu'à 1715) » ; la section de géographie historique et descriptive prend celui de « section de géographie » ; la section des sciences économiques et sociales, celui de « section des sciences économiques et sociales, d'histoire moderne (depuis 1715) et d'histoire contemporaine ». Cette section, si chargée, est divisée en deux sous-sections : l'une des « sciences économiques et sociales », sous la présidence de M. de Foville, l'autre d'« histoire moderne (depuis 1715) et d'histoire contemporaine » sous la vice-présidence de M. Aulard. On remarquera que, de ces deux sous-sections, l'une est dotée d'un président tandis que l'autre a seulement un vice-président. M. G. Harmand est secrétaire de la première et M. Camille Bloch de la seconde.

— Le 51<sup>e</sup> congrès des Sociétés savantes de Paris et des départements aura lieu à Grenoble pendant la semaine de la Pentecôte, du 13 au 17 mai 1913.

— La Commission instituée pour rechercher et publier les documents relatifs à la vie économique de la Révolution française entrera en 1913 dans la dixième année de son existence. A cette occasion, une assemblée générale de la commission centrale et des comités départementaux aura lieu à Paris, à la Sorbonne, du 3 au 5 février prochains. Les questions qui figurent au programme de l'assemblée sont : organisation générale des recherches sur l'histoire économique de la Révolution, recherche et édition des cahiers de doléances de 1789, des documents relatifs aux biens nationaux, au commerce et à l'industrie, à l'agriculture, aux subsistances, etc.

— LES ARCHIVES DU MINISTÈRE DES COLONIES. — Les historiens savent en gros qu'un décret du 17 janvier 1910 a autorisé le dépôt aux Archives nationales des fonds des archives coloniales antérieurs à 1789. Mais si l'on sait exactement ce qu'a reçu le Palais Soubise, on



est moins bien renseigné, même parmi les spécialistes, sur ce qui a été conservé dans le dépôt de la rue Oudinot.

En premier lieu, le décret de 1910 réservait au ministre le droit de retenir par-devers lui les documents antérieurs à 1789, présentant « un intérêt diplomatique ou militaire ». C'est ainsi que les fonds *Inde* (on saisit toute l'importance de cette exception), *Sénégal*, *Guyane*, etc., sont restés au ministère (voy. Stewart L. Mims, *Colbert's West India policy*, p. 350-352). Sauf ces réserves, ont été versées aux Archives nationales les séries A (actes du pouvoir souverain), B (correspondance ministérielle), C (correspondance générale) pour toute la période antérieure à 1789. Le versement a été provisoirement suspendu pour une partie des séries D (troupes), E (personnel), F (services divers), dont une partie seulement est allée aux Archives nationales, le reste pouvant faire partie d'un versement supplémentaire. Enfin le ministère conservera les papiers du Dépôt des fortifications des colonies. On voit donc que l'on ne saurait, même pour l'histoire coloniale de l'ancien régime, se contenter des seules Archives nationales.

Pour la période postérieure à 1789, *tous les documents*, en principe, se trouvent rue Oudinot. Cependant, une décision présidentielle de 1911 a autorisé le ministre à déposer aux Archives nationales les documents relatifs aux colonies perdues. Le seul versement fait jusqu'à présent est celui du fonds Moreau de Saint-Méry, dont les érudits se sont peut-être exagéré la valeur.

Cette répartition doit-elle être considérée comme définitive? Pour certaines séries, amorcées aux Archives nationales par trois ou quatre registres seulement, et dont le ministère était dans la nécessité de conserver la suite, il semble qu'il y aurait avantage à reconstituer l'ensemble, rue Oudinot. Inversement, il y aurait lieu de remettre aux Archives nationales les « queues » de séries des colonies perdues, — Tabago, Sainte-Lucie, etc., — dont ces Archives possèdent déjà les « têtes ».

Dans quel état se trouvaient, après le partage, les archives du ministère des Colonies? Le ministre n'hésitait pas, — ces mots se trouvent dans un rapport parlementaire, — à qualifier de très grave le désordre qui régnait dans ce dépôt. Grâce à l'action personnelle de M. Chaumont, président de la commission des Archives coloniales, et du ministre M. Lebrun, ce chaos s'est peu à peu ordonné. Dès mars 1911, M. Christian Schefer avait été chargé d'une mission d'investigation dans le dépôt; il constatait l'inexistence de l'inventaire (il n'y avait d'inventaires que pour l'ancien régime) et l'état moins que rudimentaire du classement. Un crédit inscrit au budget de 1912 permettait de mettre à sa disposition un archiviste-paléographe (M. Saulnier) et de commencer le classement.

Le premier souci de M. Schefer fut de conserver dans la mesure du possible les anciens classements, de façon à ne pas déconcerter les travailleurs. La série A était toute constituée (elle présente d'ailleurs des lacunes qui obligent à consulter, rue Royale, la série A de

la Marine). La série B, commune à toutes les colonies, est formée de registres, admirablement tenus, de copies de lettres au départ; le plus souvent les dépêches adressées aux gouverneurs résument les lettres auxquelles elles répondent; chaque registre est muni d'une table alphabétique. Restait la série C, qui contient non seulement les lettres reçues, mais des pièces, mémoires, documents divers. Or, il n'y existait qu'un classement géographique embryonnaire par C<sup>1</sup>, C<sup>2</sup>, C<sup>3</sup> ... mais très insuffisant et très incomplet et ne faisant pas de place aux documents relatifs à plusieurs colonies ou à des pays qui ne sont pas devenus des colonies.

Comment trouver un classement donnant une place logique à tous les documents et répondant, en même temps qu'aux desiderata des historiens, aux besoins des services administratifs? On ne pouvait songer à respecter les anciens fonds, car dans des archives administratives vivantes, le perpétuel remaniement des services amène des modifications dans la répartition des dossiers.

Il semble, d'après le rapport de M. le sénateur Gervais sur le budget de 1912, qu'on ait adopté le principe de la répartition géographique. Entendons le mot géographie dans ses rapports avec l'histoire. C'est ainsi que le premier groupe constitué : *Afrique*, comprend l'Afrique équatoriale et occidentale, les pays de la Méditerranée occidentale et de l'Atlantique, mais non les pays de l'Océan indien qui, historiquement, se rattachent à l'Inde. Quatre autres groupes seront vraisemblablement constitués, plus un sixième pour les affaires communes. Ces groupes se divisent par fonds : un fonds commun au groupe et autant de fonds spéciaux qu'il y a de colonies dans le groupe. Les fonds désignés par le nom de la colonie sont subdivisés en séries logiques numérotées. Dans chaque série, l'unité de classement est la liasse, et un inventaire sur fiches par liasses permet de trouver les documents. Grâce à l'insertion, dans la série « correspondance générale », de fiches de renvois aux affaires spéciales, on a pu établir une heureuse combinaison entre les besoins des historiens et les nécessités administratives. Une table alphabétique facilite les recherches. Nous croyons savoir que l'inventaire du groupe *Afrique* est très avancé. Dans leur forme actuelle, l'inventaire et la table alphabétique ne sont pas communicables au public. Il serait souhaitable, pour la période pour laquelle les Archives sont ouvertes, de les voir publier.

Quels sont maintenant les services que ces Archives peuvent rendre aux chercheurs, notamment pour la période 1790-1848 (on sait qu'elles ne sont ouvertes que jusqu'à cette dernière date)? Il va de soi que l'on ne peut avoir communication ni des dossiers du personnel ni de quelques séries ou pièces confidentielles. A ces réserves près, l'organisation du service est des plus libérales.

Or, il apparaît très vite que toute notre histoire coloniale du XIX<sup>e</sup> siècle est à refaire d'après les documents de la rue Oudinot. Il suffit, pour se rendre compte de ce que ces documents peuvent apporter de nouveau à notre connaissance de l'histoire coloniale, de

lire les ouvrages où ils ont été utilisés, comme le livre de M. Schefer sur la Restauration, ou les récents articles de revue qui nous en annoncent un autre sur la monarchie de Juillet. Mais, si l'on songe au rôle joué par les questions coloniales dans notre politique étrangère, on peut affirmer que notre histoire diplomatique elle-même ne saurait s'écrire avec les seuls documents du quai d'Orsay. Il est impossible, sans les Archives des colonies, de voir clair dans les rapports de Guizot et de l'Angleterre, pour ne citer que ce seul exemple.

Les renseignements que nous avons donnés sur le nouveau classement indiquent dans quel sens les travailleurs devront orienter leurs recherches. Est-il nécessaire d'ajouter que, là comme dans tout dépôt de caractère technique, ils feront bien, avant de s'engager, de s'adresser aux personnes qui ont la responsabilité et la connaissance intime du service ?

En résumé, le ministère des Colonies, en opérant un versement partiel de ses archives, prenait l'engagement moral de classer, d'organiser et de rendre accessibles celles qu'il conservait. On voit, par ce qui précède, qu'il est en train d'acquitter cet engagement, pour le plus grand bénéfice des historiens.

H. Hn.

— Voici le programme pour l'Agrégation d'histoire et de géographie en 1913 : *Histoire ancienne*. I : l'Égypte, des origines à la conquête romaine. II : la Grèce, de la fin des guerres médiques à la fin de la guerre du Péloponèse. III : Histoire intérieure et extérieure de l'Empire romain, de l'avènement d'Auguste à la mort de Commode. — *Histoire du moyen âge*. I : la France, l'Italie et l'Allemagne de 751 à 987. II : les Croisades; les établissements latins en Orient jusqu'à la fin du xiv<sup>e</sup> siècle (états latins de Syrie; empire latin de Constantinople, principauté d'Achaïe, royaume de Chypre). III : l'Italie, du commencement du xv<sup>e</sup> siècle à 1559. — *Histoire moderne*. I : Histoire intérieure et extérieure de l'Espagne, de 1598 à 1700. II : Histoire intérieure et extérieure de la France au xviii<sup>e</sup> siècle, de 1715 à 1800. III : Histoire intérieure et extérieure de l'Autriche, de 1789 à 1878. IV : Histoire intérieure de l'Angleterre sous le règne de Victoria. — *Géographie*. I : Géographie physique générale. II : Répartition de la population; site et conditions naturelles des villes. III : la France. IV : l'Europe septentrionale et orientale : Îles britanniques, Danemark, Suède, Norvège, Finlande, Russie. V : l'Asie russe, l'Asie centrale, l'Asie antérieure.

L'an dernier, la *Revue* a protesté (t. CIX, p. 233) contre l'idée bizarre en vertu de laquelle l'histoire d'Italie, du commencement du x<sup>e</sup> siècle à 1559, figurait parmi les sujets d'histoire du « Moyen âge ». Cette protestation est demeurée vaine. Il serait temps de se demander pourquoi des autorités irresponsables s'arrogent le droit de modifier les mots de la langue courante. On fera difficilement admettre à des historiens que la « Renaissance » fait partie du « Moyen âge ».

— Nous apprenons que la revue *la Normandie*, publiée à Rouen

et qui donnait de substantielles études d'histoire locale, a cessé de paraître en 1912. M. P. Duchemin, qui en assumait la charge pour une large part, est mort à Rouen en novembre dernier. Il y avait donné en dernier lieu une étude sur le *Département de l'Eure sous la Révolution*.

— M. PARISOT prépare une histoire de la région lorraine. Il ne limitera pas son sujet au duché de Lorraine au sens étroit; mais il y comprendra le duché de Bar, les Trois-Évêchés de Metz, Toul et Verdun; en un mot, il embrassera le pays qui a formé en 1790 les départements des Vosges, de la Meurthe, de la Moselle et de la Meuse. Il expose en ce moment cette histoire à ses auditeurs de la Faculté des lettres de Nancy et, dans sa leçon d'ouverture (janvier 1912) qu'il vient de publier, il en trace le plan (*Esquisse d'une histoire de la région lorraine*, 24 pages in-8°, extrait du *Pays lorrain*) : origines jusqu'en 511; période franque de 511 à 925; période germanique (925-1273); période française (1273-1801); période contemporaine. Sur chacune d'entre elles, on trouvera dans ces pages des vues ingénieuses qui font réfléchir.

C. P.

**Autriche.** — La Commission pour l'histoire moderne de l'Autriche a tenu sa séance annuelle à Vienne le 31 octobre dernier. Pour l'exercice terminé, on avait publié le t. I des *Staatsverträge*; ce volume, dont il a été parlé dans notre précédent volume (CXI, 122), contient les traités de paix conclus avec la Hollande jusqu'en 1722; il a été publié par H. R. VON SRBIK; la rédaction du tome II a été confiée à J.-K. MAYR. Le tome II des conventions avec la France, par A.-Fr. PRIBRAM, paraîtra au printemps de 1913; le t. III du *Chronologisches Verzeichniss der österr. Staatsverträge* par Ludwig BITTNER est terminé en manuscrit. Dans la série des Correspondances, le t. I de la *Correspondance de Ferdinand I<sup>er</sup> jusqu'en 1526*, par W. BAUER, paraîtra dans le courant de l'année; la préparation du t. II est assez avancée pour que l'auteur pense pouvoir bientôt commencer d'en rédiger l'introduction. Le tome I de la *Correspondance de Maximilien II*, par V. BIBL, s'étendra jusqu'à la fin de septembre 1566. — L'histoire de l'Administration centrale par H. KRETZSCHMAYR se trouve retardée par la complexité des travaux préparatoires. — Enfin, un fascicule double (4 et 5) des *Archivalien zur neueren Geschichte (Esterreichs)*, contenant des rapports sur plusieurs archives privées de la noblesse bohémienne, est prêt à paraître.

**Danemark.** — Le 28 octobre 1912 est décédé à Copenhague le professeur Julius FRIDERICIA, à l'âge de soixante-trois ans. Après avoir, pendant vingt-cinq ans, rempli les fonctions de bibliothécaire à la bibliothèque de l'Université, il fut, en 1899, nommé professeur à l'Université où il enseigna l'histoire moderne. M. Fridericia possédait un vaste et profond savoir dans toute l'histoire de l'Europe depuis la Réforme, comme le témoignent clairement ses remarquables manuels de l'histoire des temps modernes (4 vol., 1903-1912), où l'on

a loué l'exactitude des faits, la justice et l'humanité des jugements. On trouve les mêmes qualités dans de nombreux comptes-rendus des livres étrangers qu'il a publiés dans la *Historisk Tidsskrift*, dont il fut le directeur. On peut dire que dans toute cette activité il a vu en Gabriel Monod son modèle et c'est à lui justement qu'il a consacré un de ses derniers articles. L'époque de l'histoire qu'il a étudiée le plus profondément fut le XVII<sup>e</sup> siècle. Il a commencé par un tableau de la politique extérieure pendant la période comprise entre la paix de Lübeck et celle de Brømsebro (*Danmarks ydre politiske Historie, 1629-1645*, 2 vol., 1876-1881); il avait puisé largement dans les archives de l'Europe et il savait se débrouiller dans les dédales de la diplomatie pendant la guerre de Trente ans. Plus tard, il s'est occupé surtout de l'état intérieur du pays pendant la même période et il a publié des études remarquables, par exemple sur la classe agricole et sur le mouvement économique. Ainsi préparé, il put écrire son ouvrage capital sur les derniers temps du gouvernement aristocratique et l'établissement de l'absolutisme (*Adelsvældens sidste Dage, 1648-1660*, 1894). Enfin, dans le vol. IV du grand ouvrage *Danmarks Riges Historie*, il a donné une histoire de tout le XVII<sup>e</sup> siècle. Ces ouvrages témoignent d'une grande finesse d'observation, d'une pensée claire et pénétrante et d'un talent remarquable pour les vues d'ensemble. On lui doit encore, en collaboration avec C.-F. Bricka, la grande édition des lettres personnelles de Christian IV, et il a publié un recueil de documents concernant l'histoire du domicile forcé des paysans. Très aimé comme professeur, il s'est fait aussi beaucoup d'amis par sa grande noblesse de cœur.

Joh. STP.

**Grande-Bretagne.** — Le 4 novembre 1912 est mort M. James GAIRDNER. Il était né à Édimbourg le 22 mars 1828. Après être entré comme « clerk » au P. Record Office de Londres (1846), il était devenu (1859) « assistant keeper » de ces mêmes archives, où se passa la plus grande et la plus active partie de sa vie, jusqu'à sa retraite en 1893. Il y fournit un labeur considérable. Il publia en effet, dans la collection dite des « *Chronicles and Memorials* », la chronique de Bernard André sur Henri VII (1858, n° 10 de la collection) et les *Letters and papers* relatifs aux règnes de Richard III et de Henri VII (1861-1863, n° 24); mais c'est surtout à la série des « *State Papers* » qu'il apporta la contribution la plus considérable : les tomes V à XXII des *Letters and papers, foreign and domestic, of the reign of Henry VIII* ont été rédigés par lui; à partir du tome XIV pourtant on lui adjoignit un collaborateur, M. Brodie. Il n'est personne qui, ayant eu à s'occuper de l'histoire de l'Angleterre sous Henri VIII, ne leur doive infiniment. Pour la *Camden Society*, il publia trois textes anglais du XV<sup>e</sup> siècle conservés dans un manuscrit qui avait appartenu à un bourgeois de Londres (*The historical collections of a London citizen*, 1876, t. XVII de la seconde série). Il donna jusqu'à trois éditions des *Paston letters* (1872, 1900, 1904). Connaissant à fond les sources mêmes de l'histoire au XV<sup>e</sup> et au XVI<sup>e</sup> siècle, il en écrivit plusieurs



importants fragments avec une autorité toute particulière. Sa biographie de Richard III (1878; nouvelle édition améliorée en 1898) n'a pas été dépassée. Dans l'histoire de l'Eglise d'Angleterre publiée sous la direction de MM. Stephens et Hunt, on lui confia une partie du XVI<sup>e</sup> siècle, de 1509 à 1558 (*The english church in the sixteenth century*, 1902); pour la *Cambridge modern history*, il écrivit deux chapitres : sur les premiers Tudors (t. I, ch. xiv) et sur Henri VIII (t. II, ch. xiii). Richard III et Henri VIII l'attiraient particulièrement; il y revenait volontiers pour corriger les traits de leur physionomie et c'est encore lui qui fut chargé de résumer l'histoire de leur règne dans le *Dictionary of national biography*. Sa dernière œuvre, *Lollardy and the Reformation in England* (3 vol., 1908-1911), est d'une composition assez malhabile, mais riche encore de faits et d'utiles observations de détail; il dénotait en tout cas d'une vigueur intellectuelle rare chez un octogénaire. Il a eu cette bonne fortune de pouvoir achever de grandes œuvres et de bien remplir toute sa vie.

— Le 23 novembre est mort d'un accident de voiture à Kensington le prof. Edward ARBER, à l'âge de soixante-seize ans; il était né à Londres le 4 décembre 1836. Il fut professeur de littérature anglaise, d'abord à l'Université de Londres (1875), puis à celle de Birmingham (1881-1894). Il a publié de nombreux textes littéraires et historiques. Beaucoup de brochures du XVI<sup>e</sup> et du XVII<sup>e</sup> siècle, introuvables dans leur forme originale, ont été rééditées par lui dans son *English Garner* (Prol.), qui a récemment été refondu sous une forme plus méthodique. On lui doit aussi la publication des Registres de la Compagnie des libraires de 1554 à 1640, si importants pour la connaissance des livres publiés pendant cette époque.

— M. William Flavell MONYPENNY était un Irlandais, né le 7 août 1866 dans le comté d'Armagh. Journaliste, il fut directeur-adjoint du *Times* de 1894 à 1899, puis il prit du service actif dans la guerre des Boers. Il avait commencé une *Vie de Disraeli* (t. I, 1910); il vint de mourir peu après l'apparition du tome II.

— M. CHADWICK, l'auteur de *The origin of the english nation*, a été nommé professeur d'anglo-saxon à l'Université de Cambridge en remplacement de W. Skeat, décédé.

— Le Congrès international d'histoire, qui s'est déjà tenu à Rome, puis à Berlin, aura lieu à Londres du 3 au 8 ou 9 avril 1913. Pour avoir le titre de membre du Congrès, il suffit de payer 25 francs (moitié pour les dames); cette cotisation doit être adressée à M. J. Gollancz, secrétaire de la British Academy (Burlington House, Londres). Il importe que la France, dont la production historique est si féconde et si variée, fasse bonne figure à ce Congrès. Nous ne doutons pas en particulier que chacune de nos Universités ne considère comme son devoir et ne tienne à honneur de s'y faire représenter par ses maîtres les plus réputés.

— Les archives publiques de Londres (Public Record Office) sont, comme on sait, un admirable dépôt où, malgré le zèle éclairé des employés, il n'est pas toujours facile de diriger ses recherches; l'organisation intérieure, le classement des fonds, si nombreux et de provenance si diverse, peut-être aussi le recrutement du personnel ont suscité des réclamations telles qu'on a fini par nommer une Commission d'enquête. Avec Sir Frederick POLLOCK comme président et M. Hubert HALL comme secrétaire, cette Commission s'est acquittée de sa tâche avec un zèle qu'on appréciera en parcourant son premier rapport (*First report of the royal Commission on public records*, vol. I, 3 parties, 1912. Collection des « Blue books ». Londres, Stationary Office, in-fol., 52, 168 et 215 pages). Dans la première partie, on trouvera le résumé des travaux et des conclusions de la Commission. La deuxième partie nous fait connaître l'organisation du P. Record Office depuis 1838 et contient une liste des dépôts d'archives qui existaient à Londres à cette époque, un résumé des acquisitions effectuées de 1838 à 1910, un tableau malheureusement très sommaire des principaux fonds conservés dans l'immense édifice de Chancery lane, une note sur les papiers d'Etat conservés au P. Record Office et au British Museum, une liste des publications entreprises par le P. Record Office (mais seulement depuis 1856, la Commission actuelle n'ayant pas à s'occuper de l'ancienne « Record Commission »), un tableau du personnel des archives, avec l'indication du mode de recrutement et des traitements (le dernier des « clerks », après trois ans de service, touche 195 livr. st., soit 4,875 fr.). La troisième partie contient le texte des dépositions recueillies par la Commission. La Commission, sollicitée par le public, insiste avec raison sur la police de la salle de travail où doit régner le silence le plus complet. Le public et les employés de nos bibliothèques et archives devraient s'inspirer de cet exemple. Il est tel de ces endroits, à Paris, où le sans-gêne général est par moments scandaleux. Ch. B.

**Italie.** — Le troisième Congrès international d'archéologie s'est tenu à Rome, du 9 au 16 octobre, dans le palais de l'Université. Beaucoup de savants des diverses nations, quelques « amateurs », à tout le moins convaincus, et une imposante troupe de touristes, qui, très légitimement, et, en définitive, *ad maiorem scientiae gloriam*, profitaient de l'occasion pour voir ou revoir la Ville. Nul doute pourtant que, des doctes communications reçues par les onze sections du Congrès et des discussions qui les ont suivies, ne sorte un important recueil d'Actes, dont, j'espère, nous n'attendrons pas trop longtemps la publication. La France, représentée par une nombreuse délégation que présidait, avec autorité, M. René Cagnat, a tenu une place des plus honorables dans ces débats érudits. L'activité du savant président, secondée par le zèle de maîtres comme MM. G. Bloch, Carcopino, Lafaye, Merlin, Millet, Toutain et d'autres encore, a largement suppléé à quelques regrettables abstentions de la dernière heure et a

fait qu'on ne s'est presque pas aperçu des distractions de quelques délégués plus assidus au musée des Thermes ou au Palatin qu'à la Sapienza. En revanche, trois brillantes réceptions, données en son honneur, deux au Capitole et une à la Consulta, et aussi deux excursions de tous points réussies, l'une à Coéré, l'autre à Ostie, ont permis de contempler, en dehors de curiosités des plus intéressantes, l'assemblée archéologique dans presque toute son ampleur. En somme, si tous les congressistes n'ont pas dit ou entendu d'excellentes choses dans les séances si bien remplies qui auraient dû les retenir à l'Université, tous, du moins, en ont vu d'admirables. Sur l'heureuse initiative de M. Cagnat, il a été décidé que le prochain Congrès archéologique se tiendrait, dans trois ans, à Alger. Ch. G.

**Pays-Bas.** — La librairie Nijhoff à La Haye met en vente un atlas historique des Pays-Bas (*Geschiedkundige Atlas van Nederland*), publié par une Commission officielle que préside le prof. P.-J. Blok. Il se composera de quatre-vingt-dix feuilles environ formant dix-sept cartes; chacune de ces cartes sera accompagnée d'un texte donnant l'explication des détails. La Commission pense pouvoir donner chaque année de six à sept feuilles au prix de 1 flor. 50 la feuille (en souscription). Ont déjà paru huit feuilles de la République en 1795. Une de ces cartes, que nous avons reçue comme spécimen, donne une idée très favorable de l'ouvrage; pour l'histoire militaire de la Révolution française, c'est un document de haute valeur.

#### ERRATUM DU TOME CXI.

Page 122, ligne 28, au lieu de M. VON SBRIK,	lire VON SBRIK.
— 145, — 11, — Attila,	— Aëtius.
— 162, — 45, — Tchirch,	— Tschirsch (cf. p. 398).
— 234, — 8, — Girard,	— Gérard.
— 236, — 23, — Barrizza,	— Barzizza.
— — 33, — Rost,	— Bost.
— 239, — 1, — 1498,	— 1490.
— 240, note 1, — Panger,	— Panzer.
— 242, ligne 9, — et de contemplatifs,	— et des contemplatifs.
— 445, — 21-22. Le premier prix Gobert a été décerné par l'Académie des inscriptions à M. BRUNOT pour son <i>Histoire de la langue française</i> .	

Le gérant : R. LISBONNE.

